Léon de PONCINS

TOP SECRET

Secrets d'état anglo-américains



Diffusion
de la Pensée Française

L'auteur

Léon de PONCINS

Exploitant agricole, né à Civens (Loire) le 3 novembre 1897. Spécialisé dans l'étude des mouvements révolutionnaires contemporains, et convaincu de l'influence des sociétés secrètes sur les grands bouleversements politiques et sociaux. L. de PONCINS a consacré à ce problème plusieurs ouvrages qui eurent un certain retentissement à l'étranger où ils furent traduits dans plusieurs pays (Grande-Bretagne, Allemagne, Portugal, Espagne, Italie, Hongrie, Bulgarie, U.S.A., Brésil). Le premier parut en 1928 sous le titre *Les Forces secrètes de la Révolution*. Vinrent ensuite une quinzaine de livres dont *Christianisme et Franc-Maçonnerie* (1969) et *La Franc-Maçonnerie d'après ses documents secrets* qui vient de faire l'objet d'une récente réédition (1972). Dans l'entre-deux-guerres, L. de PONCINS dirigea une revue internationale, *Contre-Révolution* (1937-1939), et collabora à divers journaux : *Le Jour, Le Figaro, L'Ami du Peuple, Le Nouvelliste de Lyon*, etc... ainsi qu'à des revues françaises et étrangères. Les documents publiés dans ses livres et ses articles ont suscité des interpellations parlementaires en Roumanie et en Suisse, et furent à l'origine de mesures d'ordre public prises au Portugal. En octobre 1965, L. de PONCINS intervint personnellement au Concile au sujet du fameux vote sur la question juive. Il fit paraître sous sa signature une brochure dont les exemplaires, imprimés en français et en italien, furent distribués à Rome même, aux Pères conciliaires.

(Extrait du *Dictionnaire de la politique française* (Tome I) — Henry COSTON — B.P. 92-18, Paris 18e)

10,00 €

TOP SECRET

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Editions Bossard, Paris

LES FORCES SECRÈTES DE LA RÉVOLUTION, première édition, 1928 (épuisé). — Deuxième édition, 1929 (épuisé).

Editions de la Revue française, Paris

REFUSÉ PAR LA PRESSE, 1931 (épuisé).

Editions Beauchesne, Paris

TEMPÊTE SUR LE MONDE, 1934 (épuisé).
LA FRANC-MAÇONNERIE D'APRÈS SES DOCUMENTE SECRETS, 1934 (épuisé).
LE PORTUGAL RENAIT, 1936.
S.D.N., SUPER-ÉTAT MAÇONNIQUE, 1936 (épuisé).
LA MYSTÉRIEUSE INTERNATIONALE JUIVE, 1936 (épuisé).
LA GUERRE OCCULTE (en collaboration avec Malynski), 1936 (épuisé).
HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE, 1937.
LA FRANC-MAÇONNERIE CONTRE LA FRANCE, 1941 (épuisé).
L'ÉNIGME COMMUNISTE, 1942 (épuisé).

Editions du Mercure de France, Paris

LE PLAN COMMUNISTE D'INSURRECTION ARMÉE, 1939 (épuisé).
ISRAËL DESTRUCTEUR D'EMPIRES, 1942 (épuisé).
LES FORCES OCCULTES DANS LE MONDE MODERNE, 1943 (épuisé).

Nouvelles Editions latines, Paris

ESPIONS SOVIÉTIQUES DANS LE MONDE, 1961 (épuisé).

Editions The Britons, Londres

JUDAÏSM AND THE VATICAN, 1967.

Editions de L'Ordre Français, Versailles

CHRISTIANISME ET FRANC-MAÇONNERIE, 1969.

La Librairie Française, Paris

INFILTRATIONS ENNEMIES DANS L'ÉGLISE, 1970 (en collaboration avec Edith Delamare - G. de Couessin - J. Bordiot - G. Virebeau).

Entre 1928 et 1968 des traductions de plusieurs ouvrages de Léon de Poncins ont été publiées dans les pays suivants : Angleterre, Allemagne, Espagne, Portugal, Italie, Hongrie, Bulgarie, Etats-Unis et Brésil.

LÉON DE PONCINS

TOP SECRET

Diffusion de la Pensée Française
Chiré-en-Montreuil, 86 - Vouillé

Si vous désirez suivre régulièrement la parution soit des prochains titres publiés dans cette collection, soit des éditions ou rééditions d'ouvrages de Léon de Poncins ; si vous désirez acquérir les livres disponibles du même auteur, il vous suffit d'écrire et de passer vos commandes à :

Diffusion de la Pensée Française
Chiré-en-Montreuil, 86-Vouillé

I

INTRODUCTION

Etant donné la gigantesque puissance économique et l'écrasante supériorité de l'industrie américaine, étant donné la décadence et la ruine partielle des vieux Etats européens ravagés par une série meurtrière de guerres et de révolutions, nous sommes devenus virtuellement les vassaux de l'Amérique et nous subissons tous les contrecoups de sa politique.

Que nous le voulions ou non, les décisions du gouvernement américain nous intéressent donc au premier chef, et nous avons toutes les raisons de surveiller de près ce qui se passe dans les sphères dirigeantes des U.S.A.

Or, il est un fait que des événements dramatiques de la deuxième guerre mondiale ont mis brutalement en évidence : des forces occultes anonymes, irresponsables et insaisissables ont exercé une influence déterminante sur des décisions vitales prises par les dirigeants américains, décisions qui pèsent lourdement sur l'avenir du monde. Ce fait a été particulièrement marquant au cours du règne de Franklin Delano Roosevelt, dictateur virtuel et tout-puissant des Etats-Unis pendant toute la durée de la deuxième guerre mondiale.

Le fait est indéniable et nous allons en apporter la preuve, mais hâtons nous de dire qu'il ne s'agit nullement d'une histoire complète des dessous de la politique américaine ; nous n'en avons pas la possibilité, car il n'est pas facile de percer le secret qui enveloppe l'action des forces occultes.

Notre but est beaucoup plus modeste ; tout ce que nous apportons, ce sont des lueurs partielles semblables à un coup de projecteur qui illumine brusquement une nuit noire et fait apparaître en pleine lumière des personnes et des faits invisibles jusque-là. Les forces occultes ont un besoin vital d'ombre et de brouillard pour agir avec efficacité, « Nacht und Nebel », et elles ont horreur de toute publicité intempestive.

Or, nous voulons être à même de prouver tout ce que nous avançons, avec des faits et des documents irréfutables. Nous allons donc montrer l'action de ces forces souterraines au cours de certaines périodes cruciales de l'histoire politique américaine et occidentale, à savoir :

1. L'entrée en guerre des Etats-Unis lors de la première guerre mondiale (document Landman) suivie du traité de Versailles.
2. La préparation de la deuxième guerre mondiale (documents J. Montigny-E. Ludwig).
3. Les mystérieux accords de Yalta (document Zabrousky).
4. La politique de guerre américaine (documents Morgenthau ; la guerre aérienne en Europe ; document Lindeman ; le procès de Nuremberg).
5. La guerre de Corée (l'affaire d'espionnage Sorge ; les documents Mac Arthur ; Willoughby).
6. La polémique radiophonique entre l'attorney general Brownell et l'ex-président Truman).
7. Les conseillers politiques de la Maison-Blanche pendant la présidence de Nixon.

A la suite de patientes recherches, j'ai rassemblé dans ce livre une collection de documents qui ne sont pas secrets à proprement parler, mais qui ont été publiés dans différents pays et dans diverses circonstances, sous une forme diluée, partielle et fragmentaire, de sorte qu'ils sont restés pratiquement inconnus du public.

Le document Zabrousky est inconnu hors d'Espagne ; les

documents Morgenthau, publiés récemment aux U.S.A., sont inconnus en France ; les documents Willoughby, Mac Arthur, J. T. Flynn n'ont atteint qu'un public restreint de spécialistes, en Amérique même, etc.

Rassemblés en faisceau, comme ils le sont ici pour la première fois, semble-t-il, ils constituent un tout cohérent et acquièrent une puissance d'impact qu'ils n'avaient pas séparément et individuellement. Au cours de cette étude, je n'ai jamais avancé une affirmation sans l'appuyer sur des documents d'une authenticité indiscutable.

Nous espérons ainsi faire connaître à nos lecteurs l'existence et l'action de certaines forces souterraines, connaissance qui présente un intérêt vital pour l'avenir de nos vieilles civilisations occidentales.

II

1917 — ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS LES RÉVÉLATIONS DU DOCUMENT LANDMAN

Dans le numéro de février 1971, l'abbé de Nantes publiait dans sa revue *La Contre-Réforme catholique,* un article du plus haut intérêt intitulé « *Sonne le glas de la paix* » et dont voici le début :

« Le Jour de Noël, deux Israélites ont été condamnés à mort à Leningrad. Sans doute leur peine a-t-elle été commuée, et c'est bien la première fois que pareille clémence se manifeste en U.R.S.S., mais leur sort n'en est pas plus enviable pour cela ni leur vie mieux assurée. Les foules ont confondu ces malheureux dans une commune et aveugle pitié avec les autonomistes basques, les bamilékés et les guinéens, pitoyables gibiers de potence. Tous victimes de « la dictature » dans le monde ! Mais les deux condamnés de Leningrad sont différents des autres, ils sont juifs.

« Or c'est une leçon de l'histoire moderne, depuis que l'Eglise ne domine plus de haut la vie politique, nul ne peut attenter à la vie d'un Juif dans le monde sans que tous ses frères de race ne jurent de le venger. C'est la loi du talion, toujours en vigueur dans ce peuple, mais c'est plus profondément le mystère millénaire de la solidarité religieuse d'une race qui se croit au-dessus de toutes les autres, race à laquelle son Livre saint promet, après les persécutions des « goïms », la domination du monde. Cette race dispersée n'a d'autre lien que celui du sang et elle ne pardonne jamais le sang versé.

Elle ressent tout attentat contre elle comme le pire des crimes et comme le plus grand des périls qu'elle puisse courir : l'antisémitisme.

« Ainsi s'expliquent les grandes convulsions de notre histoire moderne qui est, en fait, une histoire juive.

« Depuis 1860, date de la fondation de l'Alliance israélite universelle, les Juifs d'Occident ont alternativement prêché la paix et la guerre selon l'intérêt de leur race. Longtemps l'idéologie pacifiste et socialiste a dominé, qu'elle propagea par ses filiales, loges maçonniques et Ligue des droits de l'homme. " Plus de frontières, plus d'inégalités sociales ", tel était le slogan qui devint, par contamination, l'autre Credo de la Démocratie chrétienne. Après la victoire de 1918, ce pacifisme, cet antimilitarisme et cet internationalisme étaient si universellement répandus que, cessant de paraître des idées judéo-maçonniques, passant dans les dicours de Pie XI et du nonce Maglione, elles furent admises comme des idées chrétiennes ou tout simplement humaines. C'est elles qui réglèrent la politique internationale par le truchement de la S.D.N., que la puissance juive soutenait de ses finances. L'Allemagne et la Russie profitèrent de ces utopies et de ce désarmement de notre Occident chrétien pour s'ériger en grands empires.

« Mais en avril 1933, Hitler devenu chancelier du Reich, introduisit dans la législation allemande la « clause aryenne », qui établissait une discrimination raciale, antisémite. C'était, pour le Führer, signer sa condamnation à mort et la défaite de son peuple. En trois ans, le Judaïsme international opéra le plus extraordinaire retournement idéologique et politique du siècle. De pacifiste, il devint belliciste furieux et convainquit le monde d'entrer en croisade contre l'Allemagne hitlérienne devenue soudain " le chien enragé de l'Europe ".

« Le Congrès mondial juif, distinguant nettement ses objectifs de ceux du sionisme, prétendit ne pas travailler dans l'intérêt particulier d'Israël mais pour la liberté des peuples et le salut de l'Occident en réclamant le châtiment d'Hitler et l'écrasement de l'Allemagne nazie. Et c'est pour y parvenir

que la ploutocratie anglo-saxonne complota avec le grand maître de la franc-maçonnerie Bénès et les Juifs russes Litvinov et Rosenberg l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. en 1934. L'Allemagne serait encerclée...

« J'étais jeune et je commençais à lire *l'Action française.* J'ai assisté ainsi les yeux écarquillés au retournement de l'opinion française (et catholique, hélas !), d'un pacifisme désarmeur et germanophile à un bellicisme hystérique qui ne s'occupait même pas d'armer, moralement et matériellement, ces démocraties qu'on allait jeter dans la croisade antifasciste et la guerre du droit. Pie XI pleurait sur nos frères spirituels de race sémite, le cardinal Verdier poussait à la guerre. Ce fut la guerre, et la défaite !

« Nous sommes rentrés, le jour de Noël dernier, dans ce même cycle infernal. Jusqu'alors le Judaïsme américain ne ressentait pas l'aide fournie par la Russie aux pays arabes contre Israël comme une atteinte directe, immédiate à leur race. Pour cette fraction riche du peuple juif, la concentration des Juifs en Israël est une erreur, une déviation de leur messianisme. Ils estiment qu'Israël doit rester au milieu des nations pour les dominer toutes du dedans par l'argent et le pouvoir. Mais du jour où l'U.R.S.S. a commis le crime de frapper deux frères de leur sang, la Juiverie internationale a décidé, soyez-en sûrs de dresser le monde contre les Soviets et d'écraser ce pays. Elle fera de nous une fois encore la piétaille de la guerre juive.

« Tout observateur attentif aura pu relever depuis un mois cent indices encore minimes de cette réorientation de toute la politique occidentale. Dispersés, déguisés, ils n'en dessinent pas moins déjà le partage prochain du monde en deux camps ennemis. D'autres expliqueront par quelle fatalité l'U.R.S.S., inconsciente ou provocante, s'avance par le chemin fou de l'antisémitisme vers la guerre totale. Mais les journaux nous annoncent de nouveaux procès de Juifs à Leningrad, Riga, Kichinev. Le drame est inéluctable. »

Sans doute beaucoup de lecteurs, peu au courant de ces questions, penseront-ils en lisant ces lignes : l'abbé de Nantes est un obsédé de la conspiration mondiale, il attribue aux Juifs un pouvoir et une influence que ces malheureux, perpétuellement opprimés, exilés, rançonnés, traqués, persécutés par la Russie tsariste et massacrés par Hitler, sont bien loin de posséder. Bref, l'abbé de Nantes est un mythomane.

On se rappelle la tempête de protestations que souleva à travers le monde juif tout entier cette fameuse phrase du général De Gaulle : « Les Juifs, peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur... » Incidemment cette simple phrase lui a probablement coûté sa situation de président de la République française.

Les Juifs, capables par leur seule influence de déclencher une guerre mondiale, est-ce croyable, est-ce même possible ? Ce n'est peut-être pas croyable, cependant c'est ce qui s'est produit par trois fois au cours du dernier demi-siècle, en 1900 (guerre du Transvaal), en 1917, (entrée en guerre de l'Amérique aux côtés des Alliés), et en 1939 (deuxième guerre mondiale).

Je vais prendre ici comme exemple le cas de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 aux côtés des Alliés et je vais apporter la preuve de ce que j'avance.

Rappelons brièvement les faits : en 1917, les Alliés franco-anglais se trouvaient dans une position difficile et risquaient de perdre la guerre contre l'Allemagne impériale. Celle-ci, débarrassée du front russe par la révolution de 1917, allait jeter toutes ses forces sur le front occidental et celui-ci risquait fort d'être balayé par la violence du choc. Les Alliés avaient grand besoin de l'aide américaine.

Les Etats-Unis ne tardèrent pas à entrer effectivement en guerre à leurs côtés. Le prétexte officiel invoqué était le torpillage d'un bateau anglais, le *Lusitania,* par un sous-marin allemand, torpillage au cours duquel un certain nombre de passagers américains avaient trouvé la mort.

A la suite de quelles négociations et de quelles pressions ce

résultat fut-il obtenu ? C'est ce que nous allons raconter, car il s'agit là de faits pratiquement inconnus du public.

En 1929, un écrivain polonais E. Malynski, publiait à Paris, sur les dessous de ces événements historiques, un livre intitulé *La Démocratie victorieuse,* qui s'est révélé par la suite absolument prophétique [1].

Se basant sur une profonde connaissance de la politique internationale et sur une déduction logique des faits, Malynski concluait que l'entrée en guerre de l'Amérique aux côtés des Alliés était due à l'influence juive.

Et voici ce que disait Malynski :

« S'il n'y avait pas eu l'affaire du *Lusitania,* les gaz asphyxiants, les intrigues des ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche sur le territoire des Etats-Unis, où sûrement ils n'étaient pas les seuls à intriguer, on aurait trouvé autre chose pour arriver aux mêmes résultats. On n'aurait reculé devant aucune provocation pour les obtenir, car la démocratie était en danger et son salut exigeait impérieusement l'intervention américaine.

« La démocratie était en danger et c'est là que se trouve le point capital et le pivot de toute l'histoire contemporaine. Le reste ce ne sont que phrases boursouflées et vides, le foin pour les bêtes qu'on s'apprête à envoyer à l'abattoir.

« L'apparente spontanéité d'enthousiasme belliqueux, qui secouait le peuple américain, n'est pas faite non plus pour étonner ceux qui connaissent les Etats-Unis, et tout particulièrement ceux qui y ont vécu quelques années avant 1914. A ce moment, des milliers et des milliers de personnes non juives, mais intoxiquées par une publicité ingénieuse et coûteuse, réclamaient à tue-tête la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le gouvernement du tsar — ce qui était une mesure très préjudiciable pour le portefeuille

1. E. Malynski : *La Démocratie victorieuse,* Ed. Cervantès, Paris, 1929.

américain — pour la seule raison qu'un petit Juif crasseux et obscur, parfaitement inconnu dans le quartier de la ville où il habitait, mais dont l'ubiquité internationale avait pris en main la défense, était accusé, à tort ou à raison, devant la cour d'assises et le jury régulier d'une cité provinciale de l'empire russe, d'avoir commis un meurtre rituel.

« Dans les deux occasions, le résultat fut exactement le même : la nation qui prétend être libre par excellence et être, entre toutes, celle qui dispose le plus souverainement de ses destinées, marcha aussi loin qu'on le voulut.

« En 1914, le premier Américain venu aurait ri au nez de celui qui lui aurait prédit qu'il ne faudrait pas plus de trois années pour qu'il aille se faire casser la figure en Flandre ou en Champagne, pour des affaires qui ne devaient avoir aucun rapport avec celles de sa patrie.

« Et cependant, en 1917, ce même Américain y allait avec enthousiasme. Tous les soldats que, pour notre compte, il nous est arrivé d'interroger sur les motifs personnels qu'ils avaient pour se battre, répondaient invariablement : " pour la démocratie ". Ils étaient en avance sur leurs camarades des autres nations, qui en étaient encore à la patrie...

« De tous les événements des temps modernes, qui se rapportent au sujet que nous traitons, l'intervention américaine dans la guerre mondiale est le plus capital, le plus symptomatique et le plus significatif.

« Ce n'est que lorsque nous avons vu la France envahie par des centaines de milliers d'habitants du Massachusetts, de la Pennsylvanie et de la Floride, de l'Illinois, du Wyoming, de la Californie et de la Louisiane, accourus à la suite de ceux de l'Ontario, du Manitoba, de la Rhodésie, de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle Galles du Sud, sans autre mobile possible à trouver que de hâter le triomphe de la démocratie, que nous avons pleinement mesuré, à sa juste valeur, ce que peut le bras d'Israël.

« Avoir le pouvoir d'ameuter toute une nation d'individus solides, égoïstes et utilitaires, obtenir qu'ils soient les premiers

à réclamer à grands cris le privilège d'aller se faire tuer aux antipodes sans en espérer rien ni pour eux ni pour leurs enfants, sans presque comprendre contre qui, pour qui et en général sans savoir pourquoi, c'est là quelque chose de simplement incroyable et qui fait peur quand on y réfléchit [2]... »

Je me rappelle fort bien avoir montré ce livre au directeur d'un grand quotidien anglais de Londres pour lui demander son avis. Il me répondit que l'opinion britannique n'était nullement préparée à admettre le point de vue de Malynski et, en termes courtois, il ne me cacha pas qu'aux yeux de ses compatriotes Malynski était un mythomane, comme on le dira peut-être aujourd'hui de l'abbé de Nantes.

Or en mars 1936, un Juif sioniste Samuel Landman, publiait sous les auspices de l'Association sioniste, une petite brochure intitulée : *Great Britain, The Jews and Palestine,* qui traite du sionisme et de l'entrée en guerre des Etats-Unis [3].

Cette brochure apportait une éclatante confirmation aux thèses de Malynski.

S. Landman, cela va de soi, ne nous dit pas tout, mais ce qu'il nous dévoile ouvrira sans doute à beaucoup des horizons assez stupéfiants.

Il nous prouve en détail que ce sont les Juifs, mus de leur

2. E. Malynski, *op. cit.*

3. New Sionist Press - 47, Finchley Road London - N.W. 8. — L'auteur de cette brochure, prend-on soin de nous indiquer dans la préface, est un sioniste anglais très connu. Il fut secrétaire honoraire du Conseil sioniste du Royaume-Uni en 1912, éditeur du *Zionist* en 1913-1914, et auteur de publications sionistes parues durant la guerre. De 1917 à 1922, il a été Sollicitor et secrétaire de l'organisation sioniste. Il est actuellement conseiller légal de la Nouvelle Organisation sioniste. En tant que document juif, cette publication a donc une valeur officielle.

propre aveu par des mobiles et des intérêts exclusivement juifs, qui ont lancé l'Amérique dans la guerre mondiale.

Voici intégralement reproduit le début de ce document intitulé : *La Grande-Bretagne, les Juifs et la Palestine.*

« La Déclaration Balfour a vu le jour dans le Cabinet du ministère de la Guerre, elle a pris sa forme définitive au sein du ministère des Affaires étrangères, et elle a été mise à exécution par le ministère des Colonies et, comme quelques-uns de ceux qui en furent responsables sont décédés, que d'autres se sont retirés de l'arène publique pendant qu'elle voyageait d'un ministère à l'autre, il y a nécessairement une certaine confusion et un malentendu quant à sa raison d'être et elle a perdu de son importance pour les parties qu'elle concernait primitivement. Il serait donc opportun de récapituler brièvement les circonstances, l'histoire intime et les incidents, dont l'aboutissement a été le mandat britannique pour la Palestine.

« Ceux qui assistèrent à la naissance de la Déclaration Balfour furent peu nombreux. C'est pourquoi il est important de mettre en relief les services rendus par une personnalité qui, du fait de sa modestie, a préféré jusqu'ici rester dans l'ombre. Cependant, les services qu'elle a rendus devraient la placer au premier rang, à côté de ces Anglais clairvoyants, dont les mérites sont plus largement connus, tels que feu sir Mark Sykes, le très honorable W. Ormsby Gore, le très honorable sir Ronald Graham, le général sir George Macdonagh et Mr. G. H. Fitzmaurice.

« Dans les premières années de la guerre, de grands efforts furent faits par les dirigeants sionistes, Dr Weizmann et Mr. Sokolow, principalement par l'entremise du feu M.C.P. Scott du *Manchester Guardian* et de sir Herbert Samuel, pour amener le cabinet à épouser la cause du sionisme.

« Ces efforts, cependant, restèrent sans résultat. En fait, sir Herbert Samuel a affirmé publiquement qu'il n'avait pas pris part au début des négociations qui aboutirent à la Déclaration Balfour [4]. (La Déclaration Balfour autorisait les Juifs à rentrer en Palestine et à y fonder un foyer juif.) Le vrai initiateur fut M. James Malcom et ce qui suit est un bref résumé des circonstances dans lesquelles ces négociations eurent lieu.

« Durant les journées critiques de 1916, lors de la défection imminente de la Russie, le judaïsme en tant que bloc s'était dressé contre le régime tsariste et nourrissait l'espoir que l'Allemagne, en cas de victoire, lui donnerait la Palestine à certaines conditions. Plusieurs tentatives faites pour attirer l'Amérique dans la guerre aux côtés des Alliés, en agissant sur les milieux influents de l'opinion juive, n'eurent pas de succès. M. James A. Malcom était déjà au courant des efforts germaniques d'avant-guerre pour s'assurer, au moyen des Juifs sionistes, un marche-pied en Palestine, ainsi que de l'insuccès des démarches franco-britanniques à Washington et à New York. Il savait que M. Woodrow Wilson, pour de bonnes et suffisantes raisons, attachait toujours la plus grande importance aux conseils d'un très éminent sioniste : M. le juge Brandeis de la Cour suprême des Etats-Unis. Il était en contact étroit avec M. Greenberg, rédacteur en chef de la *Jewish Chronicle* de Londres et savait que plusieurs dirigeants importants du sionisme juif étaient déjà arrivés à Londres venant du continent, et y étaient sur le qui-vive dans l'attente des événements. Enfin, il appréciait à sa juste valeur la profondeur et la force des aspirations nationales juives. C'est pourquoi, spontanément, il prit l'initiative de persuader, avant tout autre, sir Mark Sykes, sous-secrétaire au Cabinet de la Guerre, ensuite M. Georges Picot de l'ambassade de France à Londres et M. Gout, du Quai d'Orsay (section d'Orient), que le meilleur et peut-être le seul moyen — les faits ont démontré par la suite qu'il en était ainsi — d'induire le président américain à prendre part à la guerre était de s'assurer la coopération des sionistes juifs en leur promettant la

4. « L'Angleterre et la Palestine », conférence de sir Herbert Samuel publiée par la *Jewish Historical Society*, Londres, février 1936.

Palestine, et de mobiliser ainsi la puissance insoupçonnée des Juifs sionistes d'Amérique et d'ailleurs en faveur des Alliés sur la base : donnant donnant. Ainsi, comme on le verra, les sionistes, ayant joué leur rôle et aidé puissamment à entraîner l'Amérique dans le conflit, la Déclaration Balfour de 1917 n'a été que la confirmation publique du " gentleman's agreement " secret de 1916, conclu en prévision de ce qui allait arriver, avec ou sans l'acquiescement des Arabes, entre les gouvernements britanniques, français et autres Alliés. Elle ne fut donc pas un geste altruiste et romantique de la Grande-Bretagne, comme certaines personnes nous le font croire, par ignorance ou par mauvaise foi.

« Sir Mark Sykes était sous-secrétaire au cabinet de la Guerre, spécialement affecté aux affaires du Proche-Orient ; bien que peu au courant du mouvement sioniste et ne sachant rien de l'existence de ses dirigeants, il avait assez de flair pour saisir la valeur des arguments mis en avant par M. Malcom, concernant la force et l'importance de ce mouvement juif, quoique beaucoup de Juifs riches et éminents, plus ou moins internationaux ou demi-assimilés en Europe et en Amérique, lui fussent opposés ou timidement indifférents. MM. Picot et Gout étaient également réceptifs, c'est-à-dire dans le même cas.

« Un compte rendu intéressant des négociations poursuivies à Londres et à Paris avec leurs développements subséquents a déjà paru dans la presse juive et point n'est besoin de le répéter ici en détail, rappelons seulement qu'immédiatement après le " gentlemen's agreement " entre sir Mark Sykes (autorisé par le cabinet de la Guerre) et les dirigeants sionistes toutes facilités pour câbler par l'intermédiaire du ministère de la Guerre, du ministère des Affaires étrangères, des ambassades et légations britanniques furent données à ces derniers afin qu'ils puissent communiquer la bonne nouvelle à leurs amis et organisations en Amérique et ailleurs. Et le changement dans l'opinion publique et officielle, exprimée dans la presse américaine, en faveur de l'entrée en guerre

aux côtés des Alliés fut aussi satisfaisant qu'étonnamment rapide.

« La Déclaration Balfour, selon le mot du professeur H.M.V. Temperley, fut un contrat nettement défini entre le gouvernement britannique et le judaïsme. Le principal argument invoqué par le peuple juif, représenté à l'époque par les dirigeants de l'organisation sioniste, était le secours fourni en amenant le président Wilson à l'aide des Alliés. Cependant, interprétée officiellement par lord Robert Cecil comme " la Judée pour les Juifs " dans le même sens que " l'Arabie pour les Arabes ", la Déclaration provoqua un frisson dans le monde.

« Le traité précédent Sykes-Picot de 1916, selon lequel la Palestine du Nord devait être politiquement détachée et englobée dans la Syrie, zone d'influence française, a été subséquemment amendé sur les instances des dirigeants sionistes[5]. Ainsi le foyer national juif comprenait la totalité de la Palestine, conformément à la promesse faite antérieurement, en échange des services rendus, par les gouvernements britanniques, alliés et américain, et donnait son plein effet à la Déclaration Balfour, dont les termes avaient été établis au su et au vu de tous les belligérants alliés et associés, y compris les Arabes, avant d'être rendus publics.

« En Allemagne, le bénéfice que les Alliés retirèrent de cette transaction fut apparemment noté avec soin. Dans son titre *A travers trente années,* M. Wickham Steed, dans un chapitre où il évalue l'importance de l'appui sioniste pour la cause des Alliés, en Amérique et ailleurs, dit que le général Ludendorf aurait déclaré après la guerre que : " la Déclaration Balfour fut ce que les Alliés avaient fait de plus intelligent en matière de propagande et qu'il regrettait que l'Allemagne n'y ait pas songé la première ".

« En fait, c'est ce que Ludendorf a dit à sir Alfred Mond (plus tard lord Melchett), peu après la guerre.

5. Convention franco-britannique, décembre 1920 (Cmd 1195).

« Le fait que c'est l'influence juive qui a jeté les U.S.A. en guerre aux côtés des Alliés s'est incrusté depuis lors dans la mentalité allemande, plus spécialement nationale-socialiste et a fortement contribué au développement de l'antisémitisme dans le programme nazi [6]. »

Il s'agit là d'un document capital ; pourtant la grande presse a gardé sur ce point un silence de mort et ce document est resté pratiquement inconnu.

Pour bien en comprendre la signification et l'importance, résumons brièvement les circonstances qui ont amené sa publication.

En 1917, alors que les Alliés en détresse avaient le plus impérieux besoin de l'aide américaine, tous les efforts tentés par les Alliés en vue d'entraîner les U.S.A. dans la guerre à leurs côtés étaient restés vains ; c'est alors que les Anglais entamèrent des négociations secrètes avec les sionistes américains. Ceux-ci proposèrent un marché : « Si vous nous promettez la Palestine en cas de victoire, nous nous chargeons de faire entrer l'Amérique en guerre à vos côtés. »

Si celle-ci entrait en guerre, il était à peu près certain que l'Allemagne ne pourrait résister à la formidable puissance industrielle et économique qui allait s'ajouter à celle des Alliés.

Le marché fut conclu. Les sionistes ne s'étaient pas vantés et ils réussirent effectivement à faire entrer l'Amérique en guerre aux côtés des Alliés.

Le gouvernement anglais, de son côté, publia la célèbre Déclaration Balfour, qui créait un foyer national juif en Palestine.

Jusque-là tout allait bien et chacun avait tenu ses engagements. Mais l'Angleterre, dans sa détresse, était allée au plus pressé et n'avait pas prévu les conséquences de cette décision. Celles-ci ne tardèrent pas à se manifester.

6. S. Landman, *op. cit.*

Les Arabes n'avaient pas été consultés et il apparut bientôt que, tandis qu'une partie du gouvernement anglais promettait la Palestine aux Juifs, une autre branche de ce même gouvernement promettait cette même Palestine aux Arabes par l'intermédiaire du célèbre « Lawrence d'Arabie ».

Ces deux engagements étaient manifestement inconciliables et, si l'Angleterre était obligée de ménager les Juifs, elle avait également de puissants intérêts dans les pays arabes du Proche-Orient. Les Juifs avaient un avantage capital : ils étaient sur place à Londres et à New York ; les Arabes, eux, étaient loin.

Au début, le gouvernement anglais joua à fond la carte juive en Palestine et tenta de maintenir un précaire équilibre entre les Juifs et les Arabes.

Les Juifs avaient bien promis, lors de la Déclaration Balfour, qu'ils ne porteraient pas atteinte aux droits de la population arabe, mais tout le monde savait qu'il s'agissait d'un engagement impossible à tenir et que les Juifs n'avaient aucune intention de respecter.

Au début donc, le gouvernement anglais favorisa l'établissement d'une communauté juive alimentée par l'immigration, mais bientôt les heurts avec la puissance arabe s'aggravèrent. L'arrivée de Hitler au pouvoir et la prise de position antijuive du nouveau gouvernement allemand portèrent les choses à ébullition. Les Anglais tentèrent de calmer les Juifs et freinèrent l'immigration des Juifs internationaux en Palestine. Mais comment faire entendre raison à ces fous furieux que sont les Juifs lorsqu'ils sont en proie à leur exaltation messianique ? Devant l'afflux de Juifs étrangers, les Arabes furent entraînés à fuir par milliers un pays qu'ils pouvaient légitimement considérer comme le leur, puisqu'ils y habitaient depuis des siècles, et s'entassèrent dans des camps de réfugiés, où ils menèrent depuis lors une existence misérable et sans espoir. Des massacres, comme celui de Deir Yassine, sorte d'Oradour palestinien, provoquèrent un exode général et des centaines de milliers d'Arabes s'entassèrent encore plus

dans les camps de réfugiés. Les Etats arabes, de leur côté, ne firent à peu près rien pour améliorer le sort de ces malheureux et les laissèrent croupir dans leur misère. Bref, la situation devint de plus en plus explosive pour les Anglais, qui avaient à faire face à une rébellion juive armée et encadrée par des organisations secrètes, telles que « l'Irgoun » et le « Stern ». La Palestine se trouvait virtuellement en état de guerre avec les Anglais.

C'est dans ces conditions dramatiques que les sionistes anglo-américains lancèrent un avertissement menaçant au gouvernement anglais par l'intermédiaire du « Document Landman » ; s'adressant au gouvernement anglais, ils traitaient avec lui d'égal à égal, de puissance à puissance. Ils disaient en substance :

« Vous oubliez que la Palestine n'a pas été un cadeau désintéressé que vous nous avez fait (Déclaration Balfour). Il s'agissait d'un marché conclu secrètement entre nous. Nous avons scrupuleusement accompli la tâche qui nous incombait en faisant entrer l'Amérique en guerre à vos côtés. Nous vous sommons de remplir à votre tour vos obligations à notre égard. Vous voyez la puissance dont nous disposons aux Etats-Unis ; alors, prenez garde de ne pas vous attirer l'hostilité d'Israël sinon vous allez au-devant de graves difficultés internationales. »

La publication d'un document aussi grave, aussi révélateur, aussi compromettant était évidemment une grosse imprudence, mais une imprudence calculée. Les Juifs avaient à faire face à la terrible menace qu'Hitler faisait peser sur eux, ils étaient donc portés à courir des risques, mais, d'autre part, ils étaient sûrs d'eux-mêmes et de leur pouvoir sur la presse des pays démocratiques. Il fallait publier ce document pour exercer un chantage efficace sur le gouvernement anglais, mais il fallait éviter que ce document vienne à la connaissance du public. Effectivement, la grande presse occidentale fit le mur du silence et ce document resta totalement inconnu du public.

Ce dernier, en effet, aurait peut-être réagi avec violence en découvrant que les gouvernements anglais et américain étaient aux ordres d'Israël ; l'effort de préparation à la guerre anti-hitlérienne en aurait été singulièrement entravé : se battre pour la défense de son pays est une chose, se battre pour Israël en est une autre, beaucoup moins exaltante.

Pour conclure, résumons les enseignements qui se dégagent du Document Landman :

1. L'influence que les Juifs exercent sur l'opinion publique et sur le gouvernement américain est considérable.

2. Les Juifs sont capables d'entraîner les Etats-Unis dans la guerre.

3. Au cas où nous en aurions douté, une minorité bien organisée oriente l'opinion et la manie à son gré.

Les sionistes eux-mêmes furent surpris de la facilité et de la rapidité avec laquelle ils retournèrent l'opinion américaine ; en quelques mois, on pourrait presque dire en quelques semaines, ils firent d'un peuple farouchement isolationniste des croisés fanatiques prêts à mourir pour la démocratie.

4. L'influence mondiale des organisations juives auprès des gouvernements nationaux n'est pas négligeable puisque nous voyons celles-là discuter d'égal à égal avec le gouvernement de l'empire britannique et finalement conclure avec lui un marché sur la base : donnant-donnant.

5. L'histoire secrète de l'entrée en guerre des U.S.A. aux côtés des Alliés en 1917 nous est révélée ainsi que l'histoire secrète de la création d'un foyer national juif en Palestine — deux événements indiscutablement fort importants dans l'évolution du monde moderne.

6. Enfin, c'est bien peu de crédit qu'il convient d'accorder à la grande presse comme source objective d'information,

puisque cette fameuse grande presse, pourtant si avide de nouvelles sensationnelles, a fait un black-out total sur ce document capital, qui est resté pendant trente ans absolument inconnu, et dont les multiples histoires de la première grande guerre n'ont jamais soufflé mot.

Sans doute en l'occurrence, nous pouvons nous louer de ce que les Juifs aient poussé les Américains dans la guerre à nos côtés en 1917 ; mais en 1917, il y eut simplement coïncidence fortuite entre les intérêts juifs et les intérêts alliés ; si nous nous félicitons de ce concours de circonstance, nous ne sommes pas pour autant rassurés de savoir que la politique étrangère des Etats-Unis est actuellement dirigée par un Juif sioniste d'origine allemande, Kissinger, homme de confiance et conseiller privé du président Nixon. On comprend parfaitement les appréhensions de l'abbé de Nantes.

III

LES NÉGOCIATIONS DE PAIX DE VERSAILLES
L'APRÈS-GUERRE
LA MONTÉE AU POUVOIR DE HITLER ET DE STALINE
VERS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE
LE ROLE D'AVANT-GARDE DE LA FRANCE

Les négociations de paix de Versailles qui suivirent la défaite des Empires centraux

La puissance juive, qui s'était manifestée secrètement à l'occasion de la Palestine, devint plus apparente lors des négociations de paix qui suivirent la défaite de l'Allemagne.

Incidemment, l'alliance judéo-maçonnique, tant de fois signalée dans l'Histoire, se manifesta de nouveau à cette occasion.

Les 28-29 et 30 juin 1917 eut lieu au siège du Grand Orient, à Paris, un grand congrès de la franc-maçonnerie internationale — assemblée ultra-secrète d'une importance historique capitale. Presque toutes les loges alliées et neutres y étaient représentées. Le but de cette réunion était de jeter les bases du traité de paix, de préparer la création d'une future Sociétés des Nations et, d'une façon générale, de formuler les principes de la société nouvelle qui allait sortir de la guerre.

Une commission fut instituée et, en son nom, le F∴ Lebey donna lecture d'une résolution comportant treize articles.

Cette résolution devint la Charte de la maçonnerie en matière de doctrine internationale.

Six moi plus tard, le F ∴ Wilson, flanqué du F ∴ House et de ses fidèles conseillers les Juifs Baruch et Brandeis, lançait à la face du monde ses fameux « Quatorze Points », où étaient intégralement inclus les treize articles du programme maçonnique établis et votés à Paris en juin 1917.

Ce sont là des fait qui ont été ignorés du public, mais n'en sont pas moins indiscutables.

Voici quelques passages typiques extraits des délibérations de ce congrès auquel j'ai consacré un ouvrage intitulé : *S.D.N., Super-Etat maçonnique,* paru en 1936 aux Editions Beauchesne de Paris :

1° La guerre nationale de 1914-1918 a été transformée par la franc-maçonnerie en guerre sociale.

« Elle est devenue la guerre sainte de la Révolution en marche.

En regard de chacune de nos affirmations nous allons citer un extrait du compte rendu du congrès maçonnique qui en apporte la justification.

« " Cette guerre, disait le F ∴ Corneau, déchaînée par les autocraties militaires, s'est transformée en une formidable querelle des démocraties organisées contre les puissances militaires et despotiques. " (Corneau, compte rendu du congrès, p. 71 de cette brochure.)

« La grande guerre de 1914, imposée d'abord à la France, à la Belgique et à la Russie, puis à l'Europe, ensuite au monde par l'agression germanique, n'a cessé de définir elle-même, progressivement, le caractère du conflit engagé en y faisant s'affronter deux principes : celui de la Démocratie et celui de l'Impérialisme...

" De la violation de la neutralité belge à la levée des Etats-Unis d'Amérique, en passant par la révolution russe, il n'est pas un fait qui n'ait apporté sa preuve à ce duel gigantesque entre deux principes ennemis [1]. " (F ∴ A. Lebey, compte rendu du congrès, p. 76.)

2° La guerre a été une guerre sainte car il y a des guerres saintes maçonniques :

« " S'il y a une guerre sainte, c'est celle-là et nous devons le redire sans nous lasser. " (F ∴ A. Lebey, compte rendu du congrès, p. 89.)

3° La franc-maçonnerie veut utiliser la victoire pour établir le monde sur des bases nouveles, qui seront l'aboutissement des principes révolutionnaires de 1789.

« " C'est le devoir de la maçonnerie à l'issue du drame cruel qui se poursuit actuellement, de faire entendre sa grande voix humanitaire et de diriger les peuples vers une organisation générale, qui deviendra leur sauvegarde. " (F ∴ Corneau, compte rendu du congrès, p. 66.)

« Il existe une seule et suprême nécessité : la nécessité que l'humanité future s'établisse sur des bases absolument nouvelles.

1. De son côté l'écrivain communiste H. Barbusse écrivait, dès le 9 août 1914, au directeur de *L'Humanité* :

« Cette guerre est une guerre sociale qui fera faire un grand pas, peut-être le pas définitif à notre cause. Elle est dirigée contre nos vieux ennemis infâmes de toujours : le militarisme et l'impérialisme, le sabre et la botte et, j'ajouterai, la couronne. » (H. Barbusse, *Paroles d'un combattant*, p. 9, Paris, Flammarion, 1920.)

De son côté, M. Coolidge, président des Etats-Unis, disait publiquement dans un discours prononcé à Hammond, en juin 1927 :

« La principale question en jeu dans ce conflit formidable était de décider quelle forme de gouvernement devait prévaloir parmi les grandes nations : la victoire s'est finalement rangée du côté du peuple. »

4° La Franc-maçonnerie a été la créatrice de la Société des Nations et celle-ci est devenue dans son esprit le but même de la guerre.

« Le principal objet de la réunion du congrès des Maç ∴ alliées et neutres fut de discuter et de voter les XIII articles qui composent la charte de la Société des Nations.

« Les obédiences maçonniques, disait le F ∴ Méoni au cours du congrès :

« " Envisagent le vaste problème d'une *Société des Nations* de tous côtés. Elles sont — pour ainsi dire — *le résumé de la doctrine maçonnique* et de l'esprit humanitaire en dehors de toute question d'ordre strictement politique. " (F ∴ Méoni, compte rendu du congrès, p. 110.)

« " Celle-ci, dit ailleurs le F ∴ Lebey en parlant de la Société des Nations, devient *le but même de la guerre,* la préface du traité de paix. Tout le monde sent qu'une paix qui ne serait qu'un instrument diplomatique demeurerait incomplète et qu'elle doit être une première mise en œuvre de la Société des Nations. "

« Il ajoute plus loin :

« " La Société des Nations réalisée par la démocratie, bien entendu... et ne pas saisir l'occasion unique, qui s'offre de rebâtir plus raisonnablement le monde, serait une véritable folie. Nous restons, en le faisant, dans la tradition de notre pays. En 1789, il proclama les Droits de l'Homme. Plus tard — rappelons-nous toutes les luttes menées pour la théorie des nationalités, que des politiciens à courte vue déclaraient mort-née — il a proclamé les droits des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Il recommence avec une vigueur accrue, avec une chance de succès croissante. Telle est sa réponse et il la saura maintenir en face de l'agresseur germanique qui, le 4 août, par la bouche maudite du chef de son gouvernement, avec la complicité du Reichstag unanime, a revendiqué bien haut pour l'Empire d'Allemagne comme pour l'Empire d'Autriche-Hongrie, le droit de déchirer les contrats, vains et misérable ' chiffons de papier ', le droit de forfaire à l'Honneur, le droit d'écraser le Droit. Jamais, peut-être, le monde ne s'est assigné une tâche plus noble, et, je le répète exprès — si l'humanité ne se saisissait pas de l'occasion solennelle qu'un tragique destin lui impose, elle se manquerait à elle-même. Nous sommes conviés à réussir ce qu'a compromis la Sainte-Alliance, par suite de principes opposés aux nôtres, et, dans la réconciliation universelle, mais garantie, des hommes, de faire la preuve de nos principes. Il convient d'apporter à cette œuvre, elle aussi sans précédent comme cette guerre, un grand enthousiasme en même temps qu'une défiance renseignée, plus avisée, plus pénétrante que par le passé. Nous couronnerons l'œuvre de la Révolution française. " (F ∴ Lebey, compte rendu du congrès, pp. 84, 85.)

5° Le président Wilson a été le meilleur agent de la franc-maçonnerie internationale.

Il est écrit page 117 du compte rendu du congrès maçonnique :

« " Le Congrès des Maç ∴ des Nations alliées et neutres, réuni à Paris... dans le but d'étudier l'organisation de la Société des Nations,

« " Adresse à M. Wilson, président des Etats-Unis d'Amérique, l'hommage de son admiration et le tribut de sa reconnaissance pour la grandeur des services rendus par lui à l'humanité,

« " Affirme que les principes éternels de la franc-maçonnerie sont entièrement conformes à ceux proclamés par M. le président Wilson pour défendre la civilisation et la liberté des peuples.

« " Déclare qu'il est heureux de collaborer avec M. le président Wilson à la réalisation de cette œuvre de justice internationale et de fraternité démocratique qui représente l'idéal même de la franc-maçonnerie. " (Motion du F ∴ général

Peigné, soumise à l'approbation du Congrès maçonnique, p. 117.)

Et le 9 décembre 1917, le F∴ A. Lebey ajoutait :

« " Il s'agit de savoir qui a raison, de la bonne foi ou du mensonge, du Bien ou du Mal, de la Liberté ou de l'Autocratie. La lutte actuelle est la continuation de celle qui s'est ouverte en 1789 : il faut que l'un des deux principes triomphe ou périsse. La vie même du monde est en train de se jouer. L'humanité peut-elle vivre libre, en est-elle digne, ou, au contraire, sa destinée la condamne-t-elle à la servitude ? Voilà le dilemme que la catastrophe a posé et auquel tous les démocrates ont répondu.

« " Il n'y a moyen ici ni de reculer, ni de transiger. Pendant une guerre si nette, si claire, si formelle, nul ne saurait hésiter sur son devoir. Ne pas défendre la Patrie serait livrer la république. Patrie, république, esprit révolutionnaire et socialisme sont indissolublement liés. " »

Si le traité de Versailles fut une œuvre maçonnique, il fut aussi une grande victoire juive.

Les principales monarchies européennes avaient été renversées.

Le tsarisme abhorré avait été balayé et tous les membres de la famille impériale qui se trouvaient en Russie sauvagement massacrés. La Russie exsangue était livrée pieds et poings liés aux bolchevistes, dont tous les grands chefs en dehors de Lenine et de Staline étaient alors des Juifs[2].

La révolution faisait rage dans l'Europe centrale et tous les meneurs sans exception étaient juifs.

Enfin, suprême conquête : les Juifs avaient obtenu la Palestine.

2. Lénine, cela a été récemment prouvé, était lui-même un demi-juif né de père russe et de mère juive.

Comme l'a dit l'un de leurs chefs :

« A Versailles, tout avait été minutieusement préparé et rien n'avait été laissé au hasard. Ce furent des heures de triomphe savourées en silence. »

A Versailles, les chefs des trois grands — Wilson, Clemenceau, Lloyd George — avaient auprès d'eux des conseillers juifs.

La prépondérance des influences juives, au cours des délibérations du traité de Versailles, a profondément frappé certains observateurs et l'écrivain anglais, E. J. Dillon, a résumé ainsi leur opinion :

« Un nombre considérable de délégués croyaient que les vraies influences derrière les peuples anglo-saxons étaient sémitiques, opinion que ces délégués résumaient dans la formule : à partir de maintenant, le monde sera gouverné par les peuples anglo-saxons, eux-mêmes dominés par leurs éléments juifs » (Dr. E. J. Dillon, *The inside story of the peace conference,* pp. 496, 497).

Et l'écrivain Léon Motzkine put écrire dans un livre publié à la gloire des Juifs :

« En dépit des épouvantables pogromes, qui éclatèrent d'abord en Pologne, puis dans des proportions inouïes en Ukraine, et qui coûtèrent la vie à des dizaines de milliers des nôtres, le peuple juif considérait l'après-guerre comme une ère messianique.

« Et Israël — en ces années 1919-1920 — clama son allégresse en Europe orientale et méridionale, et, le plus intensément, en Amérique[3]. »

3. Léon Motzkine, président du Comité des délégations juives, article « La minorité juive et la S.D.N. », paru dans *Les Juifs — Témoignages de notre temps —*, Paris, Vogel, septembre 1933.

Les chrétiens et les Occidentaux en général, qui ont vécu cette ère messianique en Europe centrale, sont beaucoup moins enthousiastes.

Voici deux témoignages entre beaucoup d'autres :

« Quelques semaines avaient suffi pour jeter bas à Buda-Pest, le vieil ordre séculaire. Des gens qui n'éprouvaient ni scrupules, ni regrets à sacrifier un monde auquel ils demeuraient profondément étrangers, avaient tout bouleversé pour reconstruire à leur guise.

« Une Jérusalem nouvelle s'élevait au bord du Danube, sortie du cerveau juif de Karl Marx et bâtie par des mains juives sur de très anciennes pensées. Depuis des siècles et des siècles, à travers tous les désastres, le rêve messianique d'une cité idéale, où il n'y aura ni riches, ni pauvres et où régneront la justice et l'égalité parfaites, n'a jamais cessé de hanter l'imagination d'Israël. Dans leurs ghettos remplis d'une poussière de vieux songes. les Juifs sauvages de Galicie s'obstinent à épier, les soirs de lune, au fond du ciel, quelque signe avant-coureur de la venue du Messie. Trotsky, Bela-Kun et les autres ont repris à leur tour le rêve fabuleux. Seulement, las de chercher au ciel ce royaume de Dieu qui n'arrive jamais, ils l'ont fait descendre sur terre. L'expérience a montré que leurs anciens prophètes étaient mieux inspirés en le plaçant dans la nue[4]. »

Les lignes suivantes, écrites par une Hongroise pendant le régime bolcheviste, expriment admirablement l'opinion de ceux qui ont vécu ces heures tragiques :

« Le malheur pèse, s'étend, s'installe sur le monde. Dans la nuit du 7 avril, la République des Soviets a été proclamée à Munich. Va-t-elle entraîner la malheureuse Autriche

4. J. J. Tharaud, *Quand Israël est Roi,* Paris, Ed. Plon, 1927, p. 220.

rouge ? Alors le règne du monstre s'étendrait de l'Extrême-Orient aux bords du Rhin.

« Une tyrannie bestiale s'établit sur les peuples anémiés par la guerre. Le flot emporte dans un bouillonnement infini les cités, les nations, des morceaux de continent... A toute place où le sol amolli paraît céder, il écume, et partout c'est le même flot.

« Ils ne se ressemblent guère le Slave mystique et indécis, le Magyar violent mais fidèle à ses traditions, l'Allemand lourd et réfléchi ! Et pourtant, au-dessus d'eux, le bolchevisme se forme, par les mêmes moyens et sur les mêmes signes. Le tempérament national des trois peuples ne se révèle aucunement dans les conceptions terribles qui ont été réalisées, en plein accord, par des hommes pareils en esprit, à Moscou, à Pest, à Munich.

« Dès la dissolution de la Russie, Kerensky était là, vint ensuite Trotsky, à l'affût dans l'ombre de Lénine. Lorsque défaillit la Hongrie exsangue, derrière Karolyi attendaient Kunfi, Jaszi et Pogany, puis Bela-Kun et son état-major. Et quand la Bavière chancelle, le metteur en scène du premier acte de la révolution, Kurt Eisner, est prêt. Au second acte, Marx Lieven (Lévy) proclame la dictature du prolétariat à Munich, réédition du bolchevisme russe et hongrois.

« Si grandes sont les différences spécifiques entre les trois peuples que la mystérieuse similitude des événements ne peut tenir à des analogies de race, mais seulement au travail d'une quatrième race vivant chez les autres sans s'y mêler.

« Parmi les nations modernes à courte mémoire, le peuple juif est le dernier représentant de l'antique civilisation orientale. Héritier des traditions bibliques, il appelle ardemment l'heure où se réaliseront les grandes calamités prophétisées depuis tant de siècles. Qu'on le méprise ou qu'on le redoute, il reste l'éternel étranger. Il vient sans être appelé, et même quand on le chasse il demeure. Il se disperse et pourtant il est cohérent. Il se loge dans la chair des nations. Il crée des lois en deçà et au-delà des lois. Il nie l'idée de patrie, mais il a sa

patrie qu'il emporte avec lui et qui s'établit avec lui. Il nie le Dieu des autres peuples, et partout il rebâtit le Temple. Il se plaint d'être isolé, et par des canaux mystérieux il relie ensemble les parties de la Jérusalem nouvelle infinie qui couvre tout l'univers. Il a partout des relations et des attaches, ce qui explique comment le capital et la presse, concentrés dans ses mains, peuvent servir les mêmes desseins dans toutes les contrées du monde, et les intérêts de la race, qui sont identiques dans les villages ruthènes et dans la cité de New York ; s'il glorifie quelqu'un, celui-ci est glorifié dans le monde entier ; s'il veut ruiner quelqu'un, le travail de destruction s'opère comme si une main unique le dirigeait.

« Les ordres viennent de ténèbres mystérieuses. Ce que l'esprit juif raille et détruit chez les autres peuples, il le conserve fanatiquement à l'intérieur du judaïsme. S'il enseigne aux autres la révolte et l'anarchie, lui-même obéit admirablement à des guides invisibles.

« Au temps de la révolution turque, un Juif dit fièrement à mon père : " C'est nous qui la faisons, les jeunes Turcs, les Juifs. " Lors de la révolution portugaise, j'entendis le marquis de Vasconceilos, ambassadeur du Portugal à Rome, dire : " Les Juifs et les francs-maçons dirigent la révolution de Lisbonne. " Aujourd'hui que la plus vaste partie de l'Europe est livrée à la révolution, ils mènent partout le mouvement, selon un plan unique. Comment réussirent-ils à le dissimuler, ce plan qui embrassait le monde, et qui n'était pas l'œuvre de quelques mois ou de quelques années ? Ils plaçaient devant eux des hommes du pays, aveugles, légers, vénaux, pervers ou stupides, qui leur servaient de paravent et ne savaient rien. Et ils agissaient alors en sûreté, eux les organisateurs redoutables, les fils de la race antique qui sait garder un secret [5]. »

Mais l'ère du triomphe messianique ne devait pas durer

5. C. de Tormay, *Le livre proscrit*, Paris, Plon, 1925.

longtemps. La fatalité, qui poursuit le peuple juif tout au long de son histoire, le frappa à nouveau, par deux fois, réduisant à néant un siècle d'efforts tenaces et persévérants, en Russie d'abord, en Allemagne ensuite.

En Russie d'abord : à la mort de Lénine, le successeur tout désigné paraissait être Trotsky, mais événement totalement inattendu, un homme se dressa pour lui barrer le chemin, Staline. Ce dernier n'avait joué qu'un rôle effacé dans la Révolution d'Octobre et personne n'aurait alors donné cher de ses chances face aux grands chefs du bolchevisme, dont les noms étaient couverts de gloire révolutionnaire. Très vite pourtant, la lutte pour la succession de Lénine se localisa dans l'affrontement de deux hommes, tous deux terroristes chevronnés, Trotsky-Staline. Ce fut un duel de géants, un combat à mort entre deux antagonistes sachant parfaitement qu'ils n'avaient aucun quartier à attendre de l'adversaire, la lutte de deux tempéraments et de deux conceptions opposées, symbolisées dans deux formules : « la Révolution permanente » de Trotsky contre le « Socialisme dans un seul pays » de Staline. Trotsky, le Juif international, le mage démoniaque et apatride de la Révolution mondiale, contre Staline, l'Asiatique, le terroriste de Tiflis, le révolutionnaire évadé six fois de Sibérie, l'homme d'acier, froid, secret, impitoyable.

Contre toute attente, Staline sortit vainqueur. Trotsky fut écarté du pouvoir, puis exilé en Turquie, en France, en Norvège, au Mexique, où il fut finalement assassiné, car la haine implacable de Staline jamais n'oubliait et jamais ne pardonnait.

Avec leur chef de file, Trotsky, toute la clique des chefs communistes juifs de la vieille garde bolcheviste fut éliminée à la suite de procès spectaculaires et ils finirent tous leur sombre et sanglante carrière de révolutionnaire dans les caves de la Tchéka. Puis des mesures de plus en plus restrictives et draconiennes furent prises contre la population juive, dont presque tous les membres furent écartés des postes de com-

mande et d'influence. Aujourd'hui, en Russie soviétique, les Juifs sont soumis à un régime plus sévère et réduits à une impuissance plus grande que sous l'empire des Tsars — étrange et fantastique retour de la Némésis de l'Histoire.

Cette première catastrophe fut bientôt suivie d'une autre, plus soudaine, plus brutale, plus grave encore, en Allemagne. De 1918 à 1934, les Juifs avaient été politiquement, économiquement, financièrement et intellectuellement les maîtres de l'Allemagne, qu'ils avaient mise dans un état de chaos et de décomposition totale.

Et brusquement un homme surgit comme jailli du néant, un homme aux origines obscures, totalement inconnu, totalement imprévisible, un homme inspiré, moitié fou, moitié génie, un homme aux extraordinaires dons de médium, qui exerçait une fascination hypnotique sur les foules et sur ses interlocuteurs — cas unique, sans précédent dans l'Histoire. C'est comme si un alchimiste, un mage noir surgissait du fin fond du Moyen Age pour devenir le maître absolu d'un empire industriel ultra-moderne. En 1934, Hitler était devenu le chancelier et pratiquement le maître absolu de l'Allemagne, un maître à qui le peuple entier, fanatisé, obéissait avec une confiance aveugle.

Après une série de triomphes inouïs, il mena finalement l'Allemagne à une catastrophe épouvantable, un sombre et sanglant « crépuscule des dieux », mais auparavant il avait été l'homme marqué par le destin pour mettre fin à la puissance juive en Allemagne et en Europe centrale.

Tout comme Staline, son rival et adversaire direct, il semblait être une émanation des puissances des ténèbres. Il avait la même volonté de fer, la même cruauté impitoyable ; comme lui, il exécuta une partie de ses premiers compagnons d'armes et plusieurs de ses meilleurs généraux ; il employait les mêmes méthodes de gouvernement : la terreur, la police secrète d'Etat, les déportations de populations, les camps de concentration, le travail forcé, le génocide.

Staline, qui n'avait que mépris pour les pâles chefs d'Etat

démocratiques, avait une grande admiration et une profonde estime pour un homme capable de lui tenir tête sur tous ces points. Seulement Staline avait l'incomparable avantage de posséder un pays immense, doté d'inépuisables ressources naturelles et défendu par un climat meurtrier, par la longueur et la difficulté de ses voies de communications, un pays dont les habitants étaient habitués par atavisme à supporter des privations inouïes. Et cependant, sans l'aide américaine et sans la politique de brutalité sauvage ordonnée par Hitler vis-à-vis de la population russe, considérée comme race inférieure, Staline aurait été balayé par l'extraordinaire qualité des armées allemandes, commandées par un stratège de génie, von Manstein.

Dans son livre : *Israël contre les Nations,* Georges Batault a dépeint d'une manière saisissante et prophétique l'ampleur et la gravité du conflit, qui opposait le judaïsme international à l'Allemagne hitlérienne.

Dans l'Allemagne de Weimar : « Juifs de finances et Juifs de révolution avaient pour ainsi dire conquis l'Etat. Ils tenaient tout entre leurs mains... Ils avaient gagné... Or, il a suffi qu'un homme se lève, rien qu'un homme, très solitaire, sans appui, sans argent, mais fort de sa mission, fort de son destin, pour soulever une vague de fond irrésistible, qui a balayé, détruit, ruiné à fond un édifice magnifique, dont la construction avait nécessité plus d'un siècle d'opiniâtre labeur. Et cela au moment même où l'on triomphait.

« Les Juifs ne se méprennent pas sur l'importance d'un événement presque sans précédent dans leur longue et lamentable histoire. Depuis l'expulsion en masse d'Espagne, on n'avait rien vu de pareil. Le désastre d'aujourd'hui risque même d'avoir pour les Juifs des conséquences plus graves encore et plus profondes, s'ils tardent à prendre leur revanche. Le temps désormais travaille contre eux. L'exemple est contagieux !... Le monde est au travail, la civilisation en pleine

crise, des forces qu'on croyait endormies se sont réveillées.

« Avec Hitler, avec l'Allemagne hitlérienne, il n'est pas de transaction possible. Les Juifs, mieux que quiconque, sont à même d'apprécier la valeur et la puissance d'une mystique raciste, et celle qui se dresse aujourd'hui contre eux s'incarne dans un Etat puissant.

« Il faut être aveugle pour ne pas voir l'importance de la bataille qui s'engage, pour ne pas comprendre que les Juifs mettront tout en œuvre, toutes les ressources dont ils pourront disposer, toutes les alliances qu'ils pourront nouer, toutes les complicités qui s'offriront pour soulever le monde afin d'écraser et de réduire à merci l'Allemagne hitlérienne. Les nations seront l'instrument de Jahvé contre l'ennemi d'Israël.

« Les petites combinaisons de la politique et de la diplomatie ne changeront rien au fait de cet antagonisme.

« La politique rigoureusement antisémite d'Hitler atteint directement quantité de Juifs d'Angleterre dans leurs affections et dans leurs intérêts. Ceux-là ne sont pas les moins enragés dans la lutte contre tous les fascismes. Leurs préférences passionnées vont aux gouvernements démocratiques, qui leur ont fait si large place et leur ont permis de prendre dans le monde tant d'importance et de puissance.

« Ethniquement solidaires, rassemblés par la communauté de leurs esprits et de leurs instincts, les Juifs se trouvent favorisés partout où le virus démocratique tend à désagréger les groupements humains naturels, base organique des sociétés fortement constituées. Ces dernières s'accommodent mal des Juifs qui forment une sorte de société dans la société, une espèce d'Etat dans l'Etat.

« La puissance des Juifs est en raison inverse de la puissance des Etats qui les accueillent, ils travaillent donc d'instinct à ruiner la puissance de l'Etat, jusqu'au moment où, sous une forme ou sous une autre, ils parviennent à l'asservir et à le dominer.

« On ne saurait blâmer les Juifs. En agissant ainsi, ils obéissent à leur instinct de conservation, à leur " volonté de puissance ". Mais on ne saurait blâmer non plus ceux qui s'opposent à leur entreprise et s'efforcent, par des moyens appropriés, de contrecarrer leur travail de dissolution.

« De part et d'autre on peut prétendre à la légitime défense ; la victoire restera au plus fort.

« Les Juifs, évidemment, ne créent pas tous les courants antagonistes qui s'affrontent dans le monde, mais instinctivement, avec un sens très sûr de leurs besoins vitaux, ils les favorisent, ils les exploitent les uns contre les autres. D'intelligence déliée, bénéficiant d'une expérience millénaire, les Juifs mènent leur jeu avec une finesse incomparable. Leurs attitudes, leurs moyens d'exécution peuvent sembler contradictoires. Ceci n'est qu'apparence, les voies diverses convergent, tout est rigoureusement adapté au but. Ce qui seul importe, finalement, c'est la mission d'Israël et son triomphe dans un monde de justice. La justice elle-même se confond avec le triomphe d'Israël, est l'expression de cela. Cette notion existe, latente, dans le cerveau de chaque Juif, que ce soit le financier ou le prêteur sur gages, l'intellectuel ou le colporteur. La soif de l'or, qui possède la plupart des Juifs, procède aussi d'un réflexe de défense. Le Juif se réfugie dans la fortune comme dans une forteresse pour se protéger et pour mieux servir Israël en étant plus puissant. Lorsqu'il agit sans scrupule contre l'étranger, le Juif garde encore la conscience obscure de servir. En faisant effort pour s'enrichir, pour conquérir de hautes situations dans l'Etat et dans la société, pour obtenir de l'influence au sein des partis politiques et des groupes sociaux, il besogne aussi pour sa race. Dans la cupidité même du Juif, dans son « arrivisme », demeure quelque chose de désintéressé : une pensée, un instinct qui l'emportent au-delà de lui-même.

« Moralement, c'est peut-être une justification, mais, humainement, c'est un signe de l'antagonisme irréductible d'Israël et des nations [6]. »

6. G. Batault, *Israël contre les nations*, Paris, Ed. Beauchesne, 1939, pp. 71-77.

« Par essence inadaptés et, dans une certaine mesure, inadaptables dans la nation dont ils font partie juridiquement, les Juifs tendent instinctivement, fatalement, à réformer, à transformer les institutions nationales de telle façon que ces dernières s'adaptent le plus parfaitement possible à eux-mêmes — Juifs —, et aux fins qu'ils poursuivent : fins pratiques d'abord, mais aussi et surtout fins messianiques. Le but final, le but « impérial » en dépit des échecs et des tribulations, c'est toujours le triomphe d'Israël et son règne sur un monde soumis et pacifié : la prophétie d'Isaïe interprétée au pied de la lettre.

« Ce messianisme plus ou moins conscient, plus ou moins avoué, existe à l'état latent au fond de chaque Juif, et inspire sa conduite, non seulement aux heures décisives, mais encore obscurément, dans les démarches les plus ordinaires de l'existence. Extérieurement, le Juif adopte tout, paraît s'adapter à tout, parce qu'il est étranger partout, éternel exilé, il s'est fait de l'exil une patrie qui s'accommode de toutes les patries. N'étant nulle part chez lui, il se sent à peu près chez lui partout, mais toujours avec une nuance de malaise. Cet état de malaise, le Juif ne l'impute pas à cette spécificité qui lui est inhérente, mais à l'imperfection du monde et de la société, à leur " irrationalité ". C'est pourquoi le Juif, en tous lieux, en tout temps, est essentiellement réformateur, libéral, et révolutionnaire.

« Pour réformer le monde, il faut le " libérer " d'abord des traditions par lesquelles il s'est laissé former et déformer, et c'est là le rôle de la liberté, du libéralisme, entendus au sens le plus large, — et lui imposer ensuite de nouvelles traditions, directement inspirées par la " raison " et par la " justice " : c'est là le programme de toute révolution.

« A l'humanité réelle et concrète, le Juif tend à substituer une humanité rationnelle et abstraite, conforme aux appétences innées de sa nature, aux vues de son esprit et aux exigences de son messianisme. En attendant que " les temps soient venus ", les fils d'Israël prennent leur point d'appui sur le siècle, s'installent dans le siècle, et s'attachent à en suivre les lignes de force dans le sens de l'efficacité maximum. Ils sont les alliés naturels du succès sous toutes ses formes, dans la mesure où ils peuvent en tirer un profit matériel ou moral qui leur confère un surcroît de puissance.

« Ils ont favorisé de toutes leurs forces le grand capitalisme, la haute finance internationale dont ils sont les maîtres et les premiers bénéficiaires, de même qu'ils favorisent l'internationalisme révolutionnaire dont ils escomptent fermement, le moment venu, tirer les plus amples bénéfices.

« Tout ce qui tend à désagréger et à dissoudre les sociétés traditionnelles, les nations et les patries, leur est instinctivement sympathique.

« Les Juifs ont le sens et l'amour de l'humanité, considérée comme un agrégat d'individus aussi abstraits, aussi semblables entre eux que possible, dégagés de la " routine " des traditions et libérés des " chaînes " du passé, livrés, déracinés et nus — véritable matériel humain —, aux entreprises des grands architectes du futur, qui bâtiront enfin, selon la raison et la justice, la Cité messianique sur laquelle Israël régnera [7]. »

En 1933, Hitler fut nommé chancelier du Reich et les premières mesures de son programme d'élimination des Juifs furent mises en application.

Les Juifs réagirent avec une rapidité extraordinaire :

« A la fin de juillet 1933, une conférence internationale eut lieu à Amsterdam, en vue d'organiser un boycott économique mondial juif, destiné à forcer l'Allemagne à capituler (*New York Times*, 7 août 1933).

« Samuel Untermayer de New York présida cette conférence au cours de laquelle il fut nommé président de la Fédé-

7. George Batault, *Israël contre les nations*, Paris, Ed. Beauchesne, 1939, pp. 107-109.

ration économique juive mondiale. De retour en Amérique, M. Untermayer déclara qu'il s'agissait pour les Juifs d'une guerre sainte qu'ils allaient mener avec une détermination implacable. Il ajouta que le président Roosevelt, dont la sagesse politique faisait l'admiration du monde civilisé, appuyait ce boycott économique en l'intégrant dans sa noble conception des relations entre le capital et le travail. Puis M. Untermayer fit un exposé détaillé des mesures à prendre pour étendre le boycott au monde entier et le rendre efficace en pratique [8]. »

C'était, comme on le voit, une déclaration de guerre en règle du judaïsme international, soutenu par l'Amérique de Roosevelt, contre l'Allemagne. A partir de ce moment, les Juifs du monde entier menèrent sans répit une campagne forcenée d'excitation à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, campagne qui alla croissante jusqu'en 1939.

L'écrivain juif allemand Emile Ludwig, après s'être prudemment réfugié en Suisse, se fit le porte-parole du judaïsme en publiant à grand fracas un petit livre intitulé : *La Nouvelle Sainte-Alliance* [9], dans lequel il prônait « une nouvelle Sainte-Alliance conclue entre les trois grandes démocraties du monde. »

Laissons parler Ludwig :

« Les fondements d'une nouvelle Sainte-Alliance ne sont ni chrétiens, ni royaux, aucun des trois fondateurs de l'ancienne ne fait partie de la nouvelle, les principes en sont différents car la philosophie de l'époque s'est modifiée. Ce n'est pas contre les formes de la liberté qu'il faut aujourd'hui élever une digue, il importe plutôt de protéger la liberté par les formes de la force. Et pourtant, la dénomination de " Sainte-Alliance " se justifie par une situation analogue.

8. John Beaty, *The Iron Curtain over America*, Wilkinson publishing C°, Dallas, Texas, 1952.
9. Emil Ludwig, *La Nouvelle Sainte-Alliance*, N.R.F., Paris, 1938.

« ... la voix prépondérante est ici celle des Etats-Unis. Comme cette nouvelle alliance doit jouer avant tout un rôle de menaces et d'intimidation, la vedette revient à l'Amérique.

« Roosevelt veille. Depuis qu'il est au pouvoir, il a prononcé cinq grands discours démonstratifs qui ont placé les Etats-Unis aux côtés des démocraties dans la lutte contre les dictateurs.

« ... Tous les Etats pourront adhérer à la nouvelle Sainte-Alliance, comme ce fut le cas jadis pour l'ancienne. Ils y adhéreront en nombre.

« Tout d'abord, parmi les grandes puissances, l'Union soviétique. Alors que par quelques-unes de ses méthodes, elle semble se rapprocher des Etats fascistes, son but est à l'opposé du leur. Au vieil idéal des Etats dictatoriaux : plus de territoire, plus de ce qu'on appelle des « âmes », plus de villes sur lesquelles flotte leur drapeau. un empire (même s'il se compose de nègres), des colonies et toutes autres richesses médiévales... Moscou oppose son grand idéal social, y aspire malgré tous les détours, tous les obstacles qui, durant des années, compromettent ses desseins.

« Ce qui décidera de l'admission au sein de cette alliance ce sera la philosophie de l'Etat, telle notamment qu'elle apparaît dans les livres que l'Etat introduit dans les écoles et les universités. Si ces livres glorifient fusillades et massacres comme les valeurs les plus élevées, l'Etat qui pratique une telle instruction ne sera pas admis. A quoi bon parler constamment, dans un vague brouillard, de " certains Etats ". L'Alliance est dirigée contre l'Allemagne, l'Italie, et tels Etats qui seraient peut-être prêts à se réclamer du jour au lendemain de leurs principes. Elle dépassera en agressivité le langage de défi des dictateurs.

« Le 1er juillet 1938, le Mexique a fait du 14 juillet un jour de fête nationale et a invité toutes les démocraties à l'imiter. Pendant cent cinquante ans, la prise de la Bastille a symbolisé la liberté ; son génie de bronze plane au-dessus d'elle. Et nous devrions nous laisser conter par quelques tri-

buns que les idéals de la Grande Révolution ne sont que vieille ferraille ?

« Quand nul écolier ne saura plus les noms des dictateurs d'aujourd'hui, quand nul monument ne parlera d'eux, Voltaire et Rousseau poursuivront toujours leurs méditations, l'un sur le quai de la Seine, l'autre dans l'île du Rhône... (p. 78).

« Tels sont les buts politiques de ce siècle : à l'intérieur le socialisme, à l'extérieur les Etats-Unis d'Europe... est-il possible d'atteindre sans guerre ces deux buts ? » (p. 76).

C'est peu probable et Ludwig ne nous le cache pas, puisqu'il conclut ainsi son appel :

« Les religions, les philosophies, les idéals ont toujours été formulés et préservés par des penseurs solitaires, mais c'est toujours par des hommes armés qu'ils ont été défendus jusqu'à la mort » (p. 78).

Et Ludwig nous demande de nous armer pour défendre jusqu'à la mort la Sainte-Alliance des démocraties contre les fascismes, en vue de réaliser les Etats-Unis socialistes d'Europe [10].

Le rôle d'avant-garde de la France dans la conjuration belliciste

En ce qui concerne la France, l'ancien député J. Montigny, qui a joué un rôle influent dans la politique française et qui

10. On remarquera en passant la parfaite identité de vues qu'il y a entre ce texte de Ludwig et la conclusion du congrès maçonnique de juin 1917, dont nous reproduisons l'essentiel au début de ce chapitre. Pendant ce temps-là, la France est promue au rôle d'avant-garde dans la conjuration belliciste.

a été mêlé de près à tous ces événements, nous dépeint de manière saisissante cette campagne de provocation à la guerre dans son livre : *Le Complot contre la Paix,* (La Table Ronde, 1966).

Ecoutons-le parler : « A mesure que le péril grandit, les yeux s'ouvrent devant la réalité d'une conjuration belliciste à laquelle beaucoup ont jusque-là refusé de croire ; le barrage des défenseurs de la paix se renforce par l'arrivée de renforts venus de tous les horizons politiques et des milieux sociaux les plus variés. Au Congrès de Royan, les tendances opposées les plus diverses s'affrontent rudement. Intellectuels et militants, traditionnellement fidèles à l'idéal de paix, sont atterrés par la volte-face de Blum, qui a si longtemps incarné la conscience du Parti et en qui ils découvrent l'adepte d'une nouvelle guerre de religion. La politique de force contre le fascisme est défendue par ses meilleurs amis Zyromski, Rosenfeld, Louis Levy, mais le député d'Hévéder riposte :

« En réalité, nous payons la rançon de l'absurde traité de Versailles, qui a balkanisé l'Europe et créé un peu partout de nouvelles Alsace-Lorraine. Derrière la campagne anticommuniste des Etats fascistes, il y a des préoccupations matérielles. Les questions de débouchés, de matières premières, de colonies sont à l'origine de bien des malentendus. Une politique à la fois plus généreuse et plus réaliste aurait pu les faire disparaître. Pourquoi ne pas s'engager dans la voie de la révision des traités ? La paix vaut de très grands sacrifices. Il faut tout faire pour éviter une guerre générale. Et si jamais elle éclatait, il faut au moins pouvoir se dire qu'on aura tout tenté pour l'éviter, ou même plus modestement qu'on l'a retardée.

« C'est bien poser la question : faut-il donc faire une nouvelle guerre pour défendre à tout prix les malfaçons de Versailles [11] ? »

11. J. Montigny, *Le Complot contre la Paix,* p. 307.

Or, Hitler se prépare à lancer la foudre au centre de l'Europe

« Le 5 novembre 1937, il a convoqué ses chefs d'état-major et quelques ministres. Son exposé, noté par son aide de camp, a été retrouvé par les Alliés et publié après la guerre : Hitler confirme que l'accroissement de l'espace vital de l'Allemagne doit être recherché à l'Est, en Ukraine. Les premiers objectifs seront l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Aucune date n'est encore fixée, mais tout doit tendre à l'augmentation de la puissance militaire [12]. Le Führer espère d'ailleurs que, dans l'état de faiblesse où se trouve la Grande-Bretagne et la France, ce plan pourra être réalisé sans guerre. Il est maintenant tranquille du côté italien : ayant magnifiquement reçu Mussolini en septembre, il l'a conduit à des manœuvres où se sont déployées ses nouvelles divisions cuirassées, et l'aviation la plus moderne. Impressionné, le Duce a adhéré le 6 novembre au pacte antikomintern, conclu en 1936 entre l'Allemagne et le Japon ; le 11 décembre, il a quitté la S.D.N. en l'insultant. Il ne peut plus faire machine en arrière et bon gré mal gré devra accepter l'Anschluss.

« Tel est donc le plan d'Hitler orienté vers l'Est, et qui désormais, comme la ligne Siegfried l'a déjà révélé sur le terrain, *ne comporte plus d'action préalable contre la France.*

« Dans l'état d'infériorité militaire où notre pays est tombé, et faute de pouvoir compter rapidement sur un Allié efficace, le délai qui nous est ainsi accordé est un don du ciel. Qu'Hitler attaque l'U.R.S.S. et il ira longtemps se perdre dans l'immensité des plaines orientales, y subira les rigueurs mortelles de l'hiver et la résistance d'une population qu'il ne sera pas venu libérer du communisme, mais prétendra coloniser.

« Pendant ce temps, réveillés de leurs illusions, les Anglo-Saxons s'ébranleront, s'armeront, formeront avec nous la Troisième Force, qui arbitrera un jour la paix aux moindres frais. Dans cette passe dangereuse, il n'y a qu'à attendre, à louvoyer, à gagner du temps, mais le parti de la guerre ne l'entend pas ainsi ; il a distribué les rôles une fois pour toutes : la France à l'avant-garde, l'Angleterre en renfort tardif, les Etats-Unis à l'arrière-garde.

12. Chastenet, *Déclin de la Troisième*, p. 181, cité par J. Montigny.

« Pour décider la France à assumer cette tâche effroyable vingt ans après Verdun, il faut la tromper, lui dissimuler la vérité.

« Les émigrés politiques allemands et italiens s'y emploient : le réfugié Heinrich Mann écrit dans un grand journal :

« " Le moyen de secourir ce peuple ? (le peuple allemand). C'est simplement de le délivrer d'Hitler et de son régime... Pour l'atteindre, n'est-ce pas qu'il vaudrait la peine de renoncer pour un temps à un principe devenu désuet et impraticable. Il s'agit de l'idée préconçue de *ne pas se mêler des affaires intérieures d'un autre pays*... Les démocrates désireux de sauvegarder la civilisation n'ont pas le choix : qu'Hitler disparaisse ! " »

Et Emile Ludwig assure :

« Les peuples occidentaux doivent se conjurer à la face du monde afin de défendre nos idéaux par la force... »

« La force qui est, affirme-t-on, du côté français, ainsi que Paul Reynaud le proclame à la Chambre :

« " Qu'y a-t-il au fond de la thèse de la démission de la France ? Il y a cette affirmation initiale : ' la France est faible... ' Est-il vrai que la France soit faible elle-même ? Est-il vrai que la France soit faible par ses amitiés et par ses alliances ? "

« Faible par elle-même ? Est-il vrai qu'après avoir dépensé depuis l'armistice 372 milliards pour la défense nationale, la

France soit incapable de jouer aucun rôle en Europe ? Non, messieurs, ce n'est pas vrai...

« La France n'est pas seule. Quelles que soient les fluctuations de la politique, croyez-vous que la Pologne ignore que, si la France était écrasée, elle cesserait de vivre ? Compteriez-vous pour rien cette belle armée tchécoslovaque dont le matériel de guerre est puissant ?

« Enfin, Messieurs, derrière le gigantesque réarmement britannique, il y a un autre réarmement qui, croyez-moi, est un conseil de sagesse pour les dictatures, c'est le réarmement colossal des Etats-Unis d'Amérique.

« Ainsi forte par elle-même, la France est forte par ses amitiés et ses alliances. Je vous en prie, Messieurs, connaissons la force de la France ! »

Puis il insiste sur les faiblesses de l'armée allemande. Vraiment, il est difficile d'accumuler plus de contre-vérités ! « Colossal », le réarmement américain ? En dépit des objurgations de notre ambassadeur, Roosevelt a dû s'avouer incapable de renverser avant longtemps le courant neutraliste de son opinion et de procéder à un début de réarmement. « Gigantesque », le réarmement britannique ? Les projets se limitent à l'aviation et il faudra deux ans pour les mener à bien. Reynaud connaît le double jeu polonais, la haine de Varsovie à l'égard des Tchèques dont l'armée sera impuissante si l'Anschluss se réalise. Il sait l'armée française inadaptée à son rôle, faute des divisions blindées qu'il a réclamées en vain et que l'Allemagne a forgées. Il sait tout cela, mais aussi que, servi par les ressources nouvelles de la publicité utilisées à l'échelle mondiale, le mensonge va devenir l'un des souverains omnipotents du siècle, que plus il sera énorme, massif, incroyable, mieux il défiera la vérité et le bon sens, plus son effet de choc agira, plus facilement il sera admis et assimilé.

Un autre argument est lancé pour rassurer les Français : ils n'auront même pas à user de leur supériorité car Hitler

s'effondrera de lui-même. C'est ce qu'affirme Thomas Mann :

« Aucun peuple, dans le monde actuel, n'est aussi peu en état, aussi peu capable de conduire une guerre que le peuple allemand. D'allié, il n'en aurait pas.

« De plus, en majorité, il est prêt à la révolte. Après la première défaite, la guerre se transformerait en guerre civile. Non cette guerre est impossible : *l'Allemagne ne peut la faire*[13].

« De là naîtra la conviction, entretenue jusqu'au jour fatal, du prétendu " bluff d'Hitler[14] ". »

« Daladier est acquis à la Croisade des démocraties mais il garde un réflexe de prudence. Il pense : « Pas question d'ébranler l'avant-garde avant d'être certain que la Grande-Bretagne suivra : « Tandis que Blum, Reynaud et Mandel se disent : « Engageons la partie le plus tôt possible, les Anglo-Saxons seront forcés de suivre. »

« En août 1938, Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, est reçu à Bordeaux ; au dîner, Mandel, député du département, est le voisin du premier président de la cour d'appel.

« Après le repas, le magistrat s'approche de Bonnet et, fort ému, lui dit : " Voilà ce que M. Mandel vient de me déclarer : ' Il faut la guerre et le plus tôt possible : plutôt dans huit jours que dans un mois, dans un mois que dans un an. ' Est-ce votre avis ? N'y-a-t-il donc aucun espoir de paix ? " Bonnet rassure le magistrat, a une explication avec son collègue, lui rappelle que la France est en état d'infériorité militaire " Je le sais, riposte Mandel, mais les démocraties ne préparent jamais les guerres que lorsqu'elles les ont déclarées. Il faut donc commencer par les faire. "

13. Lettre reproduite dans le n° du 19 juin 1937 du *Droit de vivre*, organe de la Ligue internationale contre l'antisémitisme.
14. J. Montigny, *Le Complot contre la Paix*, pp. 102-105.

« Son plan est implacable mais logique : lui et ses amis savent bien, eux, qu'une rude bataille suivra vite la déclaration de guerre et que la France y saignera dur. Elle sera même peut-être provisoirement vaincue ? Au pire, il y aura invasion du territoire national, mais la France a un empire. Son armée capitulera au besoin, et le gouvernement émigrera pour continuer la lutte en Afrique avec la Marine et les ressources coloniales ; par radio l'on invitera les Français à la résistance, à la guérilla et plus tard, la victoire venue, on ressuscitera la France avec ce qui restera de Français. Tel est le plan de Mandel, la tête pensante de l'équipe dont Paul Reynaud est l'orateur. Aussi tous deux ne seront-ils pas pris de court en 1940 malgré la rapidité de l'effondrement militaire. Appuyés par Lebrun, Jeanneney, Herriot, ils pousseront à l'émigration et si elle n'eut pas lieu, ce fut à cause de l'opposition de Pétain, de Weygand et des parlementaires groupés derrière eux.

« On peut juger ce plan inhumain, mais il était logique tandis que celui de Daladier péchait par irréalisme : il ne pouvait pas y avoir de compromis entre la politique de Mandel et la sienne. Si l'on croyait de l'intérêt de la France d'éviter une longue solitude sur le champ de bataille terrestre, s'il fallait gagner du temps, alors on devait souhaiter rester spectateurs de la lutte entre Germains et Slaves et attendre l'issue du choc tout en accroissant nos moyens de défense [15]. »

Finalement, en septembre 1939, l'Allemagne attaque la Pologne. Sur ce l'Angleterre, suivie par la France, déclare la guerre avec une légèreté criminelle, car de part et d'autre, l'impréparation était totale. Le réveil est rude et brutal.

En moins de trois semaines, la Pologne, envahie et écrasée, est momentanément effacée de la carte de l'Europe. Ses 80 divisions disparaissent de la scène militaire.

La Russie soviétique, dont l'alliance était considérée comme militairement indispensable, opère un retournement

15. J. Montigny, *op. cit.*

spectaculaire et signe un pacte d'accord avec l'Allemagne hitlérienne.

Il devient vite évident que l'armée de terre britannique — l'aviation exceptée — a besoin d'une longue préparation avant d'être en état d'intervenir efficacement.

Les Etats-Unis d'Amérique refusent obstinément d'entrer en guerre à nos côtés — ils y sont d'ailleurs totalement impréparés — et mettent en route une lente reconversion militaire avec l'intention arrêtée d'intervenir le plus tard possible.

Bref, l'avenir s'annonce très sombre pour la France, dont l'impréparation militaire est un sujet de profonde stupéfaction pour les Français auxquels on avait affirmé que leur armée était la première du monde. Daladier en prend conscience et avoue à un ami : « Si nous avions prévu l'effondrement polonais jamais nous n'aurions marché. »

« Dans l'impasse où se trouvent la France et la Grande-Bretagne, n'y aura-t-il pas lieu de saisir, si elles se présentent, les occasions de paix raisonnables ? Georges Bonnet ne cache pas qu'il faut reconsidérer le problème à la suite de l'effondrement de l'Etat polonais, puisque l'ultimatum à l'Allemagne n'a pas réussi à le préserver.

« Pour peu qu'Hitler fasse des propositions modérées, probables dès la fin de la campagne de Pologne, il va y avoir, pour les dirigeants de la Croisade, *péril de paix.*

« Aussi, pour empêcher l'opinion publique, le Parlement d'être tentés, Mandel et ses amis estiment qu'il faut à tout prix et n'importe où " animer la guerre ", quels que soient les risques supplémentaires à assumer [16]. »

La Pologne rapidement écrasée, à la stupéfaction générale, Hitler fait effectivement des offres de paix. Il ne demande rien à l'Ouest, mais désire seulement qu'on lui laisse les

16. J. Montigny, *Le Complot contre la Paix*, pp. 276-277.

mains libres à l'Est. Daladier hésite, mais cela ne fait pas du tout l'affaire du clan belliciste animé par Mandel...

« Et le président Daladier reçoit aussitôt des adjurations propres à le remettre dans la ligne. Encore faut-il multiplier les précautions. Bois va déjeuner chez un ami avec Mandel et Robert Bollack. Mandel, Reynaud et leurs amis montent la garde autour de Daladier et exercent sur lui une formidable pression. Ils réussissent provisoirement à lui remonter le moral et à le remettre en ligne.

« Ainsi, nous dit J. Montigny, un brain-trust clandestin a décidé de la politique de la France en un moment de suprême gravité et l'a imposée au président du Conseil, obtenant de lui qu'il refuse d'examiner les offres de paix .

« Mais Daladier, Chamberlain, ces endormeurs qui vont se satisfaire de la " drôle de guerre ", peuvent avoir une rechute de mollesse. Aussi Mandel déclare-t-il à son ami le général Spears, au début de 1940, que " les Anglais doivent prendre la direction de la guerre et que, comme ce rôle dépasse apparemment Chamberlain, plus tôt Churchill sera au pouvoir, mieux ce sera [17] ". »

A la même époque il prépare la chute de Daladier, l'ascension de Reynaud. Voici, à ce sujet, les souvenirs de l'ancien ministre Lémery :

« Fin février ou début mars 1940, Maurice de Rothschild me pria à déjeuner aux environs de Paris : " Mandel ira vous prendre chez vous et vous ramènera ", me dit-il. Au jour dit, je pris place dans la voiture de Mandel qu'accompagnait Mme Bretty. Paul Reynaud et Mme de Portes étaient du repas. Dans l'après-midi les dames nous laissèrent seuls et on parla de la situation politique. Mandel en fit le

17. Mémoires de Spears, cité par Montigny.

point sur le ton péremptoire qui était le sien : la guerre languissait, le pays se décourageait, il fallait sortir de la stagnation dans laquelle se tenait Daladier et donner le pouvoir à Paul Reynaud. On me demanda ce que ferait le Sénat dans ce cas. Je répondis... qu'il ferait accueil à un ministère de salut public comprenant peu de ministres... si ce ministère rencontrait une majorité à la Chambre. Peu de jours après, la conversation reprit chez Maurice de Rothschild, mais cette fois à Paris, faubourg Saint-Honoré. *M. Duff Cooper y assistait.* On y parla à nouveau du remplacement de Daladier par Paul Reynaud et de la nécessité d'une manifestation de solidarité des gouvernements de Londres et de Paris pour affirmer leur volonté de mener ensemble la guerre jusqu'à la victoire totale.

« Les deux opérations voulues par Mandel seront bientôt exécutées à Paris comme à Londres.

« A Paris, Reynaud est nommé Premier ministre à une voix de majorité ! Quelques semaines plus tard, au milieu de juin, les armées alliées ont été percées à Sedan, coupées à Abbeville, cernées à Lille et Dunkerque, défaites en Artois et Picardie. Leur front a été crevé en Champagne ; les armées de Lorraine, d'Alsace, la ligne Maginot ne peuvent plus échapper à l'encerclement : les pouvoirs publics ont quitté Paris, trois millions de réfugiés hollandais, belges, français encombrent nos routes, arrêtent les convois militaires. Soudain privée de ses armatures, la France tombe dans l'anarchie. Au conseil des ministres qui siège dans la banlieue de Tours, le général en chef Weygand, appuyé par le maréchal Pétain, déclare que l'armée doit choisir entre la capitulation et l'armistice et que, la première étant contraire à l'honneur et interdite par le code militaire, les conditions d'un armistice éventuel doivent être demandées à l'ennemi, étant précisé qu'elles ne seront acceptées que si elles sont honorables, si elles sauvegardent la liberté de notre flotte et de nos possessions d'outre-mer. Ainsi mis en demeure de s'informer des conditions d'armistice, le Conseil des ministres, atterré,

hésite : car l'accord politique franco-britannique interdit les armistices séparés. Il faut donc exposer la situation à Churchill, obtenir son assentiment à l'éventualité d'un tel armistice. Le Conseil décide de prier le Premier ministre britannique de venir en conférer avec lui le lendemain, le président du Conseil étant chargé de transmettre l'invitation. Ainsi qu'il l'a expliqué au procès du maréchal Pétain, Paul Reynaud décide de voir d'abord Churchill seul, à qui il laissera ignorer l'invitation du Conseil ; il ne le conduira auprès de ses collègues qu'après s'être assuré de son refus.

« Or, le jour suivant, Churchill, conscient de l'insuffisance de la contribution britannique à la bataille de France, ému de la situation de notre pays, renonce à toute opposition, va consulter les ministres qui l'ont accompagné et confirme bientôt ses dispositions bienveillantes. »

Fureur des bellicistes !

« L'armistice séparé est devenu l'expédient le moins désastreux pour la France, mais il est contraire au plan de la Croisade ; de plus, il prive les conjurés français de la théâtrale sortie qu'ils désirent, de l'embarquement pour l'outremer orchestré sur le mode héroïque. S'ils restent sur le sol de France, ils auront à rendre des comptes. S'ils s'enfuient à titre privé, leur carrière politique sera compromise.

« Rapidement la contre-attaque est montée. D'abord laisser repartir Churchill sans l'aviser que le Conseil des ministres l'attend. Ensuite, signifier au Conseil que le Premier ministre refuse son assentiment à une demande séparée d'armistice. Enfin on enverra un émissaire sûr à Londres pour l'informer du mensonge et lui demander la rétractation de son consentement antérieur, resté secret.

« Le général de Gaulle, homme de confiance de Paul

Reynaud, est désigné pour accomplir cette mission. A la fin de l'après-midi le Conseil des ministres, induit en erreur par le faux compte rendu du président du Conseil, décide de différer la demande d'armistice ; le drame français continue. Aussi Mandel est-il de bonne humeur. Il reçoit le général Spears, lui conte comment le Conseil des ministres a été dupé et ironise sur la compassion qu'a encore manifestée Chautemps à l'égard du calvaire des réfugiés...

« Malgré son admiration pour ce sang-froid, Spears ne peut se défendre d'un malaise devant cet humour noir, et dans son récit il évoque " ce regard de pieuvre prête à bondir ".

« A Bordeaux, Reynaud démissionne et l'ex-ministre de l'Intérieur s'embarque pour le Maroc sur le paquebot *Massilia*...

« Pendant la traversée, il apprend avec surprise que l'armistice est signé. Il annonce à ses compagnons qu'à son arrivée au Maroc, il va tenter de constituer un gouvernement pour maintenir dans la guerre l'Afrique du Nord et nos escadres. A peine débarqué, il court au consulat de Grande-Bretage et a avec le consul une conversation telle que Churchill, avisé, convoque aussitôt les membres du ministère et fait décider l'envol immédiat, pour Casablanca, d'un ministre et d'une haute personnalité militaire chargés d'aider Mandel dans sa rébellion.

« Mais la roue de la chance a tourné : le général Noguès, résidant au Maroc, commandant en chef en Afrique du Nord, décide de rester fidèle au maréchal Pétain, consigne Mandel à bord du *Massilia*, et congédie les envoyés de Churchill.

« Ce dernier épisode prouve le rang prééminent de Mandel dans la conjuration.

« Ainsi avons-nous vu à l'œuvre les meneurs du jeu.

« Chamberlain s'est écrié un an plus tôt : " A la guerre, ce n'est pas avec de l'argent que l'on spécule, mais avec des êtres humains. Il est impossible de calculer les désastres qui résulteraient d'un conflit. "

« Depuis il a été débordé par les sommations belliqueuses qui l'assaillaient ; il s'est résigné à la guerre du jour où les passions idéologiques ont fait taire la voix de la raison...

« Daladier était à la remorque ; voici ses aveux à la commission d'enquête parlementaire : " Le gouvernement français s'est jeté dans la guerre avec désespoir en songeant à toutes les ruines qui seraient accumulées. Il avait la conviction que la France ne serait que l'avant-garde d'une armée de coalition, que la guerre durerait longtemps, qu'elle entasserait catastrophes sur catastrophes. "

« Et il termine par le cri de Guillaume II : " Je n'ai pas voulu cela. " Il ne l'a pas voulu, mais il l'a fait. Et il l'a fait parce qu'il était manœuvré par les meneurs de la croisade. De l'ambassade des Etats-Unis à Paris, il téléphonait souvent à Roosevelt. Or sur l'action de celui-ci à l'époque, nous avons l'accusation d'un témoin de poids, M. Joseph Kennedy, père de l'ancien président des Etats-Unis, alors ami du président Roosevelt et son ambassadeur en Grande-Bretagne, qui a, en 1945, des conversations avec M. Forrestal, membre du gouvernement américain ; ses propos sont si graves que ce ministre, rentré chez lui, les note dans un " Journal intime ", publié après sa mort. Les voici [18] :

« " En 1939, Roosevelt ne cessa de me dire qu'il fallait pousser le fer dans les reins de Chamberlain pour que les Allemands fussent stoppés net dans l'affaire polonaise. Plus tard Chamberlain me dit : ' Ce sont l'Amérique et les Juifs du monde entier qui ont poussé l'Angleterre de force dans la guerre. ' " Et Kennedy ajoute : " Ni la France, ni la Grande-Bretagne n'auraient déclaré la guerre pour la Pologne sans les perpétuels coups d'épingle de Washington. "

« " L'opinion de Kennedy, écrit Forrestal, était que l'attaque d'Hitler aurait pu être détournée vers la Russie et que la Grande-Bretagne n'aurait pas été entraînée dans la guerre. "

18. C'est Joseph Kennedy qui parle.

« L'opinion exprimée par Chamberlain sur l'importance de l'action israélite exercée en faveur de la guerre aux Etats-Unis, est confirmée par un rapport du comte Potocki, ambassadeur de Pologne à Washington, qui signale à son gouvernement, en janvier 1939, la campagne menée en réponse aux récents excès antisémites des nazis.

« A cette campagne ont participé les divers intellectuels juifs : Bernard Baruch, Frankfurter, juge à la Cour suprême, Morgenthau secrétaire d'Etat au Trésor, et d'autres qui sont personnellement liés d'amitié avec Roosevelt. Ce groupe d'hommes, qui occupent les plus hautes situations dans le gouvernement américain, se rattache par d'indissolubles liens à l'Internationale juive.

« Soupçonnera-t-on le Polonais de parti pris antisémite ? Mais l'écrivain israélite Emmanuel Berl a écrit avant Munich : "Tous les Juifs politiquement organisés souhaitent la guerre et y poussent. Dans les couloirs de la Chambre s'en étale la preuve quotidienne ; l'exemple de Blum et de Mandel le prouve de surcroît : la communauté juive politiquement organisée a été, est encore *l'âme brûlante de la coalition belliciste.* "

« Telle fut l'une des vérités de l'époque, qui ne met pas en cause la majorité des Juifs, mais une minorité internationalement organisée, puissante par sa richesse, son ardeur et la possession de positions clés dans le monde démocratique.

« Il faut enfin apprécier la psychologie des chefs bellicistes d'un autre point de vue : les hommes d'Etat qui en 1914, à Saint-Pétersbourg, Vienne, Berlin, Paris ont cédé, avec des responsabilités diverses, à la tentation d'une épreuve de force, avaient une excuse : tous croyaient à une guerre courte, seule hypothèse alors admise.

« Hitler avait le même espoir en 1939. Par contre, Staline misait sur une longue guerre d'usure que les chefs des démocraties et leurs experts militaires savaient inévitable. Confirmation en est donnée par les propos de l'ambassadeur Bullitt

au comte Potocki en novembre 1938 et ainsi rapportés au gouvernement polonais [19] :

« " D'après ce que les experts militaires avaient dit à Bullitt durant la crise de l'automne 1938, une guerre durerait *au moins six ans* et se terminerait par un désastre complet de l'Europe. Il était indubitable que la Russie soviétique tirerait finalement profit de tout ceci. "

« Et aussi les Etats-Unis. On aurait tort de ne voir en Roosevelt qu'un idéologue : certaines confidences à son fils Elliot le montrent capable de réalisme égoïste. C'était au cours de l'été de 1941, quelques mois avant Pearl Harbor : bien que réélu en 1940, Roosevelt refusait toujours à Churchill d'entrer dans la guerre : il explique sa tactique à son fils en usant d'une comparaison inspirée par le football tel qu'on le pratique aux Etats-Unis : " Nous sommes, dit-il, les éléments de réserve assis sur le banc. Pour le moment ce sont les Russes qui sont sur le terrain... Notre rôle est de suivre la partie, et avant que nos marqueurs (l'Angleterre et l'U.R.S.S.) soient fatigués, il faudra y prendre part pour l'essai. *Nous serons frais alors...* "

« Ainsi, à l'inverse des dirigeants français, si impatients de jeter leur pays sur les premiers champs de bataille, l'Américain, comme avant lui Staline, désire intervenir dans la guerre le plus tard possible, à l'heure de l'épuisement des autres. A la même époque, il ne cache pas à Churchill quels marrons il convoite : destruction des impérialismes commerciaux et décolonisation générale, dont il reconnaît attendre un grand essor du commerce et de la richesse de son pays. Aussi en 1942, lors de la conférence de Casablanca, tend-il au Sultan du Maroc, qui y mord, l'appât de l'indépendance... assortie de futures relations économiques entre les deux pays [20]. »

« Quoi qu'il en soit, la France, qui a déclaré la guerre de peur d'avoir à la subir un jour, la continue de crainte d'avoir

19. Documents polonais sur l'histoire des origines de la guerre
20. J. Montigny, *op. cit.*

à la recommencer, et va vers le désastre de peur d'une défaite future. »

Incidemment J. Montigny, dans son livre *Le Complot contre la paix,* nous signale un fait stupéfiant. Voici le passage en question :

« A cette époque, de Monzie, ministre des Travaux publics, eut à effectuer un court voyage à Londres et des conférences avec son homologue britannique prirent tout son temps. Quelques jours après son retour, il reçut une invitation pressante pour dîner dans l'intimité avec une princesse de la dynastie londonienne des Rothschild, de passage à Paris. Il accepta et, au dessert, l'Anglaise lui dit :

" Je crois que vous arrivez de Londres, monsieur le Ministre ?

— En effet.

— Savez-vous que vous y avez commis une négligence regrettable ? Vous connaissez l'importance du rôle qu'y joue le chef de notre famille et vous n'avez pas été le voir.

— Je le regrette, mais j'avais un programme de séjour trop chargé.

— Pourtant M. Paul Reynaud, qui est aussi occupé que vous quand il va à Londres, ne manque jamais cette visite. "

« J'avais été invité pour recevoir cette leçon, conclut de Monzie, et dès lors je n'eus plus d'illusions : l'héritier présomptif de Daladier était choisi et on le ferait savoir en temps voulu à Lebrun [21]. »

C'est là une information énorme. Ainsi les Rothschild de Londres étaient en mesure de décider du choix du Premier ministre en France, et cela en pleine guerre.

21. J. Montigny, *Le Complot contre la Paix,* p. 227.

Cela se passe de commentaires...

Trois ans à l'avance J. Montigny avait admirablement dépeint à la tribune de la Chambre (séance du 31 juillet 1936) l'atmosphère de « guerre de religion » qui allait imprégner la deuxième guerre mondiale, en lui donnant son caractère de lutte implacable :

« Notre politique extérieure, disait-il, est arrivée à créer en Europe deux blocs de puissances opposées.

« Ce qui est grave, c'est que ces deux blocs ne correspondent pas seulement à des combinaisons politiques et à des concurrences économiques toujours sujettes à transactions ; ils opposent de plus en plus des doctrines politiques, des systèmes sociaux, des conceptions philosophiques, dont l'antagonisme ne fait que s'exaspérer depuis un an, depuis l'affaire d'Ethiopie, depuis les élections d'Espagne et de France et depuis la guerre civile espagnole.

« Nous voyons s'affronter tous les jours avec une passion accrue, des doctrines antagonistes : thèses de l'indivisibilité de la paix et de la localisation des conflits, thèses de la sécurité collective et des pactes bilatéraux, racisme et internationalisme, hitlérisme et communisme, et, enfin, fascisme et démocratie.

« De ce point de vue, la situation en Europe est pire qu'en 1913, car ce ne sont pas, comme alors, seulement des blocs qui s'opposent, ce sont *des mystiques qui s'excommunient.*

« L'étranger de l'autre bloc n'apparaît pas seulement comme le concurrent, comme l'adversaire ; il apparaît comme l'hérétique dont il faut détruire la foi criminelle.

« Une atmosphère de guerre de religion s'étend sur l'Europe, un état d'esprit de croisade se propage.

« Peut-on expliquer autrement certains revirements ? Les milieux les plus pacifistes d'hier ne reculent plus devant l'effort militaire et même devant les sacrifices humains du moment qu'il s'agit de soutenir ce qui est, à leurs yeux, la sainte cause, hier, contre le fascisme italien, aujourd'hui contre le fascisme espagnol, demain contre l'hérésie hitlérienne.

« Le parti le plus antimilitariste d'hier, depuis qu'il a reçu la permission d'être patriote, exalte l'armée avec un zèle de néophyte. Depuis qu'il a reçu l'ordre de devenir nationaliste, il verse dans un patriotisme de café-concert. (Applaudissements à droite. Exclamations à l'extrême gauche et à gauche. Bruits.)

« Voilà où en est l'Europe, après deux siècles d'efforts vers la raison et le progrès, et le tragique, c'est que ce progrès ait mis, au service de passions moyenâgeuses, un pouvoir de massacre illimité [22]. »

22. J. Montigny, *Le Complot contre la Paix*, p. 307. (Ce livre est d'une importance capitale pour comprendre clairement le drame de la France dans la deuxième guerre mondiale. Il devrait être lu par tous les Français qui se préoccupent de l'intérêt national.)

IV

LA CONDUITE DE LA GUERRE
LES BOMBARDEMENTS DE TERREUR
LA DESTRUCTION DE DRESDE

La stratégie des bombardements de terreur

Lorsque s'ouvrit le procès de Nuremberg, tout le monde s'attendait à ce que les bombardements allemands de villes ouvertes constituent une des pièces maîtresses du dossier d'accusation. Or, à la surprise générale, il n'en fut pas question au procès.

Aux yeux de tous les Occidentaux, l'affaire était cependant claire, nette et sans bavures, il n'y avait pas de discussion possible. Les Allemands avaient inauguré les bombardements de terreur dirigés contre les villes ouvertes et contre les populations civiles, en dehors de tout objectif militaire : Rotterdam, Londres, Coventry, etc. Qui sème le vent récolte la tempête. Par la suite, les Anglo-Saxons, devenus progressivement maîtres du ciel, avaient retourné contre l'Allemagne l'arme terrifiante des bombardements aériens et avaient réduit en cendres toutes les grandes villes allemandes, faisant de la guerre aérienne une apocalypse sanglante [1]. Mais sans aucun

1. Voir entre autres sur ce sujet :
K. Bartz, *Quand le ciel était en feu*, Ed. « J'ai lu », 1964.
D. Irving, *La destruction des villes allemandes*, Ed. France-Empire, 1965.
G. Blond, *L'agonie de l'Allemagne*.

doute, la responsabilité initiale en incombait aux Allemands et ceux-ci auraient dû logiquement en répondre lors des procès des criminels de guerre. Alors, pourquoi ce silence à Nuremberg ?

Aujourd'hui, nous connaissons enfin la réponse : elle est stupéfiante, car il s'agit là d'un des grands secrets de la guerre, un secret farouchement gardé, sur lequel les gouvernements anglais et américains ont réussi à faire pendant vingt ans un black-out total. Bref, la version courante, répandue par les services de propagande alliée est entièrement fausse, le gouvernement anglais a menti froidement, effrontément, et il nous faut reconsidérer toute la question.

Nous n'avons nullement ici l'intention de disculper le gouvernement hitlérien de toute responsabilité dans la conduite de la guerre aérienne ; il est certain que s'il en avait eu les moyens, Hitler n'aurait pas hésité à détruire les villes anglaises, mais enfin, il faut bien reconnaître que sur ce point les Anglo-Saxons n'ont pas la conscience nette.

De représailles en contre-représailles, on en est arrivé, par une escalade inévitable, à une guerre d'enfer, sans que l'on puisse préciser exactement qui a commencé.

Essayons de résumer brièvement la séquence des événements qui ont abouti à l'épouvantable catastrophe des bombardements de terreur de 1940-1945.

Il nous faut remonter à 1923. A cette époque, l'aviation militaire anglaise constituait déjà une arme indépendante contrairement à ce qui se passait en France et en Allemagne. L'on commençait à discuter du réarmement et il s'agissait de savoir l'emploi qui serait fait de l'aviation en temps de guerre, par conséquent quel type d'avion il fallait construire.

Deux thèses étaient en présence : les officiers de l'école classique estimaient que l'avion était une arme à longue portée, destinée à s'attaquer à l'armée ennemie, l'Allemagne en l'espèce.

Le maréchal de l'Air, sir Hugh Trenchard, qui n'était pas handicapé par de vieilles traditions militaires ni par des

scrupules moraux, estimait pour sa part que l'aviation serait plus efficace et plus meurtrière en s'attaquant délibérément aux centres industriels et aux agglomérations urbaines plus faciles et moins dangereuses à atteindre. Il considérait les généraux de la vieille école comme de vieilles badernes encroûtées et poussiéreuses incapables d'admettre une vérité aussi élémentaire. Il résumait ainsi son point de vue : la conception de l'Armée est de détruire (to beat) l'armée ennemie ; notre conception est de détruire la nation ennemie.

Bref, on revenait aux époques de Gengis Khan et d'Attila et le génocide devenait officiellement un but de guerre.

En 1936, l'Angleterre entreprit effectivement un réarmement massif. L'effort principal porta sur l'aviation et, la conception de sir Hugh Trenchard ayant manifestement prévalu, l'Angleterre entreprit la construction d'une flotte de bombardiers lourds à long rayon d'action, destinée à ce que l'on appela les « bombardements stratégiques », c'est-à-dire qu'au lieu d'appareils tels que les « stukas » allemands, destinés à bombarder en piqué un objectif précis (char d'assaut ou autre), il s'agissait d'avions gros porteurs destinés à déverser des tapis de bombes sur une vaste surface, en l'espèce des villes et des centres industriels, bombardiers stratégiques qui furent copiés par les forteresses volantes américaines et qui firent cruellement défaut à l'Allemagne.

Au cours de la guerre 1939-1945, les bombardements aériens passèrent par trois phases successives :

— Du 3 septembre 1939 au 11 mai 1940, les forces aériennes des deux blocs en guerre s'en tinrent aux règles conventionnelles de la guerre adoptées par les pays civilisés et s'attaquèrent uniquement à des objectifs militaires.

— Le 11 mai 1940, c'est-à-dire au lendemain de l'offensive allemande déclenchée sur le front occidental, le gouvernement anglais adopta une nouvelle définition des objectifs militaires : était dorénavant considéré comme objectif militaire tout bâtiment, toute entreprise pouvant directement ou indirectement servir à l'effort de guerre ; ce jour-là une esca-

drille de dix-huit bombardiers anglais entreprit le premier bombardement à l'intérieur de l'Allemagne, le bombardement d'une gare et d'un quartier de ville qui n'étaient pas des objectifs militaires à proprement parler. Il était évident qu'une pareille définition permettait une extension presque illimitée des bombardements car il n'y avait pas un seul coin de ville, pas un village qui ne contînt un bâtiment quelconque pouvant servir indirectement à l'effort de guerre.

En fait, quatre mois durant, le haut Etat-Major dirigea sur l'Allemagne des bombardements dits « stratégiques » de plus en plus violents et étendus. C'est ainsi que le 16 décembre 1940 une escadre de cent trente-quatre bombardiers lourds effectua sur Mannheim ce qu'on a appelé le premier bombardement stratégique dirigé sur le centre de la ville, sans aucune prétention à atteindre un objectif militaire quelconque.

L'Angleterre ne disposait pas encore de bombardiers lourds en nombre suffisant pour rendre ces bombardements vraiment efficaces ; alors à quoi servaient-ils ? Il y avait une raison accessoire : entraîner les équipages et roder la technique en vue des bombardements massifs ultérieurs. Mais la vraie raison est si incroyable, tellement fantastique que je n'oserais pas la citer ici, si elle n'avait été dévoilée officiellement par le gouvernement anglais.

En avril 1961 paraissait un petit livre au titre passablement abstrait de *Science and government.* L'auteur, sir Charles Snow, était un homme de science et un écrivain. Un simple paragraphe y révélait pour la première fois une information capitale. En deux mots la voici :

« Le 30 mars 1943, un réfugié allemand généralement considéré en Angleterre comme étant d'origine juive, et qui occupait un poste important dans les conseils du gouvernement, le professeur Lindemann, soumit au cabinet de Guerre britannique un projet-mémoire, dans lequel il préconisait de concentrer les bombardements sur les quartiers ouvriers des villes allemandes de préférence aux objectifs militaires, trop bien défendus et trop difficiles à atteindre. Il affirmait qu'on détruirait ainsi assez vite 50 % des habitations, réduisant considérablement les possibilités de travail des ouvriers et créant dans la population allemande une atmosphère de panique et de terreur, qui forcerait le gouvernement allemand à demander la paix. L'attaque contre les quartiers ouvriers avait pour principale raison d'être le fait que la population y était plus dense et plus concentrée qu'ailleurs.

« Le plan Lindemann fut adopté sous la pression conjuguée des chefs de l'aviation anglaise et naturellement des milieux juifs si puissants alors dans le gouvernement. Quoique Lindemann ait été le conseiller privé de Churchill, ce dernier n'accepta ce plan qu'avec une certaine réticence, car il avait de temps en temps des sursauts de conscience (sentiment dont on chercherait en vain la moindre trace chez Staline, Roosevelt et De Gaulle) et il se rendait bien compte de la gravité de cette décision, ainsi que des responsabilités qu'il assumait ainsi. Une fois le plan adopté, il fut mis en œuvre avec enthousiasme par le maréchal de l'Air sir Arthur Harris, qui y consacra toutes les forces dont l'Angleterre pouvait disposer [2].

Cette brève révélation créa en Angleterre un moment de profonde stupeur. Plusieurs fois, en effet, des Anglais, haut placés, inquiets des rumeurs qui filtraient, avait posé au gouvernement anglais des questions précises et gênantes : « Est-il exact que la R.A.F. se livre à des bombardements de terreur sur la population civile allemande ? » Chaque fois, le gouvernement avait affirmé emphatiquement, par la voix du secrétaire d'Etat à l'Air, sir Archibald Sinclair, que jamais telles avaient été ses directives et que les bombardements étaient dirigés exclusivement contre les objectifs militaires.

2. Voir à ce sujet le livre remarquable et passionnant de F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism,* The Mitre Press, London, 52 Lincoln's Inn Fields — W.C.2 — 1968, et en particulier la page 181.

Naturellement, il était inévitable qu'il y ait des pertes civiles au cours de ces opérations.

Lorsque parut le livre de Charles Snow en 1961, le public anglais s'attendit à un démenti formel et immédiat du gouvernement anglais, mais il n'y eut aucun démenti.

Six mois après, en octobre 1961, la vérité était enfin révélée dans une publication officielle : *The Strategic Air Offensive against Germany* (H. M. Stationery Office — London, 1961), qui donnait les renseignements les plus détaillés sur l'historique des bombardements alliés en Allemagne au cours de la deuxième guerre mondiale.

Et dans son livre *Advance to Barbarism,* l'écrivain anglais J. P. Veale nous dit :

« Notons en passant que la question des responsabilités dans l'origine des bombardements de terreur a depuis longtemps cessé d'être un objet de discussion. Dès 1953, l'imprimerie officielle de S. M. Britannique publiait le premier volume d'un ouvrage : *La Royal Air Force, 1939-1945,* livre décrit comme une publication officielle, lu et approuvé par la section historique du ministère de l'Air. L'auteur Mr. Dennis Richard nous dit franchement que la destruction d'installations industrielles n'était que le but secondaire des attaques aériennes contre l'Allemagne, attaques qui débutèrent en mai 1940. Le but principal de ces raids était d'amener les Allemands à entreprendre des raids de représailles similaires sur l'Angleterre. De tels raids soulèveraient une intense indignation en Angleterre contre l'Allemagne et créeraient ainsi la psychose de guerre nécessaire à une guerre moderne. Et Mr. Dennis Richard nous dit en toutes lettres : " Les attaques aériennes sur la Ruhr étaient une manière déguisée d'amener les Allemands à bombarder Londres [3]. " »

On ne peut pas être plus clair, ni plus cynique, et ce piège machiavélique fonctionna à la perfection.

3. F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism,* p. 184.

En mars 1942, donc, fut prise la décision fatale — l'adoption du plan Lindemann — qui allait marquer le début de la troisième et dernière phase de la stratégie des bombardements alliés, une décision qui allait peser sur l'avenir de la guerre et du monde en général. Le principe des bombardements de terreur une fois admis, cette politique de guerre fut poursuivie sans relâche, avec une intensité croissante jusqu'en 1944 et début de 1945.

Le plan Lindemann fut mis en application sans discontinuer avec des moyens matériels sans cesse accrus et fut marqué par les effroyables bombardements de Hambourg (27-28 juillet 1943), de Lübeck, de Cologne, pour culminer dans un cauchemar d'apocalypse, le bombardement de Dresde (13 février 1945).

Le bombardement de Dresde : 13 février 1945

Ce bombardement de Dresde restera une date historique car il dépasse en horreur les destructions de Hambourg, Hiroshima et Tokyo.

C'est l'un des crimes les plus atroces de la deuxième guerre mondiale et, en outre, un crime parfaitement inutile.

Dresde, capitale de la Saxe, était une ville célèbre, riche en trésors artistiques et architecturaux de tous ordres. En temps normal, Dresde avait une population de 600 000 habitants. Mais en février 1945, à l'époque du drame, Dresde se trouvait à proximité du front russe. Les armées soviétiques déferlaient en vagues profondes sur la Prusse orientale, la Silésie, la Roumanie, etc., en laissant sur leur passage un sillage de viols et d'atrocités dignes des hordes mongoles d'Attila et de Gengis Khan. Dresde était bondée de réfugiés, en immense majorité femmes et enfants, fuyant les horreurs de l'invasion russe. Plus de 500 000 d'entre eux étaient entassés dans la

ville. Ce fut le moment que choisit le haut état-major anglo-américain pour diriger sur Dresde le bombardement peut-être le plus massif de toute la guerre. Le raid n'avait aucun but militaire, si ce n'est de montrer aux Russes que les Alliés les aidaient de leur mieux.

Dresde était une ville ouverte, qui ne possédait ni fortifications, ni industries de guerre, ni troupe armée, ni flak, ni abris antiaériens. Les trains qui circulaient encore ne servaient qu'à évacuer les blessés et les réfugiés du front oriental. Il n'y avait aucune protection antiaérienne, car les rares avions allemands, qui pouvaient encore voler, étaient utilisés à tenter désespérément de ralentir le déferlement russe. Tout cela, le Haut Etat-Major de Londres le savait parfaitement, mais, couvert par le secrétaire d'Etat à l'Air, et par Churchill en personne, il n'hésita pas une seconde à donner l'ordre d'attaque. Celle-ci fut préparée avec un soin et un luxe de détails extraordinaires. Mais les équipages désignés pour ce raid étaient nerveux et inquiets ; quoiqu'on leur ait masqué l'affaire sous des prétextes militaires variés et d'ailleurs absolument faux, ils comprenaient mal l'utilité de ce raid et toute l'affaire leur paraissait suspecte. Au dernier moment, l'Etat-Major du S.H.A.E.F., malgré tout inquiet des répercussions que ce raid risquait d'avoir sur l'opinion internationale, téléphona à Churchill, alors en conférence à Yalta, pour lui demander confirmation de son accord, confirmation qui fut aussitôt donnée. Il est d'ailleurs à présumer que Churchill, fort préoccupé des graves problèmes qui se débattaient à Yalta, n'accorda pas à cette affaire l'importance qu'elle méritait. Bref, les deux chefs supérieurs de l'aviation alliée londonienne, le maréchal de l'Air sir Arthur Harris et son bras droit le général d'armée aérienne sir Robert Saunby prirent la responsabilité de donner l'ordre fatal, car « l'honneur de frapper le premier coup sur Dresde, l'objectif vierge[4], revenait au Bomber Command de la R.A.F. »

4. Dresde, ville d'art, ne présentant ni de près, ni de loin aucun intérêt militaire, n'avait encore jamais été bombardée de 1939 à 1945.

Dans la nuit du 13 au 14 février 1945, 1 400 avions de bombardements anglais attaquèrent la ville en vagues successives et ininterrompues. 650 000 bombes incendiaires, alternant avec des centaines de grosses bombes explosives furent déversées sur le centre de la capitale. Il n'y avait aucune défense antiaérienne et les avions pouvaient sans aucun danger autre que celui des incendies circuler librement à l'altitude qui leur convenait. Bientôt, la ville entière fut transformée en une mer de flammes, en un gigantesque brasier. Ces incendies furent les plus effroyables de toute la guerre et de l'histoire de l'Allemagne. Les flammes étaient visibles à 300 kilomètres de distance et certains aviateurs eux-mêmes étaient frappés d'horreur devant ce spectacle dantesque. Comme à Hambourg, mais sur une bien plus grande échelle encore, il y eut ce phénomène terrifiant et inconnu jusque-là d'une tempête de feu avec des vents de plusieurs centaines de kilomètres-heure.

Le 14 février au matin, alors que les escadres anglaises, qui avaient pris part au raid de nuit sur Dresde regagnaient leurs terrains (les pertes avaient été insignifiantes du fait de l'absence de Flak et de chasseurs allemands), l'armada américaine s'ébranlait à son tour. 1 350 forteresses volantes et Liberators s'envolèrent à nouveau pour Dresde. Comme le raid avait lieu en plein jour, quinze groupes de chasseurs aériens accompagnaient les bombardiers. La ville entière n'était plus qu'une mer de flammes ; il n'y avait aucune défense et les avions pouvaient voler librement au-dessus de la ville. Comme pratiquement Dresde était rasée, une partie de la flotte survola à basse altitude toutes les routes et les localités environnantes, mitraillant sans arrêt les colonnes de réfugiés qui avaient réussi à s'échapper de l'enfer de Dresde.

La nuit suivante, les « Lancasters » anglais reprirent l'attaque sur la ville voisine de Chemnitz.

« Cette fois, nous dit l'écrivain anglais David Irving, dans

l'ouvrage qu'il a consacré à la destruction de Dresde, cette fois, on essaya moins de dissimuler la véritable nature de la ville à attaquer. Curieusement, bien que Chemnitz présentât de nombreuses cibles évidentes, une usine de tanks, de grandes usines de textiles et de fabrication d'uniformes, ainsi que l'un des plus grands ateliers de réparation de locomotives du Reich, les officiers de Renseignement donnèrent leurs informations dans des termes presque identiques, au moins à deux groupes de bombardiers, situés à une grande distance l'un de l'autre. Les équipages du groupe n° 1 furent ainsi renseignés : " Ce soir, votre objectif sera Chemnitz. Vous y allez pour attaquer les réfugiés qui y sont rassemblés, particulièrement depuis le raid contre Dresde, la nuit dernière. "

« Le groupe n° 3 reçut les renseignements suivants :

« " Chemnitz est une ville située à environ 30 miles à l'ouest de Dresde ; c'est un objectif beaucoup plus petit. Vos raisons d'aller là cette nuit sont d'achever tous les réfugiés qui peuvent s'être échappés de Dresde. Vous emporterez les mêmes chargements de bombes, et si l'attaque de ce soir est aussi réussie que la dernière, vous ne rendrez plus beaucoup de visites au front russe. "

« La férocité du raid de l'aviation stratégique américaine pendant la journée du 14 février avait finalement mis la population à genoux. Le ciel avait été couvert et les bombes lancées par les Forteresses volantes s'étaient largement dispersées. Mais ce ne sont pas ces bombes qui démoralisèrent finalement les habitants : comparées aux bombes explosives anglaises de 2 ou 4 tonnes, les bombes américaines de 500 livres durent paraître presque inoffensives ; c'étaient les chasseurs Mustang, soudain descendus sur la ville, qui faisaient feu sur tout ce qui bougeait et tiraient sur les colonnes de camions se dirigeant vers la ville. Une section de Mustangs se concentra au-dessus des bords du fleuve où des foules de sinistrés s'étaient réunies. Une autre section attaqua le quartier de Grosser Garten.

« Partout où des colonnes de gens en marche rentraient

dans la ville ou en sortaient, des chasseurs descendaient en piqué et les balayaient au canon ou à la mitrailleuse.

« Il est certain que beaucoup de dégâts furent causés par cette attaque à basse altitude qui devint par la suite un trait permanent des raids américains.

« Devant ces attaques de chasseurs, dont le but apparent était d'achever la tâche décrite dans les directives des commandants d'aviation comme " devant causer de la confusion parmi les réfugiés de l'Est ", la réaction des civils fut immédiate et générale : ils comprirent qu'ils étaient absolument perdus [5] »

750 000 bombes incendiaires furent déversées sur Chemnitz, mais le ciel était très couvert et la ville possédait des abris antiaériens, qui avaient tant manqué à Dresde. Les résultats furent moins spectaculaires et moins effrayants qu'à Dresde.

L'attaque générale avait duré 36 heures ininterrompues en trois vagues successives d'assaut, deux de nuit par les Anglais et une de jour par les Américains.

Le massacre avait été effrayant. La ville étant bondée de réfugiés, en majorité femmes et enfants. et les corps étant la plupart du temps méconnaissables (la chaleur avait été telle que beaucoup de corps étaient liquéfiés, les matériaux de construction eux-mêmes fondus, etc.). Il était impossible de faire une estimation précise. Le chiffre des morts oscillait entre 120 et 200 000. Le chiffre de 135 000 semble le plus proche de la vérité. C'était le plus grand massacre de toute l'histoire européenne. Sur ce plan-là, tout au moins, le plan Lindemann avait prouvé son efficacité, mais sur tout le reste il avait été un échec complet comme nous le verrons par la suite. Les destructions couvraient 12 km² (1200 ha). Les incendies durèrent une semaine. Des cordons de police et de

5. David Irving, *La destruction de Dresde*, Ed. Robert Laffont, Paris, 1964 (ouvrage traduit de l'anglais), p. 223.

troupes firent barrage et empêchèrent l'accès du centre de la ville. Tout pillard était fusillé sur place ; on empila les restes humains sur d'immenses bûchers, constitués hâtivement de poutres calcinées et ces bûchers brûlèrent sans interruption pendant des semaines. Les photos prises et publiées par la suite sont un témoignage d'horreur presque insoutenable.

Le 16 février, le S.H.A.E.F. publia un communiqué triomphal.

« Ce jour-là, nous dit David Irving, les commandants de l'armée de l'Air demandèrent à un général de la R.A.F., détaché au S.H.A.E.F. comme officier d'information de faire une conférence de presse :

« Le nouveau plan allié, dit-il, consistait à bombarder les grands centres de population et à empêcher les secours de les atteindre et les sinistrés de les quitter — tout cela faisant partie du programme général destiné à entraîner l'effondrement de l'économie allemande.

« Le général de brigade de l'armée de l'Air se souvient d'avoir répondu à la question d'un correspondant en reprenant l'expression de " raids de terreur " trouvée dans les déclarations allemandes et une fois prononcé, le mot resta dans l'esprit du correspondant de l'Associated Press. En une heure, la dépêche du correspondant de l'A.P. était diffusée par le poste de Paris et câblée en Amérique pour être publiée dans les journaux du lendemain matin. Voici le texte de cette dépêche :

« " Les chefs de l'Armée de l'Air ont pris la décision attendue depuis longtemps [6] de semer la terreur par des bombardements sur les villes allemandes pour hâter par ce moyen impitoyable la chute d'Hitler. D'autres raids, tels que

6. En fait, cette décision avait été prise depuis longtemps avec l'acceptation du plan Lindemann, et mise aussitôt en application, malgré les démentis formels du gouvernement anglais. Lindemann a été par la suite anobli par le gouvernement anglais et il porte le titre de lord Cherwell.

ceux qui ont été accomplis récemment par des bombardiers lourds des forces alliées sur les quartiers résidentiels de Berlin, Dresde, Chemnitz et Kottbus, attendent les Allemands ; le but officiel est d'ajouter encore de la confusion à la circulation par route et par rail chez les nazis et de saper le moral allemand. La guerre aérienne totale a été déclarée au moment de l'assaut sans précédent porté en plein jour sur la capitale pleine de réfugiés et de civils qui échappaient à la force rouge de l'Est. "

« Ainsi, nous dit Irving, pendant un instant, ce que l'on pourrait appeler le masque des commandants du bombardement alliés semble avoir glissé. La dépêche fut diffusée en France libre, et imprimée en gros titres sur les journaux américains ; non seulement les bombardiers de la R.A.F. — dont l'offensive aérienne avait été longtemps considérée avec méfiance par les Etats-Unis — mais aussi les forces stratégiques aériennes U.S. faisaient des raids de terreur sur les civils allemands. Au moment où la nouvelle fut connue en Amérique, beaucoup d'auditeurs venaient juste d'entendre, sans y croire, un message radiodiffusé outre-Atlantique par les émetteurs allemands, dans lequel on condamnait le grand bombardement de Berlin du 3 février, par les bombardiers américains. »

Or, la propagande virulente de Berlin semblait être officiellement confirmée par une annonce du S.H.A.E.F. ; heureusement on épargna ce dilemme aux auditeurs britanniques ; le gouvernement britannique, qui reçut la nouvelle de la conférence de presse du S.H.A.E.F. à 19 h 30 le soir du 17 février, mit immédiatement son veto à toute publication de la communication.

La nouvelle fut apportée au général Eisenhower et au général Henry H. Arnold qui en furent très troublés, car, selon eux, la guerre aérienne américaine était livrée contre des objectifs militaires précis. Le général Arnold demanda par dépêche au général Spaatz des explications sur les bombarde-

ments « de terreur » tels ceux que le communiqué du S.H.A.E.F. — rapporté par l'Associated Press — attribuait aux Américains. Le général Spaatz répondit, d'une façon légèrement sibylline, qu'il était resté fidèle à la politique historique de l'Amérique en Europe, même pour le raid de Berlin, du 3 février, et pour celui de Dresde du 14 février. Ses explications contentèrent le général Arnold et la controverse fut étouffée.

« Le général Spaatz avait évité de justesse le poids de la responsabilité du raid de Dresde. Son affirmation que l'aviation stratégique U.S. ne bombardait que les objectifs militaires suffit à rassurer Arnold et Eisenhower.

« Le gouvernement allemand, cependant, sachant mieux que le monde extérieur et même mieux que le peuple allemand ce qui s'était vraiment passé dans la capitale de la Saxe, n'avait pas l'intention d'abandonner des éléments de propagande aussi importants. La façon dont l'information avait été communiquée par le S.H.A.E.F., puis plus tard, hâtivement étouffée et la manière dont le gouvernement britannique avait opposé un veto absolu à sa publication, laissaient à penser que la dépêche de l'Associated Press, qui avait maintenant atteint Berlin par la Suède, avait une signification plus profonde qu'elle ne le semblait d'abord [7]. »

Sur le plan militaire, la destruction de Dresde et le massacre de 135 000 réfugiés civils étaient peut-être terminés, mais sur le plan diplomatique international, ils allaient avoir de profondes répercussions.

La Radio allemande, nous l'avons dit, se déchaînait, mais il y avait plus grave. Des ressortissants étrangers et neutres, particulièrement des Suisses et des Suédois, avaient été témoins du drame et ils diffusaient dans la presse mondiale des récits empreints de l'épouvante du massacre auquel ils

7. David Irving, *op. cit.*, pp. 267 à 269.

avaient assisté. La réaction de l'opinion publique prit rapidement une ampleur qui surprit profondément les gouvernements anglais et américain. Et puis il y eut des Anglais, haut placés et courageux, qui s'indignèrent et qui posèrent avec insistance au gouvernement anglais des questions précises et fort embarrassantes.

Citons entre autres Mgr Bell, évêque de Chichester, le Very Rev. W. R. Inge, Dean de St-Paul à Londres, lord Hankey auteur par la suite d'un livre renommé : *Politics, Trials and Errors,* le député travailliste Richard Stokes, etc.

« Une première fois, le 6 mars 1945, avait eu lieu à la Chambre des lords anglais, un grand débat sur les offensives aériennes depuis février 1944. L'évêque de Chichester avait alors mis en question le problème moral présenté par le bombardement des zones civiles en Europe.

« Cette fois, lorsque Mr. Richard Stokes prit la parole, à 14 h 43, son public était beaucoup plus intéressé par la question qu'auparavant. On sait que le docteur Bell, évêque de Chichester, avait reçu des centaines de lettres le soutenant devant la Chambre des Lords au moment de son discours mais son débat avait pris place au moment du " Baby blitz " et l'opinion de Londres était contre lui.

« Maintenant, en mars 1945, le public, qui commençait à entrevoir la fin de la guerre et qui n'avait plus à craindre que les V2, était plus sensible aux effrayantes descriptions des conséquences de ces raids, alors racontés en détail dans les journaux anglais par des correspondants de Genève et de Stockholm. Lorsque Mr. Stokes se leva pour parler, le secrétaire d'Etat à l'Air, sir Archibald Sinclair, se leva d'une façon significative et quitta la Chambre ; il refusa de revenir même lorsque Stokes remarqua publiquement son absence. Richard Stokes commença donc son discours, l'un des plus marquants de l'histoire politique de l'offensive aérienne contre l'Allemagne, sans la présence du plus important témoin de la défense.

« Dans son discours, il reprit le thème qu'il développait avec

persistance depuis 1942 ; il n'était pas convaincu par les assurances répétées du ministre sur la précision des attaques de la section de bombardement ; il mettait également en doute les avantages de ce qu'il avait décidé d'appeler " le bombardement stratégique " et faisait remarquer qu'il était évident que les Russes n'avaient pas adopté la technique du " tapis de bombes ". Il pouvait voir l'avantage qu'ils auraient à proclamer que c'étaient les Etats capitalistes de l'Ouest qui avaient perpétré ces méthodes indignes, alors que l'Armée de l'Air soviétique avait limité ses activités à ce que Mr. Stokes appelait le " bombardement tactique ". Il fit preuve d'une remarquable clairvoyance, comme les années d'après-guerre l'ont prouvé par la suite.

« La question était de savoir si, à cette période de la guerre, le bombardement de grands centres de population était une sage politique.

« Stokes observa caustiquement qu'il était étrange que les Russes semblent capables de s'emparer de grandes villes sans les réduire en cendres, et posa une question qui rendit perplexe le premier ministre lui-même.

« " Que va-t-il se passer avec toutes les villes en ruines et les menaces d'épidémie ? La maladie, la saleté et la pauvreté qui vont survenir ne seront-elles pas impossibles à arrêter ou à maîtriser ? Je me demande si, maintenant, on comprend tout cela. Quand j'ai entendu le ministre (sir Archibald Sinclair) parler du ' crescendo de destruction ', j'ai pensé : Quelle expression magnifique pour un ministre de Grande-Bretagne, à ce stade de la guerre ! " »

« Stokes attira l'attention sur la dépêche de l'Associated Press du quartier général du S.H.A.E.F. ; il la lut lui-même entièrement, la rendant ainsi célèbre pour la postérité ; il posa ensuite la question qu'il avait déjà posée si souvent auparavant : les bombardements de terreur faisaient-ils maintenant partie de la politique officielle du gouvernement ? Si oui, pourquoi avait-on fait connaître d'abord et étouffé ensuite la décision du S.H.A.E.F. ? Et pourquoi, en dépit des rapports diffusés par Radio-Paris et publiés à travers toute l'Amérique et même envoyés en Allemagne, les Anglais étaient-ils " les seuls à ne pas avoir le droit de savoir ce qui se faisait en leur nom " ? C'était de la pure hypocrisie de dire une chose et d'en faire une autre. Mr. Stokes concluait en affirmant que le gouvernement britannique regretterait le jour où il avait permis ces bombardements et que ceux-ci resteraient toujours " une tache sur notre écusson [8]. " »

« Le choix d'un bouc émissaire, que l'on pourrait blâmer de façon convaincante pour la brutalité de l'offensive aérienne, présentait quelques difficultés maintenant que les bombardiers n'étaient plus une arme de première nécessité...

« Le 28 mars, le Premier ministre signa une note concernant l'offensive aérienne contre les villes allemandes et l'adressa à ses chefs d'état-major ; il était très impressionné par les rapports qui arrivaient au gouvernement sur les réactions indignées du monde civilisé en face des attaques des centres de population de l'Est :

« " Il me semble (écrivait-il) que le moment est venu de remettre en question le bombardement des villes allemandes fondé sur la simple intention de répandre la terreur, quoique sous d'autres prétextes apparents. Autrement, nous prendrons en main un pays totalement dévasté. La destruction de Dresde met sérieusement en question les procédés de bombardement des Alliés et je sens la nécessité d'une concentration plus précise sur les objectifs militaires, tels que le pétrole et les communications derrière le front actuel, et non sur de simples actes de terreur et de destruction gratuite, quelque impressionnants qu'ils soient. "

« C'était, certes, un document extraordinaire. Ceux qui prirent connaissance de son contenu l'interprétèrent de deux façons : ou bien la note avait été hâtivement rédigée dans la fièvre et l'agitation d'événements importants, et à un moment où le Premier ministre sous une tension personnelle considé-

8. David Irving, *op. cit.*, p. 277.

rable s'efforçait de tenir compte des suites de l'attaque de Dresde ; ou bien elle pouvait être considérée au contraire comme une tentative soigneusement rédigée pour attribuer, aux yeux de la postérité, toute la responsabilité des raids de Dresde aux chefs de l'état-major et plus particulièrement à la section de bombardement et à sir Arthur.

« Le général Saundby se souvient très bien de la surprise et de la consternation ressenties par les dirigeants de l'Armée de l'Air, lorsqu'ils saisirent les implications du Premier ministre. Ce qui les surprit le plus, raconta plus tard Saundby, était la suggestion que la Bomber Command avait mené une offensive purement terroriste, de sa propre initiative, " bien que sous d'autres prétextes ".

« Il semblait aux chefs d'état-major (rapporte Saundby) que le Premier ministre essayait de prétendre qu'il n'avait jamais ordonné, ni conseillé cette sorte de chose. Cette attitude du Premier ministre ne lui faisait pas justice en considération de ce qu'il avait fait et dit auparavant. Il était coutumier de ces mouvements impulsifs qui allaient très bien dans une conversation, mais qui ne convenaient pas à une note écrite. Elle aurait pu faire supposer que le Premier ministre avait été amené par ses conseillers militaires à approuver une politique de bombardements de terreur, parce qu'ils les avaient " déguisés " en opérations militaires...

« Par suite de l'opposition de l'état-major de l'Armée de l'Air à sa première note, le Premier ministre en rédigea une nouvelle, formulée avec plus de prudence que la première. Elle ne faisait aucune allusion directe à Dresde, ni aux avantages que les bombardements terroristes représentaient pour l'ennemi.

« Dans ses " Mémoires ", le Premier ministre mentionne la tragédie de Dresde dans ces termes :

« " le mois suivant, nous avons dirigé un raid important sur Dresde, alors centre de communications du front de l'Allemagne de l'Est."

« Aucune tentative n'est faite pour décrire l'ampleur des tragédies individuelles qui furent infligées à la ville, pas plus que les controverses déclenchées à son propos, ni les conséquences du raid...

« Lorsque, à son tour, Clement Attlee, adjoint du Premier ministre pendant la guerre, essaya de rejeter le blâme de toute cette affaire sur le maréchal de l'Air Harris, sir Arthur répondit sèchement que :

« " La stratégie de la force de bombardement critiquée par lord Attlee fut décidée par le gouvernement, dont lui (lord Attlee) fut l'un des dirigeants pendant toute la guerre. La décision de bombarder les villes industrielles dans le but de saper le moral allemand fut prise, en haut lieu, avant que je devienne commandant en chef de la Bomber Command. "

« Aucun commandant en chef n'aurait eu l'autorisation de prendre de telles décisions, si capable fût-il de les exécuter, sans ordre supérieur. »

Sir Arthur fut nommé baron en 1953. Cependant « moins d'un an après la fin de la guerre, ses hommes n'ayant été cités sur aucun monument commémoratif, ni récompensé de leurs services au cours de la plus sanglante et de la plus longue bataille de la guerre par la moindre médaille, il annonça sa décision de prendre un poste commercial en Afrique du Sud, où il avait passé la plus grande partie de sa jeunesse.

« Le 13 février 1946, l'ancien commandant en chef de la Bomber Command de la R.A.F. quitta le port de Southampton pour la première étape de son voyage ; cette nuit-là, à travers l'Allemagne centrale et l'Allemagne de l'Est, les cloches des églises sonnèrent à travers un territoire maintenant occupé par une force aussi impitoyable que l'avait été celle que la Bomber Command avait eu pour mission de détruire. C'était le premier anniversaire du plus grand massacre de l'histoire d'Europe, massacre accompli dans l'intention de mettre à genoux un peuple qui, corrompu par le nazisme,

avait commis contre l'humanité les plus grands crimes de l'Histoire[9]. »

Les bombardements de terreur : Dresde, etc.

Pour en terminer avec la politique des bombardements de terreur ayant pour but la destruction des populations civiles, deux points restent à examiner, au moins brièvement :

1. La question des responsabilités
2. La question de l'efficacité de ces bombardements.

1. La question des responsabilités

Malgré toutes les précautions prises par le gouvernement anglais et par le S.H.A.E.F. pour masquer le plus longtemps possible la réalité des faits, la vérité finit par filtrer et le bombardement de Dresde souleva des réactions indignées dans le monde civilisé. Surpris et pris de court par la violence inattendue de ces réactions, le gouvernement chercha un bouc émissaire et le maréchal de l'Air, sir Arthur Harris, fut tout d'abord choisi comme victime expiatoire et comme responsable direct. Mais il protesta avec véhémence. En tant que chef suprême de l'Air, à Londres, il avait indiscutablement lancé l'ordre d'attaque et organisé minutieusement ce raid gigantesque. Mais ce faisant, il n'avait fait qu'obéir à des directives et ordres qui avaient été donnés au sommet et que Churchill en personne avait confirmés. un soldat, si haut placé fût-il, ne peut qu'obéir à des ordres supérieurs.

9. David Irving, *op. cit.*, pp. 278 à 286. Sur ce point, D. Irving se trompe. Ni le peuple allemand, ni le peuple anglais ne sont responsables des décisions de leurs gouvernements dans la conduite de la guerre.

Littéralement parlant, c'était exact, mais sir Arthur Harris avait toujours été un partisan enthousiaste des bombardements de terreur et, à Nuremberg, on a pendu des généraux parce qu'ils avaient obéi sans discuter à des ordres supérieurs.

Et puis, sir A. Harris ajouta triomphalement un argument qui diminue beaucoup la valeur morale de sa défense :

« Si l'on se base, disait-il, sur le Livre Blanc anglais consacré à la première guerre mondiale, on estime que le blocus des côtes allemandes, effectué par la Marine britannique de 1914 à 1918, a causé la mort de 800 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, résultat de la sous-alimentation. Mes bombardiers n'en ont pas tué autant, alors que me reproche-t-on ?

Les responsables plus lointains. mais réels, de cette politique sont en premier lieu Lindemann, qui imposa ce plan, et Churchill, qui l'accepta, puis les chefs du gouvernement et du S.H.A.E.F., qui approuvèrent cette politique tout en niant publiquement sa mise en pratique.

Quoi qu'il en soit, une atmosphère de réprobation sourde s'attacha dorénavant dans l'opinion publique au nom de sir A. Harris, et quoiqu'il ait été anobli, il préféra s'expatrier en Afrique du Sud.

2. La question de l'efficacité des bombardements de terreur

Bien qu'il soit difficile de donner des chiffres exacts, selon les enquêtes les plus sérieuses, on estime que les bombardements des villes allemandes ont causé 600 000 morts et 800 000 blessés. A titre de comparaison, donnons quelques chiffres : le blitz aérien sur Londres, qui a duré plusieurs mois, a causé la mort de 15 000 civils et détruit 2 km² d'habitations. Le raid allié sur Hambourg a causé 50 000 morts. Le bombardement de Dresde, qui a duré 36 heures, a tué 135 000 personnes et détruit plus de 12 km² d'habitations.

Si le but secret et caché de ces raids était un acte de ven-

geance destiné à donner satisfaction aux Juifs et consistait à tuer le plus de civils possible, on peut les considérer comme un succès. Mais cette politique des bombardements de terreur a été un échec total sur les deux points essentiels suivants :

— Premier point :

Elle devait, dans l'esprit de ses promoteurs, forcer la population allemande à demander grâce, peut-être même à provoquer un soulèvement contre le régime hitlérien. Or, au contraire, elle a galvanisé l'esprit de résistance des Allemands, qui se sont resserrés autour de leur Führer.

Convaincu par la révélation des plans Morgenthau et Kauffman, par la Déclaration de Casablanca (reddition inconditionnelle de l'Allemagne), par les funestes accords de Yalta, par l'appui inconditionnel donné aux Russes par Roosevelt et Eisenhower, par les bombardements de terreur enfin, que la défaite de l'Allemagne signifierait l'anéantissement du pays, le peuple allemand tout entier combattit jusqu'à l'ultime limite avec une énergie désespérée. Il en résulta un an de guerre supplémentaire parfaitement inutile, des centaines de milliers de morts, des destructions effroyables, et, surtout, ce délai permit aux Russes d'occuper la moitié de l'Europe, constituant ainsi une menace permanente pour la civilisation occidentale.

— Deuxième point :

Ces bombardements devaient amener indirectement la destruction des industries de guerre allemandes. Or, une des grandes surprises des Alliés, lorsqu'ils occupèrent l'Allemagne, fut de constater que sa puissance industrielle avait été relativement peu atteinte ; les Allemands, dans ce domaine, ont accompli de véritables prodiges et leur production de guerre n'a cessé d'augmenter de 1939 à 1945. A la suite du terrible bombardement de Hambourg, la production de guerre baissa de 50 % dans la région ; un mois plus tard, elle était revenue à son niveau initial. Cinq jours après la destruction de Dresde, les Allemands avaient rétabli la circulation ferroviaire qui servait surtout à l'évacuation des blessés et des réfugiés du front russe.

Voici un autre détail significatif. Le tonnage de sous-marins lancés en 1944 fut supérieur à celui de 1942, époque où il n'y avait pas de bombardements. En mars 1945, alors que l'Allemagne était partiellement envahie, alors que les bombardements de jour et de nuit étaient incessants, on construisit mensuellement plus de 28 000 tonnes de sous-marins au lieu de 30 000 tonnes pour toute l'année 1941.

En 1944, la production de l'industrie aéronautique fut la plus forte de toute la guerre. Elle sortit 40 593 appareils dont 25 285 chasseurs, contre 10 247 en 1940 et 12 401 en 1941. Cette production massive fut en grande partie compensée par différents facteurs, entre autres le manque d'essence.

Deux choses ont gêné considérablement l'industrie allemande, tout d'abord le manque de matières premières. La guerre est une terrible dévoreuse, il lui faut du fer, du charbon, de l'acier, toutes sortes de matériaux divers : cuivre, nickel, plomb, étain, tungstène, vanadium, etc. Il lui faut de la laine, du coton, du caoutchouc, de l'aluminium ; il lui faut des produits alimentaires, il lui faut avant tout de l'essence, du mazout, toutes choses dont les Alliés disposaient en abondance, mais qui manquaient terriblement à l'Allemagne.

En second lieu, les bombardements spécialisés, adoptés par les Alliés vers la fin de la guerre, et destinés à détruire certaines usines d'importance vitale : fabriques de roulements à billes, raffineries de pétrole synthétique, laboratoires de recherches scientifiques et ateliers de montage des engins nouveaux V1 et V2, Peenemundte entre autres.

Il est évident que si l'on n'a plus de roulements à billes, ni d'essence, on ne peut plus fabriquer, ni mettre en service les avions, chars et sous-marins indispensables à une guerre moderne. En France, dans les derniers mois qui précédèrent le débarquement, les Alliés se mirent à détruire systématiquement les locomotives, les ponts et les gares de triage, de sorte que, lors de l'invasion de Normandie, les Allemands ne

purent amener à pied d'œuvre les renforts nécessaires.

Si cette politique de bombardements spécialisés avait été adoptée dès le début, elle aurait été beaucoup plus efficace que les bombardements de terreur, et la guerre en aurait été considérablement abrégée.

Mais tout s'est passé comme si certains inspirateurs de la politique américaine faisaient traîner la guerre en longueur pour permettre aux Russes d'occuper cette moitié de l'Europe qui leur avait été promise par Roosevelt à Yalta.

L'écrivain allemand Karl Bartz a fort clairement résumé la question de l'efficacité des bombardements de terreur dans son livre *Quand le ciel était en feu* :

« Une des industries clés de toute l'activité allemande était celle des roulements à billes. Si les centres de production venaient à être anéantis, l'Allemagne devait, immanquablement, être paralysée. On ne sait pourquoi les Alliés hésitèrent si longtemps à s'en prendre à ces usines et à tenter de mettre fin à cette production. La mise hors circuit de celle-ci eut été certainement beaucoup plus utile que la destruction de trois cents villes. L'endommagement des usines de roulements à billes de Schweinfurt et d'Erkner, près de Berlin, qui étaient parmi les plus importantes du monde, n'eût pas seulement mis très gravement en danger l'équipement en matériel de guerre, mais leur anéantissement, obtenu après des attaques répétées, eût conduit l'industrie allemande à la paralysie la plus complète. Il semble bien qu'en vue d'arriver à pareil résultat, aucun sacrifice ne pouvait paraître trop grand aux Alliés [10]. »

« Les Alliés auraient pu écourter la guerre d'au moins une année et demie, s'ils l'avaient voulu. Des attaques relativement peu nombreuses contre l'industrie des roulements à billes aurait suffi à stopper complètement la machine de guerre

10. Karl Bartz, *Quand le ciel était en feu*, p. 282.

allemande. Cela aurait également eu pour résultat de conserver la vie et la santé à des milliers de soldats alliés.

« A la fin de 1944, la pénurie d'essence était devenue telle que l'on dut renoncer à se servir des chars pendant l'offensive des Ardennes. Dans ce domaine également, des attaques effectuées en temps opportun sur les centres de production de carburants auraient permis de mettre fin à la guerre beaucoup plus rapidement.

« Un autre point névralgique de l'équipement allemand était constitué par le réseau de communications du Reich. Depuis que l'industrie avait été décentralisée et les lieux de production éloignés les uns des autres, l'équipement de l'armée dépendait avant tout du bon fonctionnement du système des communications.

« En corrélation directe avec le débarquement commencèrent les attaques sévères contre le réseau ferroviaire du Sud-Ouest et de l'Ouest de l'Allemagne. Pendant longtemps, l'organisation des chemins de fer allemands réussit à réparer les dégâts et à maintenir une circulation ordonnée. Mais en septembre 1944, la situation des transports dans l'Allemagne de l'Ouest commença à devenir critique et, en novembre, ce fut l'effondrement. Des jours durant, les avions attaquèrent à basse altitude des locomotives et des trains en marche. Partout, sur beaucoup de lignes, on put voir des locomotives enveloppées d'un nuage de vapeur blanche et le personnel ambulant dut fournir un effort toujours plus grand...

« Depuis le mois de janvier 1945, les dégâts devinrent si importants que le transfert des troupes de l'Est vers l'ouest et vice versa ne put avoir lieu qu'avec des pertes de temps énormes.

« Le 22 février, les Alliés entreprirent l'opération " Clairon " : neuf mille bombardiers survolèrent le réseau ferroviaire allemand, contre lesquels se lancèrent les Me 262 et les chasseurs. Les lignes de communications entre le cours inférieur du Rhin et la Bavière du Nord furent coupées. Le charbon s'entassa sur le carreau des mines. La Ruhr, qui

livrait jusqu'alors quotidiennement vingt mille wagons de charbon de qualité n'en fournit plus que trois mille. L'écoulement normal de la production du bassin de la Silésie, soit vingt-quatre mille wagons par jour tomba à trois mille sept cents.

« L'approvisionnement de la troupe se fit dans le désordre et s'arrêta bientôt complètement. De vastes zones exemptes de moyens de communications paralysèrent presque tous les mouvements de troupe. La destruction du réseau téléphonique conduisit à des arrêts dans la distribution des ordres. Le téléphone, la poste, le télégraphe furent désorganisés de fond en comble dans beaucoup de régions de l'Allemagne.

« Pour le secteur qui devait devenir plus tard la zone d'occupation anglo-américaine, on établit les chiffres de destruction suivants : 3 428 kilomètres de voies ferrées, 14 tunnels, 2 395 ponts de chemin de fer. 10 111 locomotives, 112 281 wagons, 4 632 signaux, 200 appareils de télégraphe, 4 600 de morse, 50 929 installations mécaniques et électriques diverses ; 12 890 aiguillages.

« L'équipement était paralysé [11] ! »

Fin avril 1945, l'Allemagne envahie de toutes parts, toutes ses principales villes détruites, privée de ses ressources élémentaires, n'avait plus aucune possibilité de continuer une lutte sans espoir. Le 30 avril, Hitler se suicida dans son « bunker » de Berlin, et son successeur, le grand amiral Dœnitz, signa, le 7 mai, l'ordre de capitulation inconditionnelle exigé par les vainqueurs. Celui-ci entrait en vigueur le 9 mai à 0 heure.

11. Karl Bartz, *Quand le ciel était en feu,* pp. 363-365.

V

LE PROCÈS DE NUREMBERG

Nous avons évoqué à plusieurs reprises la question des responsabilités, et ceci nous amène aux procès des criminels de guerre, dont celui de Nuremberg fut le plus célèbre et le plus spectaculaire.

L'une des clauses essentielles imposée à l'Allemagne vaincue fut le jugement des responsables politiques et militaires du régime hitlérien, considérés comme criminels de guerre.

Les Alliés sont très fiers de cette innovation, destinée en principe à sanctionner les crimes de guerre et à établir pour l'avenir le règne du Droit et de la Justice dans le monde, ce qui devrait, théoriquement, empêcher le déclenchement de nouveaux conflits.

Magnifique programme sur le papier, mais, en fait, le procès de Nuremberg (archétype de ces nombreux procès) fut une farce sinistre et macabre. Les raisons en sont tellement nombreuses et évidentes qu'il nous suffira de les résumer brièvement.

Tout d'abord, fixons un point d'histoire.

Le Dr Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, revendique pour lui et son congrès l'honneur d'avoir le premier lancé l'idée d'une cour de justice, destinée à assurer la punition des criminels de guerre nazis. Voici ce qu'il en dit — page 216 de ses mémoires autobiographiques [1] (édition anglaise 1970) :

1. Nahum Goldmann, *Memories.* The autobiography of Nahum

« Le Congrès juif mondial (W.J.C.) fonda l'Institut des affaires juives, en vue de deux objectifs principaux : s'assurer que les criminels de guerre nazis n'échapperaient pas à leur châtiment et obtenir de l'Allemagne vaincue le maximum de restitution. Ce fut dans cet institut que l'idées de punir les criminels de guerre nazis fut conçue pour la première fois — une idée reprise ensuite par des juristes américains notoires, principalement par Robert H. Jackson, membre de la Cour suprême de justice des U.S.A. et réalisée par le procès de Nuremberg. L'idée de poursuivre et condamner des chefs politiques et militaires pour crimes contre l'humanité était entièrement nouvelle en droit international. De nombreux juristes — incapables de voir au-delà des concepts de justice conventionnelle — étaient réticents ou catégoriquement opposés à ce projet. Militaient également contre lui le principe qu'on ne peut pas condamner quelqu'un pour un crime qui n'est pas interdit par la loi au moment où il fut commis, et que des subordonnés ne peuvent pas être condamnés pour avoir obéi aux ordres de leurs supérieurs. Mais ces arguments furent contrebalancés par l'importance qu'il y avait à sanctionner les crimes monstrueux commis par le régime nazi contre les juifs et les gentils. Il fallait créer un précédent pour établir le principe que la souveraineté nationale n'autorise pas la violation des principes essentiels d'humanité et que l'obéissance aux supérieurs n'est pas une excuse valide pour des crimes individuels ou collectifs. De ce point de vue, les procès de Nuremberg ont été un événement mémorable dans l'histoire de la justice et de la morale internationale. Ils ont non seulement prouvé leur valeur en faisant comparaître en justice les chefs nazis criminels, mais ils ont aussi servi d'avertissement et de protection effective pour l'avenir.

« Sous la direction de Jacob et Nehemiah Robinson, le

Goldmann — Story of a lifelong battle by World Jewry's Ambassador at large — Ed. Weidenfeld and Nicolson — 5 Winsley Street. Londres, W.I. 1970.

Congrès juif mondial a fait de grands efforts en vue de créer la base intellectuelle et morale de ces procès et c'est un des triomphes de l'administration Roosevelt d'en avoir accepté jusqu'au bout tous les principes, malgré les réticences de cercles alliés influents, particulièrement en Angleterre. »

L'idée de ces procès fut lancée par Nahum Goldmann, dans son discours d'ouverture de la conférence pan-américaine du Congrès juif mondial, qui eut lieu à Baltimore en 1941 ; elle fut soigneusement étudiée et mise au point par le Congrès juif mondial en 1942 et 1943, puis imposée au gouvernement américain avec l'appui enthousiaste de Roosevelt et de son entourage.

« La question du sort réservé aux chefs de l'Allemagne hitlérienne à la chute du IIIe Reich semble avoir été mentionnée publiquement pour la première fois à la conférence de Téhéran, en novembre 1943.

« Elliott Roosevelt, fils du président américain, présent au banquet donné par Staline à la fin de la conférence, publia trois ans plus tard un récit très détaillé de ce qui s'était passé entre le président Roosevelt, Staline et Mr. Winston Churchill [2]. »

Voici le passage du livre d'Elliott Roosevelt, consacré à son père, qui nous intéresse :

« Vers la fin du repas, l' " Oncle Joe [3] " se leva pour porter un toast, le N^me de la soirée :

« " Je porte un toast à la Justice. Je propose que justice soit rendue par les procédés les plus expéditifs à tous les cri-

2. Elliott Roosevelt, *As he Saw It*, Ed. Duell, Sloan and Pearce, 1946, New York. Préface d'Eleanor Roosevelt.

3. « Uncle Joe » est le surnom donné par les Américains à Staline durant la guerre. Au cours de ce banquet, qui dura toute la nuit, les Russes se levaient et portaient un toast. Tous les assistants se levaient

minels de guerre nazis — justice devant un peloton d'exécution.

“ Je bois à notre entente pour les exécuter sur place dès qu'ils tomberont entre nos mains et il faut qu'il y en ait au moins 50 000 ! ”

« Prompt comme l'éclair, Churchill bondit sur ses pieds, la figure empourprée de colère :

« “ Une telle attitude, s'écria-t-il, est absolument contraire à notre sens britannique de la justice. Le peuple anglais n'acceptera jamais l'idée d'un massacre général. Je m'oppose de toutes mes forces à ce que quiconque — nazi ou non — soit exécuté sommairement sans jugement légal préalable, quels que soient les faits, prouvés ou non, qu'on puisse lui reprocher. ”

« J'observais Staline ; l'indignation de Churchill semblait l'amuser intensément mais il garda son sérieux ; seuls, ses yeux pétillaient ironiquement en relevant le défi du Premier ministre à qui il exposa tranquillement son point de vue, apparemment inconscient de la fureur grandissante de Churchill.

« A la fin, Staline se tourna vers mon père et lui demanda son opinion. Mon père, qui avait de la peine à cacher un sourire, sentit qu'il fallait détendre l'atmosphère qui se chargeait d'électricité.

« “ Comme d'habitude, dit-il, il semble que ce soit mon rôle d'arbitrer ce débat. Il ne doit pas être difficile de trouver un compromis entre votre position, M. Staline et celle de mon bon ami le Premier ministre. Nous pourrions peut-être nous mettre d'accord en disant qu'au lieu d'exécuter sommairement 50 000 criminels de guerre, nous nous contenterons de 49 500 ? ”

« Les Américains et les Russes se mirent à rire, mais les

et chacun vidait d'un trait son verre qui était aussitôt rempli à nouveau. Toute la nuit, Staline but ainsi des toasts à la vodka. Churchill s'en tint tout du long à son Brandy favori. Elliott Roosevelt, lui, but sans arrêt du champagne russe.

Anglais, calquant leur attitude sur la fureur grandissante du Premier ministre, restèrent assis, raides et le visage fermé.

« Staline se mit alors à faire le tour des convives en demandant à chacun de donner son opinion.

« Enfin, il me posa la question. Un peu chancelant, je me levai. “ Well, dis-je, en prenant une profonde inspiration et en essayant rapidement de réfléchir à travers les vapeurs du champagne. Est-ce qu'il ne s'agit pas là d'une question purement académique ? Quand nos armées vont envahir l'Allemagne de l'Ouest et que vos armées en feront autant à l'Est, l'affaire sera réglée automatiquement, n'est-ce pas ? Les soldats russes, américains et anglais régleront eux-mêmes le sort de la plupart de ces 50 000. J'espère que non seulement le sort de ces 50 000 criminels de guerre nazis sera réglé, mais aussi celui de plusieurs centaines de milliers d'autres nazis. ”

« Puis je me rassis.

« Staline rayonnait de plaisir. Il fit le tour de la salle, vint mettre un bras autour de mon épaule et s'écria : “ Excellente réponse. Buvons un toast à votre santé ! ”

« Au moment où je m'apprêtais à boire, je vis un doigt s'agiter furieusement devant ma figure.

« C'était Churchill. Il était furieux et ce n'était pas de la plaisanterie :

« “ Comment pouvez-vous dire une chose pareille ? Avez-vous l'intention de créer des dissentiments entre les Alliés ? ”

« Très ennuyé de voir le Premier ministre et le maréchal s'accrocher au-dessus de ma tête, je me rassis en silence.

« Peu après, heureusement, le banquet s'acheva et j'accompagnai mon père dans ses appartements. Je voulus m'excuser d'avoir soulevé cet incident, mais mon père éclata de rire :

« “ Ne t'inquiète pas une seconde, dit-il. Tu as très bien répondu, c'était parfait. Winston a perdu la tête quand il a vu qu'on ne le prenait pas au sérieux, mais demain matin, quand il se réveillera, il aura tout oublié. ”

« Mais je ne crois pas qu'il l'ait oublié. Durant le long

séjour que je fis par la suite en Angleterre, je ne fus jamais plus invité à passer la nuit aux Chequers. Apparemment, Mr. Churchill n'oublie jamais [4]. »

« C'est ainsi — nous dit l'écrivain anglais F.J.P. Veale, dans son livre remarquable : *Advance to Barbarism* [5] — que commença le premier échange de vues concernant l'idée entièrement nouvelle et assez stupéfiante qu'après la victoire il devait y avoir un grand massacre de vaincus.

« Nous ne sommes pas obligés d'accepter la version d'Elliott comme un récit parfaitement exact et objectif de ce qui eut lieu ce soir-là à Téhéran, car son livre est manifestement écrit pour glorifier l'habileté politique, l'urbanité et le tact du président Roosevelt aux dépens de Churchill qu'Elliott détestait cordialement, mais, dans ses grandes lignes, nous pouvons accepter le récit d'Elliott comme assez exact et ce qui, d'après lui, eut lieu à Téhéran, cadre parfaitement avec ce qui se passa par la suite.

« Six années après le livre d'Elliott Roosevelt, Mr. Winston Churchill nous a donné un autre récit de cet épisode dans le chapitre de ses " Mémoires " intitulé " Closing the Ring " (1952). Churchill critique la version d'Elliott, mais, en fait sa propre version confirme le récit d'Elliott sur les points essentiels à un détail près, mais un détail important.

« Selon Churchill, au banquet de Téhéran, Staline fit remarquer que la force de l'Allemagne reposait sur 50 000 officiers et techniciens et que si ceux-ci étaient arrêtés et fusillés, la puissance militaire de l'Allemagne serait détruite. Malgré les protestations indignées de Churchill, Staline insista : il faut que ces 50 000 soient exécutés.

« Tous deux sont d'accord pour affirmer que Staline proposa le massacre de 50 000 chefs allemands une fois la victoire

4. Elliott Roosevelt, *As He Saw It*, *op. cit.*
5. F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism*, The Mitre Press, Fudge and Co Ltd, Londres, 1968.

acquise. Mais là où Elliott parle de criminels de guerre, Churchill nous dit que dans l'esprit de Staline, il agissait des officiers et des techniciens sur lesquels reposait la force de l'Allemagne. Staline avait donc en vue un massacre analogue à celui des officiers polonais exécutés par les Russes à Katyn comme membres d'une classe inassimilable par le régime communiste. L'attitude de Staline est absolument conforme à l'orthodoxie marxiste et la version de Churchill nous semble plus près de la vérité, mais il était parfaitement naturel qu'Elliott Roosevelt, qui ne connaissait rien de l'idéologie marxiste, ait interprété les paroles de Staline selon son point de vue bourgeois. Il est heureux que cet incident ait été relaté avec tant de détails par deux témoins indépendant, dont les deux versions coïncident sur l'essentiel.

« A Téhéran, l'accord se fit sur un compromis. Staline se montra très accommodant : du moment qu'on était d'accord pour liquider un nombre suffisant d'Allemands, peu lui importait qu'on passe par le stade préliminaire d'une comédie judiciaire destinée à apaiser les susceptibilités capitalistes. Finalement la solution américaine fut adoptée. Staline eut son massacre d'Allemands, et Churchill son procès judiciaire [6]. »

Le procès de Nuremberg fut l'archétype de nombreux autres procès analogues, dont l'un des plus importants, quoique peu connu en Europe, fut le procès de Tokyo.

Le procès des criminels de guerre allemands s'ouvrit à Nuremberg, le 20 novembre 1945.

C'est un Américain qui préside, R.H. Jackson, juge à la Cour suprême des Etats-Unis, ce sont les Américains qui assument les frais du procès, ce sont les Américains qui assurent la garde des prisonniers, c'est un Américain qui fera office de bourreau. Bref, ce seront les Américains, avec les

6. F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism*, The Mitre Press, pp. 221-222.

Juifs et les Soviets en coulisse, qui porteront la responsabilité du procès.

Dans son discours d'inauguration, le président R. Jackson s'exprime ainsi :

« Nous tenons à préciser que nous n'avons pas l'intention de mettre en accusation le peuple allemand dans son ensemble. Si les masses allemandes avaient sincèrement approuvé le programme du parti national-socialiste, les milices brunes, les camps de concentration et la Gestapo n'auraient pas eu de raison d'être.

« La technique moderne met à la disposition de l'homme des armes dont la puissance de destruction est pratiquement illimitée. Tout recours à la guerre, à n'importe quel genre de guerre, signifie un recours à des moyens qui sont criminels par définition. La guerre devient inévitablement un enchaînement de meurtres, attaques à main armée, privations de liberté, destruction de biens... La loi, afin de rester conforme au bon sens, ne doit plus se contenter de punir des crimes mineurs commis par des sous-ordres. Elle doit également atteindre ceux qui, s'étant emparés d'un énorme pouvoir, s'en servent délibérément et d'un commun accord pour provoquer un désastre universel... C'est l'absence de toute législation internationale qui permet le retour périodique des guerres. Il faudra donc, dans l'avenir, que les hommes d'Etat soient responsables devant la loi. Il est exact qu'aujourd'hui, cette loi frappe de sa rigueur des agresseurs allemands. Mais, demain, elle pourra tout aussi bien condamner une agression perpétrée par n'importe quel autre pays, y compris ceux qui occupent ici une place de juge. »

Ce sont là de belles envolées lyriques, qui font merveille dans un discours électoral d'inspiration maçonnique, mais qui s'avéreront singulièrement difficiles à mettre en application.

L'acte d'accusation est divisé en quatre grands chapitres :

1. Crime de conjuration,

2. Crimes contre la paix,
3. Crimes de guerre,
4. Crimes contre l'humanité.

Ce sont là des chefs d'accusation imaginés par les Américains mais que le droit international ignore jusqu'à présent. Notions nouvelles mal définies et qui sont difficiles à manier.

Le tribunal est composé ainsi :

Pour les U.S.A. : Jackson lui-même, entouré de dix assistants.

Pour la Grande-Bretagne : le procureur général sir David Maxwell Fyve. le lord-chanceler Jowitt, et onze assistants.

Pour la France : le conseiller de cour d'appel Robert Falco, le professeur André Gros, spécialiste de droit international public, et deux assistants.

Pour l'Union soviétique : le général T. Nikitchenko, vice-président de la Cour suprême de Moscou, et deux assistants.

Les délibérations ont lieu dans le plus grand secret. Au début, tout se passe fort mal — si mal, même, qu'à plusieurs reprises, il faut redouter l'échec de la conférence. Le procès-verbal des séances, publié seulement quatre ans plus tard, révèle des divergences d'opinion extrêmement graves. Il faut dire que certains problèmes paraissent insolubles :

1° Quelle sera l'attitude du tribunal si la défense allemande fait état des guerres d'agression et crimes à mettre au compte d'autre pays ?

2° Comment justifier la mise en accusation et la condamnation de certains hommes dont les actes, en l'état actuel du droit, ne sauraient être qualifiés de crimes ?

3° En créant des dispositions nouvelles, n'exposera-t-on pas les hommes d'Etat des pays vainqueurs à être jugés, un jour, d'après ces mêmes dispositions ?

4° Faudra-t-il aborder le chapitre scabreux des attaques aériennes contre les villes ouvertes et les populations civiles ?

Et ce n'est pas tout. Londres, où se tient la conférence,

grouille de réfugiés esthoniens, lithuaniens, lettons, polonais. Ces exilés contestent vigoureusement aux Russes le droit de siéger dans la future cour internationale : l'U.R.S.S. qui, en 1939, a fait cause commune avec Hitler pour dépecer la Pologne, qui a mené des guerres d'agression contre la Finlande et les Etats baltes, qui s'est rendue coupable de tant d'exactions — devrait figurer parmi les accusés et non parmi les juges.

La délégation britannique elle-même éprouve des appréhensions.

La défense allemande présentera probablement l'occupation de la Norvège comme un acte de légitime défense. Attitude qui risque de nous mettre en difficultés. Ce serait très désagréable...

Jackson a déjà trouvé le moyen d'éviter cet écueil : On insérera dans les statuts du tribunal l'obligation de limiter les débats aux actes commis par les accusés. Donc, interdiction formelle de critiquer, ou même de qualifier les actes des gouvernements vainqueurs.

Un autre problème est celui de la responsabilité, plus exactement de la culpabilité personnelle. Relativement facile lorsqu'il s'agit d'un Gœring ou d'un Frank, il devient extrêmement délicat dans le cas de certains techniciens. Dans celui par exemple de Schacht, l'expert financier, qui n'a participé à aucun crime, à aucune infraction au droit international.

La plupart de ces objections et critiques étaient parfaitement fondées, ainsi que l'avenir devait le démontrer.

Cependant, l'insistance américaine l'emporta et le procès s'ouvrit à Nuremberg le 20 novembre 1945.

Le 30 septembre 1946, après 407 séances, le verdict fut prononcé :

Douze accusés furent condamnés à mort : Gœring, Ribbentrop, Keitel, Kaltenbrunner, Rosenberg. Frick, Frank, Streicher, Sauckel, Jodl, Seyss-Inquart et, par contumace, Martin Bormann.

Hess, Funk, Raeder furent condamnés à la détention perpétuelle ; Schirach et Speer à vingt ans, Neurath à quinze, Doenitz à dix.

Schacht, von Papen et Fritzsche furent acquittés.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, les condamnés furent pendus.

Deux heures avant l'exécution, Gœring se suicida dans sa cellule en avalant une ampoule de cyanure. On n'a jamais su comment il avait réussi à se la procurer.

Les critiques que l'on peut faire concernant le procès de Nuremberg et les nombreux procès qui en sont dérivés sont si nombreuses, si évidentes et si irréfutables qu'il nous suffit de les résumer brièvement.

1. A Nuremberg, il n'y avait pas un tribunal neutre et impartial, mais un état-major de vainqueurs jugeant sans appel les chef d'un pays vaincu.

2. La notion de « crimes de guerre », telle qu'elle fut établie à Nuremberg, est une conception nouvelle, qui n'a jamais existé dans un code de lois connu. Crimes de guerre, crimes contre la paix, crimes contre l'humanité, crimes de conjuration, ce sont là des termes vagues, très difficiles à définir et susceptibles d'interprétation très variées.

3. Lorsque des actes considérés comme « crimes de guerre » avaient été commis simultanément par les Allemands et les Alliés, ou bien ils n'étaient pas considérés comme des crimes, et il n'en était pas question à Nuremberg (ce fut le cas des bombardements aériens, par exemple), ou bien les Allemands étaient condamnés et les Alliés automatiquement absous, sinon même glorifiés, puisque, selon les propres termes du président Jakson, il y avait interdiction formelle de critiquer, ou même de qualifier les actes des gouvernements vainqueurs. Bref à Nuremberg, le crime impardonnable était d'appartenir au clan des vaincus.

4. L'obéissance inconditionnelle aux ordres des supérieurs était considérée à Nuremberg comme un crime, lorsque ces ordres étaient contraires à la morale ou à l'intérêt national, mais l'obéissance inconditionnelle était exigée du

côté allié ou tout au moins était considérée comme une excuse parfaitement valable en cas d'actes délictueux commis de leur côté. D'ailleurs, aucune discipline militaire n'est possible et aucune armée ne peut exister, si les inférieurs à tous les échelons ont le droit de discuter les ordres qu'ils reçoivent.

5. A Nuremberg et dans les procès dérivés, on a prononcé maintes condamnations sur des bases rétroactives, c'est-à-dire pour des actes qui n'étaient nullement considérés comme crimes ou délits à l'époque où ils furent commis, ce qui est contraire aux principes de droit les plus élémentaires et les plus consacrés par l'usage.

6. La présence des Russes parmi les juges de Nuremberg était une amère dérision et un défit permanent à toute idée de justice, car la Russie soviétique est responsable de plus de crimes que n'importe quel autre pays européen, Allemagne hitlérienne comprise.

7. On a condamné pêle-mêle, sous l'étiquette de « criminels de guerre » de franches canailles hitlériennes, des idéalistes fourvoyés, des courtisans serviles et de magnifiques soldats ou marins auxquels on ne pouvait vraiment rien reprocher.

8. Tout le monde sait maintenant, comme l'a dit le maréchal Montgomery, qu'à l'issue de la prochaine guerre, les chefs politiques et militaires des pays vaincus seront pendus fusillés ou guillotinés selon l'usage du pays vainqueur. Nous sommes revenus aux époques d'Attila, de Gengis Khan et de l'Antiquité païenne, où les chefs vaincus étaient automatiquement massacrés par le vainqueur. Cela ne contribuera pas à adoucir les mœurs guerrières, ni l'apreté des combats.

L'une des fautes capitales commises par les alliés à Nuremberg, est d'avoir assimilé la Wehrmacht au parti nazi et d'avoir rendu les généraux allemands solidaires des tares et des exactions du régime.

En fait, il y a toujours eu un antagonisme fondamental

entre les chefs de la Wehrmacht et le parti nazi. Les généraux allemands, formés à l'école et à la discipline de la vieille armée traditionnelle impériale, considéraient Hitler comme un parvenu de basse extraction et lui reprochaient d'introduire dans la politique des mœurs sauvages de gangsters, qui descréditaient l'Allemagne aux yeux des nations civilisées.

Hitler, qui se sentait secrètement méprisé par eux, n'avait pour ses généraux que haine et méfiance, portées au rouge lorsque ceux-ci appartenaient à la vieille aristocratie militaire germanique. Mais ils ne pouvait pas se passer d'eux, d'où une fureur, qui éclatait parfois en accès de rage insensée.

Cet antagonisme alla en s'accentuant à mesure que la situation se dégradait sur tous les fronts et lorsqu'il devint évident que la présence d'Hitler à la tête du gouvernement menait l'Allemagne à la catastrophe, il n'y avait plus qu'une solution : se débarrasser d'Hitler. Malheureusement, dans l'armée allemande, la discipline et l'obéissance sont devenues une seconde nature ; il fallait donc une situation désespérée pour amener les généraux à une rébellion ouverte. Il fallait, en outre, pour que l'affaire réussisse, tenir compte de l'opinion publique allemande ; celle-ci intoxiquée par la propagande de Gœbbels, ne comprenait rien à cette situation dramatique et gardait une confiance fanatique en son Führer. A cela s'ajoutait la politique pro-soviétique de Roosevelt : plan Morgenthau, reddition inconditionnelle et globale de l'Allemagne, livraison de la moitié de l'Europe aux Soviets — politique démentielle du point de vue européen qui compliquait singulièrement la situation, car les généraux allemands étaient des patriotes, qui ne voulaient pas sacrifier Hitler pour livrer l'Allemagne pieds et poings liés à la tyrannie soviétique. Bref, toute l'affaire s'avérait extrêmement difficile.

Plusieurs tentatives d'assassinat, pourtant bien préparées, échouèrent au dernier moment par suite de circonstances imprévisibles — un sort maléfique semblait protéger Hitler — puis ce fut l'attentat du 20 juillet 1944, auquel Hitler

échappa miraculeusement, et qui aboutit au massacre d'un grand nombre d'officiers et d'hommes politiques, parmi lesquels quelques-uns des chefs les plus célèbres de l'armée allemande : le colonel comte von Stauffenberg, un héros de guerre, grand mutilé de l'Afrika Korps — l'homme le plus énergique et le plus dynamique du complot — les maréchaux Rommel, von Witzleben, von Kluge, l'amiral Canaris, le général von Stulpnagel, etc.[7].

Il est indéniable que, d'ordre exprès de Hitler, la guerre fut menée à l'Est avec une extrême sauvagerie, sauvagerie commune d'ailleurs aux deux camps en présence, mais l'armée allemande n'en portait pas la responsabilité. Les généraux allemands ont toujours protesté contre ces méthodes barbares de guerre, mais protestations dont Hitler ne tenait pas le moindre compte. Il s'en était expliqué très franchement et brutalement à l'avance, notamment dans ses entretiens avec Rauschning, ancien président (national-socialiste) du Sénat de Dantzig, à l'époque où cette ville était encore un Etat libre. Dans cet ouvrage, *Hitler m'a dit,* on trouve, dans la bouche du Führer, la déclaration suivante :

« Il nous faudra créer une technique de la dépopulation. J'entends, par ce terme, l'anéantissement de groupements entiers — je parle de groupements ethniques — et je suis résolu à accomplir cette œuvre d'extermination, car elle constitue l'une de mes tâches. La nature est cruelle ; donc, nous avons également le droit d'être cruels. Si j'ai le droit d'envoyer la fine fleur du peuple allemand dans l'enfer de la guerre, sans m'arrêter au sacrifice d'un sang infiniment précieux, j'ai évidemment aussi le droit d'exterminer des millions

7. Il faut y ajouter le général von Schleicher, qui joua un grand rôle au cours de l'ère pré-hitlérienne, et qui fut froidement assassiné avec sa femme, au début du régime nazi, lors de la fameuse nuit des « longs couteaux ».

d'individus appartenant à une race inférieure et qui se reproduisent comme la vermine[8]. »

Et Hitler a appliqué intégralement à l'Est le programme ainsi tracé.

L'écrivain anglais, John W. Wheeler-Bennett nous montre clairement dans son livre : *Le Drame de l'Armée allemande* quelle fut la réaction des chefs de l'armée devant ces ordres barbares :

« Parmi tous les généraux, qui avaient fait la campagne de Pologne, il s'en trouvait quelques-uns qui étaient bouleversés dans l'âme par ce qu'ils avaient vu. C'étaient des hommes normalement préparés aux horreurs de la guerre, mais pas aux abominations engendrées par l'idéologisme nazi. Lorsqu'ils avaient entendu leur Führer parler à l'Obersalzberg, le 22 août, d' " extermination ", de ruée à la manière de Gengis Khan (qui avait fait tuer de gaieté de cœur des millions de femmes et d'enfants), ils avaient cru qu'il se laissait emporter par l'élan hyperbolique de son imagination. Lorsqu'il leur avait dit : " notre force réside avant tout dans l'absence de toute pitié et dans la violence ", et qu'il avait parlé de " tuer sans merci tout ce qui était polonais de race ou de langage, hommes, femmes et enfants ", ils n'avaient pas pensé qu'il leur fallait prendre de tels propos au pied de la lettre, oubliant que, sauf dans les cas où il avait engagé sa parole, Hitler pensait toujours ce qu'il disait.

« Ils n'avaient pas été longs à découvrir la terrible vérité. La campagne de Pologne ne durait pas depuis plus de deux semaines avec la victoire déjà assurée pour les Allemands, que Ribbentrop faisait connaître à Keitel, le 12 septembre, dans le train du Quartier général, les instructions du Führer, relativement au règlement de la question polonaise. Ces instruc-

8. H. Rauschning, *Hitler m'a dit.*

tions comprenaient notamment des exécutions massives parmi tous les membres de " l'intelligentsia ", de la noblesse et du clergé — en fait, chez tous les éléments susceptibles de fournir des leaders éventuels à un mouvement futur de résistance — et un massacre général des Juifs, qui devait avoir pour prétexte un soulèvement juif dans l'Ukraine galicienne.

« Keitel transmit lesdites instructions à Canaris, qui en resta littéralement confondu. Le « petit amiral » répondit que pareilles choses étaient impossibles, que l'honneur militaire de l'Allemagne resterait souillé jusqu'à la fin des temps s'il laissait de telles horreurs se perpétrer. Mais Keitel répondit sans se troubler que le Führer avait ordonné que toutes ces mesures fussent exécutées, et qu'il avait ajouté, par ailleurs, que, au cas où les militaires ne les trouveraient pas à leur goût, il leur faudrait accepter la participation d'un nombre d'unités de S. S. et de S.I.P.O. (police de sûreté) égales aux leurs, et qui n'hésiteraient pas, elles, à exécuter les ordres du Führer ; elles agiraient indépendamment des autorités militaires [9]. Dans ces conditions, les forces armées du Reich n'avaient pas le choix : elles étaient obligées d'obéir aux ordres de leur commandement suprême. " Un jour viendra, dit Canaris à Keitel avec une exactitude prophétique, où le monde tiendra la Wehrmacht, sous les yeux de qui ces choses se seront passées, pour responsable de ces atroces mesures. " »

Les méthodes pratiquées contre la Pologne furent appliquées avec plus de rigueur encore contre les Russes, et il est à peu près certain qu'elles coûtèrent la guerre à Hitler, car, au début, les troupes allemandes furent accueillies dans bien des endroits en libérateurs du bolchevisme. Or, Hitler n'a pas fait la guerre au bolchevisme, mais à la nation russe et à la race slave, pour le plus grand bénéfice de Staline, dont le régime, chancelant au bord de la défaite, fut ainsi consolidé. Hitler massacrait les élites nationales au nom de la race supérieure et Staline en faisait autant de son côté, au nom de la morale révolutionnaire, qui exigeait l'anéantissement des classes sociales inassimilables par le marxisme. Il en est résulté une guerre d'enfer, un véritable cauchemar d'Apocalypse rappelant sur une plus grande échelle et avec des moyens de destruction incomparablement plus puissants les horreurs des invasions d'Attila et de Gengis Khan. Mais, encore une fois, c'était le Parti, et non l'armée, qui en portait la responsabilité.

9. Cela se produisit en fait un mois plus tard, à la suite d'une conférence qu'avait eu Hitler avec Keitel le 17 octobre, et dont on trouve un compte rendu dans les papiers de Warlimont : l'armée refusa d'avoir rien à voir dans les questions d'administration de la Pologne. Dans chaque district militaire, il y avait un gouverneur militaire et un gouverneur civil, et c'est ce dernier qui fut responsable de l' « extermination des civils » (völkische Aurotung) et du « nettoyage politique » (politische Flurbereinigung). Hitler laissa clairement entendre comment il concevait l'occupation allemande de la Pologne lorsqu'il nomma, en présence de Keitl, Hans Frank gouverneur général de Pologne. « La tâche que je vous confie, dit Hitler, est rudement difficile... Il y a des gens à qui l'on demanderait dans des circonstances semblables : " Qu'entendez-vous édifier ? " Eh bien moi, je vous demande précisément le contraire (Interrogatoire de Halder, 26 février 1946). L'effet produit par ces événements se remarqua nettement après le retour de l'O.K.W. et de l'O.K.H. à Berlin, car Goerdeler dit à von Hassell, le 14 octobre 1939 que Halder et Canaris souffraient tous deux de dépression nerveuse à la suite de « notre conduite brutale pendant la guerre ». Le commandant en chef de l'armée d'occupation en Pologne, le colonel-général Johannes Blaskowitz (1893-1948) prépara un mémorandum pour protester contre les agissements et les déprédations des S.S. Comme on le poussait à envoyer directement ce mémorandum à Hitler, il hésita, et l'envoya finalement à von Brauchitsch par les « voies officielles », après quoi personne n'en entendit plus parler. Blaskowitz fut traduit comme criminel de guerre à responsabilité réduite devant un tribunal américain. Quelques heures avant l'ouverture des débats, il se suicida dans sa prison à Nuremberg (5 février 1948).

Il y a dans les dossiers de Nuremberg, un document d'une importance capitale. Il s'agit d'un rapport secret adressé le

24 octobre 1942 par le Dt. Bräutigam à Alfred Rosenberg, le ministre nazi chargé de l'administration des territoires occupés à l'Est. Le Dt. Bräutigam était conseiller politique auprès des maréchaux List et Kleist, chefs d'armée sur le front du Caucase. Bräutigam confirmait sans aucun doute l'opinion générale des chefs de la Wehrmacht.

Dans son rapport, il résume avec une grande clarté et une extraordinaire franchise, les fautes capitales de la politique hitlérienne vis-à-vis des populations russes. Il ne cache pas que cette politique sauvage et démentielle risquait de coûter la guerre à l'Allemagne, ce qui se produisit effectivement.

En voici les passages essentiels :

« A notre entrée en territoire soviétique, nous avons trouvé une population lasse du bolchevisme, attendant désespérément les nouvelles formules qui lui apporteraient l'espoir d'un avenir meilleur pour elle. Le devoir de l'Allemagne était de trouver ces formules, mais on ne les prononça pas. La population nous a accueillis avec joie, comme des libérateurs, et elle s'est mise à notre disposition.

« Mais avec l'instinct naturel des peuples de l'Est, l'homme primitif découvrit bientôt que pour l'Allemagne, le slogan " libération du bolchevisme ", n'était qu'un simple prétexte pour réduire en esclavage les peuples de l'Est, selon ses propres méthodes... Ouvriers et paysans comprirent vite que l'Allemagne ne les considérait pas comme des partenaires possédant des droits égaux, mais simplement comme l'objet de ses visées politiques et économiques. Avec une présomption sans égale, nous avons fait abstraction de toute intelligence politique et... nous avons traité les populations des territoires occupés de l'Est comme des " Blancs de seconde classe " auxquels la Providence aurait uniquement assigné la tâche de servir d'esclaves aux Allemands...

« Ce n'est plus un secret pour personne, ni ami, ni ennemi, que par centaines de milliers les prisonniers russes sont morts de faim ou de froid dans nos camps. Nous nous trouvons

maintenant devant cette absurdité d'avoir à recruter des millions de travailleurs dans les territoires occupés de l'Est après avoir laissé les prisonniers de guerre mourir de faim comme des mouches...

« Dans le mépris sans bornes de l'humanité slave qui prévalait, on a employé des méthodes de " recrutement " dont l'origine remonte sans doute aux périodes les plus sombres du trafic des esclaves. Une véritable chasse à l'homme a été instituée. Sans aucune considération d'âge, ni d'état physique, des gens ont été expédiés en Allemagne.

« Notre politique a forcé à la fois les bolchevistes et les nationalistes russes à former un front commun contre nous. Aujourd'hui, la Russie lutte avec un courage et un esprit de sacrifice exceptionnels, pour en fait, la simple reconnaissance de sa dignité humaine. »

Ce rapport resta naturellement lettre morte. Hitler, Rosenberg et Himmler, partisans d'une ligne dure vis-à-vis des Slaves, ne voulaient rien entendre. Goebbels se rendait bien compte des erreurs commises, mais il ne pouvait rien contre la trinité hitlérienne.

Les généraux de la Wehrmacht réagissaient de leur mieux, chacun dans sa sphère propre, mais Hitler leur interdisait de se mêler de la politique qui était son domaine réservé, et, trop absorbés par la conduite de la guerre, il ne leur était guère loisible de s'occuper d'autre chose.

L'historien J. de Launay, dans *La guerre psychologique,* nous montre clairement les efforts faits par la Wehrmacht pour contrebalancer la politique hitlérienne :

« Le premier accueil des populations russes " libérées " par la Wehrmacht avait été favorable et tous les chefs de bureaux de l'armée recommandaient une politique de collaboration. Le lieutenant-colonel Gehlen proposa même d'armer 200 000 volontaires russes qui désiraient combattre aux côtés de l'armée allemande. Gehlen comme le lieutenant-

colonel comte Stauffenberg (du département Organisation) croyait qu'il fallait, pour vaincre l'U.R.S.S., coopérer avec les Russes en les libérant du système soviétique. Mais Keitel[10] leur signala à plusieurs reprises que " le Führer ne voulait pas de politique dans les groupes d'armées ".

« Les prisonniers de guerre russes furent maltraités, ce qui ne manqua pas de tourner les Russes vers la résistance. Néanmoins, Stauffenberg et Bräutigam s'efforcèrent de trouver un " De Gaulle russe ". Le maréchal von Bock approuva le projet de création d'une " armée de libération " de 200 000 volontaires russes, mais Bock fut limogé à l'automne 1941 et son successeur le maréchal von Kluge n'osa en parler au Führer.

« En septembre 1941, le conseil municipal de Smolensk, nouvellement installé par les Allemands, avait de son côté demandé par la voie hiérarchique l'autorisation de créer un gouvernement russe libre, mais la réponse de Keitel parvenue en novembre avait été un refus catégorique.

« Les intiatives particulières avaient alors fleuri : le général von Schenkendorff prit la décision de constituer six bataillons russes, commandés par le cosaque Kononow, afin de protéger les routes et chemins de fer sur les arrières du groupe d'armées du Centre. Le général Schmidt, chef de la 2[e] armée blindée, créa un district russe d'autoadministration sous la direction d'un ancien maire russe, Kaminski (district de Lokotj). Plus tard, Kaminski, nommé général de brigade, constitua sa propre armée.

« De leur côté, les Reichskommissare poursuivaient leur action punitive, braquant les populations et provoquant la création de maquis.

« Le service de propagande de la Wehrmacht dirigé par le général von Wedel (adjoint pour l'est : colonel Blau, célèbre théoricien de la guerre psychologique) essaya de réagir et pensa

10. Maréchal Wilhelm Keitel, chef de l'Etat-Major suprême allemand de 1938 à 1945.

même à procéder à une certaine réforme agraire (redistribution des terres). Ce service confia à un émigré russe, Kasanzew, la rédaction de tracts et de journaux de propagande. Mais, là encore, Keitel bloqua toutes les propositions.

« En août 1942, lors de la conquête du Caucase, un nouvel espoir apparut ; le général Köstring, ancien attaché militaire à Moscou, avait été nommé conseiller du maréchal List. Bräutigam fut le conseiller politique et préconisa auprès de List et de son successeur Kleist, une certaine coopération avec les Russes. Rosenberg avait promis à Bräutigam que le travail obligatoire en Allemagne ne serait pas imposé aux populations caucasiennes et que la dissolution rapide des kolkhozes serait annoncée. Köstring et Bräutigam furent donc bien reçus au Caucase et vécurent même des " fêtes de libération " d'une joie extraordinaire. Mais après la défaite de Stalingrad, les " collaborateurs " caucasiens durent fuir et voulurent suivre l'armée allemande dans sa retraite. Bräutigam obtint cette permission du maréchal Kleist, mais beaucoup de ceux qui avaient cru à la parole allemande furent néanmoins abandonnés.

« L'ensemble de cette " opération " est révélateur de la contradiction flagrante qui existait entre certaines directives du Führer : d'un côté, Rosenberg et sa politique punitive, appliquée par des gauleiters sans scrupules ; de l'autre, Goebbels et sa politique idéaliste, promettant aux Russes des lendemains meilleurs. Ces paroles trompeuses démenties chaque jour par les faits de l'occupation contribuèrent certainement à refaire l'unanimité des populations russes contre l'envahisseur.

« L'action psychologique allemande à l'est fut un échec total, une défaite irrémédiable. La responsabilité en revient au Führer[11] et au Führer seul. »

11. *Les Dossiers de la seconde guerre mondiale*, 5[e] partie : « La guerre psychologique », par J. de Launay, Ed. Marabout Université, 1964, Verviers.

La Wehrmacht réussit cependant à constituer l'armée Wlassof qui disposait d'effectifs importants, mais Hitler qui tolérait cette initiative avec une extrême méfiance, s'opposa farouchement à ce qu'elle fût engagée dans la guerre, de sorte qu'elle resta pratiquement inactive jusqu'à la fin.

Les chefs de l'armée Wlassoff furent livrés par les Américains aux Russes ; ils furent pendus et leurs hommes envoyés dans des camps de travail et de concentration [12].

Citons encore à ce sujet la réaction de l'amiral Doenitz, alors commandant en chef de la Marine et successeur désigné de Hitler, lorsqu'il découvrit l'existence des camps de concentration hitlériens.

« Le 7 mai, Friedeburg et Jodl revinrent à Mürwik. Friedeburg rapportait un exemplaire de *Stars and Stripes,* journal militaire américain, qui contenait des photographies atroces prises au camp de concentration de Buchenwald. Assurément, la désorganisation des transports et du ravitaillement n'avait pas amélioré la situation dans ces camps au cours des dernières semaines, cependant aucun doute ne pouvait subsister : absolument rien n'était capable de justifier ce que montraient ces photographies. Friedeburg et moi en fûmes bouleversés. Nous n'eussions jamais pensé que de telles choses fussent possibles ! Elles répondaient pourtant bien à la réalité — et pas seulement à Buchenwald — comme nous le constatâmes nous-mêmes à l'arrivée à Flensburg d'un bateau transportant les détenus d'un camp de concentration. L'officier de marine le plus ancien fit tout ce qui était en son pouvoir pour nourrir et soigner ces malheureux. Comment de telles horreurs avaient-elles pu se produire en Allemagne sans que nous en eussions connaissance ?

« Jusqu'en 1939, j'avais passé presque tout mon temps en mer, comme commandant de *l'Emden,* puis comme chef des sous-marins. A partir du début de la guerre, je vécus principalement à mon poste de commandement, d'abord à Sengwarden, en Frise orientale, puis à Paris et à Lorient. Ces divers endroits constituaient en quelque sorte des oasis militaires. Nous avions peu ou pas de contacts avec la population allemande. La conduite de la guerre sous-marine et les préoccupations techniques absorbaient tout mon temps. Parmi les renseignements en provenance de l'ennemi, je recevais seulement ceux concernant les sous-marins. Pour moi, il n'y avait aucun doute : la radio ennemie était et devait être dirigée par la propagande, comme la nôtre. Aussi n'écoutais-je ni l'une, ni l'autre.

« Devenu chef de la Marine, je séjournais habituellement au poste de commandement " Koralle ", isolé entre Bernau et Eberswalde, au nord de Berlin. Lors de mes visites au Quartier général, je participais uniquement aux conférences militaires et Hitler ne me consultait que sur des questions de ma compétence. Il ne m'était d'ailleurs pas possible, comme je l'ai écrit, de m'intéresser à d'autres. Elles réclamaient toute ma capacité de travail.

« Ce que j'appris sur le côté inhumain du régime national-socialiste en ces mois qui suivirent la capitulation et en 1946 exerça sur moi en effet très profond. J'ai exposé plus haut mon attitude envers le Parti et mes rapports avec Hitler. L'idée d'une communauté nationale, au sens propre et social du mot, la cohésion du peuple allemand, sur cette base, m'enthousiasmaient, je l'ai dit. La réunion par Hitler de tous les rameaux de la race germanique dans un Reich unique me semblait la réalisation d'un des plus vieux rêves de notre nation. Notre dispersion remontait aux traités de Westphalie, qui mirent fin à la guerre de Trente ans. Nos adversaires, qui avaient réalisé leur unité à l'aurore de l'ère moderne, désiraient notre faiblesse et nous interdirent d'aboutir à la nôtre pendant très longtemps. Seul le national-socialisme était parvenu à briser toutes les résistances. Il s'était acquis de ce fait un immense mérite historique.

12. Jürgen Thorwald, *Wlassow contre Staline,* Ed. André Bonne, Paris, 1953, traduit de l'allemand.

« Mais j'appris alors à connaître aussi ses autres faces, infiniment moins séduisantes et, du coup, mon attitude envers le régime créé par lui, changea.

« Le 6 mai, je relevai Himmler de toutes ses fonctions. Quand j'eus connaissance des faits relatifs aux camps de concentration, je regrettai de l'avoir laissé filer, car j'étais d'avis qu'il s'agissait d'une affaire purement allemande, que nous devions nous-mêmes faire la lumière sur toutes les atrocités et châtier nous-mêmes les coupables. Le comte Schwerin-Krosigk pensait exactement comme moi. Il me présenta un décret chargeant la justice d'enquêter au sujet de ces forfaits. J'en envoyai le texte à Eisenhower avec une note le priant de donner à nos juges toutes les facilités nécessaires à cet égard. Lors d'un entretien avec l'ambassadeur Murphy, conseiller politique du général, je lui signalai spécialement ce point en lui demandant son appui. Il me le promit, mais je n'entendis plus parler de l'affaire [13]. »

Les Alliés, qui n'ont pas compris grand-chose à ce qui se passait en Allemagne pendant la guerre, ont donc commis une erreur tragique en assimilant l'armée au régime hitlérien. La condamnation, à Nuremberg, et autres lieux, de chefs irréprochables comme Doenitz, Raeder, von Kesselring, von Manstein ou Yamashita à Tokyo, était souverainement injuste et parfaitement inique. Goering, Keitel et Jodl, par contre, (ces deux derniers méprisés par les généraux du Front) pouvaient, à juste titre, être considérés comme des politiciens serviles complices et coresponsables des actes du Parti.

Mais, du côté allié, il y eut beaucoup plus grave. Cette assimilation erronée de l'armée au Parti, la politique des bombardements de terreur, l'attitude aveuglément pro-soviétique et l'obstination des Américains à exiger une capitulation inconditionnelle et globale de l'Allemagne ont eu des

13. Grand amiral Doenitz, *Dix ans et vingt jours*, Ed. Plon, Paris, 1959, collection « Voici, Témoignages ».

conséquences d'une gravité exceptionnelle. Il en est résulté un an et demi de guerre parfaitement inutile, des centaines de milliers de morts, et l'occupation par les Soviets de la moitié de l'Europe où ils sont depuis lors solidement installés et représentent pour les Occidentaux une menace bien plus grave que ne l'a jamais été le nazisme.

Les Américains payent aujourd'hui — et nous aussi malheureusement — la politique criminelle et insensée de Roosevelt à Québec, Téhéran et Yalta, à moins qu'il n'ait été dans ses plans et dans ceux de ses conseillers juifs de livrer délibérément l'Europe au communisme.

C'est du moins ce qui semble ressortir des fameux documents Morgenthau, dont l'authenticité ne peut être mise en doute, puisque c'est le gouvernement américain lui-même qui les a officiellement publiés.

L'amiral Doenitz, dans ses Mémoires, a clairement exposé le dilemme tragique devant lequel il s'est trouvé, lorsqu'il fut subitement responsable du sort de l'Allemagne, en tant que successeur désigné de Hitler :

« En janvier 1945, le gouvernement allemand entra en possession de l'instruction britannique " Eclipse ", sur les " Mesures à prendre pour l'occupation de l'Allemagne ", après sa capitulation inconditionnelle. Une carte, jointe à ce document, montrait la répartition du pays entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Elle correspondait au futur découpage en zones d'occupation, à l'exception de la zone française, qui fut introduite en février 1945, à la conférence de Yalta. Ce découpage et les méthodes exposées dans le plan Morgenthau faisaient craindre la fin de notre existence en tant que nation constituée.

« La rigueur de ces intentions renforçait l'opposition politique, parmi nous, à une fin rapide des hostilités par une reddition inconditionnelle. D'ailleurs, d'autres obstacles pratiques, d'une extrême importance, s'y opposaient également

« Le 12 janvier 1945, les Russes lancèrent une nouvelle

offensive. Ils pénétrèrent en Silésie et atteignirent le cours moyen de l'Oder à Küstrin et à Francfort. La Wehrmacht ne put remplir sa mission naturelle : couvrir nos populations de l'Est et leur territoire. Une foule de gens, terrorisés, s'enfuit vers l'ouest. Ils savaient ce que leur apporterait l'invasion soviétique. En octobre 1944, ayant pris Goldap et quelques villages à la frontière de Prusse orientale, les Russes y massacrèrent les habitants avec une cruauté inouïe. Un appel à l'Armée rouge, de l'écrivain juif Ilya Ehrenburg ne laissait aucun doute à cet égard :

« " Tuez, tuez ! Chez les Allemands il n'existe personne d'innocent, ni parmi les vivants, ni parmi ceux à naître ! Exécutez les instructions du camarade Staline en écrasant pour toujours la bête fasciste dans son antre. Brisez par la violence l'orgueil racial des femmes germaniques. Prenez-les en butin légitime. Tuez, tuez, vaillants soldats de l'Armée Rouge, dans votre assaut irrésistible ! "

« A mes yeux, continue Döenitz, le premier devoir qui restait à nos forces armées était de sauver ces malheureuses populations. Si, à notre grande douleur, nous ne pouvions défendre leur terre, du moins devions-nous au moins sauver leur vie. Rien que pour cette raison, il était indispensable de poursuivre la lutte sur le front oriental.

« Autre chose : par la volonté des Alliés, la guerre ne pouvait se terminer que par notre capitulation inconditionnelle. Pour nos troupes, la signature de cette capitulation arrêterait immédiatement leurs mouvements. Il leur faudrait déposer les armes et se rendre là où elles se trouveraient. Eussions-nous capitulé pendant l'hiver 1944-1945, que trois millions et demi de soldats, encore très éloignés du front anglo-américain, fussent devenus prisonniers des Russes. Même avec la meilleure volonté, ceux-ci eussent été incapables de les recueillir, de les nourrir, de les abriter. Nos hommes auraient dû camper en plein air, dans le froid. Une effrayante mortalité en serait certainement résultée. Les événements de mai, période pourtant beaucoup plus favorable,

le démontrent bien. Même à l'ouest, les Anglais et les Américains ne parvinrent pas à ravitailler suffisamment leurs prisonniers dont un grand nombre moururent.

« Par conséquent, terminer la guerre par une reddition inconditionnelle pendant l'hiver de 1944-1945 eût entraîné la mort de millions de civils et de soldats. Aucun de ceux qui occupaient alors un poste de responsable dans la Wehrmacht ne pouvait conseiller de le faire. Aucun des malheureux réfugiés de l'Est n'eût accepté d'être ainsi livré aux Russes, aucun soldat ne voulait connaître la captivité soviétique. Les troupes n'auraient donc pas obéi à l'ordre de s'arrêter où elles se trouvaient pour se rendre. Aucun dirigeant n'aurait pu, à cette époque, signer la capitulation sans savoir qu'elle ne serait pas respectée et aussi qu'il vouerait, ce faisant, un grand nombre de personnes à la destruction... Personne ne pouvait, en conscience, prendre une telle décision.

« Si pénible qu'il fût de continuer la lutte, de sacrifier des hommes sur terre et sur mer, d'accepter les pertes causées à la population civile par les bombardements, il fallait pourtant le faire parce que ces sacrifices resteraient finalement moins grands que ceux produits par un abandon prématuré des territoires de l'est. »

Dans les premiers jours de mai, l'amiral Döenitz entra directement en négociations avec le maréchal Montgomery, en vue de la conclusion d'une capitulation allemande partielle, limitée au secteur anglais du front de l'ouest, indépendamment du front russe. Montgomery posa à son acceptation certaines conditions.

« Le 4 mai dans la matinée, je donnai à Friedeburg, pleins pouvoirs pour accepter les demandes de Montgomery. Il repartit en avion pour le quartier général britannique, avec des instructions pour continuer, après la signature de la convention, jusqu'à Reims où se trouvait le général Eisenhower, afin d'offrir une capitulation partielle du même genre aux

Américains. Après son départ, nous nous sentîmes libérés d'un fardeau. Nous venions d'accomplir le premier pas vers une reddition à l'ouest sans avoir à consentir la reddition des soldats et des civils aux Russes. J'en tirai d'autres conséquences. Montgomery réclamait la cessation des hostilités sur mer et la livraison des bateaux se trouvant dans la zone en cause, c'est-à-dire dans les eaux de la Hollande, de l'Allemagne du Nord-Ouest, du Schleswig-Holstein et du Danemarck. Allant plus loin, j'ordonnai le 4 mai à midi, d'arrêter immédiatement la guerre sous-marine sur toutes les mers. Cela entrait dans mon intention de mettre fin le plus rapidement possible aux hostilités contre l'Occident.

« Dans la soirée, Friedeburg annonça qu'il avait signé la capitulation avec Montgomery et qu'il partait voir Eisenhower. La capitulation entrait en vigueur le 5 mai à 8 heures.

« Le 6 au matin, le général Kinzel, appartenant à la délégation de Friedeburg, arriva à Mürwik. Friedeburg l'envoyait pour me mettre au courant de l'état des négociations avec Eisenhower. L'attitude de celui-ci, me dit-il, était — en contraste avec celle de Montgomery — entièrement de refus. Il ne voulait accepter en aucun cas de capitulation partielle. Il fallait nous rendre maintenant et inconditionnellement sur tous les fronts, même sur le front russe. Les troupes déposeraient leurs armes, sans les détruire, là où elles se trouveraient, pour devenir prisonnières. Le haut commandement de la Wehrmacht serait responsable de l'exécution de cette reddition qui s'étendait à tous les navires de guerre et de commerce.

« Nous craignions une telle attitude de la part d'Eisenhower. Dans ma déclaration à la radio du 1er mai, j'avais dit, on l'a lu :

« " A partir de ce moment, les Britanniques et les Américains ne combattent plus pour leur propre pays, mais pour l'extension du bolchevisme en Europe. "

« Une station américaine, située au Quartier général d'Eisenhower, avait répondu qu'il s'agissait là " d'un des tours

bien connus des nazis pour essayer d'enfoncer un coin entre Eisenhower et ses Alliés russes. "

« Les dernières opérations ordonnées par lui montraient bien également qu'il ne tenait aucun compte du tournant alors pris par la politique mondiale. Après le franchissement du Rhin, à Remagen, par ses troupes, l'Amérique avait atteint son but stratégique de vaincre l'Allemagne. A partir de ce moment, l'objectif aurait dû cesser d'être purement militaire pour devenir politique : occuper la plus grande partie possible de l'Allemagne avant l'arrivée des Russes. Il eût donc été judicieux, pour le commandement américain, de pousser vers l'est avec rapidité afin d'être le premier à s'emparer de Berlin. Eisenhower n'agit pas ainsi. Il s'en tint au plan militaire prévoyant de détruire l'Allemagne et de l'occuper en collaboration avec l'Armée Rouge et s'arrêta sur l'Elbe. Il permit donc aux Russes de prendre Berlin et de conquérir tout ce qu'ils purent en Allemagne orientale. Peut-être cette conduite lui était-elle commandée politiquement par Washington, mais il ne comprit pas combien la situation mondiale se transformait radicalement à partir de ce moment. Je tiens alors pour faux ce comportement des Américains et je n'ai pas changé d'avis aujourd'hui.

« Après la conférence de Postdam, un colonel américain déclara au comte Schwerin-Krosigk qu'il lui serait indifférent de voir toute l'Allemagne occupée par les Russes. C'était bien l'attitude de toute l'opinion américaine.

« Si j'avais accepté les conditions apportées par le général Kinzel, en ce matin du 6 mai, il m'aurait fallu livrer immédiatement nos armées de l'Est aux Russes. Il m'était impossible d'y souscrire, ces troupes ne m'auraient pas obéi. Une sauvage débandade vers l'Ouest en serait résultée. Les conditions d'Eisenhower étaient donc inacceptables, il ne me restait qu'à essayer de le convaincre qu'en aucun cas je ne pouvais laisser tomber nos soldats et nos populations aux mains des Soviétiques, que j'étais contraint de me limiter à cette offre de capitulation partielle.

« J'appelai Jodl afin de l'envoyer à l'aide de Friedeburg avec de nouvelles instructions.

« Je remis à Jodl une note lui donnant les pleins pouvoirs pour signer une capitulation générale sur tous les fronts, mais il ne devait en faire usage que dans l'impossibilité d'atteindre son premier but : la capitulation partielle, et seulement après m'avoir informé des conditions et reçu télégraphiquement mon accord exprès. Le 6 mai, il partit en avion pour Reims.

« Dans la nuit du 6 au 7 je reçus de lui le message suivant : " Le général Eisenhower insiste pour que nous signions aujourd'hui même. Autrement, les fronts alliés se fermeront même aux personnes qui chercheront à se rendre isolément et tous les pourparlers seront rompus. Je ne vois qu'une alternative : le chaos ou la signature. Demande confirmation immédiate, par radio, que j'ai bien tous les pouvoirs pour signer la capitulation. Elle pourra alors entrer en vigueur. Les hostilités cesseront le 9 mai à 0 heure, heure d'été allemande. Jodl. "

« Eisenhower, apprîmes-nous, avait de nouveau refusé toute capitulation partielle et repoussé catégoriquement les deux étapes proposées. Il ferait tirer sur tout soldat allemand, même sans arme, qui se présenterait devant les lignes américaines pour se rendre, déclara-t-il à Jodl. Cependant, grâce, semble-t-il, à l'attitude plus compréhensive du général Bedell Smith, son chef d'état-major, et à la déclaration de Jodl selon laquelle, dans l'état où se trouvaient nos transmissions, il nous faudrait au moins deux jours pour transmettre l'ordre de capituler à toutes les troupes, il accepta finalement un délai de 48 heures, à condition que nous signions sur-le-champ. Il me fallait donc prendre une décision immédiatement. D'après le télégramme, si nous signions le 7, les troupes pourraient encore se mouvoir jusqu'au 9 à 0 heure.

« Ce délai, craignais-je, ne suffirait pas pour sauver tous les soldats et tous les civils. D'autre part, Jodl avait réussi à l'obtenir, et il permettrait quand même à un nombre important de personnes de gagner la sécurité de l'Ouest. En refusant l'exigence d'Eisenhower, je n'obtiendrais aucun avantage. Il en résulterait le chaos redouté et d'immenses et inutiles pertes de vies humaines.

« En conséquence, à 1 heure du matin, je télégraphiai à Jodl qu'il était qualifié pour signer la capitulation générale sur cette base. Il le fit, à Reims, à 2 h 41.

« Le 8 mai, manifestement sur le désir des Russes, cette formalité fut répétée au Quartier général du maréchal Joukov, commandant en chef soviétique, à Berlin-Karlshorst. Le maréchal Keitel, le général Stumpff et l'amiral Friedeburg signèrent au nom des trois armes. Les Alliés occidentaux et les Soviétiques réclamèrent, à cet effet, des pleins pouvoirs, paraphés par moi, les habilitant à accomplir ce geste et ces pouvoirs furent soigneusement vérifiés avant la cérémonie.

« Le destin des soldats de l'Est et des réfugiés se décida alors. Les hommes du groupe d'armées Sud (général Rendulic) réussirent en grande majorité à franchir la ligne de démarcation américaine. Ceux du groupe sud-est (général Lohr) eurent moins de chance. Le 9 mai, bon nombre d'entre eux se trouvaient encore à deux ou trois jours de marche. Lohr essaya, par des négociations avec les Yougoslaves, d'adoucir la rigueur de leur sort dans toute la mesure du possible. Plusieurs dizaines de milliers périrent pourtant dans les camps de Yougoslavie.

« Au Nord, le général américain Carvin qui, le 2 mai, avait occupé une partie du Mecklembourg avec sa division aéroportée, en liaison avec la poussée anglaise sur Lübeck, et qui appartenait organiquement à l'Armée britannique, permit aux débris de l' « Armée de la Vistule » de passer derrière ses lignes. Mais, à cause de retards, à la ligne de démarcation, de nombreuses colonnes de réfugiés tombèrent aux mains des Russes qui suivaient de près.

« Sur le front du centre, la 12e armée, commandée par le général Wenck, aussi bon officier de troupe que d'état-major, avait reçu l'ordre, dans les derniers jours d'avril, de

dégager Berlin en attaquant vers l'est. Elle réussit à atteindre la région de Postdam et à ouvrir ainsi le chemin de l'Ouest aux défenseurs de cette ville et à la 9e armée (général Busse), qui emmenèrent avec eux un flot de réfugiés. Mais les civils ne furent pas autorisés à franchir l'Elbe. L'armée Wenck fit tout ce qui était en son pouvoir pour en faire passer le plus grand nombre possible avec elle, à l'insu des Américains, mais cette interdiction inhumaine laissa une grande partie de ces malheureux — dont plusieurs fuyaient depuis des semaines — à la merci des Soviétiques.

« Le destin des soldats de l'armée Schoerner fut encore plus déplorable. Ils atteignirent en masse les lignes américaines, mais on ne leur permit pas de les franchir. On employa même les armes pour les refouler. Après avoir accompli si vaillamment leur devoir, ceux qui ne moururent pas de faim ou de froid, subirent pendant de longues années les rigueurs de la captivité russe[14]. »

« Manifestement, écrira Eisenhower dans ses " Mémoires ", les Allemands cherchaient à gagner du temps, afin de ramener dans et derrière nos lignes le maximum d'hommes encore engagés à l'Est. Je commençais à en avoir assez. Je chargeai donc Smith (il s'agit de Bedell-Smith) de déclarer à Jodl que s'il ne renonçait pas immédiatement à faire traîner les négociations, nous irions jusqu'à employer la force pour interdire le passage aux réfugiés. »

Ce que les Américains firent effectivement par la suite...

Par son intransigeance obstinée, Eisenhower livrait des centaines de milliers, peut-être des millions d'Allemands innocents à l'effroyable tyrannie bolcheviste — ce qui signifiait pour beaucoup la mort ou le camp de concentration, avec, en plus, pour les femmes la perspective d'un viol certain. Etait-ce ignorance et inconscience de sa part ?

14. Grand amiral Doenitz, *Dix ans et vingt jours.*

Condamnait-il délibérément ces malheureux à un sort terrible en accomplissement des funestes accords de Yalta ?

Je ne sais, mais cet ordre inhumain laissera une tache indélébile sur la mémoire d'Eisenhower.

Entre le 5 mai, date de la conclusion d'un armistice sur le front anglais, et le 9 mai, date de la capitulation générale inconditionnelle, l'amiral Döenitz, mettant en œuvre tous les moyens dont il disposait, avait réussi à transférer à l'Ouest trois millions de civils et de soldats allemands, qui échappèrent ainsi à l'esclavage russe grâce à la compréhension du maréchal Montgomery.

Postface

Le 12 janvier 1971, le journal *Le Monde* publiait en page 5, une information concernant la guerre d'Indochine, information dont voici des extraits :

Le massacre de Song-My
L'ancien procureur américain au procès de Nuremberg
met en cause la responsabilité du commandant
en chef au Vietnam

« Le procès du lieutenant William Calley, principal accusé du massacre de Song-My, le 16 mars 1968, où plusieurs centaines de villageois vietnamiens furent tués par des soldats américains, reprend ce 11 janvier devant la cour martiale de Fort-Benning (Géorgie). Dans les souvenirs qu'il vient de publier, le lieutenant Calley a mis en cause l'Armée américaine au Vietnam. De son côté, l'ancien procureur des Etats-Unis au procès des criminels de guerre de Nuremberg, M. Telford Taylor, a estimé que l'ancien commandant en chef des forces américaines, le général Westmoreland, était

responsable au même titre que le généralissime japonais pendant la seconde guerre mondiale

« " Si l'on appliquait aux responsables militaires comme le général Westmoreland les critères utilisés pour le jugement du général Yamashita (jugé responsable des atrocités commises par ses troupes aux Philippines durant la deuxième guerre mondiale), ils pourraient se trouver dans la même situation, a déclaré M. Taylor. Un général doit contrôler la conduite de ses troupes et il doit en être tenu pour responsable.. "

« Général en retraite, aujourd'hui professeur de droit à l'université Columbia, M. Taylor n'a pas la réputation d'être un radical. Mais il a estimé que les procès en cour martiale intentés à un lieutenant, un capitaine ou un sergent pour le massacre des villageois de Song-My ne servent à rien, car " ce n'est pas à ce niveau qu'il faut chercher les véritables responsables ".

« En outre, a-t-il ajouté, " bien plus grave " que Song-My, il y a toutes les morts de civils causées par les bombardements et les évacuations forcées des paysans de leurs villages. Il estime qu'une commission présidentielle sur les crimes de guerre devrait être créée.

« De son côté, dans une déclaration à l'agence Associated Press et dans les souvenirs qu'il vient de publier, le lieutenant Calley a déclaré que le procès tel qu'il avait commencé ne rendait pas compte de la réalité de la guerre et de ce qui s'était passé à Song-My. " Nous sommes allés au Vietnam pour sauver ces gens-là. Mais nous ne leur avons même pas donné les miettes du repas. Nous n'avons même pas eu la courtoisie d'apprendre leur langue et leurs coutumes. Nous les méprisions et nous les tuions. "

« Le lieutenant Calley affirme d'autre part qu'à l'état-major du bataillon Barker, la torture a été utilisée lors des interrogatoires.

« Le procès d'un autre membre de la compagnie Charlie, responsable du massacre, s'est ouvert le 8 janvier devant la cour martiale de Fort MacPherson. Le sergent, Charles Hutto, vingt-deux ans, est accusé d'avoir tué une demi-douzaine de civils vietnamiens.

« Le jeune sergent a reconnu, dans une déclaration faite à l'enquête, le 17 novembre 1969, avoir participé au massacre. Cette déclaration a été lue à l'audience, vendredi, par le procureur militaire.

« Les soldats sont entrés dans le village au matin du 16 mars, et ce fut le massacre, disait le sergent Hutto. Nous tirions sur les maisons et sur les gens qui couraient ou qui restaient immobiles. Je n'étais pas d'accord avec ces meurtres, mais nous avions reçu l'ordre d'agir ainsi.

« — Pouvez-vous expliquer pourquoi tous les villageois ont été tués ? a demandé le procureur au cours de son interrogatoire.

— Ils étaient tous considérés comme communistes, d'après le capitaine Ernest Médina.

« — Même les bébés et les petits enfants ?

« — Oui.

« Dès la fin du réquisitoire, l'avocat du sergent Hutto, Me Edward Magill, un civil, a demandé l'acquittement de son client pour insuffisance de preuves. Me Magill a déclaré que la responsabilité du massacre incombait au capitaine Ernest Médina, commandant de la compagnie, et aux autres officiers qui ont donné l'ordre d'opération aux troupes. " Leur mission était de tuer ", on n'avait jamais indiqué aux soldats qui y ont participé " ce qu'est un ordre illégal et quand il est bon d'obéir ou de désobéir ", a ajouté l'avocat, soulignant que son client était peu instruit.

« Le capitaine Médina fait l'objet d'une enquête de la part de l'Armée, mais il n'a pas été officiellement inculpé, bien qu'il ait été souvent mis en cause. » (A.F.P., A.P.)

Il est bien certain que cette requête du général en retraite

Telford Taylor n'aura aucune suite, mais elle est parfaitement logique, si l'on veut que les procès de Nuremberg aient une portée morale et soient autre chose qu'une simple vengeance des vainqueurs à l'égard des chefs vaincus.

Le général Yamashita, célèbre par sa victoire-éclair de Singapour sur l'Armée anglaise, inculpé à Tokyo comme criminel de guerre, a été rendu responsable des exactions commises par des unités japonaises isolées dans des régions perdues des Philippines et avec lesquelles il n'avait aucune liaison possible. Il fut condamné à mort et pendu. Les Japonais se sont souvent conduits dans cette guerre avec une brutalité effroyable, mais le choix du général Yamashita comme criminel responsable était un choix malheureux, car c'était un grand et honorable soldat, et l'on pouvait soupçonner les vainqueurs de se venger de leur défaite de Singapour.

D'autre part, les normes juridiques établies à Nuremberg servirent de base aux multiples procès d'épuration qui ont suivi l'avènement du général De Gaulle et ont créé en France une atmosphère de terreur et de révolution. Comme à Nuremberg, l'obéissance aux ordres supérieurs ne fut pas considérée comme une excuse, mais comme un crime. (Exemple : le général Dentz, condamné à mort pour obéissance aux ordres supérieurs et mort en prison de mauvais traitements.)

Dans ces conditions, je m'étonne qu'aucun avocat n'ait fait état des critères de Nuremberg et de Paris 1945 pour défendre des officiers français de l'armée d'Algérie, qui avaient estimé que l'obéissance aux ordres de Paris était incompatible avec leur honneur militaire et leur conscience de soldat.

VI

LES MYSTÉRIEUX ACCORDS DE TÉHÉRAN ET DE YALTA
LE DOCUMENT SECRET ZABROUSKY

En 1949, S. Exc. M. Doussinague, ambassadeur d'Espagne, publiait un livre intitulé : *España Tenía Razón* [1] (L'Espagne avait raison). Ce livre expose l'attitude de l'Espagne face au communisme soviétique, aux Puissances de l'Axe et aux Alliés pendant le déroulement de la guerre. Au cours de cette période, M. Doussinague fut l'adjoint du comte de Jordana, ministre des Affaires étrangères d'Espagne. Il a donc été directement mêlé aux événements dont il nous fait l'historique et son livre est un témoignage de première main. Il nous fait connaître un document secret d'une haute importance concernant les accords de Yalta.

« Le 16 avril 1943 eut lieu à Barcelone, dans le Palais des Rois d'Aragon, une fastueuse cérémonie en l'honneur du 450ᵉ anniversaire du retour du premier voyage de Christophe Colomb lorsque celui-ci se présenta aux Rois Catholiques, Ferdinand et Isabelle, pour leur annoncer la découverte du Nouveau Monde.

« De nombreuses personnalités espagnoles et sud-américaines assistèrent à la cérémonie. Après un solennel Te Deum chanté à la cathédrale de Barcelone, divers discours furent prononcés au Palais royal parmi lesquels celui du ministre

1. José M. Doussinague, *España Tenía Razón*, Ed. Espasa Calpe, Madrid, 1949.

des Affaires étrangères, le comte de Jordana. Ce discours minutieusement préparé et médité était d'une importance capitale et s'adressait au monde entier. Ses répercussions pouvaient en être considérables. Il s'agissait pour le comte de Jordana d'annoncer que l'Espagne franchissait une nouvelle étape dans la réalisation du plan D, destiné à favoriser des négociations de paix.

« Après avoir affirmé l'indépendance totale de l'Espagne à l'égard de toute influence étrangère, le ministre des Affaires étrangères rappela que la politique espagnole — dans le présent comme par le passé — était fondée sur des principes chrétiens et traditionnels et que par conséquent, elle ne pouvait se confondre avec celle des régimes opposés à son idéologie. Ce qui signifiait en termes clairs, qu'il n'était pas possible d'identifier l'Espagne et son gouvernement à un système politique du type national-socialiste. »

Restée à l'écart du conflit mondial, l'Espagne avait la haute mission, le moment venu, de faciliter le rétablissement d'une paix juste et fraternelle, mais aussi d'attirer l'attention des peuples sur la profonde subversion spirituelle et les perturbations de l'économie mondiale qui allaient résulter de la guerre.

« Plus terrible que la guerre, plus destructrice encore, dit le comte de Jordana, plus chargée de haines et de basses passions est la révolution communiste qui représente un danger d'autant plus grand que les énormes dépenses dues à la guerre allaient compromettre la stabilité sociale des nations. »

Quelques heures après le discours du comte de Jordana, le secrétaire d'Etat, Mr. Cordell Hull proclamait, aux Etats-Unis : « Tout le monde sait que l'unique objectif des Nations Unies est la reddition inconditionnelle de l'Allemagne et rien d'autre. »

Mr. Cordell Hull n'avait pas encore entre les mains le texte intégral du discours mais seulement quelques références télégraphiques et il déclara à la presse ne rien savoir de la proposition faite par l'Espagne de négocier dès que possible la paix mondiale.

De leur côté, les cercles bien informés de Berlin et de Rome prétendirent ignorer cette proposition et soulignèrent la résolution de l'Axe de poursuivre sans hésitation la lutte commune jusqu'à ce que soit écarté le péril qui menaçait l'Europe à l'Est et à l'Ouest.

Le ministère de l'Information des Etats-Unis commentant, par la suite, le discours de Barcelone, assura qu'il avait été inspiré par l'Axe. Mais la neutralité évidente de l'Espagne et son désir de travailler sincèrement en faveur de la paix furent reconnus par un grand nombre de nations exemptes d'esprit partisan.

C'est ainsi que le docteur Oliveira Salazar, peu après la déclaration de Barcelone, prononça un discours radiodiffusé d'une grande portée sur la politique extérieure du Portugal dans lequel il rappela la traditionnelle amitié anglo-portugaise et il réaffirma la solidité du Bloc ibérique soucieux de maintenir une politique de neutralité et de rester une zone de paix.

Il rappela aussi le danger que constituait le communisme, « le plus grand problème humain de tous les temps, d'une importance capitale pour l'humanité et pour la vie individuelle et sociale », car dit-il, « là où l'Etat et la machine font de l'homme un esclave, il n'y a pas place pour la liberté humaine ».

Le discours de Barcelone était d'autant plus opportun que le gouvernement espagnol avait eu connaissance d'un document d'une importance telle qu'il risquait de mettre en danger un grand nombre de pays d'Europe. Il s'agissait d'une lettre secrète que le président Roosevelt avait adressée, le 20 février 1943, au juif Zabrousky qui servait alors d'agent de liaison entre le président Roosevelt et Staline.

Voici la lettre en question :

La Maison-Blanche, Washington, 20-2-43.

Cher Monsieur Zabrousky,

« Comme j'ai eu le plaisir de vous le dire ainsi qu'à M. Weis, je suis profondément ému de ce que le Conseil national du jeune Israël ait eu l'extrême bonté de me proposer comme médiateur à notre ami commun Staline, en ces moments difficiles où toute menace de friction au sein des Nations unies — malgré tant de renoncements obtenus — aurait de funestes conséquences pour tous, mais principalement pour l'U.R.S.S. elle-même.

« Il est donc de votre intérêt et du nôtre d'arrondir les angles — ce qui devient difficile à obtenir avec Litvinof auquel j'ai dû faire observer — à mon grand regret — que " ceux qui cherchaient noise à l'Oncle Sam auraient à s'en plaindre ", et cela tant dans les affaires intérieures qu'extérieures. Car ses prétentions, eu égard aux activités communistes dans les Etats de l'Union américaine, sont absolument intolérables.

« Timochenko s'est montré plus raisonnable dans sa brève mais fructueuse visite en manifestant le désir qu'une nouvelle entrevue avec le maréchal Staline constitue un moyen rapide d'arriver à un échange direct de vues. J'estime que cela est de plus en plus urgent, surtout lorsqu'on se souvient de tout le bien qui a résulté du tête-à-tête Staline-Churchill.

« Les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne sont disposés — sans aucune restriction mentale — à donner parité absolue et droit de vote à l'U.R.S.S. dans la réorganisation future du monde de l'après-guerre. Elle fera donc partie — comme le Premier ministre anglais lui a fait dire d'Aden en lui remettant l'avant-projet — du groupe dirigeant au sein du Conseil de l'Europe et du Conseil de l'Asie ; elle y a droit non seulement par sa vaste situation intercontinentale mais surtout par sa magnifique lutte contre le nazisme qui méritera les louanges de l'Histoire de la Civilisation.

« Il est de notre intention — et je parle au nom de mon grand pays et du puissant empire britannique — que ces conseils continentaux soient constitués par la totalité des Etats indépendants respectifs, avec représentation proportionnelle équitable.

« Et vous pouvez, mon cher Mr. Zabrousky, affirmer à Staline que l'U.R.S.S. se trouvera sur un pied de totale égalité et à égalité de voix avec les Etats-Unis et l'Angleterre dans la Direction desdits Conseils (d'Europe et d'Asie). A l'égale de l'Angleterre et des Etats-Unis, elle sera membre du haut tribunal qui sera créé pour résoudre les différends entre les nations et elle interviendra pareillement, identiquement dans la sélection, la préparation, l'armement et le commandement des forces internationales qui, sous les ordres du Conseil continental, veilleront à l'intérieur de chaque Etat au maintien de la paix selon l'esprit de la digne Société des Nations. Ainsi ces entités inter-états et leurs armées annexes pourront imposer leurs décisions et se faire obéir.

« Cela étant : une situation aussi élevée dans la tétrarchie de l'univers doit satisfaire suffisamment Staline pour qu'il ne renouvelle pas des prétentions capables de nous créer des problèmes insolubles. C'est ainsi que le continent américain restera en dehors de toute influence soviétique et sous l'exclusivité des Etats-Unis, comme nous l'avons promis aux pays de notre continent.

« En Europe, la France à qui nous réservons un secrétariat avec voix consultative mais sans droit de vote, prix de sa résistance actuelle et châtiment de sa faiblesse antérieure, la France gravitera dans l'orbite britannique.

« Le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce se développeront sous la protection de l'Angleterre vers une civilisation moderne qui les sortira de leur effondrement historique.

« Nous accorderons à l'U.R.S.S. un accès à la Méditerranée, nous accéderons à ses désirs concernant la Finlande et la Baltique, et nous exigerons de la Pologne une judicieuse attitude de compréhension et de compromis ; Staline conservera

un vaste champ d'expansion dans les inconscients petits pays de l'Est européens — tout en tenant compte des droits qui sont dus à la fidélité de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie — et il récupérera totalement les territoires qui ont été temporairement arrachés à la Grande Russie.

« Et surtout : le danger allemand, après partage du IIIe Reich et incorporation de ses morceaux à d'autres territoires, en vue de créer de nouvelles nationalités sans attache avec lui, disparaîtra définitivement en tant que danger pour l'U.R.S.S., pour l'Europe et pour le monde entier.

« La Turquie — mais à quoi bon en discuter encore : il faut bien comprendre et Churchill a donné en notre nom à tous deux, les assurances nécessaires à Inonu. L'accès à la Méditerranée ménagé à Staline doit lui suffire.

« L'Asie : d'accord avec ses demandes, sauf complications ultérieures. Quant à l'Afrique : que voulez-vous ? Il faut rendre à la France quelque chose et même compenser ses pertes en Asie. Il sera nécessaire aussi de donner quelque chose à l'Egypte comme il a été promis aux Wafdistes. En ce qui concerne l'Espagne et le Portugal, il faudra aussi les dédommager des renoncements nécessaires pour un meilleur équilibre universel. Les Etats-Unis entrent aussi dans la partie par droit de conquête et ils réclameront nécessairement quelques points vitaux pour leur zone d'influence. Cela n'est que trop juste. Quant au Brésil il faudra lui donner la petite expansion coloniale qui lui a été offerte.

« En vue de l'anéantissement rapide du Reich, convainquez Staline, mon cher Monsieur Zabrousky, de céder pour le bien de tous en matière de colonisation de l'Afrique et d'abandonner toute propagande et intervention dans les centres ouvriers d'Amérique. Convainquez-le aussi de ma totale compréhension et de mon entière sympathie, de mon désir de faciliter les solutions, ce qui rend plus opportune que jamais l'entrevue que je propose — il ne s'agit là que des lignes générales d'un plan destiné à être étudié.

« Là est la question et toute la question.

« J'ai vu avec le plus grand plaisir — comme je vous l'ai dit en son temps les termes généreux de la lettre me faisant part de votre décision et du désir que vous exprimez de m'offrir au nom du Conseil national un exemplaire du plus grand trésor d'Israël, le rouleau de la Torah. Cette lettre vous donne la preuve de mon acceptation : à la loyauté je réponds avec la plus grande confiance. Daignez, je vous en prie, faire part de ma gratitude envers la Haute Entité que vous présidez en rappelant l'heureuse occasion du banquet de son 31e anniversaire.

« Je désire que vous ayez le plus grand succès dans votre travail d'interprète. Très sincèrement vôtre. »

Signé : Franklin Roosevelt.

« Ainsi, nous dit M. Doussinague, par le bon vouloir de M. Roosevelt qui préparait l'entrevue de Téhéran en plein accord avec Staline, l'Europe centrale, à l'exception de la Turquie et de la Grèce, elle-même d'ailleurs amputée de la Thrace pour laisser libre accès de la Méditérranée à l'U.R.S.S., les pays baltiques et certains pays d'Europe occidentale : Hollande, Belgique et Suisse, passaient sous la domination soviétique, tandis que l'Allemagne était dépecée et que le continent asiatique, y compris les colonies françaises, entraient eux aussi dans la sphère soviétique. En Afrique, des promesses étaient faites à Staline. En contrepartie, l'Europe occidentale : Italie, France, Espagne et Portugal passaient sous la protection de l'Angleterre. L'Amérique restait entièrement en dehors de l'influence et de la propagande soviétiques.

« Mais qui plus est, l'U.R.S.S. intervenait dans le choix et la préparation des forces internationales qui allaient agir à l'intérieur de tous les Etats européens, y compris ceux de l'Occident, les Etats d'Asie constitués en Conseil de l'Asie et les Etats européens constitués en Conseil de l'Europe allaient être dirigés par un groupe comprenant sur un pied de totale égalité l'Angleterre, le Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine, au mépris du droit à l'indépendance de chacun de ces

pays et de tout ce qui représentait la civilisation chrétienne du vieux continent.

« L'Espagne comme tous les autres pays européens serait soumise à ce directoire dont ferait partie son pire ennemi, celui qui pendant toute la guerre civile avait mené la lutte contre nous et ne pouvait pardonner à l'Espagne la défaite des siens sous la conduite du général Franco.

« Un simple coup d'œil à cette lettre suffit à expliquer la stupeur, l'émotion et l'épouvante avec laquelle nous en prîmes connaissance. On comprendra notre désir ardent de voir arriver de toute urgence la paix avant que les plans du président Roosevelt ne se réalisassent. La connaissance de cette lettre fut la clé des faits et gestes de l'Espagne et elle servit de base aux discours politiques de ses dirigeants. Grâce à elle *nous savions*[2] ce qu'allait être l'après-guerre... Une immense catastrophe menaçant de s'abattre sur l'Europe et sur toute sa vieille civilisation. »

Le 9 mai 1943, à Almeria, le général Franco prononça un important discours dont voici les principaux points :

« Après avoir renouvelé les appels de l'Espagne à la paix, parce qu'il lui paraissait insensé de continuer la guerre derrière laquelle se profilait quelque chose de pire encore : le communisme, le général Franco expliqua comment le communisme, semeur de haine et de barbarie, était l'anti-Europe, la négation de notre civilisation et la destruction de tout ce qui nous est le plus cher et le plus précieux.

« En prononçant ce discours, le général Franco avait en vue la lettre de Roosevelt à Zabrousky et il souhaitait qu'une solution fût apportée au conflit avant que ne fussent réalisées les incroyables concessions que cette lettre faisait à l'U.R.S.S.

« Un des principaux obstacles auxquels pouvait se heurter le plan de paix espagnol était l'existence d'une authentique

2. Souligné dans le texte.

incompatibilité entre les idées nationales-socialistes et le reste du monde civilisé. Pour que les propositions espagnoles aient une chance de réussir, il était nécessaire de diminuer l'écart qui séparait les principes en présence, principes non seulement politiques mais plus encore religieux, les seuls vraiment importants car ils plongent leurs racines au fond des âmes.

« Deux jours après ce discours, l'ambassadeur des Etats-Unis, Mr. Carlton Hayes, adressa au Département d'Etat de Washington, une lettre secrète, dont le contenu parvint au gouvernement espagnol, dans laquelle il demandait que les discours de Barcelone et d'Almeria ne soient pas interprétés aux Etats-Unis comme étant inspirés par l'Axe. L'Espagne, écrivait-il, veut avant tout conserver une politique indépendante, non inféodée à une puissance étrangère et elle veut se tenir à l'écart de tout compromis. Elle est décidée à se défendre contre tout agresseur éventuel de quelque côté qu'il vienne : Axe ou Alliés. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'elle évolue en faveur d'une victoire des Alliés.

« Le plan D espagnol en faveur de la paix ne rencontra que scepticisme de part et d'autre des belligérants. Une intense campagne de presse contre l'Espagne se déchaîna, surtout après les discours de Barcelone et d'Alméria, en Angleterre et surtout aux Etats-Unis où la guerre n'était pas populaire et où le gouvernement était contraint d'utiliser une active propagande pour convaincre la population américaine d'accepter les sacrifices exigés par la guerre et pour tirer d'elle le maximum de rendement.

« Roosevelt qui se faisait une idée fausse de l'Espagne avait mis au point un plan d'invasion de l'Espagne au moment où ses troupes débarquaient en Afrique et il prépara l'opinion à cette éventualité par une campagne calomnieuse de presse et de radio. Pourtant l'attitude conciliatrice de l'Espagne et l'assurance qu'elle avait donnée de ne prendre aucune mesure préjudiciable aux Alliés et à leurs futures opérations militaires en Méditerranée furent reconnues par

l'ambassadeur des Etats-Unis à Madrid qui écrivit dans ce sens le 22 juin 1943 au Département d'Etat.

« Vers la fin de 1942 et au début de 1943 les Alliés augmentèrent leur pression sur l'Espagne pour qu'elle améliorât ses relations avec l'U.R.S.S. La Russie commençait à l'époque à prendre l'initiative des combats et elle inaugurait la série de victoires qui allait la conduire de la Volga à Berlin. Elle jouissait d'un prestige considérable chez les Alliés qui considéraient alors le communisme moins dangereux pour les pays à économie saine que le nazisme, grand perturbateur du monde.

« Pour l'Espagne, au contraire, le véritable ennemi commun de l'Angleterre et des Etats-Unis comme de l'Allemagne et de l'Italie restait l'U.R.S.S. Ce point de vue allait être vivement combattu par les Etats-Unis qui invitèrent l'Espagne à collaborer avec la Russie faute de quoi l'Amérique devrait renoncer à l'aide économique qu'elle lui apportait.

« Les ambassadeurs d'Espagne eurent à ce sujet des échanges de vue avec les gouvernements allemands, italiens ainsi qu'avec le Vatican.

« S. S. le pape Pie XII reçut le 18 mars 1943, notre ambassadeur, M. Barcenas, en audience. Il se félicita de l'accord qui régnait entre le gouvernement espagnol et le Vatican ; il approuva notre attitude à l'égard du péril national-socialiste et il s'exprima à ce sujet en termes très durs, ne se faisant aucune illusion sur un apaisement éventuel de la politique antireligieuse du Reich. Il estimait que cette politique obéissait aux dogmes fondamentaux du régime et que la persécution contre l'Eglise catholique de Pologne atteignait une violence incroyable.

« Cette audience de S. S. Pie XII a une grande importance pour juger la pensée intime des dirigeants espagnols à l'égard des doctrines nationales-socialistes car le Souverain Pontife, lui-même, nous montrait que l'attitude du gouvernement espagnol était conforme à sa propre pensée.

« C'est pendant cette période de tension que le 21 octobre 1943 M. Hayes, ambassadeur des Etats-Unis à Madrid remit au comte de Jordana une lettre dans laquelle il parlait au nom de son gouvernement. Il reprochait à l'Espagne de confondre le communisme avec la Russie et lui demandait de cesser ses attaques officielles contre ce pays, membre important des Nations unies et allié des Etats-Unis. L'ambassadeur américain accusait le gouvernement d'Espagne d'avoir des complaisances pour l'Allemagne nazie et d'être ainsi le seul pays libre à lui être favorable. " Le communisme, écrivait-il, était un problème essentiellement intérieur à la Russie et n'affectait aucunement les pays où le niveau de vie, suffisamment élevé, rendait impossible son développement. " *Selon Hayes les attaques systématiques de l'Espagne contre l'U.R.S.S. allaient rendre difficile l'aide économique que les démocraties apportaient à l'Espagne* car les Alliés, non seulement n'avaient nullement l'intention de faire front contre le communisme à la fin de la guerre, mais allaient permettre à la Russie de collaborer étroitement avec les Nations unies dans les futures conférences internationales de la Paix.

« En résumé, le gouvernement des Etats-Unis ne voyait pas sans déplaisir l'attitude de l'Espagne face à la Russie soviétique et il la considérait comme un obstacle puissant à l'amélioration des relations entre l'Espagne et les Etats-Unis.

« En partant, l'ambassadeur américain remit au comte de Jordana une note résumant la teneur de sa communication. Lorsqu'il se fut retiré, le comte de Jordana lut la note avec soin et écrivit en tête de la première page : Cette note est d'une extrême gravité car il ne parle pas en son nom propre mais au nom de son gouvernement. »

« Quelques jours après le comte de Jordana répondit à l'ambassadeur Hayes. Opposant le point de vue américain influencé par la psychose de la guerre et l'aide puissante apportée par l'U.R.S.S. à la victoire commune et le point de vue espagnol pour qui ce dernier pays était l'artisan de la révolution mondiale, le comte Jordana élevait le problème sur un plan spirituel qui dépassait de beaucoup l'actualité.

Pour lui la guerre n'était qu'un phénomène passager et relativement secondaire par rapport au problème essentiel que représentait le communisme.

« L'Espagne, par sa situation privilégiée de pays neutre pouvait regarder avec plus de sérénité et d'objectivité les grands problèmes de l'heure. Et parce qu'elle fondait sa politique sur des principes chrétiens elle considérait que le problème le plus fondamental de l'époque était constitué par le mouvement révolutionnaire bolchevique des masses éloignées de la foi et qui tendait à s'emparer de tous les pays par le désordre et la violence. »

Voici les principaux passages de la lettre du comte de Jordana :

« Comme le général Franco l'a exprimé maintes fois et tout particulièrement dans son discours du 1er octobre, l'Espagne estime qu'indépendamment du sort des armes et antérieurement à la guerre il existe dans le monde un problème spirituel de la plus extrême importance constité par l'ambiance révolutionnaire des masses, éloignées de toute croyance en Dieu, qui aspirent à améliorer leur situation économique par la violence sans aucun scrupule sur le choix des moyens. Cet esprit révolutionnaire de différentes nuances est embrigadé sous le nom générique de bolchevisme. La guerre est un phénomène passager tandis que l'esprit révolutionnaire des masses constitue le problème fondamental de notre époque, beaucoup plus profond et durable que la guerre elle-même.

« Vous comprendrez, monsieur l'Ambassadeur, mon étonnement et ma crainte devant votre conviction qu'on puisse combattre le péril révolutionnaire par une simple amélioration du niveau de vie des classes nécessiteuses, comme s'il n'y avait pas des millions de partisans communistes dans les pays qui jouissent du niveau de vie le plus élevé. J'ai peine à croire que quelqu'un puisse penser que ce gigantesque péril qui menace notre civilisation se réduise à une petite question de réajustement de salaire. Non, monsieur l'Ambassadeur, il ne s'agit pas seulement d'un problème économique ni même d'un problème social, en donnant à ce mot son sens le plus large...il s'agit d'un problème spirituel, d'un mal de la plus extrême gravité qui touche au plus profond de l'âme humaine car lorsqu'on enseigne aux masses que la morale n'est qu'un préjugé bourgeois et qu'il n'y a pas de justice supérieure devant laquelle nous sommes responsables de nos actes, on les prive de tout frein et on les lance à l'assaut de tous les obstacles qui s'opposent à la satisfaction de leurs instincts les plus brutaux...

« On ne peut pas dire que le bolchevisme soit un problème purement interne russe. Le gouvernement espagnol détient des documents et des preuves qui prouvent que le mouvement communiste espagnol a été organisé par des agents envoyés de Moscou ; et personne n'ignore que l'esprit révolutionnaire qui bouillonne de manière souterraine sur toute la surface de la planète est soutenu et appuyé d'une manière intérieure par le gouvernement de l'U.R.S.S. Son slogan : *Prolétaires de tous pays unissez-vous,* est le drapeau de la rébellion contre la société telle qu'elle est conçue actuellement et un appel à sa destruction.

« L'U.R.S.S. préconise le régime de la dictature du prolétariat, dictature qui doit s'imposer par la force. Si l'Espagne n'a aucun grief contre la Russie en tant que nation, elle voit avec grande inquiétude que l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est donné pour mission d'organiser la révolution dans le monde entier. Du fait que la Russie ait semé depuis vingt ans la semence communiste à travers le monde, les triomphes militaires de son armée étaient interprétés par les milieux troubles de tous les pays comme signes avant-coureurs de la subversion sociale et de la victoire du communisme dans le monde.

« L'Espagne n'attaquait pas la Russie, en tant que telle ; elle se défendait contre le communisme dont elle avait eu

tant à souffrir récemment par les milliers de morts et les innombrables destructions dus à l'activité communiste.

« Considérant le vrai visage de l'U.R.S.S., sa doctrine, ses sombres desseins, l'Espagne ne voyait pas sans crainte les victoires militaires soviétiques derrière lesquelles se profilait un avenir terrifiant, notamment pour les pays européens éventuellement occupés par les armées soviétiques. C'est pourquoi elle ne pouvait partager l'optimisme de l'Ambassadeur des Etats-Unis ni en ce qui concernait la prétendue liberté religieuse dont jouissait l'U.R.S.S. à l'heure présente et qui apparaissait à finalité purement politique ni en ce qui concernait une soi-disant évolution du régime soviétique.

« L'Espagne pouvait affirmer en toute connaissance de cause que tout régime démocratique, aussi proche fût-il du régime soviétique, serait en fin de compte mis à profit par les agents russes en utilisant les libertés qu'il leur concède pour lui substituer leur propre régime. Ainsi en était-il advenu à Madrid pendant la guerre civile lorsque Largo Caballero, « Le Lénine espagnol », chef du gouvernement rouge, fut renversé par une faction républicano-démocratique, sortie du sein du bloc communiste. Bien que ces républicains eussent sans protestation de leur part, toléré les atrocités communistes, ils n'en furent pas moins chassés à leur tour par les agents russes et leurs séides qui, en mars 1939, provoquèrent une véritable révolution et de violents combats, au sein des Rouges espagnols, entre les communistes et les républicains. »

Et Monsieur Doussinague continue :

« Le ministre des Affaires étrangères espagnol avait la notion très nette que le dialogue engagé par l'ambassadeur Hayes avait exprimé le point de vue du Département d'Etat et sa réponse du 29 octobre, en exposant avec une grande sincérité et une argumentation solide la définition doctrinale de la politique et de la pensée espagnoles, face au conflit, était le document le plus important de tous ceux qui avaient été publiés jusqu'alors.

« La réponse de l'ambassadeur Hayes au ministre des Affaires étrangères espagnol, du 27 décembre 1943, tint quelque peu compte des arguments présentés par le comte de Jordana mais elle n'en continuait pas moins à considérer la Russie comme une victime de l'agression allemande. »

En voici les points principaux :

« L'ambassadeur manifestait son accord sur le principe que le communisme marxiste était un réel danger pour le monde libre. Mais en même temps, il pensait que l'Espagne, sous l'empire de sa psychose de la récente guerre civile, avait une peur exagérée de l'U.R.S.S. et une confiance démesurée en l'Allemagne nazie.

« Il ne pouvait croire que le communisme russe malgré son régime de terreur des premières années de son existence et son influence subversive en Espagne avant et pendant la guerre civile, constituât un danger supérieur au nazisme allemand beaucoup plus menaçant pour la liberté des nations et la civilisation traditionnelle et chrétienne. C'est l'Allemagne qui avait attaqué la Russie et qui s'était jetée sur l'Europe pour la dévaster. L'ambassadeur américain oubliait qu'en 1939, d'accord avec l'Allemagne, la Russie soviétique avait envahi la Pologne, la Lithuanie, l'Esthonie, la Lettonie — dont elle avait déporté les habitants — et qu'elle avait brutalement attaqué la Finlande.

« Après la guerre, pensait-il, la Russie ne représentera pas pour l'Europe et le monde une menace comparable à celle que représente l'alliance de l'Allemagne nazie et du Japon païen. L'U.R.S.S. d'ailleurs aurait longtemps besoin de ses alliés pour reconstituer ses ruines et elle serait par là même obligée de respecter la Charte de l'Atlantique. La renaissance du sentiment religieux et patriotique était une garantie, pour l'avenir, de sa bonne volonté et de son désir de collaboration internationale. L'Espagne ne pourrait donc pas conti-

nuer à jouer son rôle pacificateur si elle maintenait une attitude d'intransigeance à l'égard de la Russie.

« Le 11 janvier 1944 le comte de Jordana répondait à la lettre de l'ambassadeur Hayes pour lui dire notamment que la lutte que menait l'Espagne contre le communisme dépassait beaucoup, par son esprit, celle que soutenait l'Axe.

« A tout instant, il fallait faire la distinction entre les erreurs de principe de l'hitlérisme qui répugnait à la conscience catholique de notre nation et la situation de l'Allemagne qui occupait une position d'avant-garde dans la défense de l'Europe face à l'effrayante poussée venue des steppes de l'Asie. Si l'on désirait la rectification des doctrines si équivoques du nazisme, ce n'était pas une raison pour détruire la force défensive de l'Allemagne considérée comme unité combattante de première ligne face à l'invasion ténébreuse asiatique et pour cela, il fallait sauver la nation allemande des risques d'anéantissement. Bref, si le nazisme était une idée décidément abominable, l'Allemagne était pour un diplomate une réalité européenne avec laquelle il fallait compter.

« L'échange de correspondance terminé, l'ambassadeur des Etats-Unis et ses collaborateurs n'en continuèrent pas moins à travailler à l'amélioration des relations entre l'Espagne et l'U.R.S.S., mais sans grande illusion sur la possibilité de faire changer d'opinion le comte de Jordana et le gouvernement espagnol. Celui-ci d'ailleurs restait persuadé que bientôt les Etats-Unis allaient inévitablement rejoindre la position de son pays.

« L'avenir devait montrer la justesse des positions du comte de Jordana quant au péril soviétique et " à la renaissance du sens religieux en Russie. "

« En décembre eut lieu la conférence de Téhéran où deux hommes, Staline et Roosevelt, auxquels tenta en vain de s'opposer Churchill, purent disposer sans aucun contrôle des destins du monde et brouiller librement les cartes de l'avenir des pays non communistes et du sort de leurs habitants.

« Nous savons maintenant, écrit l'ambassadeur Doussinague, que pour des raisons militaires Eisenhower et le gouvernement américain s'opposèrent au plan de Churchill préconisant un débarquement dans les Balkans.

« Si le plan de Churchill l'avait emporté, l'histoire de ces dernières années n'aurait pas été aussi remplie de larmes et d'horreurs.

« En général, le point de vue strictement militaire concentre ses efforts en vue de la solution de problèmes immédiats. On lui sacrifie ainsi l'avenir ou, ce qui revient au même, on prépare de nouveaux problèmes parfois plus graves qu'on aurait pu prévoir et étouffer avant qu'ils n'aient pris corps. Un véritable homme politique se place à un poste d'observation élevé d'où il peut avoir une vision lointaine. Renoncer aux critères politiques pendant le combat c'est renoncer à voir ce qui se passera demain. »

Il nous faut maintenant conclure ce chapitre d'histoire espagnole.

La lettre secrète de Roosevelt à Zabrousky, publiée dans le livre de l'ambassadeur Mr. Doussinague est un document extrêmement important et il nous paraît extraordinaire que ce document, reproduit dans un livre à caractère officieux, écrit par un diplomate ex-secrétaire du comte de Jordana et mis publiquement en vente en Espagne, il nous paraît extraordinaire que ce document soit resté pratiquement inconnu en dehors d'Espagne. Seul à ma connaissance, un journal français l'a mentionné il y a de cela quelques années, mais le journaliste qui avait écrit un article à ce sujet ne semble pas avoir bien compris la portée de ce document et sa publication n'eut pratiquement aucun retentissement. L'ambassade des Etats-Unis consultée à ce sujet fut manifestement très embarrassée par cette publication ; elle hésita pendant longtemps avant de répondre puis finalement fit paraître une courte note disant que le Département d'Etat n'avait pas trouvé trace de cette lettre dans ses archives.

En dehors même de la prudence inhérente à tout service diplomatique, cette réponse ne signifie strictement rien puisqu'il s'agit d'une correspondance personnelle et secrète échangée entre le président Roosevelt et Mr. Zabrousky, son intermédiaire auprès de Staline.

Le gouvernement espagnol n'a pas divulgué ses sources ; tout autre gouvernement en aurait fait autant à sa place. Nous savons seulement que c'est une personnalité de l'entourage immédiat de Roosevelt qui a communiqué secrètement ce document au gouvernement espagnol.

Le gouvernement espagnol était absolument certain de son authenticité puisque sa politique et les discours de ses dirigeants en ont été profondément influencés ; d'autre part, il est un fait indéniable : les accords de Téhéran et de Yalta ont été conformes à la ligne indiquée dans cette fameuse lettre.

J'ai été personnnellement interroger l'auteur du livre, M. Doussinague, qui était alors ambassadeur à Rome. Il m'a accordé une audience et sans naturellement me révéler aucun secret diplomatique, il m'a fait une remarque pleine de bon sens :

« L'authenticité de ce document, m'a-t-il dit, ressort de son contexte même. Reportez-vous à l'époque dont il s'agit ; à moins d'être un visionnaire qu'on aurait taxé de démence, quel est celui d'entre nous qui aurait jamais pu imaginer à l'avance que Roosevelt, agissant en son nom personnel, allait livrer secrètement et sans aucune contrepartie la moitié de l'Europe et de l'Asie aux Soviets. »

Il ressort de ce document un certain nombre de constatations :

1. On a voulu justifier Roosevelt en disant qu'à Yalta c'était un mourant incapable de se défendre qui avait mené les négociations. La lettre à Zabrousky nous prouve au contraire que les accords de Yalta ont été préparés à l'avance par une entente secrète entre Roosevelt et Staline.

2. Ce sont des Juifs qui ont servi d'intermédiaire entre Roosevelt et Staline. Cela confirme l'énorme influence que les conseillers juifs de son entourage exerçaient sur Roosevelt et leurs tendances communisantes.

3. Les milieux juifs ont donc une lourde responsabilité dans le désastreux traité de Yalta et dans la mainmise soviétique sur l'Europe et l'Asie.

4. Ceci n'enlève rien à la responsabilité personnelle de Roosevelt. On reste stupéfait devant son inconscience et son incompréhension face au communisme stalinien. Il n'y a que deux explications possibles à cette attitude : ou il était vraiment inconscient, ce qui paraît étonnant de la part d'un politicien aussi retors, ou il était un agent conscient de subversion, entièrement dominé par les influences juives.

Dans les deux cas, sa présence à la tête du gouvernement américain et sa toute-puissance à un moment crucial de l'histoire présentaient un danger mondial pour l'avenir du monde civilisé occidental. L'Amérique est la première actuellement à payer l'aveuglement politique de ses dirigeants.

Aujourd'hui les prédictions du comte de Jordana se sont réalisées.

Les U.S.A. sont depuis des années en état de guerre froide avec le communisme russe et chinois ; l'Amérique entretient une flotte et une aviation gigantesques en état permanent d'alerte sur le pied de guerre ; elle maintient une importante armée qui monte la garde tout le long du rideau de fer.

En Asie, elle a dû mener une guerre coûteuse contre le communisme chinois en Corée ; elle a remplacé l'Allemagne dans « son alliance impie avec le Japon païen » et elle arme fiévreusement ce dernier contre leur ennemi commun. En Asie du Sud-Est, l'Amérique s'engage tous les jours davantage dans une guerre meurtrière contre le communisme russe et chinois, guerre dans laquelle elle n'a pas jusqu'ici le dessus,

que tout le monde prévoit longue, difficile, sanglante et qui s'envenime dangereusement en prélude d'un nouveau conflit mondial.

Sans parler de Cuba, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique et autres points chauds du globe.

Avec le recul du temps et à la lumière de l'histoire, nous pouvons aujourd'hui affirmer : « *oui, l'Espagne avait raison* ».

***

Les tragiques événements de Tchécoslovaquie ont ramené l'attention sur les accords de Yalta. Les Etats-Unis sont accusés de n'avoir rien fait pour s'opposer à l'envahissement de la Tchécoslovaquie par les tanks russes, parce que ce pays faisait partie de la zone d'influence attribuée aux Russes en Europe par les accords de Yalta.

Sur ce, l'envoyé spécial des Etats-Unis à Paris, Mr. Averell Harriman, chargé de diriger les négociations avec le Viet-nam, déclara tout récemment avec force : il n'y a pas eu à Yalta de partage du monde en zones d'influence.

Le document Zabrousky, que nous avons publié par ailleurs, nous démontre que, dans l'esprit de Roosevelt, il y a bien eu un partage de zones d'influence. Mais le document Zabrousky est un document secret, dont seul le gouvernement espagnol pourrait prouver l'authenticité, authenticité qui ne faisait aucun doute pour le comte Jordana alors ministre des Affaires étrangères d'Espagne.

A la fin du printemps dernier, je tenais une conférence de presse à Londres et j'y mentionnai le document Zabrousky, document totalement inconnu jusqu'alors, en Angleterre et aux Etats-Unis. A l'issue de cette conférence, un auditeur américain vint me dire : ce document est certainement authentique car il en existe une confirmation dans les mémoires du cardinal Spellman. Il se trouve effectivement dans ces mémoires un long passage, qui est une confirmation implicite très frappante de ce fameux document.

Le 1er septembre 1943, le cardinal, alors archevêque, dîna à la Maison-Blanche avec le président Franklin Roosevelt et Winston Churchill. Le lendemain, vendredi 2 septembre, il eut une conversation d'une heure et demie, seul à seul, avec le président, conversation que le cardinal nota aussitôt dans ses mémoires.

Le cardinal y résuma la pensée de Franklin Roosevelt telle qu'elle lui fut exposée au cours de cet entretien. La voici telle que la relate le R. P. Gannon [3].

« Le monde sera divisé en sphères d'influence. La Chine aura l'Extrême-Orient ; les Etats-Unis, le Pacifique ; l'Angleterre et la Russie auront l'Europe et l'Afrique. Mais comme la Grande-Bretagne a des intérêts coloniaux prédominants, on peut mettre en fait que la Russie dominera l'Europe. Chang Kaï-Chek sera tenu au courant des grandes décisions concernant l'Europe, mais il n'aura pas d'influence sur elles. Il en sera peut-être de même — quoique à un moindre degré — pour les Etats-Unis. Roosevelt espérait — quoique ce soit là un vœu platonique — que l'intervention russe en Europe ne deviendrait pas trop dure.

« La dernière *Ligue des nations* n'a pas été un succès parce que les petits Etats avaient le pouvoir d'intervenir. La future ligue comprendra seulement les quatre grandes puissances : Etats-Unis, Angleterre, Russie, Chine. Les petits Etats auront une voix consultative, mais sans pouvoir de décision ou de vote.

« Nous obtiendrons un rendez-vous avec Staline aussitôt que possible ; le président croit qu'il lui est possible d'arriver plus facilement que Churchill à une entente avec Staline. Churchill est trop idéaliste alors que lui est un réaliste, comme l'est Staline. Par conséquent, une entente entre les deux sur une base réaliste est probable. Mon vœu, disait-il, serait, quoi-

3. Robert I. Gannon S. J., *The Cardinal Spellman Story*, Edition originale Doubleday and Company, 1962. Edition de Poche. Pocket Books Inc., New York, 1963.

que ce semble improbable, d'obtenir de Staline une promesse de ne pas étendre le territoire russe au-delà d'une certaine ligne. Il recevra certainement la Finlande, les Etats baltes, la moitié orientale de la Pologne, la Bessarabie. Il serait tout à fait inutile de s'opposer sur ce point aux désirs de Staline, parce qu'il a de toute manière le pouvoir de s'en emparer. Il vaut donc mieux les lui donner gracieusement.

« De plus, la population de la Pologne orientale veut devenir russe. Mais, il n'est pas du tout certain que Staline se contentera de ces frontières. Sur la remarque que la Russie avait déjà nommé des gouvernements à caractère communiste pour l'Allemagne, l'Autriche et autre pays, gouvernements qui peuvent instaurer un régime communiste sans que les Russes aient même besoin d'intervenir, il a reconnu qu'il fallait s'y attendre. Lorsque je lui demandai si les Alliés ne feraient pas quelque chose de leur côté pour contrecarrer ce mouvement en donnant des encouragement aux meilleurs éléments de ces pays, de même que la Russie encourage et soutient les communistes, il déclara que rien de ce genre n'avait été prévu. Il est, par conséquent, probable que les régimes communistes s'étendront en Europe, mais que pouvons-nous y faire ? La France pourra peut-être y échapper, si elle a un gouvernement à la Léon Blum ; le Front populaire y sera si avancé que les communistes pourront éventuellement l'accepter. A la question directe de savoir si l'Autriche, la Hongrie et la Croatie tomberont sous quelque sorte de protectorat russe, la réponse a été clairement, oui. Mais il ajouta : " Nous ne devons pas perdre de vue les magnifiques succès économiques de la Russie. Ses finances sont saines. " Il est naturel que les pays européens subissent de terribles changements pour s'adapter à la Russie, mais il espère que dans dix ou vingt ans, l'influence européenne amènera les Russes à devenir moins barbares.

« Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne peuvent pas combattre les Russes. La production russe est si importante que l'aide américaine, les camions exceptés, est négligeable. Il espère que d'une amitié forcée pourra sortir bientôt une amitié réelle et durable. Les populations européennes auront tout simplement à endurer la domination russe dans l'espoir qu'au bout de dix ou vingt ans, elles arriveront à vivre en bonne entente avec les Russes. Finalement, il espère que les Russes prendront 40 % du régime capitaliste, les capitalistes retiendront seulement 60 % de leur système et de la sorte, une entente générale sera possible. C'est aussi l'opinion de Litvinoff.

« Nul gouvernement autrichien en exil n'est prévu ou toléré ; il n'y aura pas d'oppositition à un régime autrichien communiste dominé par les Russes. La seule chose qui pourrait sauver l'Autriche du communisme serait qu'Otto d'Autriche arrive à reconquérir le trône avec l'aide de la Hongrie. Mais, même alors, il faudrait qu'il compte avec les Russes.

« Sur ce point (l'Allemagne), Roosevelt et Churchill sont arrivés à un accord : l'Allemagne sera morcelée. Elle n'aura plus de gouvernement central mais sera sous la domination des quatre Grands, principalement de la Russie. Il n'y aura pas de traité de paix, simplement un décret des quatre Grands. L'Allemagne pourra s'exprimer mais ce qu'elle dira n'aura aucune influence. L'Allemagne sera divisée entre les Etats suivants : Bavière, Etat rhénan, Saxe, Hesse, Prusse ; le Wurtemberg deviendra partie de la Bavière. La Saxe s'emparera d'une partie de la Prusse. Le Hanovre deviendra un Etat indépendant ; l'Allemagne sera désarmée pour quarante ans. Elle n'aura plus d'aviation militaire, elle n'aura plus d'aviation civile ; aucune Allemand ne sera autorisé à apprendre à piloter.

« La Pologne, si elle est restaurée, obtiendra la Prusse orientale.

« Des plébiscites auront lieu dans les pays suivants : France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Norvège, Grèce. Aucun plébiscite n'est prévu pour la Tchécoslovaquie.

« A cette époque, poursuit le R. P. Gannon, la hiérarchie (catholique ?) américaine exprima publiquement sa profonde inquiétude devant la part grandissante attribuée à la Russie

soviétique dans la distribution des dépouilles de la victoire. Ses membres étaient d'accord pour admettre que le sécularisme, l'exploitation et le totalitarisme, qu'ils soient fascistes, nazis ou communistes, ne pourront jamais amener une paix durable, et l'archevêque Spellman, lui-même, demandait instamment que nous ne soyons pas animés par un esprit de vengeance, qui détruirait notre victoire.

« Alors que l'archevêque était encore l'hôte de la Maison-Blanche, la nouvelle y parvint que Montgomery avait réussi à débarquer deux divisions à travers le détroit de Messine et que l'invasion alliée du continent occidental était enfin un fait accompli.

« Au cours des deux mois suivants, il y eut la destruction insensée de l'abbaye du Mont Cassin, le bombardement de Rome et les menaces qui pesaient sur la ville. L'archevêque saisit toute occasion pour demander publiquement qu'on épargnât la capitale du catholicisme. Parlant devant soixante-quinze mille personnes au stade de New York, il demanda des prières publiques pour que Rome, la ville de l'Ame, la Rome éternelle, ne soit pas détruite et, par-dessus tout, pour que Rome ne soit pas détruite par nous... (Américains). Il s'ensuivit une intense polémique dans la presse dont certains organes proclamaient le slogan populaire à l'époque : " Toutes les églises de Rome ne valent pas la vie d'un seul soldat américain. "

« Mgr Spellman avait toujours eu une profonde admiration et une grande amitié pour le président Roosevelt, qu'il considérait comme un génie politique, mais, à la suite de ces événements, sa dévotion envers Roosevelt fut très ébranlée : plus il réfléchissait à la politique de capitulation inconditionnelle, plus il la discutait avec des militaires de haut rang, plus elle lui paraissait inacceptable ; non seulement, elle renforçait la résistance allemande, et, coûtait aux deux côtés d'innombrables pertes, mais elle rendait absolument futiles les prières du Pape lui-même. La phrase favorite du Saint-Père, répétée sans interruption, avait toujours été : " Paix dans la Justice " ; mais quelles forces armées au monde ont jamais été justes avec un ennemi réduit à l'impuissance totale ?... Puis pour compliquer les choses, la seconde conférence de Québec eut lieu en septembre. A cette conférence, le plan Morgenthau fut accepté sans aucune réserve par Churchill et par Roosevelt. Ce plan avait pour but l'annihilation du peuple allemand en démembrant son pays et en donnant des morceaux de chair à tous ses voisins, en détruisant toutes les mines et toutes les usines et en condamnant 70 millions d'êtres humains à vivre sur un morceau de terre, qui ne pourrait pas nourrir la moitié d'entre eux ; un plan caractérisé par le secrétaire Hull comme étant un plan de vengeance aveugle.

« Le jour même, où Hull reçut le mémoire du président, concernant le plan Morgenthau, il en reçut un autre l'informant que Morgenthau avait présenté à Québec, en conjonction avec le plan pour l'Allemagne, une offre de crédit à l'Angleterre d'un montant de six milliards et demi de dollars. Le secrétaire d'Etat écrivit par la suite : ceci nous permet de croire qu'en échange de ce don, il obtint l'accord de Churchill à ce plan catastrophique pour l'Allemagne.

« Au retour de Roosevelt à Washington, Hull s'aperçut que le président ne semblait pas du tout réaliser la nature dévastatrice du mémorandum du 15 septembre auquel il avait donné son accord.

« Peu après, le secrétaire d'Etat Stimson eut avec le président, une conversation à la suite de laquelle il arriva à la même conclusion ; il m'informa (dit Hull) qu'il avait lu au président plusieurs passages de son mémorandum daté du 15 septembre, mémorandum qui concluait sur cette phrase : " Nous envisageons de convertir l'Allemagne en un pays agricole et pastoral. " Stimson me dit que le président fut franchement stupéfait en entendant cette phrase, qu'il ne comprenait pas comment il y avait donné son accord et qu'il l'avait fait manifestement sans y réfléchir.

« Ce changement menaçant dans la pensée du président inquiéta beaucoup l'archevêque ; cela lui rappela des bribes

de conversation qui l'avaient déjà troublé au cours de plusieurs de ses visites amicales à la Maison-Blanche. Il se rappelait le sourire désarmant avec lequel Roosevelt lui avait dit : " Le Pape s'inquiète beaucoup trop du communisme " et la chaleur avec laquelle le président exprimait sa sympathie pour la grande démocratie soviétique ; la Russie, dit-il, un soir, alors qu'ils étaient assis après dîner à la Maison-Blanche, a besoin de protection. Elle a été envahie deux fois, vous savez. C'est pourquoi, nous lui donnerons une partie de la Pologne et nous récompenserons la Pologne avec une partie de l'Allemagne.

« L'archevêque protesta : " Cette décision ne peut contraindre la Pologne à devenir russe si ce n'est en expulsant la population du pays. Il est absolument immoral de déraciner ainsi des peuples entiers en leur prenant leurs maisons, leurs églises et même leurs cimetières. "

« Il se rappelait spécialement l'entrevue qu'il avait eue avec le président, la semaine qui précéda son départ pour la conférence de Téhéran avec Staline et Churchill. Il avait été choqué profondément qu'il fasse la moitié du chemin pour rencontrer le dictateur rouge sur son propre terrain et il le lui dit ; il ne fut pas du tout rassuré quand son vieil ami lui répondit avec un sourire : " Ne vous inquiétez pas. Je sais comment parler à Staline ; c'est tout simplement un autre homme pratique, comme moi, qui veut la paix et la prospérité. "

« L'archevêque lui répondit : " Il n'est pas simplement quelqu'un d'autre ; il est différent. Vous ne pouvez lui faire confiance, il ne coopérera jamais avec vous. "

« Mais, troublé comme il l'était, il conclut cependant que malgré des signes occasionnels d'irresponsabilité associés à une pensée sociale et politique assez confuse, F.D. Roosevelt était toujours un génie, un génie très charmant et capable de mettre fin aux horreurs d'une guerre mondiale.

« Quelques mois après, cependant, comme les détails des accords de Yalta arrivaient graduellement à la connaissance

du peuple américain, les vieux doutes et les craintes de l'archevêque se transformèrent en une véritable désillusion. Le " climax " survint quand son Excellence apprit que l'homme qui avait été pendant longtemps son idéal, avait livré à la Russie soviétique non seulement la partie sud de l'île de Sakhaline mais toutes les îles Kouriles, car cela lui remit en mémoire une certaine soirée à la Maison-Blanche juste après son retour d'Alaska : Roosevelt avait résumé pour son hôte les événements du Pacifique et pointant son doigt sur la carte, il avait montré les îles Kouriles en disant d'un ton dramatique : " Ces îles sont un poignard dirigé contre le cœur de l'Amérique. Elles ne doivent jamais tomber entre les mains d'un ennemi. " L'archevêque réalisa alors avec un sentiment de désespoir que le poignard était maintenant entre les mains de notre plus dangereux ennemi et qu'un président à la santé déclinante l'avait sans s'en rendre compte remis lui-même entre ses mains[4]. »

Tout récemment un de mes correspondants me remettait un exemplaire de *La chaîne d'Union,* revue mensuelle de documentation et d'informations maçonniques. Cette revue est publiée aux éditions V. Gloton ∴ 7, rue Cadet à Paris, qui est comme chacun sait le siège du Grand-Orient de France. Il s'agit du numéro de juin de la huitième année 1946-1947. Nous trouvons dans cette revue plusieurs articles qui se rapportent directement au sujet de cet ouvrage.

Il y est reproduit un discours prononcé par le F ∴ J. Regenstreif à la « R ∴ L ∴ président Franklin Delano Roosevelt ». Or ∴ de Paris, le 12[e] jour du 2[e] mois de l'An de V ∴ L ∴ 5947. (1947). Voici des extraits de ce discours. Nous y apprenons tout d'abord qu'en 1911 Franklin Delano Roosevelt, alors âgé de 29 ans, était élu sénateur. Je cite maintenant Regenstreif :

4. Robert I. Gannon, *op. cit.*

« Cette même année, le 28-11-1911, il est initié à la franc-maçonnerie, à la Très Respectable " Holland Lodge ", dans l'Etat de New York...

... « En janvier 1941, dans son message au Congrès, Franklin D. Roosevelt lançait son Credo politique :

« Liberté de parole ;

« Liberté de religion ;

« Libération du besoin ;

« Libération de la crainte.

« C'est là sa conception philosophique, toute maçonnique et ces mots dignes d'un grand initié ont fait le tour du monde.

« Roosevelt avait la même philosophie que Wilson, mais une philosophie plus profonde, parce que plus réaliste, résolue à solutionner les problèmes les plus urgents, même s'ils paraissaient les plus difficiles.

« Durant ses années de présidence, il s'entoure d'amis éprouvés et sincères, qui, comme par hasard, sont tous francs-maçons.

« Durant ces douze années, Roosevelt maintient intacts, avec sa foi dans l'avenir, les grands principes démocratiques.

« Ici apparaît le maçon, l'homme, sa doctrine...

... « En décembre 1776, le Frère Benjamin Franklin fut envoyé par les Etats-Unis à Paris, pour demander à la France de soutenir leur cause.

« Sans attendre qu'un arrangement ait été conclu entre les deux pays, le marquis de La Fayette partit pour la guerre américaine, sur un bâtiment frêté à ses frais qu'il appela *La Victoire.*

« Tout comme Roosevelt, La Fayette fut ce qu'il n'a jamais cessé d'être : un héros américain et un franc-maçon.

« Et ces Américains n'oublièrent jamais que la vraie France c'est la France des Encyclopédistes, la France de *l'Esprit des lois* et du *Contrat social,* la France de Voltaire, de Jean-Jacques Rousseau...

... « L'Amérique, ce sont ces soldats au sourire d'enfant qui débarquèrent sur notre sol pour libérer la France.

« L'Amérique, c'est Franklin-Delano Roosevelt, apôtre de la paix, à lui va notre reconnaissance éternelle.

... « La Loge Roosevelt aujourd'hui rend hommage à l'ardent champion de la Liberté et de la Justice qui sont le fondement de la Fraternité universelle.

« Par son indomptable énergie et son ardente foi dans notre idéal humanitaire, Roosevelt a sauvé la civilisation menacée de servitude et acquis des droits imprescriptibles à la reconnaissance des hommes libres.

« L'œuvre accomplie par ce grand citoyen du monde constitue un glorieux chapitre de l'histoire de notre Ordre.

« Frère Franklin Roosevelt nous sommes fiers ici d'avoir pris ton nom.

« Tu es mort pour que vive la Démocratie.

... « Espérons qu'un jour, avec l'amour, la foi en l'avenir, la confiance aux enfants de demain, la Terre entière sera civilisée et tous les points de la demeure humaine seront éclairés ; alors à la lueur de l'Etoile flamboyante, nous verrons s'accomplir le plus beau, le magnifique rêve de la raison : " Avoir pour Patrie le Monde et pour Nation l'Humanité. " »

Dans un autre article de cette même revue, nous y apprenons que la maçonnerie italienne s'est reconstituée après la chute du fascisme avec l'appui de la franc-maçonnerie américaine.

Voici le passage en question :

« Reconnaissance internationale de la maçonnerie italienne.

« " Le Suprême Conseil Mère du R∴ E∴ A∴ A∴ siégeant à Washington a reconnu, par l'intermédiaire de ses représentants, docteur Charles Fama et docteur Franck-B. Gigliotti, le Suprême Conseil d'Italie, séant au palais Giusti-

niani, dont le chef est le professeur Tito Signorelli. Elle maintient des rapports de fraternité avec de G ∴ O ∴ I ∴ présidé par le docteur Guido Laye. »

« Ce communiqué paru dans la presse italienne a été transmis à l'agence A.N.S.A. par les autorités maçonniques du Suprême Conseil de Washington.

« Le Souv ∴ Comm ∴ ajoute : " La haute signification de cet acte qui consacre à nouveau dans sa pleine régularité la Communauté universelle du R ∴ E ∴ A ∴ A ∴ de juridiction italienne, ne doit échapper à personne et nous sommes fiers d'avoir contribué à cet événement primordial. " »

Où est dans tout cela la fameuse distinction entre maçonneries régulières anglo-saxonnes et maçonneries irrégulières des Grand Orient européens ?

VII

LES DOCUMENTS MORGENTHAU KAUFMAN ET BAR-ZOHAR

Le Sous-Comité de sécurité intérieure du Sénat américain en matière judiciaire a publié récemment une série de documents qui fournissent des renseignements très complets sur l'étrange activité du ministère des Finances U.S. au cours des années cruciales 1934-1945 [1]. Ces documents présentent un intérêt capital car c'est toute l'histoire secrète de la politique étrangère du gouvernement américain qui s'y déroule sous nos yeux. Il s'agit de deux énormes volumes comportant au total 1 650 pages et qui traitent exclusivement de la politique américaine en ce qui concerne la guerre, l'Allemagne et l'Europe.

Le gouvernement américain voulant présenter ces documents à la Commission d'enquête du Sénat, a chargé le Dr Anthony Kubek, professeur d'histoire à l'Université de Dallas et chef de sa section historique, de présenter au Sénat un résumé clair et concis des documents Morgenthau. Ce résumé constitue un rapport de quatre-vingts pages qui est publié en introduction aux documents Morgenthau proprement dits. Dans les pages qui suivent, je vais donner un résumé de cette introduction. Les passages reproduits entre

1. Prepared by the Subcommittee to investigate the administration of the internal Security act and other internal Security laws of the Committee on the Judiciary United States Senate.
November 20, 1967. U.S. Government Printing Office Washington D.C.

guillemets sont des citations intégrales du rapport Kubek.

Ces documents, publiés par le gouvernement des Etats-Unis, ont donc un cachet officiel d'authenticité indiscutable. Ils nous montrent l'influence énorme que ses conseillers juifs exerçaient sur le président Roosevelt : B. Baruch-H. Morgenthau-Harry Dexter White, etc.

A une époque cruciale de l'histoire, un groupe de politiciens juifs a orienté secrètement la politique étrangère des Etats-Unis et a joué un rôle capital dans le déroulement des événements européens. Il s'agissait du ministre des Finances Henry Morgenthau, entouré de collaborateurs et de conseillers exclusivement juifs, poursuivant une politique purement juive sans se soucier un seul instant des intérêts américains.

Profitant de l'amitié intime qui l'unissait au président Roosevelt, H. Morgenthau outrepassait complètement ses attributions, et, quoique simple ministre des Finances, il a dirigé de 1934 à 1945 la politique étrangère américaine en passant par-dessus la tête des ministres de la Guerre et des Affaires étrangères, normalement qualifiés pour cela mais qui étaient impuissants à s'y opposer et qui parfois ignoraient purement et simplement les décisions prises en secret par Morgenthau et Roosevelt.

Tel fut le cas notamment de la fameuse conférence de Québec, où des décisions capitales pour l'avenir de l'Europe furent prises entre Roosevelt et Churchill. Seuls étaient présents à cette conférence Morgenthau et Harry Dexter White ; Stimson et Hull, ministres de la Guerre et des Affaires étrangères en avaient été soigneusement écartés.

L'on se souvient peut-être que l'abolition de toute diplomatie secrète était un des buts de guerre, formulé en 1918 par Wilson, alors président des Etats-Unis, comme étant une des bases essentielles de la démocratie.

« Les documents présentés ci-dessous, nous dit le professeur Kubek, se rapportent à la politique envers l'Allemagne menée par le ministère des Finances au cours de la deuxième guerre mondiale et de la période immédiate d'après-guerre. Ils montrent à quel point ce ministère outrepassait sa juridiction et exerçait une pression abusive et incontrôlée sur la politique étrangère. »

Les principaux collaborateurs du président Roosevelt pour la politique étrangère étaient naturellement les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine. Mais il faut y ajouter, pendant la période ci-dessus mentionnée, le ministre des Finances, Morgenthau.

« Avant d'être nommé ministre des Finances, Morgenthau avait vécu vingt ans près de la maison de Roosevelt, à Hyde Park, N. Y., et on pouvait le considérer comme un de ses plus intimes et plus fidèles amis. »

Cette amitié explique sa nomination et l'influence énorme qu'il exerça pendant toute la guerre sur la politique étrangère des U.S.A.

« La conduite de la politique américaine consomme aujourd'hui une part si importante du budget annuel que le ministre des Finances et ses experts sont automatiquement mêlés aux décisions diplomatiques de tous ordres. Mais à l'époque de Roosevelt, le profond engagement du ministre Morgenthau dans les questions de portée internationale contraria beaucoup les autres membres du cabinet et créa des frictions considérables avec le ministère des Finances...

« ... Dans ses Mémoires, le ministre des Affaires étrangères, Cordell Hull, en parle en ces termes : Sentimentalement bouleversé par l'ascension de Hitler et sa persécution contre les Juifs, Morgenthau chercha souvent à persuader le président de devancer les Affaires étrangères ou d'agir contrairement à nos meilleurs avis. Nous l'avons parfois trouvé en train de mener des négociations avec les gouvernements

étrangers qui étaient du ressort des Affaires étrangères. Son travail dans l'élaboration d'un plan catastrophique concernant le traitement de l'Allemagne après-guerre, qu'il poussa le président à accepter sans consulter le ministère des Affaires étrangères, fut un exemple flagrant de cette ingérence.

« Ailleurs, dans ses Mémoires, Hull reconnaît que Morgenthau était un administrateur compétent ayant une " excellente organisation... habilement menée par Harry Dexter White ". De fait, ce fut le Dr Harry Dexter White, principal conseiller de Morgenthau en questions monétaires, puis adjoint au ministre des Finances, qui dirigea la plupart des affaires importantes du ministère. Le journal révèle l'influence de White qui fut considérable au cours des années de la deuxième guerre mondiale. »

Peu après que Morgenthau eut été nommé ministre, en 1934, White, qui avait enseigné à Lawrence College, Appleton (Wis.) et qui allait être docteur à l'Université de Harvard, vint le rejoindre comme analyste économique.

« En 1938, le poste de directeur de la Recherche monétaire fut créé pour lui et au cours de l'été 1941, il reçut le titre et les fonctions supplémentaires d' " adjoint au ministre ". Parlant haut, portant moustache et s'habillant avec soin, il fut une des figures éminentes des Finances, mais il resta inconnu du public jusqu'à ce qu'en 1945, des articles de journaux le découvrirent comme étant le réel architecte des projets monétaires du ministre Morgenthau pour la période de l'après-guerre.

« White soumettait ses plans et ses idées au ministre et celui-ci, très souvent, les portait directement au président, car Morgenthau avait accès auprès du président beaucoup plus facilement que n'importe quel autre membre du cabinet. Dans le cabinet, il était au-dessous du ministre des Affaires étrangères, mais souvent Hull s'est plaint de ce " qu'il agissait comme s'il avait autorité " pour s'ingérer dans le domaine des Affaires étrangères...

« Pendant des années, White introduisit aux Finances et dans d'autres services du gouvernement, de nombreux spécialistes en économie, avec lesquels il travaillait étroitement. White et ses collègues étaient donc en mesure d'exercer sur la politique extérieure américaine une influence qui, selon le journal, aurait été profonde et sans précédent. Ils usèrent de leur pouvoir de différentes manières pour préparer et promouvoir ce qu'on a appelé " le plan Morgenthau " concernant le traitement à appliquer à l'Allemagne après-guerre. Leur pouvoir ne se limitait pas à l'autorité qui leur était déléguée ; disons qu'il était en fonction de l'accès qu'ils avaient auprès du ministre Morgenthau et de leur influence sur lui et sur d'autres fonctionnaires. »

Or, White et plusieurs de ses collègues, qui étaient les réels promoteurs de la politique nationale vitale pendant ces années cruciales, furent identifiés, par la suite, comme appartenant à un réseau d'espionnage communiste.

« Deux d'entre eux, Frank Coe et Solomon Adler, avaient travaillé pendant des années pour le compte des communistes chinois en Asie. Dans le Journal de Morgenthau, on peut glaner de nombreux détails sur les vastes opérations d'espionnage politique de ce groupe, spécialement dans la zone de subversion politique. »

Leur activité communiste au sein du gouvernement fut révélée par Elizabeth Bentley et Whittaker Chambers, devant le Comité de la Chambre, en 1948, et dans les auditions devant le Sous-Comité de sécurité intérieure du Sénat, sur les opérations du groupe communiste au sein de l' « Institut des relations dans le Pacifique » ; le nom de White revenait sans cesse.

« Par la suite, lorsque le Sous-Comité s'occupa de l'enchevêtrement de la subversion dans les services du gouver-

nement, ses auditions dévoilèrent de nouvelles données sur les activités de White et sur ses rapports avec les membres du groupe communiste qui opérait au sein du gouvernement. Le Dr White était le centre de toute cette activité. Son nom servait de référence aux membres du réseau d'espionnage lorsqu'ils sollicitaient un emploi fédéral. Il organisait leur transfert de bureau à bureau, de ministère à ministère. Il leur assignait des tâches internationales. Il se portait garant de leur loyauté et les protégeait lorsque le scandale les menaçait. »

Lorsque l'ancien courrier communiste, Elizabeth Bentley, comparut devant le Sous-Comité, en 1952, elle donna une image atterrante du plan fondamental de la pénétration communiste. Un des deux groupes qu'elle « manipulait à Washington », était dirigé par Nathan Gregory Silvermaster, fonctionnaire au ministère des Finances. Concernant les voies d'accès pour placer certaines personnes dans des postes stratégiques, elle déclara : « Deux de ces meilleures voies étaient Harry Dexter White et Lauchlin Currie. Ils avaient une immense influence et ils connaissaient les gens et ce qu'ils disaient était accepté lorsqu'ils recommandaient quelqu'un. »

Canadien de naissance, économiste de l'Université de Harvard, Currie vint à Washington en 1934 ; il entra aux Finances puis au Federal Reserve Board. En 1939, il fut nommé un des six adjoints administratifs au président pour s'occuper spécialement de la politique et des problèmes économiques internationaux.

« Grâce à Currie, à la Maison-Blanche et à White aux Finances, le scénario était monté pour développer ce que le ministre Hull a appelé le « catastrophique » programme de l'organisation de l'Allemagne après-guerre, et connu sous le nom de " plan Morgenthau ".

« Enoncé en quelques mots, l'objectif du plan Morgenthau

était de désindustrialiser l'Allemagne et de réduire son peuple à une existence pastorale, après la victoire. Si cela pouvait se réaliser, les militaristes allemands ne se relèveraient jamais plus pour menacer la paix du monde. Telle était la justification de ce plan avoué ; mais un autre motif se cachait derrière. Ce motif inavoué a été dévoilé par un article du *New York Herald Tribune*, en septembre 1946, plus d'un an après l'effondrement de l'Allemagne. Le but réel du projet de condamnation de " toute l'Allemagne à un régime permanent de pommes de terre " était la communisation de la nation vaincue. " La meilleure façon de jeter le peuple allemand dans les bras de l'Union soviétique ", était-il indiqué, " était de faire des Etats-Unis le champion d'une misère dure et aveugle en Allemagne ". Et c'est bien ce qui est apparu lorsque, dans un récent discours, le ministre des Affaires étrangères Molotov exprima l'espoir que l'Union soviétique " transforme " l'Allemagne en " un état démocratique et pacifique qui, en dehors de son agriculture, aura sa propre industrie et son commerce extérieur ". La Russie a-t-elle vraiment formé le projet de devenir le sauveur d'une Allemagne prostrée à la suite du destin vengeur que les Etats-Unis avaient tramé contre elle ? Si tel fut véritablement le motif caché du plan Morgenthau, que penser du principal auteur du projet ? Fût-ce là le motif de Harry White ? White agit-il en tant que communiste, mais sans instructions spécifiques ? Agit-il comme agent soviétique lorsqu'il rédigea ce plan ? »

Le Journal de Morgenthau ne mentionne pas expressément que White fut communiste ou agent des Soviets, mais il donne une singulière vraisemblance aux témoignages de hauts personnages qui déclarèrent qu'il était l'un et l'autre, depuis son entrée au service du gouvernement des Etats-Unis.

« Avant l'entrée des Etats-Unis dans la seconde guerre mondiale, les principaux efforts du ministre Morgenthau se

portèrent sur l'armement des Alliés contre le Japon et l'Allemagne. Personne à Washington ne fut sans doute plus engagé dans l'aide aux Alliés et plus ardent à favoriser la défense nationale que Morgenthau. A l'époque, le ministre Hull craignait que la fervente croisade menée par Morgenthau n'aille trop loin dans la provocation des puissances de l'Axe. Le Journal montre de vifs désaccords entre les Affaires étrangères et les Finances sur l'administration des contrôles de l'exportation et des fonds étrangers en dépôt aux Etats-Unis. »

Morgenthau entra souvent en conflit avec les Affaires étrangères parce qu'il s'arrogeait des prérogatives qui relevaient nettement de ce ministère : correspondance ou discussions avec les ambassadeurs et les hommes d'Etats étrangers ; mainmise sur le contrôle du matériel de guerre.

Hull souffrait beaucoup de ce qu'il regardait comme une inqualifiable ingérence dans le domaine des affaires étrangères que souvent, d'ailleurs, Morgenthau connaissait mal.

De même, Morgenthau essayait de se procurer des documents qui ne concernaient en rien les Finances ou d'introduire dans les ministères et les commissions des hommes aussi dangereux que Lauchlin Currie ou Silvermaster qui travaillaient tous deux pour les Soviets et dérobaient des documents à la Maison-Blanche ou aux Finances au profit de ceux-ci.

En 1945, Morgenthau offrit à Silvermaster un poste important aux Finances. L'activité de Silvermaster en politique étrangère y fut très importante. Dans un mémorandum qu'il adressa à Morgenthau le 19 juin 1945, il conseille « d'établir une solide amitié soviéto-américaine » et se réjouit de ce que le président Truman « se prépare avec ardeur » à la prochaine entrevue des Trois Grands à Postdam et l'encourage à faire un voyage à travers l'Union soviétique.

« Un voyage à travers l'Union soviétique et la Sibérie permettrait au président de " revenir de l'entrevue des Trois Grands avec une connaissance personnelle plus intime et des relations personnelles plus directes avec de hauts personnages qui en savent plus que tout autre Américain ou Anglais ".

« Quiconque étudie le Journal de Morgenthau ne peut manquer d'être profondément impressionné par l'énorme puissance accumulée dans les mains avides du Dr Harry Dexter White qui, en 1953, fut identifié par J. Edgar Hoover comme agent de l'espionnage soviétique. Après la crise de Munich au printemps 1938, le ministre Morgenthau invita White, alors chef de la division de la Recherche monétaire, à devenir membre régulier du " Groupe 9,30 " composé de ses principaux conseillers. »

Après Pearl Harbor, M. Harry D. White, adjoint au ministre, assuma la pleine responsabilité de toutes les questions du ministère des Finances se rapportant aux relations étrangères, puis bientôt celle de toutes les questions financières et économiques du ministère en liaison avec les opérations de l'armée et de la marine. Pour un agent soviétique, les occasions offertes par ces fonctions étaient incalculables. Enfin, en décembre 1944, Morgenthau fit pression sur le président Roosevelt pour que White fût nommé ministre adjoint aux Finances.

L'influence de Harry Dexter White et de ses collègues dans l'élaboration du projet du plan Morgenthau, qui éliminait l'Allemagne comme puissance mondiale pour le plus grand profit de l'Union soviétique, fut considérable.

« En 1952, Elizabeth Bentley donna un aperçu extraordinairement révélateur de la manière dont White contrôla le projet du programme du ministre Morgenthau pour la destruction de l'Allemagne. Lorsque les membres du Sous-Comité du Sénat de la sécurité intérieure demandèrent à Miss Bentley si elle connaissait un " Plan Morgenthau " similaire pour l'Extrême-Orient, elle répondit :

— « Non, le seul Plan Morgenthau que je connaisse est celui sur l'Allemagne.

— « Sénateur Eastland : Vous avez bien dit qu'il y avait un complot communiste pour détruire l'Allemagne et l'affaiblir pour qu'elle ne puisse plus nous aider ?

« — Miss Bentley : C'est exact. Elle ne serait plus une barrière qui protègerait le monde occidental.

« — Sénateur Eastland : Et que M. Morgenthau, qui était ministre des Finances des Etats-Unis, était utilisé par les agents communistes pour fomenter ce complot ?

« — Miss Bentley : Oui, j'en ai peur. »

En novembre 1953, J. Edgard Hoover devait témoigner devant le Sous-Comité que « tous les renseignements fournis par Miss Bentley qui avaient pu être vérifiés s'étaient avérés exacts et furent par la suite corroborés par le témoignage de Whittaker Chambers. »

D'autres hauts fonctionnaires tels que Joseph J. O'Connell et Robert McConnell travaillèrent aussi au programme des Finances sur le contrôle de l'Allemagne après-guerre, qui prévoyait le démantèlement de son industrie lourde au profit des Alliés, de ses usines de pétrole, la « fermeture » de la Ruhr, le paiement d'une « somme globale en ressources matérielles, humaines et en territoire » et la rééducation du peuple allemand pour en faire une nation pacifique.

« Le plan que Roosevelt et Churchill approuvèrent à la conférence de Québec, en septembre 1944, incorporait bien des idées fondamentales recommandées par McConnell. " J'ai un rapport ici qu'il (McConnell) m'a donné sur les aciéries allemandes et sur l'économie de l'Allemagne, écrivait Dan Bell, un des principaux adjoints de Morgenthau. "

. . . .

« Entre-temps, le ministère des Affaires étrangères avait terminé, le 31 juillet 1944, ses propres propositions sur l'Allemagne d'après-guerre. Intitulées " Rapport sur les Réparations, Restitutions et Droits de Propriété - Allemagne ", elles étaient diamétralement opposées au plan des Finances en cela qu'elles prévoyaient " la reconstruction rapide et la réhabilitation des régions dévastées ". Il ne devait pas y avoir un " affaiblissement permanent sur une grande échelle de toute l'industrie allemande " ; au contraire, le rapport demandait " une éventuelle intégration de l'Allemagne dans l'économie mondiale ".

« Après la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, White obtint, sans doute de Frank Coe ou de Harold Glasser, un exemlpaire des propositions du ministère des Affaires étrangères, ce qui constitue sans doute le trait le plus important de sa carrière secrète d'agent soviétique. Il le montra immédiatement à Morgenthau. »

En août 1944, Morgenthau, accompagné de White, se rendit en Angleterre pour rencontrer son représentant personnel à l'état-major d'Eisenhower, le lieutenant-colonel Bernard Bernstein. Ayant appris que le général Eisenhower partageait ses vues sur le traitement de l'Allemagne après-guerre « il avait maintenant un puissant soutien qu'il allait utiliser efficacement pour défier ces individus des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères qui préconisaient une paix molle ».

Le 12 août, il organisa une réunion de hauts fonctionnaires américains qui se trouvaient à Londres pour s'occuper du problème de l'Allemagne après-guerre, et en termes simples, il exposa pour la première fois officiellement la substance du plan des Finances dont le but était de détruire l'économie allemande et sa puissance militaire.

« Après avoir écouté Morgenthau et White exposer le plan, Philip Mosely, conseiller aux Affaires étrangères, déclara que leurs idées étaient : " extravagantes, enfantines et imbéciles ". Mais ces critiques ne firent aucune brèche dans leur détermination. Sans égard pour la façon dont les autres pouvaient réagir à leurs idées, ils n'apportèrent aucune modification.

" Je pensais que vos idées étaient déjà cristallisées avant cela, dit plus tard White à Morgenthau, et vous avez seulement essayé de connaître leurs idées et de leur dire les vôtres. " La nature des arguments de Morgenthau rendait difficile l'application d'une analyse logique. " Lorsque... M. Morgenthau soutenait que l'Allemagne devrait être convertie en pays purement agricole, rappelle Penrose, j'ai fait remarquer qu'en plus des autres aspects de la question un tel changement était impossible à cause de la proportion entre la population et les terres cultivables. Sa réplique fut que le surplus de la population devait être déversé en Afrique du Nord ! Une telle discussion ne valait pas d'être poursuivie. " Après son retour d'Angleterre, Morgenthau était visiblement ébranlé. Le président, pensait-il, allait devoir intervenir. " Il va être terriblement occupé, dit Morgenthau à son service. Rien n'a été fait en ce qui concerne l'Allemagne. Je vais en parler à Hull, car ses fonctionnaires sont les pires... Ça va être un joli travail. " Dan W. Bell acquiesça. " Il était sûr, dit-il, que les Affaires étrangères voulaient établir une Allemagne bien forte ", entre les Etats-Unis et la Russie soviétique.

« Morgenthau se rendit chez le ministre Hull pour lui faire part des contacts qu'il avait eus à Londres. Il lui expliqua qu'il avait demandé au général Eisenhower de lui donner son point de vue sur le traitement de l'Allemagne après sa reddition ; celui-ci lui avait déclaré que pendant les premiers mois qui suivraient l'entrée des Alliés en Allemagne, celle-ci " devrait mijoter dans son jus ". »

Le ministre de la Guerre Stimson ne partageait pas les dispositions du plan Morgenthau et, en ce qui concerne la Sarre notamment, il voulait maintenir le *statu quo* social sous contrôle international. Morgenthau lui opposa sa crainte de voir resurgir l'hitlérisme.

« Stimson ayant reconnu cette éventualité, Morgenthau

lança sa proposition sous forme de question. " Ne croyez-vous pas qu'il faudrait prendre exemple sur Hitler et retirer complètement ces enfants à leurs parents, les mettre sous la tutelle de l'Etat et faire diriger ces écoles par d'anciens officiers des armées américaine, anglaise et russe pour leur apprendre le véritable esprit démocratique ? " Lorsque Stimson répondit qu'il n'avait guère pensé à cela, Morgenthau lui annonça qu'il allait prendre l'initiative d'en parler au président ; il fallait que celui-ci donne des instructions aux Affaires étrangères, à la Guerre et aux Finances pour que ces ministères préparent, en commun, un plan sur l'Allemagne d'après-guerre. Il se garda bien d'ajouter que les fonctionnaires des Finances travaillaient à ce plan depuis plus d'un an. »

Au début de 1944 avait été créée, à Londres, sous l'égide du Grand Quartier Général des Forces Expéditionnaires Alliées (S.H.A.E.F.), « l'Unité du pays allemand » (German Country Unit) chargée d'élaborer des plans exacts sur l'occupation militaire de l'Allemagne après la guerre. Elle avait préparé trois projets d'un « Manuel pour le gouvernement militaire de l'Allemagne » dont les différences avec le plan Morgenthau, sur la manière de traiter l'Allemagne, étaient considérables.

Sous la pression de Morgenthau auquel un exemplaire de ce projet avait été remis, sans doute par son agent personnel en Europe, le lieutenant-colonel Bernstein, la publication de ce manuel ne fut pas autorisée et le président Roosevelt exigea une attitude plus dure à l'égard de l'Allemagne et donna ordre que « tous les exemplaires » du manuel soient retirés immédiatement.

Le projet fut remanié par White dans un esprit tout à fait différent de l'original.

« En vérité, il est remarquable de voir comment les

Finances intervinrent pour obliger le ministère de la Guerre à changer sa politique fondamentale sur l'Allemagne d'après-guerre. " Si nous n'étions pas allés en Angleterre, déclara Morgenthau à son service, et si Harry ne m'avait pas donné le document du ministère de la Guerre (du 31 juillet)... les choses auraient continué, le manuel (*sic*) aurait paru et personne n'aurait été plus avancé. Ils auraient pris les devants et réalisé ce qui était dans le manuel. "

. . . .

« Selon le lieutenant-colonel John Boetiger, gendre du président, Bernstein était considéré sur tout le théâtre européen comme représentant les idées de Morgenthau et comme " extrémiste ". Plus tard, il devait être identifié par le Sous-Comité comme puissant partisan des causes pro-communistes. Il défendait vigoureusement l'Union soviétique, notamment dans sa manière d'exécuter l'accord de Potsdam. Selon le *Daily Worker* du 21 février 1946, l'intéressé avait déclaré : " Seuls les Russes ont montré qu'ils voulaient exterminer le fascisme et le nazisme... "

« L'influence du ministre des Finances dans l'élaboration de la politique américaine est dramatiquement illustrée par la position exceptionnelle tenue par le colonel Bernstein.

« Il entretenait, en effet, les contacts les plus étroits avec Morgenthau, White et autres fonctionnaires des Finances et sur simple demande, il pouvait se rendre à Washington. Sa propagande était très active. La plupart du personnel de son bureau venait directement des Finances. »

Un autre protégé de White qui joua un rôle assez important fut Irving Kaplan, représentant les Finances à la section de contrôle des fonds étrangers du U.S. Group Control Council qui avait remplacé le « German Country Unit ». Son influence sur la politique d'occupation en Allemagne était considérable. En juin 1945, il fut nommé au ministère des Finances par Frank Coe qui fut identifié par Miss Bentley comme agent d'espionnage soviétique.

Comme ministre des Finances, Morgenthau participait naturellement à la politique à appliquer après-guerre à l'Allemagne. Mais il fouilla profondément les questions sans rapport avec l'économie.

Tout le service de White travaillait activement à la préparation de la politique américaine à l'égard de l'Allemagne de l'après-guerre. Le 28 août 1944, un de ses subordonnés, Henri J. Bitterman, soumit un mémorandum sur le partage de l'Allemagne dans lequel étaient intégrées les revendications de la Russie sur le territoire allemand.

Les recommandations des autres ministères concernant le traitement de l'Allemagne après la victoire des Alliés, étaient constamment remises en question par les Finances.

Le 1er septembre 1944, le ministère des Affaires étrangères présenta un projet intitulé : « Politique américaine pour le traitement de l'Allemagne après sa reddition » qui pressait le gouvernement de faire connaître sur quelles bases devait être menée cette politique. Il y était dit notamment :

« Si un vaste programme de destruction industrielle ou de démantèlement était accepté, " il apporterait de vastes et importants changements dans l'ensemble de l'économie européenne ". Puisque les denrées alimentaires étaient insuffisantes en Allemagne, il était douteux " qu'un plan faisant de l'Allemagne un pays à prédominance agricole " put être réalisé sans la liquidation ou l'émigration de plusieurs millions d'Allemands. De plus, l'Allemagne étant un gros producteur de charbon et de bauxite, " un programme de naufrage " pourrait avoir pour conséquences une opposition considérable de l'Europe à cause de ses répercussions sur l'économie continentale. Enfin, si un programme de réparations devait être adopté, la destruction de l'industrie allemande le rendrait impraticable, sinon impossible.

« Morgenthau et White, qui n'approuvaient pas cette analyse, avaient hâte de faire accepter leur propre programme par le président avant que les Affaires étrangères et la Guerre puissent intervenir efficacement. »

Le 1er septembre, les Finances, à leur tour, sortirent un nouveau projet intitulé : « Suggestions pour un programme sur l'Allemagne après la Reddition » qui insistait une fois de plus sur la « complète démilitarisation de l'Allemagne » et la « totale destruction » de son industrie.

« La Ruhr devait non seulement être " dépouillée de toutes les industries existant à ce jour ", mais si " affaiblie et contrôlée " qu'elle ne pourrait plus dans un avenir prévisible, devenir une région industrielle efficace. Toutes ses installations devaient être " complètement démantelées " ou " complètement anéanties " et ses mines " détruites ".

« Le lendemain, White présenta ce projet au cours d'une réunion de fonctionnaires des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances, organisée par Harry Hopkins, dans son bureau de la Maison-Blanche. Par la suite, le projet de White fut incorporé dans ce qu'on a appelé le " plan Morgenthau " tel qu'il fut révélé à la conférence de Québec. Le plan était essentiellement fondé sur la vengeance et non sur des principes de saine économie. Il se refusait aveuglément à considérer le fait fondamental que les Alliés victorieux, en frappant l'Allemagne, frapperaient le cœur économique de l'Europe. L'économie de l'Europe qui, pendant des générations, avait dépendu de certaines matières premières allemandes allait maintenant se trouver terriblement paralysée. De plus, l'exécution du plan des Finances ne pouvait avoir pour résultat que de laisser l'Union soviétique dans une position privilégiée pour dominer l'Europe centrale.

« Dans la préparation du projet des Finances, le Dr Harold Glasser, économiste appartenant à ce ministère depuis 1936, fut lui aussi étroitement associé à White.

« Le Journal de Morgenthau mentionne fréquemment Glasser comme ayant travaillé à la préparation des projets d'après-guerre pour le contrôle de l'Allemagne. D'après le témoignage d'Elizabeth Bentley corroboré par celui de Wittaker Chambers, Glasser était membre d'une cellule communiste.

« Concernant le châtiment des chefs nazis, White suggéra la préparation d'une liste de " criminels de guerre " et sa présentation aux officiers américains qui étaient sur place pour leur permettre d'identifier convenablement les coupables et de les tuer sur-le-champ. John Pehle, l'avocat des Finances, remarqua que c'était une bonne idée, mais il ajouta : " Si l'on fait quelque chose, il faut le faire tout de suite ou alors on ne fera rien. "

« Dans toutes les discussions, Morgenthau et White revenaient sans cesse sur la nécessité de " liquider " la Ruhr, ce en quoi le président Roosevelt était d'accord avec eux. Selon les propres paroles de ce dernier, il fallait " nourrir sa population avec les cuisines roulantes de l'armée américaine ". Le bassin de la Sarre devait subir le même sort.

« Si la Ruhr et la Sarre pouvaient devenir " improductives et être dépouillées de leurs machines, et si leurs mines pouvaient être noyées, dynamitées et détruites (disait Morgenthau) l'Allemagne serait impuissante à faire la guerre ".

. . . .

« Tel était le caractère des avis émis par le ministre Morgenthau sur le traitement de l'Allemagne après-guerre. Jamais dans l'histoire américaine un programme aussi vindicatif à l'égard d'une nation vaincue n'avait été proposé. L'influence sans précédent exercée par les Finances sur la détermination de la politique américaine envers l'Allemagne avait permis aux sophismes, aux faux-fuyants qui éludaient les questions, et au mépris délibéré des relations économiques essentielles, de se manifester dans le plan d'après-guerre tel qu'il avait été adopté. Il en résultait qu'aucun papier, de quelque importance qu'il soit, traitant de l'occupation de l'Allemagne, ne pouvait être mis en circulation sans l'approbation des Finances. Les ministères de la Guerre et des Affaires étrangères étaient devenus virtuellement les subordonnés des Finances dans le domaine de leur responsabilité.

« Au cours d'une réunion interministérielle du 2 septembre 1944, Harry Dexter White donna ce que James Riddleberger,

expert allemand du ministère des Affaires étrangères, a appelé " une interprétation plutôt prolixe de son plan qui, dans sa teneur générale, était plus extrême que le mémorandum lui-même des Finances ". »

La différence des points de vue entre les Finances et les autres ministères éclatait à chaque réunion. Si Hull favorisait l'élimination de l'Allemagne comme première puissance économique d'Europe, il n'en suggérait pas moins l'établissement d'un niveau de vie suffisant.

« Morgenthau, au contraire, insistait pour que la population allemande soit placée en état de famine. Stimson était d'accord avec les recommandations de Hull excepté qu'il préférait un haut niveau de vie. Aux Allemands, il voulait appliquer " les principes de christianisme et de bonté ". Les remarques de Stimson provoquèrent la colère de Morgenthau et de Hopkins, qui tous deux insistèrent sur l'élimination totale de l'Allemagne comme facteur économique européen avec un régime moins que suffisant pour sa population. Hopkins argumenta même contre " toute aciérie " en Allemagne après-guerre.

« L'opposition opiniâtre de Stimson au plan Morgenthau est une des révélations principales du Journal. Tout à fait opposé au programme des Finances sur " la fermeture " de la Ruhr, il prédit que " trente millions d'hommes mourraient de faim si la Ruhr était fermée ".

Dans une conversation téléphonique où Morgenthau et Hopkins ironisent sur la position prise par Stimson à l'égard de l'Allemagne il est dit : « *Morgenthau* : Et je pense que si nous pouvions approfondir un peu plus, nous découvririons que, comme quelques autres confrères, il a peur de la Russie. »

« Le 6 septembre, Morgenthau, Hull et Stimson rencontrèrent le président. Morgenthau continua à réclamer instamment une politique implacable à l'égard del'Allemagne. »

Roosevelt était d'accord pour démanteler la Ruhr et noyer les mines ; il voulait donner à l'Angleterre les matières premières de cette région. Stimson s'efforçait de contrecarrer ses projets.

Le 9 septembre, Morgenthau et ses collaborateurs réunis, de nouveau, dans le bureau du président, présentèrent le détail du plan qu'ils avaient appelé le « Livre Noir » (Black Book) et qui fut une fois de plus, vigoureusement combattu par Stimson.

« Lorsque le président quitta Washington au soir du 9 septembre pour se rendre à Québec, à la réunion historique avec le Premier ministre britannique, il emporta un exemplaire du Livre Noir. Morgenthau accompagna Roosevelt à la gare et décida de partir dans le Nord. Lorsque le train s'arrêta le lendemain à Hyde Park, Morgenthau se rendit à sa ferme non loin de là. Mais il ne s'attarda pas longtemps à Fishkill Hook. Ami de longue date de Roosevelt, il savait combien il était facile au président de remettre un projet à plus tard ; et cette fois, personne n'était là pour saisir l'occasion.

« Trois jours après, Roosevelt télégraphia à Morgenthau : " Veuillez être à Québec jeudi 14 septembre, à midi. " Immédiatement, Morgenthau prit la décision d'emmener White. En préparant leurs bagages pour le voyage, ils n'oublièrent pas de joindre un exemplaire du Livre Noir pour l'offrir à Lord Cherwell, un des conseillers les plus intimes de Churchill.

« Le plan sur l'Allemagne d'après-guerre qui fut présenté à la conférence de Québec fut précisément celui qui était exposé dans le Livre Noir de Harry Dexter White et de ses collaborateurs. Ce plan demandait le rejet de la Charte atlantique signée par Roosevelt et Churchill trois ans auparavant. »

Au début, Churchill s'emporta violemment contre le plan, mais bientôt il devait changer d'attitude.

« Qu'est-ce donc qui incita Churchill à changer d'avis et à accepter le plan des Finances ? C'est que Harry Dexter White avait donné à entendre à Lord Cherwell, qui était auprès de Churchill à Québec, que si le Premier ministre approuvait le plan américain, les Britanniques pourraient recevoir le prêt important qu'ils recherchaient. Morgenthau avait compris qu'une garantie de continuer l'aide financière, même après la fin de la guerre, l'emporterait dans l'esprit de Churchill. »

Un prêt de six milliards et demi de dollars fut promis à Churchill pour l'aider à surmonter les difficultés de la période allant de la fin de la guerre en Europe jusqu'à la reddition du Japon.

« Du propre aveu de White, Morgenthau avait donc offert à Churchill un prêt en échange de son acceptation du plan des Finances sur l'Allemagne d'après-guerre. Mais plus importantes encore sont les questions suivantes : White conseilla-t-il ou encouragea-t-il ou inspira-t-il Morgenthau sur la manière d'agir avec Churchill qu'il savait être un obstacle ? Quelles discussions White eut-il avec Cherwell derrière les coulisses ? Quel fut le rôle exact de White à la conférence de Québec ? Questions auxquelles il n'a pas été possible de répondre jusqu'ici car les documents officiels de la conférence restent encore à publier.

« Bien que les affaires étrangères et les questions militaires aient été discutées à fond à la conférence de Québec, ni Hull ni Stimson n'étaient présents. Le ministère des Finances eut le pas sur les Affaires étrangères et la Guerre dans les négociations concernant l'Allemagne. Les engagements pris par Roosevelt et Churchill furent d'une grande importance pour White et ses collaborateurs.

. . . .

« White recommanda comme secrétaire de la délégation américaine dans les futures négociations du prêt-bail avec l'Angleterre, son collaborateur de longue date aux Finances, Frank Coe (identifié par Elizabeth Bentley comme ayant été membre de la cellule de Silvermaster et qui devait, par la suite, s'enfuir des Etats-Unis. Il réside maintenant en Chine où il fait de " l'agit prop " pour les communistes chinois). La position était délicate car, par elle, Coe allait avoir autorité sur l'élaboration de la politique pour toutes questions intéressant le futur prêt-bail britannique. »

Morgenthau devait écrire par la suite que Québec avait été le sommet de toute sa carrière gouvernementale.

« Les effets de la victoire de Morgenthau à Québec se firent rapidement sentir et provoquèrent une irréparable scission entre ceux qui dirigeaient la politique à Washington. La vieille fissure qui existait entre Hull et Stimson d'une part, et Morgenthau de l'autre, s'approfondit irrémédiablement lorsque le président négligea l'avis des ministères des Affaires étrangères et de la Guerre pour demander au ministre des Finances de présenter son plan à Québec.

« Hull avait conscience, et Stimson aussi, que Morgenthau aurait dû être tenu à l'écart des questions de politique générale.

« Lorsque Stimson sut que le président avait adhéré au plan des Finances à Québec, il rédigea rapidement un autre mémorandum critique, bien qu'il comprit que cela était une perte de temps. »

Il y disait notamment que le « plan pastoral » sur l'Allemagne allait à l'encontre du but poursuivi par la victoire militaire, à savoir la paix du monde par la stabilité sociale, économique et politique, en réduisant à un bas niveau de vie un peuple hautement industrialisé.

« Le ministre Morgenthau fut en complet désaccord avec les vues de Stimson. »

Dans un mémorandum du 20 septembre qu'il soumit au président, Morgenthau réfuta tous les arguments de Stimson

et prétendit que laisser à l'Allemagne son potentiel économique intact, c'était s'exposer à une nouvelle guerre d'ici quinze ou vingt ans

Le public des Etats-Unis était en partie opposé au plan Morgenthau mais non totalement défavorable. Il sentait cependant que cette « catastrophique » politique risquait de conduire l'Allemagne à la révolte et de la rejeter vers l'Union soviétique.

De son côté, la presse d'une façon quasi unanime manifesta une violente opposition lorsqu'elle apprit, par des fuites, que le président avait accepté le plan Morgenthau. Arthur Krock, notamment, écrivit dans le *New York Times* une série d'articles dans lesquels il dénonçait le prêt-bail aux Britanniques qui coûtait fort cher aux Etats-Unis et les encouragements que Morgenthau avaient reçus tant à Washington qu'à Québec.

« Morgenthau essaya de savoir comment Krock avait pu obtenir des renseignements aussi détaillés sur les négociations de Québec considérées comme secrètes.

. . . .

« Il ne fait aucun doute que les fuites dont bénéficia la presse furent désastreuses pour l'effort de guerre, car rien ne pouvait provoquer un plus grand choc psychologique sur l'Allemagne que l'audacieux coup de Morgenthau à Québec, en septembre 1944. Jusqu'à cette date, il y avait quelque chance, selon les rapports des services secrets, que les Allemands abandonnent toute résistance contre les forces américaines et britanniques pour tenir en échec les Russes sur le front Est et éviter l'effroyable destin d'une occupation soviétique. Alors la guerre aurait pu être écourtée de plusieurs mois et l'éclosion du vénéneux Communisme, en Allemagne orientale, qui empoisonne l'Europe depuis les vingt dernières années, aurait pu être empêchée.

« Plus ardent que jamais dans son dévouement envers le président, Morgenthau était de plus en plus inquiet, pour les prochaines élections, de la réaction du public américain à

l'égard de son plan. En même temps, il craignait que, si tous les détails étaient révélés, le plan ne " soit réellement saboté ". Il espérait que le président donnerait ordre à Stimson et Hull d'arrêter les fuites. »

Il craignait surtout que les articles de Krock n'incitent le président à modifier le plan. Il pensait que : « Les conclusions de Krock selon lesquelles l'approbation du plan par les Britanniques avaient été achetées, étaient " ignobles ". »

Il n'a pas été possible jusqu'à maintenant de connaître le responsable des fuites, chacun étant enclin à accuser les autres, mais il est certain que le plan Morgenthau, ainsi révélé par les fuites, fut utilisé par la presse nazie.

« Le docteur Goebbels, chef de la propagande hitlérienne, tira grand profit du plan Morgenthau dont il fit un cri de ralliement du peuple allemand pour résister jusqu'à la dernière extrémité. C'est ce qui se produisit pendant plusieurs mois — tandis que les bombardiers américains écrasaient et incendiaient par douzaines les villes allemandes et par centaines les installations industrielles que les contribuables américains devraient, un jour, aider à reconstruire pour corriger le déséquilibre de l'Europe dû, par suite d'une erreur monumentale de calcul, à leur victoire.

« La question de savoir comment serait traitée l'Allemagne vaincue fut, pendant plusieurs mois, un conflit permanent entre les ministères des Finances, des Affaires étrangères et de la Guerre.

« Le Journal fourmille de mémoranda sur cette controverse. En fait, ces conflits politiques dépassaient de beaucoup le seul destin de l'Allemagne ; l'avenir de tout le continent européen était en jeu. »

Bien que les réactions de la presse eussent rendu plus prudent le président, il n'en reste pas moins vrai que les traits fondamentaux du plan des Finances furent intégrés aux directives militaires préparées par les chefs d'état-major interalliés

pour servir de guide aux forces militaires américaines, à leur entrée en Allemagne, et connues sous le nom de J.C.S. 1067.

« Les J.C.S. 1067 reflétaient la dure philosophie de quarantaine et de revanche imaginée et préconisée par Morgenthau, White et le personnel des Finances. Il est donc très important de savoir que les directives révisées du 22 septembre 1944 ne furent qu'une version officielle, bien qu'édulcorée, du plan Morgenthau et qu'elles restèrent officiellement en vigueur jusqu'à ce qu'elles fussent remplacées par de nouvelles directives politiques des chefs des états-majors interalliés, en juillet 1947. »

Pendant deux ans, ces directives, pierre angulaire de la politique américaine en Allemagne, laissèrent les communistes influencer la politique du gouvernement militaire dans le sens des volontés soviétiques.

« Elles interdirent la fraternisation des Américains avec les Allemands, ordonnèrent un très strict programme de dénazification s'étendant à la fois à la vie publique et aux affaires, empêchèrent l'aide américaine à une reconstruction de l'industrie allemande et soulignèrent seulement la réhabilitation agricole. Selon cette philosophie, les Allemands furent considérés comme collectivement coupables de crimes contre l'humanité et menace pour le monde, et comme tels ils devaient être traités très durement. Le châtiment devait être assigné à l'ensemble du peuple allemand par une rigoureuse réduction de son standard de vie.

. . . .

« Immédiatement après la victoire de Roosevelt aux élections de novembre, White et ses collègues renouvelèrent leurs efforts pour amener, grâce au programme des Finances, la destruction permanente de l'Allemagne.

« Par différentes voies, White avait rassemblé des renseignements concernant le genre de directives politiques que les autres ministères avaient en préparation.

« Ces renseignements, il avait pu les obtenir grâce à un système de “ trafic ” mis en route, sur son conseil, par Morgenthau. »

. . . .

Morgenthau avait exigé de ses collaborateurs que les réunions qu'ils avaient ensemble fussent tenues rigoureusement secrètes, excepté pour les Russes auxquels par la suite un certain nombre de renseignements furent communiqués.

Cependant, les chefs militaires alliés désiraient de plus en plus la reconstruction « vitale » de l'industrie allemande pour lui permettre de devenir le fournisseur des régions dévastées de l'Europe.

Mais toutes les initiatives militaires prises dans ce sens continuaient à parvenir à Morgenthau et à ses collaborateurs par le truchement de hauts fonctionnaires qui avaient accès aux renseignements les plus secrets.

La plupart d'entre eux, tels William Henry Taylor, Harold Glasser, Frank Coe, William Ludwig Ullmann, Abraham George Silverman, Nathan Gregory Silvermaster, Lauchlin Currie, identifiés comme appartenant au réseau communiste des Etats-Unis, passèrent, en 1948, devant le Comité de la Chambre sur les activités anti-américaines ou en 1953, devant le Comité du Sénat pour la sécurité intérieure.

En janvier 1945, Morgenthau rouvrit sa campagne pour imposer la politique des Finances sur l'Allemagne d'après-guerre. Il soumit au président un mémorandum sur les craintes qu'avaient les Finances de voir resurgir le militarisme de l'Allemagne et sur la nécessité de détriure son industrie.

Pour Morgenthau, le motif réel de ceux qui s'opposaient à la destruction de l'Allemagne était : « tout simplement la crainte de la Russie et du communisme. Cette idée vieille de vingt ans d'élever “ un rempart contre le bolchevisme ” avait été une des causes de la guerre ». Sa conclusion était inquiétante. « Actuellement, il n'est rien, à mon avis, qui puisse d'avantage faire naître la confiance ou la méfiance entre

les Etats-Unis et la Russie que la position prise par le gouvernement sur le problème allemand. »

Morgenthau avait réussi à envoyer l'un des siens assister à une réunion où se discutait ce problème ; celui qui réaffirma les termes du mémorandum de Morgenthau, de janvier 1945.

« James C. Dunn, conseiller politique aux Affaires étrangères en matière de questions européennes, parut surpris que les Finances puissent insinuer que ceux qui s'opposaient au plan Morgenthau étaient anti-russes. »

. . . .

« Pour montrer à Morgenthau que les Finances avaient au moins l'approbation de quelques fonctionnaires soviétiques, Herbert Gaston soumit un mémorandum, le 25 janvier 1945, décrivant un entretien qu'il avait eu avec Ladimir Pravbin. »

D'après ce dernier, les desseins soviétiques étaient les mêmes que ceux du plan des Finances. Morgenthau n'était pas à Yalta aux côtés de Roosevelt, mais Harry Hopkins qui avait travaillé au plan juste avant Québec s'y trouvait.

« Il n'est pas douteux que Churchill alla à Yalta avec la ferme intention de refréner les Russes : on ne peut en dire autant de Roosevelt. La différence provient de ce que Roosevelt avait été fortement influencé par le plan des Finances sur l'Allemagne d'après-guerre, tel que tramé par White et représenté assidûment par Morgenthau au cours des six derniers mois. »

La première exigence de Staline fut « le démembrement » de l'Allemagne. Roosevelt proposa alors de demander aux ministres des Affaires étrangères des Trois Grands de préparer « un projet pour étudier la question dans les vingt-quatre heures et un plan précis pour le démembrement dans un mois ».

« Les choses allaient plus vite que ne le désirait Churchill mais Roosevelt avait entendu parler de ce " plan précis " et l'avait étudié depuis des mois. C'était le plan des Finances de Harry Dexter White et du ministre Morgenthau. »

La seconde exigence de Staline, tout aussi urgente. était celle des réparations, c'est-à-dire du démantèlement des usines allemandes au profit des Alliés.

« Nombreux sont les admirateurs de Roosevelt qui ont longtemps prétendu que le président de l'époque de la guerre avait rejeté rapidement et absolument le plan Morgenthau après avoir brièvement flirté avant lui avant et durant la conférence de Québec, en septembre 1944. »

Et ils citent les paroles de Roosevelt à l'appui de leurs dires.

« Le rôle du président à Yalta indique le contraire. L'esprit du plan de Morgenthau et de beaucoup de ses détails se reflètent dans les décisions prises en Crimée.»

Dans son livre *Beyong Containment*, William H. Chamberlain écrit :

« L'accord de Yalta... a représenté dans deux de ses caractéristiques l'approbation par les Etats-Unis du principe de l'esclavage de l'homme. Une de ces caractéristiques à été de reconnaître que le travail de l'Allemagne pouvait être utilisé comme source de réparations... Et l'accord selon lequel les citoyens soviétiques qui se trouvaient dans les zones occidentales de l'occupation devaient être livrés aux autorités soviétiques, équivalait, pour les nombreux réfugiés soviétiques qui ne voulaient pas retourner, à la promulgation d'une loi sur les esclaves fugitifs. »

Ce jugement est substantiellement correct.

« La preuve la plus importante que le plan Morgenthau eut de l'influence sur la conférence de Yalta, on la trouve dans la réaction même des fonctionnaires des Finances aux décisions de Yalta. »

Pour eux, les décisions de Yalta corroboraient celles de Québec.

« Après le retour de Yalta du président Roosevelt, les fonctionnaires des Affaires étrangères saisirent l'occasion de faire passer leur propre programme sur l'Allemagne d'après-guerre », en soumettant le 10 mars 1945 un mémorandum sur de nouvelles directives pour l'occupation militaire de l'Allemagne qui remplaçait les rigoureuses J.C.S. 1067.

« Lorsque Morgenthau vit un exemplaire du mémorandum des Affaires étrangères, il devint si furieux qu'il téléphona immédiatement au sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, McCloy, pour lui exprimer son mécontentement.

. . . .

« Si le plan des Affaires étrangères avait été adopté, cela aurait signifié la défaite complète de Morgenthau et de White. »

Mais Morgenthau réagit immédiatement auprès du président et prépara une réfutation paragraphe par paragraphe du plan des Affaires étrangères.

« Le 19 mars, au cours d'une séance convoquée d'urgence, Morgenthau avait demandé à White, Coe et Harold Glasser de le conseiller au mieux pour aborder le président », en vue de le convaincre.

Mais dans la visite qu'il fit le lendemain à Roosevelt, Morgenthau s'opposa au major John Boettiger, gendre du président, installé à la Maison-Blanche pour prendre soin de la santé déclinante de son beau-père.

« Les Soviets savaient-ils ce que les Américains ignoraient à savoir que le président était près de la mort et sujet à des syncopes à tout moment ? »

A la suite d'une réunion interministérielle du 21 mars, dans laquelle avaient réussi à se glisser Coe, Glasser et Dubois, ce dernier déclara « qu'une grande décision commençait à apparaître ».

« La " grande décision ", selon Dubois se termina par un triomphe retentissant pour les Finances, le 23 mars. Ce jour-là, Morgenthau, dans le compte rendu jubilant qu'il en fit à ses collègues, leur dit que le président avait été persuadé qu'il devait " annuler " le mémorandum du 10 mars des Affaires étrangères et " qu'il avait pleinement accepté celui qui avait été fait ici, hier soir, avec White, Glasser et Dubois. " »

Morgenthau écrivait le soir même dans son Journal :

« Heureusement que nous avons le président pour nous soutenir... Ils ont essayé de le faire changer — mais cette bande des Affaires étrangères n'a pu y réussir. Tôt ou tard, il faudra bien que le président nettoie sa maison, je veux dire cette bande hargneuse... Et ils sont pour Herbert Hoover et Herbert Hoover nous a mis dans ce pétrin, et ils sont fascistes de cœur... Ce n'est qu'une bande hargneuse qui tôt ou tard devra être extirpée. C'est cette bande sans principes qui nous a combattus... »

Le rejet du mémorandum du 10 mars par le président fut une grande déception pour les Affaires étrangères qui avaient préconisé un programme raisonnable sur l'Allemagne.

Un point important de friction entre les Finances et le ministère de la Guerre était le traitement des criminels de guerre allemands.

« Désireux d'empêcher le président de prendre une décision hâtive sur les criminels de guerre lors de la future conférence de Québec, Stimson fit connaître son point de vue à la Maison-Blanche. Il souligna au président l'avantage d'un procès (global) sur la politique de " faire feu à première vue " préconisée par Morgenthau. Une des recommandations du mémorandum du 6 septembre de Morgenthau était l'établissement d'une liste de grands criminels allemands qui dès leur arrestation et leur identification devraient être passés immédiatement par les armes. »

Stimson, au contraire, désirait qu'un minimum de formes légales soit respecté. Un mémorandum fut préparé pour rejeter la " position de légalité " de Stimson. Mais entre-temps, Roosevelt mourait et Truman arrivait à la Maison-Blanche. Morgenthau ne jugea pas à propos de lui présenter le mémorandum.

Un autre sujet de controverse entre les Finances d'une part, et les Affaires étrangères et la Guerre d'autre part, était la question des réparations.

« En plus de la confiscation et de l'enlèvement des marchandises importantes et de la masse fiscale, le ministre des Finances proposait carrément la cession réelle de territoire allemand aux vainqueurs — et l'utilisation des Allemands à des travaux forcés pour reconstruire les régions dévastées par les armées hitlériennes et cultiver le sol des pays libérés pour nourrir leurs habitants.

« En aucune façon Morgenthau n'admettait le paiement de dommages de guerre à long terme qui supposait la reconstruction de l'industrie allemande sur une grande échelle. »

Le ministère des Affaires étrangères soutenu par la Guerre préconisait, au contraire, « des contrôles étendus sur de larges secteurs de l'économie allemande » afin d'empêcher la famine qui menaçait.

Le président, de son côté. avait déclaré qu'il désirait que des ordres fussent donnés à l'administration allemande pour qu'elle assume elle-même ces contrôles.

« Le 12 mars 1945, le Dr Lubin fut nommé à la tête de la délégation américaine de la Commission des Réparations.

« Depuis longtemps il s'intéressait aux affaires russes. Selon le *Daily Worker,* dès 1930, il avait parlé sous les auspices des Amis de l'Union soviétique, organisation citée comme subversive par le procureur général. »

Lubin avait le soutien total des Finances. Avec leur aide, il prépara un mémorandum pour le président disant que le programme des réparations préconisé par les Affaires étrangères laisserait à l'Allemagne assez d'industrie pour retrouver son potentiel de guerre.

Au cours des réunions interministérielles s'élevaient souvent de violentes discussions sur cette question entre les Finances et les autres membres du cabinet.

Le 10 avril 1945, un document « très secret » circula dans plusieurs ministères intéressés. Il suggérait diverses mesures à prendre au sujet des réparations. Parmi celles-ci « se trouvait le curieux concept des réparations humaines — l'idée qu'une grande force ouvrière fournie par les Allemands pour " satisfaire les revendications des autres pays " en matière de dommages de guerre, devrait être recrutée en particulier parmi les " groupes nazis, la Gestapo, les organisations S.S., les officiers de la Wehrmacht et ces éléments de la population qui avaient coopéré au financement et à l'édification de la machine nazie " ».

Ce concept fut « énergiquement combattu » par la Guerre et les Affaires étrangères, notamment par Clayton.

« Entre-temps, le 21 avril, le puissant financier de New York, Bernard Baruch, en sa qualité de conseiller du président, assista à une réunion du cabinet de la Guerre. On lui

demanda ce qu'il pensait du problème allemand. Selon le compte rendu que donna Morgenthau à ses collaborateurs, Baruch répondit qu'il rentrait d'un récent voyage en Europe plus convaincu de la nécessité d'une décentralisation de l'Allemagne qu'au moment de son départ. " Le plan des Finances était beaucoup trop mou, et son auteur une vraie poule mouillée. Il (Will Clayton) devrait s'arracher le cœur s'il ne sait se conduire ", déclara le financier sorcier, en ajoutant non sans menace : " il ne pourrait rester à Washington si j'en terminais avec lui ". Clayton devait " filer droit dans cette affaire allemande " ou " quitter la ville ". Baruch fut inflexible. " Toute ma raison de vivre maintenant, dit-il, est de voir l'Allemagne désindustrialisée totalement. Je ne laisserai personne se fourrer dans nos jambes. " Il devint si ému que les larmes jaillirent de ses yeux. " Je n'ai jamais entendu un homme parler avec une telle fermeté ", exulta Morgenthau et en ajoutant qu'il " avait acquis de Baruch le sentiment de l'importance de l'amitié avec la Russie... "

« Soucieux de ne pas compromettre les relations d'après-guerre avec l'Union soviétique, les fonctionnaires des Finances exprimaient fréquemment leurs craintes de voir la Russie encerclée par l'Occident. Le 24 avril, Josiah Dubois soumit un mémorandum à Morgenthau lui manifestant sa sympathie pour la Russie. »

Il y écrivait, entre autre, que ceux qui utilisaient l'Allemagne contre la Russie étaient assurément responsables d'un grand nombre de difficultés entre Washington et Moscou. De son côté, Lauchlin Currie craignait que le développement de blocs opposés ne soit une menace pour la paix future du monde.

Le 3 mai, une réunion interministérielle sur l'Allemagne en général, et sur les réparations en particulier, eut lieu dans le bureau de Morgenthau. La question des pouvoirs du « Conseil de contrôle allié », créé à Yalta pour le démantèlement et l'enlèvement des installations allemandes, souleva

les premières difficultés. White insista pour que les décisions du Conseil fussent prises à l'unanimité, laissant par là, à chaque allié, le droit de veto pour empêcher que l'équipement industriel allemand de sa zone particulière ne soit enlevé. Au contraire, Clayton, des Affaires étrangères, Lovette, de la Guerre, et Crowley, du F.E.A., voulaient que les décisions fussent prises à majorité car ils craignaient que la Russie ne fasse trop de bruit, et d'autre part, ils ne voulaient pas que le remplacement de l'équipement industriel allemand se fasse au détriment des dollars américains.

« En aucun cas, les Etats-Unis ne devraient accepter une politique dont le résultat serait de faire payer les réparations par les Etats-Unis...

« Une querelle plus vive encore s'éleva sur la question du travail obligatoire des Allemands au titre de restitution pour dommages de guerre en Russie. Les fonctionnaires des Finances préconisaient, ni plus ni moins, la création d'une grande force ouvrière sans contrôles extérieurs. »

Mais les autres membres se refusaient à l'idée même de faire faire « un travail d'esclaves » à deux ou trois millions d'Allemands.

« C'est alors que Morgenthau jeta dans la discussion le poids de son influence au cabinet. " L'ensemble de la question du travail obligatoire avait déjà été résolu à Yalta, annonça-t-il, et les Affaires étrangères devraient montrer à Crowley les clauses de l'accord de Yalta. " Il n'était plus question de savoir " s'il y aurait ou non du travail d'esclave ", car cela avait été réglé par l'affirmative. " Nous ne faisons qu'exécuter l'accord de Yalta, s'exclama-t-il, et si M. Crowley proteste... c'est contre Yalta qu'il proteste... "

. . . .

« Clayton était profondément troublé. Il n'avait pas remarqué, dit-il, que l'accord de Yalta allait jusqu'à dire que les

armées alliées seraient requises pour " recruter " des travailleurs dans leurs zones et les livrer " de force " aux Russes. Ce à quoi Harold Glasser répondit d'un air narquois : " C'est sous-entendu. " Dubois répéta alors ce que Lubin avait dit au sujet de l'enquête Gallup, à savoir qu'un fort pourcentage d'Américains se prononçait en faveur de la reconstruction de la Russie par " trois ou quatre millions d'Allemands "... »

Mais Clayton restait intransigeant sur la nécessité de faire surveiller l'utilisation du travail obligatoire par « un quelconque système international de contrôle », ce à quoi s'opposaient les membres des Finances.

« Dans la cruciale réunion du 3 mai plus encore que dans toutes les autres, les hommes de Morgenthau furent sûrs d'eux, pleins de hardiesse et assoiffés de vengeance contre l'Allemagne nazie. La bande de loups des Finances se mettait à hurler.

« Le Journal révèle que Robert H. Jackson, de la Cour suprême de justice, puis procureur général aux procès de Nuremberg, lorsqu'il apprit le projet des Finances, souleva une objection contre l'illégalité du travail obligatoire.

. . . .

« Jackson soutint qu'aucune sentence ne pouvait être rendue sans procès et la directive ne prévoyait aucun procès. Pas plus qu'on ne pouvait condamner d'avance ces organisations tant qu'un procès n'en avait déterminé le caractère de conspiration.

« Je pense, dit Jackson, que le plan de faire entrer un grand nombre de travailleurs dans un service étranger, ce qui revient à les parquer dans des camps de concentration, va ruiner grandement la position morale des Etats-Unis dans cette guerre. »

Pour lui, l'idée même de camp de concentration devait être abolie.

« Aussi importante que ces décisions politiques était la question de savoir qui allait interpréter et faire exécuter les directives politiques. Il était vital pour les Finances d'avoir un de ses membres les plus sûrs auprès du général Lucius Clay qui venait d'être nommé haut commissaire américain en Allemagne. Le 4 avril 1945, le général Clay avait demandé à Morgenthau de désigner un fonctionnaire des Finances pour se charger complètement des finances effondrées de l'ennemi battu. White nomma immédiatement son vieil ami Bernstein. »

Cette candidature n'ayant pas été retenue, White suggéra les noms de Lauchlin Currie ou du Dr Abraham G. Silverman qui, selon Elizabeth Bentley, dirigeait une cellule communiste à Washington.

« La mort de Roosevelt en avril 1945 fit entrer à la Maison-Blanche un pouvoir exécutif qui allait rapidement manifester son antipathie à l'égard du plan des Finances sur l'Allemagne d'après-guerre. Mais Morgenthau semble avoir sereinement ignoré les difficultés qui se présentaient. »

Lui et ses collaborateurs étaient résolus à étendre leur influence aussi loin que possible. Mais l'arrivée de Truman à la Maison-Blanche provoqua des changements fondamentaux dans la politique étrangère américaine. Entre autre, les Affaires étrangères reprirent en main l'élaboration de cette politique.

« Dans la mesure où l'influence des Finances diminua après la mort de Roosevelt, une nouvelle orientation se fit jour graduellement et fut marquée par un abandon progressif des principes du plan Morgenthau.

« Le 5 juillet 1945, à la veille du départ du président Truman pour Potsdam, la démission d'Henry Morgenthau fut annoncée à Washington. Il avait voulu accompagner le pré-

sident à Potsdam et avait menacé de démissionner s'il ne faisait pas partie de la commission. »

Truman qui n'approuvait ni le plan ni le rôle joué par les Finances en politique étrangère accepta sa démission. Mais « les hommes de Morgenthau », agrippés à leurs postes longtemps après la démission de leur chef, continuèrent à jouer leur rôle.

« A la fin de 1945, il n'y avait pas moins de cent quarante spécialistes des Finances dans les postes importants du Gouvernement militaire en Allemagne. Ils jetaient le poids de leur influence considérable dans la balance pour mener la politique américaine dans la direction qu'avait prise Morgenthau. Comme l'écrivait le journaliste populaire du *New York Times,* Drew Middleton, le corps des Finances servait " de contrepoids eu égard à ces fonctionnaires qui, par crainte de l'Union soviétique ou toute autre raison, voulaient reconstruire l'Allemagne ". »

Le traitement de l'Allemagne fut le sujet principal de la conférence de Potsdam en juillet 1945. Les Trois Grands furent d'accord pour déraciner le militarisme allemand et le nazisme. Mais l'accord de Potsdam contenait aussi une clause autorisant les commandants alliés des quatre zones à prendre toute mesure pour « empêcher la famine, les épidémies et l'agitation » dans leur propre secteur. A peine plus d'un an après, l'accord de Potsdam était l'objet d'une vaste critique.

Au début de septembre 1946, Lord Beveridge, après une visite de la zone britannique d'occupation, déclara dans un discours radiodiffusé :

« Dans la sombre période de colère et de confusion à Potsdam, en juillet 1945, nous avons abandonné la Charte Atlantique de 1941 qui indiquait que nos buts étaient pour tous les pays, de meilleures conditions de travail, de progrès

économique et de sécurité sociale ; pour tous les Etats, vainqueurs et vaincus, d'égales conditions d'accès au négoce et aux matières premières du monde qui étaient nécessaires à leur prospérité économique. »

Quel fut l'effet réel du plan Morgenthau ? Bien qu'il ne fut jamais complètement appliqué, il n'en eut pas moins une grande influence sur la politique américaine dans les derniers moments de la guerre et pendant la première phase du gouvernement militaire, jusqu'au changement radical de politique avec le ministre Byrnes. Il créa une grande confusion dans l'industrie allemande et beaucoup de désespoir parmi les Allemands.

Il est un point en tout cas sur lequel les recommandations de Morgenthau furent intégralement appliquées. Il faut en effet citer au passif de Morgenthau et de Yalta certaines clauses telles que celle-ci : Les Alliés acceptaient de livrer aux Russes tous les ressortissants qualifiés de « citoyens soviétiques », c'est-à-dire tous les Russes anticommunistes réfugiés en zone anglaise, américaine et française d'Europe centrale, ainsi que tous les réfugiés des pays satellites tels que Hongrie, Roumanie, Bulgarie, etc. Cette clause fut l'objet de drames sans nombre, des années durant et au cœur même de Paris des policiers du N.K.V.D. firent la chasse aux ressortissants soviétiques ou ex-soviétiques.

Les Français de la zone d'occupation allemande comprirent vite que les Russes ainsi livrés, étaient bons pour la déportation, ou un coup de pistolet dans la nuque ; ils s'arrangèrent pour en livrer le moins possible. Les Anglais furent plus longs à comprendre, mais cessèrent à un moment donné les livraisons. Les Américains persistèrent longtemps, et ne cessèrent qu'à la suite de tragédies atroces et lorsque leurs rapports avec les Soviets furent devenus très tendus.

« Bien que le président Roosevelt et le Premier ministre Chuchill aient par la suite reconnu la folie de ce qu'ils avaient

approuvé à Québec, Morgenthau, White et l'équipe des Finances purent voir que l'esprit et la substance de leur plan avaient prévalu dans la politique officielle comme cela se reflétait dans la directive punitive.

« D'une manière très précise, les J.C.S. 1067 avaient déterminé les lignes principales de la politique des Etats-Unis en Allemagne pendant plus de deux ans après la capitulation. Vers la fin de 1945 il est vrai qu'une nouvelle tendance se manifesta dans la politique américaine et amena par la suite la répudiation formelle de la directive en juillet 1947. Mais jusqu'à ce qu'elle fut officiellement révoquée les échelons inférieurs de l'administration durent appliquer ses pénibles dispositions. Comme les instructions des J.C.S. 1067 étaient virtuellement des ordres, les administrateurs américains n'avaient d'autre choix que l'interprétation rigide de leurs dispositions et leur application zélée. »

La dénazification, entre autre, provoqua le renvoi dans un grand nombre d'entreprises d'Allemands hautement qualifiés, ex-membres du Parti. Dans les chemins de fer, le résultat s'en fit durement sentir. Cette malheureuse expérience dura plusieurs mois, du moins dans la zone américaine. Car les zones française, anglaise et russe n'appliquèrent jamais aussi brutalement ces mesures, ou les abandonnèrent rapidement comme impraticables.

Durant les deux premières années de l'occupation alliée, le programme des Finances concernant le démontage des industries fut vigoureusement poursuivi par les fonctionnaires américains. La production industrielle devait « descendre de 70 à 75 % du niveau de 1936 ». Mais les Américains ne furent pas longs à comprendre qu'il ne pouvait y avoir d'Europe forte sur le plan économique si l'Allemagne était faible.

La désindustrialisation de l'Allemagne entraîna, par voie de conséquence, l'impossibilité de réaliser le programme agricole préconisé par les Finances, faute de matières premières nécessaires à la construction de machines agricoles et elle réduisit le pays à une économie médiévale de troc.

« Ainsi que l'avait certainement prévu White, la condition économique de l'Allemagne fut désespérée entre 1945 et 1948. Les villes restèrent des monceaux de détritus et l'asile fut en vogue car un flot impitoyable de réfugiés sans qualification se déversa sur les zones occidentales où la ration alimentaire de 1 500 calories par jour était à peine suffisante pour l'entretien de la vie. L'incertitude concernant la valeur future du Reichmark comme monnaie effective et l'attente d'une réforme monétaire donnèrent lieu à un stockage général des marchandises. »

La remise en route de toute l'économie européenne se trouva retardée par l'effondrement de l'industrie allemande.

« Pour permettre à l'Europe de se rétablir, le plan Marshall fut imaginé en 1947. Il rejeta enfin la philosophie du programme White-Morgenthau. Les réformes monétaires changèrent la situation du jour au lendemain. Ces mesures si longtemps attendues supprimèrent les pires entraves et c'est alors que commença la prodigieuse renaissance économique de l'Allemagne occidentale.

. . . .

« Le plan des Finances sur l'Allemagne fut la négation absolue de tous les principes démocratiques chers aux Etats-Unis et pour lesquels ils ont fait deux fois la guerre en une génération. S'il avait été exécuté sous sa forme originale, il aurait certainement constitué le plus grand acte de génocide de l'histoire moderne. Le totalitarisme et le barbarisme des nazis furent, à coup sûr, suffisants pour convaincre les Américains les plus charitables que seul un programme fortement restrictif pourrait efficacement éliminer l'Allemagne comme menace pour la paix dans l'avenir.

. . . .

« Après tout ce qui a été dit, une question implicite hante l'historien. La voici. Ce plan Morgenthau qui a été si psychopathiquement anti-allemand, n'a-t-il pas été tout aussi consciemment et délibérément pro-russe ? Jusqu'à maintenant, les spécialistes en histoire ont manqué de répondre à cette question vitale, voire même de la poser, dans leurs études, par ailleurs si complètes, sur la diplomatie américaine pendant et immédiatement après la seconde guerre mondiale. Cependant, cette question est d'une telle importance historique qu'il faudra bien un jour y répondre d'une manière précise. »

Le ministre des Finances n'a jamais nié que son plan soit anti-allemand mais personne dans son ministère n'a jamais reconnu qu'il fût pro-russe. Le plan Morgenthau qui, selon le maréchal Knappen, « correspondait étroitement à ce que l'on pouvait présumer être les désirs russes sur la question allemande », ne fut-il pas une réponse à un obstacle soudain et inattendu des visées soviétiques ?

« Que Harry Dexter White ait été le réel architecte, voire même le constructeur, du plan Morgenthau, cela ne peut plus être sérieusement contesté. Document après document, le Journal révèle l'influence constante de White, tant dans l'élaboration de la pensée que dans les décisions finales du ministre Morgenthau.

« Ignorant de la haute économie et des mystères de la finance internationale, le ministre ne cessa jamais de s'appuyer fortement sur son équipe d'experts pour toutes sortes d'avis généraux et spécifiques. »

White fut l'animateur de l'équipe des Finances et dans la question de l'Allemagne, il mit tout en branle dès le début. C'est lui, entre autre, qui fit livrer au gouvernement soviétique par le Bureau des gravures et impressions, en avril 1944, le double des planches servant à imprimer les marks de l'occupation militaire qui étaient la monnaie légale de

l'Allemagne d'après-guerre. Ce qui provoqua une forte inflation dans toute l'Allemagne occupée que les contribuables américains durent amortir pour une somme de plus de deux cent cinquante millions de dollars [2].

Mais qui inspira ou quel motif guida le cerveau et la main de White ? Les similitudes frappantes de conception et de détail qui existent entre le plan des Finances et les desseins soviétiques concernant l'Allemagne d'après-guerre peuvent n'être que pure coïncidence, et le Journal ne nous donne aucune indication sur les machinations de White et de ses collaborateurs derrière les coulisses.

Harry Dexter White fut-il un agent actif de l'espionnage

2. Pour le détail de cette étrange histoire, voir : *Transfert des Planches à Papier d'Occupation — Phase Espionnage,* Rapport intérimaire du Comité des Opérations gouvernementales, 15 décembre 1953 (Washington : Bureau des impressions du gouvernement, 1953). Le 14 avril 1944, dans le bureau de Morgenthau se tint une réunion à laquelle furent présents White, l'ambassadeur soviétique Gromyko et Alvin W. Hall, directeur du Bureau des gravures et impressions. Morgenthau déclara que le gouvernement des Etats-Unis, soucieux de coopérer avec tous ses alliés, avait décidé qu'il soit fourni à la Russie le double des planches qui servaient à imprimer les Marks militaires alliés pour l'Allemagne d'après-guerre. Il serait heureux d'envoyer des techniciens du Bureau des gravures à Moscou pour mettre en place les opérations. Ces « Marks M.A. » ainsi que l'ancien reichmark allemand devenaient la monnaie légale du pays occupé. Les Marks M.A. imprimés aux Etats-Unis furent utilisés pour payer les salaires du personnel américain, anglais et français des zones occidentales ; 250 millions de dollars furent émis par les Américains, 180 millions de dollars par les Anglais et 58 millions de dollars par les Français. Mais aucune information n'a été donnée sur la valeur des marks qui ont été imprimés par le gouvernement soviétique. Malgré tous leurs efforts, les fonctionnaires des Etats-Unis n'ont pu obtenir ces renseignements vitaux. Mais les marks soviétiques provoquèrent une terrible inflation jusqu'à la réforme monétaire de 1948. Hall et le sous-secrétaire Dan W. Bell furent contre le transfert des planches au gouvernement soviétique, mais White se prononça éloquemment en faveur d'une autre « monnaie commune » pour toutes les zones d'occupation. Il n'est pas discutable que l'idée fut lancée par White.

soviétique, comme le déclara J. Edgar Hoover, du F.B.I. ? Il avait incontestablement des contacts étendus à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement avec des marxistes et d'autre part, ses activités lui donnaient accès à des documents très secrets des divers ministères.

« La concentration de sympathisants communistes au ministère des Finances et en particulier à la division de la Recherche monétaire, est maintenant un fait indiscutable. White en fut le premier directeur ; ceux qui lui succédèrent furent Frank Coe et Harold Glasser. Furent également attachés à la division de la Recherche monétaire William Ludwig Ullman, Irving Kaplan et Victor Perlo. White, Coe, Glasser, Kaplan et Perlo furent tous identifiés, par témoignage sous serment, comme participants de la conspiration communiste.

. . . .

« Jamais, dans le passé, l'histoire américaine n'avait eu une bureaucratie non élue de fonctionnaires furtifs, sans visage, qui exercèrent un pouvoir aussi arbitraire et qui jetèrent une ombre aussi sinistre sur l'avenir de la nation, que Harry Dexter White et ses associés au ministère des Finances, sous la direction de Henry Morgenthau. Ce qu'ils tentèrent de faire en pervertissant curieusement les idéaux américains, et comment ils furent sur le point de réussir pleinement, c'est ce que démontrent ces documents. »

C'est là ce qui est certain.

Mais on ignore encore quels secrets inestimables furent envoyés à Moscou par le canal de la clandestinité communiste et quel tort réel ces sinistres individus causèrent à la sécurité des Etats-Unis.

A une époque cruciale de l'histoire, un groupe de politiciens juifs a orienté secrètement la politique étrangère des Etats-Unis et a joué un rôle capital dans le déroulement des

événements européens. En fait, par leur intermédiaire, la puissance du gouvernement américain a été mise en pleine guerre au service d'une idéologie révolutionnaire et des intérêts d'Israël.

Cette politique menée par Morgenthau en accord avec Roosevelt avait un double caractère : c'était une implacable politique de vengence juive, dirigée non contre le seul gouvernement hitlérien mais contre le peuple allemand tout entier rendu collectivement responsable des fautes et des crimes d'Hitler. C'était une politique révolutionnaire d'entente avec le gouvernement soviétique en vue d'implanter le marxisme dans toute l'Europe.

On a maintes fois, dans l'histoire, accusé les Juifs de constituer une minorité étrangère inassimilable, un Etat dans l'Etat au sein des nations. Les documents Morgenthau nous montrent précisément un cas de ce genre et apportent une confirmation éclatante du bien-fondé de cette accusation.

On a maintes fois, au cours du dernier demi-siècle, accusé les Juifs de finance et les Juifs de révolution — l'internationale de l'or et l'internationale du sang — de travailler secrètement en commun à la poursuite d'un idéal juif de conquête du monde par la désagrégation des sociétés occidentales à base chrétienne. Les libéraux philosémites ont couvert de sarcasmes ceux qui émettaient de pareilles inquiétudes. Or tout au long des documents Morgenthau, nous voyons effectivement des magnats juifs de la haute finance, tels Morgenthau, Harry Dexter White et B. Baruch, mettre toutes les ressources de la politique américaine au service des intérêts de la Russie soviétique en Europe centrale.

Il faut même aller plus loin. Il ressort des documents Morgenthau que pendant toute la durée de la guerre, le ministère des Finances U.S. a constitué un foyer secret de trahison, d'espionnage et de subversion au sein du gouvernement américain puisque la plupart des chefs et des têtes de l'équipe Morgenthau, Harry Dexter White, Harrold Glasser, Frank Coe, William Ludwig Ullmann, Abraham George Silverman,

Nathan Gregory Silvermaster, Lauchlin Currie, Salomon Adler, etc., ont été finalement démasqués comme étant des agents secrets d'espionnage soviétique.

Le 16 août 1948, Harry Dexter White préféra se suicider plutôt que d'affronter la Commission d'enquête du Sénat américain devant laquelle il était convoqué et une dramatique confrontation eut lieu par la suite devant la télévision américaine entre le président Truman et l'Attorney général Brownell au sujet d'Harry Dexter White.

Tout au long du concile Vatican II, les Juifs se sont élevés avec fureur contre l'accusation de déicide et contre le principe de la responsabilité collective dont on a chargé le peuple juif en conséquence de cette accusation. Or, les documents Morgenthau nous montrent clairement que les Juifs ont appliqué à l'Allemagne ce principe de culpabilité collective et ont poursuivi une implacable politique de vengeance contre le peuple allemand rendu responsable des fautes et des crimes de Hitler.

Ils repoussent donc avec fureur le principe de responsabilité collective quand ils en sont les victimes, mais ils le revendiquent avec non moins d'âpreté lorsqu'ils en sont les bénéficiaires.

Les Juifs se sont attirés la sympathie du monde civilisé pour avoir été victimes de la sauvage répression hitlérienne ; et depuis lors, ils arguent de leurs six millions de morts pour interdire catégoriquement toute discussion du problème juif. En fait, depuis Nuremberg, le nom de Juif est un mot tabou, qu'il est interdit de prononcer dans la presse sous peine de se faire aussitôt traiter de pogromiste.

Comme le disait récemment Souslov, l'un des principaux dirigeants du Comité central du Parti communiste russe : « Si on touche à un cheveu seulement de n'importe quel Juif, tous les autres se mettent à crier aux quatre coins du monde. »

Une simple phrase du général de Gaulle, lancée à l'occasion de la guerre israélo-arabe : « Les Juifs, peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur », a soulevé une tempête de protestations, qui n'a peut-être pas été étrangère à sa chute.

Israël se plaint d'avoir été victime d'un génocide sans précédent dans l'histoire. Hitler a traité les Juifs sans ménagement, nous le reconnaissons d'autant plus volontiers qu'il ne s'est jamais trouvé personne en France, pas même le plus farouche des antisémites pour prôner le massacre et le génocide comme solution de la question juive. Mais ceci dit, il serait tout de même bon de rappeler certaines vérités essentielles.

Tout d'abord concernant le nombre des victimes : six millions de Juifs auraient péri dans les camps de concentration d'Auschwitz, de Sobidor, de Maidanek, de Treblinka, etc., tous situés en Pologne et exclusivement réservés aux Juifs. Six millions de morts, nous dit-on, expliquent tout, excusent tout, justifient tout.

Or ce chiffre de six millions a été affirmé sans l'ombre de justification ni de preuve dans l'hystérie de la Libération qui a suivi la fin de la guerre. Ce chiffre, depuis lors, a été largement diffusé à travers le monde, mais il est aujourd'hui de plus en plus contesté et on peut l'apparenter aux fameux soixante-quinze mille fusillés du Parti communiste français. Aucune enquête sérieuse, impartiale et documentée n'a jamais été faite à ce sujet ; mais un ancien déporté de Buchenwald, socialiste de surcroît, Paul Rassinier, a fait sur ce point des recherches très poussées et très sérieuses dans une série de livres qui ont nom : *Le mensonge d'Ulysse, Ulysse trahi par les siens, Le véritable procès Eichmann, Le drame des Juifs européens.*

Il est arrivé à la conclusion que le chiffre des victimes juives des camps de la mort oscillait autour d'un million deux cent mille. C'est déjà beaucoup, c'est beaucoup trop, d'autant qu'il y avait peu de grands Juifs parmi ce nombre, mais beaucoup de petits Juifs sans grande importance. Ce chiffre d'un million deux cent mille aurait été, selon Rassinier, plus ou moins tacitement accepté par certaines organisations juives telles que le Centre mondial de documentation juive contemporaine.

Mais enfin les Juifs n'ont pas été les seules victimes d'Hitler, loin de là ; Hitler a fait périr plus de chrétiens qu'il n'a fait mourir de Juifs. L'impitoyable régime hitlérien n'épargnait personne. Il faudrait parler du sort des prisonniers russes, de la politique de la terre brûlée en Russie et de beaucoup d'autres sévices. Les Allemands eux-mêmes en ont été les premières victimes et une bonne partie des grands chefs de la Wehrmacht des soldats couverts de gloire, ont été exécutés par Hitler, souvent même avec une sauvagerie extrême : le général von Schleicher, les maréchaux Rommel, von Witzleben, von Kluge, l'amiral Canaris et combien d'autres. Le maréchal von Witzleben, par exemple, a été pendu à un croc de boucher. De tous ceux-là, on ne parle presque jamais. Seules les victimes juives ont le don d'émouvoir la conscience universelle.

Et puis enfin, les Juifs occidentaux, Juifs américains surtout, n'ont-ils pas attisé eux-mêmes les flammes de l'incendie qui s'est abattu sur leurs frères européens ? Reportons-nous, en effet, au livre de Kaufman (dont nous parlons un peu plus loin), aux documents Morgenthau, aux déclarations de Harry Dexter White, de Bernard Baruch et consorts, tous gens hautement influents dans la conduite de la guerre. Commençons par les documents Morgenthau.

Ces documents, je le rappelle, n'émanent pas d'une officine de Goebbels mais ont un caractère d'authenticité officielle puisqu'ils sont publiés par le gouvernement des Etats-Unis, prototype des gouvernements modernes, libres, éclairés et démocratiques.

Morgenthau et son équipe réclamaient avec insistance l'application intégrale de leur plan à l'Allemagne. Ce plan préconisait la destruction totale et définitive de toute l'industrie allemande, la Ruhr en tête, l'Allemagne devant se contenter à l'avenir d'être un pays exclusivement pastoral et agricole.

Le résultat le plus immédiat et le plus clair de ce plan extravagant aurait été que dans la seule Allemagne de l'Ouest, trente millions d'Allemands seraient morts de faim. C'est ce que fit aussitôt remarquer avec indignation le ministre américain de la Guerre, Stimson, quand il eut connaissance de ce plan insensé auquel Roosevelt et Churchill avaient donné leur accord à Québec. Cette éventualité laissait Morgenthau et son équipe complètement indifférents. Si on les poussait à bout, ils voulaient bien accepter qu'on déportât le trop-plein de ces Allemands en Afrique.

Le plan Morgenthau préconisait en outre trois mesures essentielles :

1. Les autorités alliées devaient dresser une liste très complète des Allemands qualifiés de criminels de guerre et dès leur arrestation, ceux-ci devaient être abattus sur place sans jugement.

2. Plusieurs millions d'Allemands choisis parmi les nazis, les officiers de la Wehrmacht et tous ceux qui de près ou de loin avaient collaboré avec le régime, devaient être remis aux Russes pour être employés sans contrôle comme forçats à la reconstruction des régions dévastées.

3. Tous les réfugiés, qui avaient fui la Russie soviétique avant et pendant la guerre, devaient être livrés aux Russes où manifestement ils seraient soit fusillés, soit déportés dans les camps de concentration en Sibérie.

Une longue et violente controverse opposa à ce sujet Morgenthau aux ministres de la Guerre, des Affaires étrangères et de la Justice. Mais tant que vécut Roosevelt, Morgenthau, fort de son appui, obtint raison sur la plupart de ces points, ainsi que tout lecteur pourra le constater en se reportant au résumé des documents Morgenthau que nous avons publié dans cet article.

Les documents Morgenthau présentent un intérêt particulier du fait de l'éminente personnalité du ministre et de l'importance des postes qu'il occupait, du fait aussi que ce sont des documents officiels du gouvernement américain. Mais il existe d'autres personnalités et d'autres documents juifs qui les confirment et même les renforcent.

A tout seigneur, tout honneur : Bernard Baruch. En tant qu'ami personnel de Roosevelt et conseiller politique des suc-

cessifs présidents de la République américaine, Baruch occupait dans le gouvernement des Etats-Unis une position qui surpassait encore en importance et en influence celle de Morgenthau. Or, toujours d'après les documents du Sénat américain, Baruch trouvait le plan Morgenthau beaucoup trop mou. Toute sa raison de vivre maintenant, disait-il, était de veiller à ce que l'Allemagne soit entièrement désindustrialisée et, se tournant vers le ministre de la Guerre, il ajoutait qu'il ne laisserait personne lui barrer le chemin.

Lui et l'équipe Morgenthau étaient soucieux de ne pas compromettre les relations d'après-guerre avec l'Union soviétique et ils exprimaient fréquemment leurs craintes de voir la Russie encerclée par l'Occident.

Encore une fois, nous nous sommes longuement appuyés sur les documents Morgenthau, mais ils ne sont pas les seuls de leur espèce et il y a maints autres documents juifs qui les confirment.

Parmi ceux-là, nous en avons choisi deux qui s'apparentent de près au plan Morgenthau. Il s'agit de deux livres dont voici les titres : *Germany must perish,* de Theodore N. Kaufman, paru en 1941 aux Etats-Unis, aux éditions Argyle Press, et du livre de Michel Bar-Zohar *Les Vengeurs,* paru en 1968 aux éditions Fayard à Paris.

Le livre de Kaufman expose un plan destiné à être appliqué à l'Allemagne après la défaite de celle-ci pour éviter à l'avenir toute possibilité de sa part d'une nouvelle guerre d'agression. Kaufman y préconise la destruction totale et intégrale de la population allemande par un moyen très simple : la stérilisation massive de tous les hommes et femmes de nationalité allemande depuis l'âge de la puberté jusqu'à l'âge de 60 ans révolus.

Lorsque j'ai eu pour la première fois connaissance de ce livre, il m'a paru tellement extravagant que j'ai eu des doutes sur l'authenticité de l'ouvrage. Je l'ai donc fait rechercher aux Etats-Unis et ai finalement réussi à me le procurer. Le livre est parfaitement authentique et les extraits qu'en cite Rassinier sont absolument exacts. Voici quelques passages du livre en question :

« Cette guerre est une guerre entre la nation allemande et l'humanité. Hitler n'est pas plus responsable de cette guerre que le Kaiser ne l'a été de la précédente, ni Bismark avant le Kaiser ; ils n'ont été que des miroirs réfléchissant les instincts séculaires de la nation allemande, instincts de guerre, de conquête et de meurtre.

« Cette guerre est menée par le peuple allemand. C'est lui qui est responsable, c'est lui qui doit payer pour la guerre, autrement il y aura toujours une guerre allemande d'agression contre le monde. L'Allemagne a imposé au monde une guerre totale, elle doit payer une pénalité totale. Il y en a une et une seule valable : l'Allemagne doit périr pour toujours !...

« Il y a une manière et une seule de débarrasser le monde à jamais du germanisme, c'est de tarir la source en empêchant à jamais le peuple allemand de se reproduire. Il y a pour cela une méthode moderne connue sous le nom de " stérilisation eugénique ", qui est à la fois pratique, humaine et totale. La population allemande comprend environ soixante-dix millions d'habitants, divisés à peu près également entre hommes et femmes. Pour obtenir l'extinction de la race allemande, il suffit de stériliser environ quarante-huit millions de personnes, en excluant par suite de leur pouvoir limité de procréation, les hommes mâles au-delà de soixante ans et les femmes au-delà de quarante-cinq ans.

« Concernant les hommes mobilisés, si nous prenons comme base le chiffre de vingt mille chirurgiens, en estimant que chacun puisse réaliser environ vingt-cinq opérations par jour, leur stérilisation totale ne prendrait pas plus d'un mois. Voici en ce qui concerne l'armée ; en trois mois, le reste de la population civile mâle allemande pourrait être opéré.

« Etant donné que la stérilisation des femmes nécessite un peu plus de temps, on peut estimer que la population féminine de l'Allemagne tout entière pourrait être stérilisée en moins de trois ans. Une stérilisation complète des deux sexes doit être considérée comme nécessaire étant donné l'actuelle doctrine de l'Allemagne, qu'une seule goutte de véritable sang germanique constitue un Allemand...

« La disparition graduelle et totale des Allemands de l'Europe n'aura pas plus d'effet nocif sur ce continent que la disparition graduelle des Indiens n'en a eu sur le nôtre. »

Ce livre est déjà relativement ancien. Son auteur porte un nom peu connu. Alors pourquoi l'avoir choisi ici ?

Parce que ce livre a eu une influence néfaste sur la conduite de la guerre. Goebbels, ce génie diabolique de la propagande s'en est emparé, comme il s'est emparé du plan Morgenthau et de la proclamation de Casablanca dans laquelle les Alliés proclamaient à la face du monde qu'ils exigeraient une capitulation inconditionnelle et globale de l'Allemagne, c'est-à-dire une capitulation qui ouvrirait toute grande à la Russie les portes de l'Europe.

Et ici, je cite à nouveau les documents Morgenthau du Sénat américain :

« Le docteur Goebbels, chef de la propagande hitlérienne, tira grand profit du plan Morgenthau, dont il fit un cri de ralliement du peuple allemand pour résister jusqu'à la dernière extrémité. C'est ce qui se produisit pendant plusieurs mois — tandis que les bombardiers américains écrasaient et incendaient par douzaines les villes allemandes et par centaines les installations industrielles que les contribuables américains devraient, un jour, aider à reconstruire pour corriger le déséquilibre de l'Europe dû, par suite d'une erreur monumentale de calcul, à leur victoire. »

Il est très important de noter que le livre de Kaufman a

été publié aux Etats-Unis en 1941, alors que les Juifs n'avaient pas encore été rassemblés dans les camps de la mort. Il est permis de supposer que Hitler s'en est inspiré en prenant la décision de faire disparaître les Juifs qu'il détenait et qui lui servaient d'otages en quelque sorte. Il ne faisait ainsi que retourner contre eux les mesures d'anéantissement que Kaufman et ensuite Morgenthau, puis Baruch préconisaient d'employer contre le peuple allemand.

Il est à peu près sûr qu'au début Hitler n'avait pas l'intention de procéder à des massacres de Juifs ; il voulait en débarrasser l'Allemagne et l'Europe ; dans ce but, il commença à les rassembler dans des camps en vue de leur transfert, lorsque les circonstances le permettraient.

Mais la guerre prit pour l'Allemagne une mauvaise tournure. Hitler se vit encerclé, ses villes étaient écrasées sous les bombes, il n'avait peut-être rien à dire puisqu'il supportait le contrecoup du sort qu'il avait tenté de faire subir à Londres, Coventry, et autres lieux.

Mais néanmoins le fait était là. Sur ce, les Juifs américains Kaufman, Morgenthau, Baruch, hurlaient à la mort et annonçaient à grands cris leur intention de détruire l'Allemagne. Hitler se considéra donc à tort ou à raison — peu importe, je cherche à expliquer, non à justifier — comme en état de légitime défense. C'est dans ces conditions que fut prise la décision fatale, à laquelle le prédisposait sa nature sauvage, qui devait trouver son épilogue à Auschwitz et dans d'autres camps.

Convaincus par le livre de Kaufman, par les documents Morgenthau et par la conférence de Casablanca, que la défaite de l'Allemagne signifierait l'anéantissement du pays, le peuple allemand tout entier combattit jusqu'à l'ultime limite avec une énergie désespérée. Il en résulta un an de guerre supplémentaire, parfaitement inutile ; des centaines de milliers de morts, des destructions effroyables et surtout ce délai permit aux communistes russes de pénétrer jusqu'au cœur de l'Europe où ils sont toujours solidement installés, et d'où ils

constituent pour la civilisation occidentale une menace permanente plus grave encore que ne l'était la menace hitlérienne.

Bien avant mai 1945, les chefs de la Wehrmacht savaient que l'Allemagne avait perdu la guerre et ils cherchaient désespérément à capituler à l'Ouest pour faire barrage aux Russes à l'Est, mais ils se heurtaient à la volonté démentielle d'Hitler et à l'intransigeance de Roosevelt et de Morgenthau, désireux de protéger à tout prix les intérêts de leurs chers amis russes. C'est dans cette situation tragique que fut monté l'attentat de juillet 1944 contre Hitler.

Nous venons de parler du livre de Kaufman, mais comme nos lecteurs ne pourront pas se le procurer, arrivons tout de suite au livre suivant, *Les Vengeurs,* de Michel Bar-Zohar, qui se trouve dans toutes les librairies.

Qui est Michel Bar-Zohar ? Je n'en sais rien. Son éditeur — la vieille et honorable maison Fayard — nous dit ceci sur la couverture du livre :

« M. Bar-Zohar est né en 1938 à Sofia en Bulgarie. Il a fait de brillantes études à l'Université hébraïque de Jérusalem, puis à Paris. Il est docteur en science politique, il jouit d'une audience internationale, il est traduit et publié chez les plus grands éditeurs des Etats-Unis, d'Allemagne, d'Angleterre, etc.

« Pour écrire *Les Vengeurs,* Michel Bar-Zohar a parcouru le monde, interrogé les agents secrets, les justiciers, les juges, a examiné de nombreux documents... »

Dans ce livre, « pour la première fois, nous avons non pas le récit de la poursuite de tel ou tel criminel nazi, mais un tableau d'ensemble de cette vengeance juive ».

A la suite de la victoire des Alliés et de l'occupation de l'Allemagne, certains groupements juifs pénétrèrent en Allemagne, plus spécialement dans les zones anglaises et surtout

américaines : petites unités militaires juives, constituées dans les armées anglo-saxonnes, interprètes, membres des services de Renseignements anglo-américains, auxiliaires divers, etc. Ce livre nous décrit leur comportement en Allemagne. Un mot revient sans cesse comme un leitmotiv obsédant : la Vengeance juive. Nous allons en citer quelques cas typiques :

Une petite brigade juive constituée en unité autonome dans l'armée anglaise est au repos à Brinsighella près de Bologne, en Italie.

« Soudain une rumeur se répand parmi les soldats, comme un feu de poudre : " On va nous envoyer en Allemagne en qualité de troupe d'occupation. " Ces hommes, ces volontaires palestiniens savent que les autorités militaires britanniques ont longtemps hésité avant de les mettre en contact avec des Allemands, soldats ou civils. Il y avait en effet à craindre, non sans raison, que le désir de vengeance ne soit plus fort chez les soldats juifs que le sens de la discipline. " Aller en Allemagne !... " Les hommes commentent la nouvelle, s'agitent, s'excitent : " Ce serait trop beau ! "

« " Qu'on nous laisse un mois seulement, un mois, disent-ils, après cela, ' ils ' n'oublieront jamais. Cette fois ils auront vraiment une raison de nous haïr. On fera un seul pogrom, en chiffres ronds, mille maisons brûlées, cinq cents tués, cent femmes violées... " Et l'on entend des garçons dire : " Il faut que je tue un Allemand, de sang-froid, je le dois. Il faut que je viole une Allemande... Après je m'en moque... Pourquoi serions-nous le seul peuple, nous autres Juifs, à subir Auschwitz et le ghetto de Varsovie, à garder toute cette horreur dans la mémoire de notre peuple ? Il faut que les Allemands, eux aussi, aient un nom à se rappeler, celui d'une ville que nous aurons anéantie, que nous aurons rayée de la surface de la terre. Voilà notre but de guerre, la vengeance, et non pas les quatre libertés de Roosevelt ou la gloire de l'Empire britannique ou les idées de Staline. La vengeance, la vengeance juive... "

« La veille du jour prévu pour le départ pour l'Allemagne, des prises d'armes ont lieu dans les régiments palestiniens. Face au drapeau, un caporal lit les " Commandements du soldat hébreu en terre d'Allemagne " :

« " Souviens-toi que la brigade juive combattante est en Allemagne une force d'occupation juive ;

" Souviens-toi que notre apparition en tant que brigade, avec notre emblème et notre drapeau, face au peuple allemand, est, en soi, une vengeance ;

" Souviens-toi que la vengeance du sang est la vengeance de la communauté tout entière, et que tout acte irresponsable va à l'encontre de l'action de notre communauté ;

" Conduis-toi en Juif fier de son peuple et de son drapeau ;

" Ne salis pas ton honneur avec eux et ne te mêle pas à eux ;

" Ne les écoute pas et ne va pas dans leurs maisons ;

" Honnis soient-ils, eux et leurs femmes et leurs enfants, et leurs biens et tout ce qui est à eux ; honnis pour toujours ;

" Rappelle-toi que ta mission est le sauvetage des Juifs, l'immigration en Israël, la libération de la patrie ;

" Ton devoir est : dévotion, fidélité et amour envers les rescapés de la mort, les rescapés des camps. "

« Figés dans un garde-à-vous impeccable, tous leurs muscles durcis, les soldats de la brigade juive écoutent en silence. Sous leur apparente impassibilité roule la haine, mêlée à une joie immense.

Le romancier israélien Hanoch Bartov, alors jeune combattant de la brigade, écrira plus tard :

« Le sang battait dans nos veines. Nos bataillons rangés sous les armes, nos camions, nos véhicules de combat, prêts au départ, notre drapeau déployé, les paroles que nous venions d'entendre, cela faisait un tout. Nous vengerions notre peuple, sans plaisir, sans prendre goût à cette tâche, mais nous le vengerions. Nous allions devenir, pour l'éternité, les ennemis

implacables des tortionnaires de notre peuple. Et chacun de nous pensait : " Demain ! Demain, je serai en Allemagne... "

« Le commandement britannique décida au dernier moment pour éviter tout incident que la brigade juive resterait en Italie... La mort dans l'âme, les soldats hébreux obéirent. La vengeance s'éloigne. L'Allemagne leur reste interdite.

« Peu de temps après l'arrivée de la brigade juive à Tarvisio, des désordres se produisent dans la ville : Allemands attaqués, maisons appartenant à des nazis incendiées, femmes violées. On ne trouve pas les coupables mais le commandement de la brigade, formé d'officiers juifs affiliés à la Hagana, s'inquiète. Ces violences désordonnées nuisent à la cause juive. Il faut canaliser le sentiment de vengeance qui domine chez tous les soldats juifs de Tarvisio, et c'est dans ce dessein que les chefs de la Hagana décident de confier à un seul petit groupe d'hommes particulièrement sûrs et connus pour leurs qualités morales le droit de verser le sang au nom du peuple juif tout entier. »

Et voilà ce que nous dit un de ces vengeurs :

« Notre mission ici allait être la vengeance.

« Mais d'abord il fallait savoir qui frapper. Il faut que la culpabilité des victimes soit certaine. Les vengeurs de la Hagana tueront, mais ils ne tueront qu'à bon escient. Ce principe va déterminer toute leur action.

« Pour trouver les coupables, leur première source d'information, ce sont les services de Renseignements alliés qui possèdent des dossiers concernant les criminels de guerre recherchés, et des listes d'officiers S. S. et de nazis habitant dans la région. Dans ces services travaillaient des Juifs, anglais et américains, et même des Palestiniens. " C'étaient eux, me disait un ancien du groupe, aujourd'hui général, qui, à l'insu de leurs supérieurs, nous fournissaient régulièrement des renseignements. " Mais les dossiers et les listes ne suffisaient pas toujours et tous n'étaient pas accessibles.

« Par ordre de la Hagana, un deuxième groupe de vengeurs fut formé au sein de la brigade juive. Par précautions, chacun des deux commandos ignora l'existence de l'autre ; seuls les chefs étaient au courant. Les méthodes dans chaque groupe étaient à peu près identiques. Le lieutenant-colonel Marcel Tobias, qui, en tant que jeune volontaire, fit partie de ce deuxième groupe, a rapporté ceci, en 1964, à un journaliste israélien :

« " La camionnette bâchée s'arrêtait à l'endroit indiqué et nous emmenions l'officier S.S. sous prétexte d'une ' enquête de pure forme '. A l'arrière se trouvaient trois soldats de la police militaire qui ne soufflaient pas un mot. Lorsque nous arrivions à un étang ou une rivière, le S.S. était étranglé, son corps lié par une corde à une grosse pierre, et jeté à l'eau. Au retour, je quittais la camionnette à deux kilomètres du camp et je rentrais à pied, pour ne pas éveiller les soupçons. "

« Ainsi presque chaque soir, pendant des mois, les vengeurs de la brigade juive parcourent les routes, les villes et les villages du Nord de l'Italie, de l'Autriche et du Sud de l'Allemagne. Ils ne se reposent que lorsque les officiers palestiniens responsables des commandos sont de garde au camp ou affectés à une mission particulière. Il arrive aussi que les missions punitives soient suspendues quelque temps par prudence, car des rumeurs commencent à circuler.

« " Nous ne sommes pas des assassins. Croyez-moi, ce ne fut pas toujours facile.

« " Non, nous ne craignions pas le danger. En fait, ce que nous faisions n'était pas dangereux. Rien de très grave ne pouvait nous arriver. Nos actions n'étaient pas destinées à servir d'avertissement, pour l'avenir, à ceux qui pourraient être tentés de recommencer les horreurs du nazisme. Non, c'étaient des actions secrètes, qui devaient rester secrètes. Ce n'est pas de la façon dont nous agissions qu'on lance des avertissements aux gens. Pourquoi ne pas le dire ? Notre action, c'était de la vengeance, pure et simple. Connaissez-vous l'expression ' la saveur très douce de la vengeance ' ? Pour moi, c'était cela, je l'avoue. Exécuter un nazi dont je savais que lui ou l'un de ses semblables avait arraché un bébé des bras de sa mère, lui avait brisé la tête contre un mur, puis avait abattu la mère d'un coup de feu sous les yeux de son mari, ce châtiment, oui, avait ce goût très doux, très savoureux, de la vengeance. J'ai tué. Et je peux vous dire une chose : s'il avait fallu le refaire, je l'aurais refait. Car pour agir ainsi nous avions une grande justification morale. Et depuis, pas une seule fois, je n'ai éprouvé un remords. "

« Combien de nazis tombèrent sous les coups de la brigade juive ? Les estimations sont très variables, et le fait s'explique puisque la majorité des vengeurs n'a jamais connu que les opérations auxquelles ils ont pris part personnellement. Selon Gil'ad, le commando aurait opéré presque chaque nuit pendant six mois : il aurait donc à son actif environ cent cinquante exécutions. A ce chiffre, on doit ajouter les nazis qui furent découverts parmi les faux malades à l'hôpital de Tarvisio et mis à mort. Un autre vengeur auquel on peut accorder foi m'a dit : " Entre deux cents et trois cents personnes. "

« Mais ce n'est pas essentiellement le nombre des nazis exécutés qui est intéressant, car, quel qu'il ait été, il n'a pu être que dérisoire par rapport à l'étendue de leurs crimes et au nombre de leurs victimes. Ce que j'ai voulu comprendre et montrer, ce sont les sentiments de ces hommes, leur état d'esprit, les mobiles auxquels ils obéirent, et j'ai cherché à savoir ce qu'ils en pensent aujourd'hui, vingt ans après.

« J'ai longuement interrogé plusieurs de ces vengeurs. La première conclusion à laquelle je suis arrivé, c'est que ces hommes, sans exception, se sentaient, à l'époque, investis d'une mission historique, nationale. Ils se considéraient comme les représentants de tout un peuple. Tous aujourd'hui sont convaincus d'avoir agi comme ils avaient le devoir, l'obligation de le faire. Leur soif de vengeance et son assouvissement ne paraissent pas avoir affecté leur honnêteté, leur intégrité morale, leur équilibre. Connus ou inconnus, presque tous occu-

pent aujourd'hui, en Israël, des postes civils ou militaires importants. Ils sont des hommes normaux. »

La plupart des victimes allemandes étaient d'anciens nazis, S.S. et autres, ce qui pouvait expliquer et en partie justifier les actions de représaille juive mais ce n'était pas toujours le cas, loin de là, puisque Bar-Zohar nous raconte que lorsque des membres du groupement juif circulaient en auto sur les routes et voyaient un Allemand isolé qui cheminait sur la route à bicyclette par exemple, ils ouvraient brusquement les portières de l'auto au moment où ils arrivaient à sa hauteur et l'Allemand ainsi heurté par derrière, roulait sous les roues de l'auto où il était écrasé.

Bar-Zohar nous parle ailleurs d'un groupement constitué en Allemagne sous l'égide de la Hagana, le groupe « Nakam ». Voici ce qu'il en dit :

« L'état-major du groupe Nakam a mis trois projets à l'étude, A, B et C.

« Le projet principal, dit Béni, était le projet B. Il fallait frapper d'une façon massive les S.S. et autres nazis rassemblés dans les camps. Nous craignions, non sans raison, qu'ils ne soient bientôt libérés et ne regagnent, impunis, leurs foyers. Une fois le projet B accompli, nous voulions passer au projet C : poursuivre et châtier les criminels nazis notoires dont nous pourrions retrouver la trace.

« — Et le projet A ? demandai-je.

« Beni parut un peu mal à l'aise, mais il finit par me répondre :

« A l'état-major du groupe Nakam fut élaboré un projet dont la teneur ne fut communiquée qu'à quelques-uns. Beaucoup de temps et beaucoup d'argent furent consacrés à la mise sur pied de ce plan. Si nous réussissions, nous le savions, toute autre action deviendrait inutile. Aujourd'hui, avec le recul des années, on peut qualifier ce projet de diabolique. Il s'agissait de tuer des millions d'Allemands. Je dis bien, des

millions, d'un seul coup, sans distinction d'âge ou de sexe. La principale difficulté c'était que nous ne voulions frapper que des Allemands. Or, sur l'ancien territoire du Reich se trouvaient des soldats alliés et des ressortissants de toutes les nations d'Europe, libérés des camps de travail, échappés des camps de concentration. Et puis, certains d'entre nous ne pouvaient se résoudre à accomplir un acte aussi terrible, même contre les Allemands...

« C'est ainsi que nous nous sommes consacrés principalement au projet B. Après quelques mois de recherche, nous avons choisi notre terrain d'action, un camp près de Nuremberg — cette ville qui avait été le haut lieu du nazisme. Là, trente-six mille S.S. avaient été rassemblés. C'est vers ce camp qu'un petit groupe de reconnaissance se dirigea au début de 1946 pour accomplir le premier acte de vengeance.

« Nous avions décidé, dit Jacob, d'empoisonner les trente-six mille S.S. et c'est moi qui étais chargé de l'exécution du projet.

« Nos agents ne tardèrent pas à découvrir que l'approvisionnement du camp en pain était fait par une grande boulangerie industrielle de Nuremberg dont les bâtiments se trouvaient dans les faubourgs de la ville, près de la ligne de chemin de fer. Chaque jour arrivaient au camp des milliers de pains, du pain noir et du pain blanc.

« Il nous fallait d'abord savoir lesquels de ces pains étaient destinés aux prisonniers et lesquels étaient consommés par les soldats alliés, américains, britanniques et polonais, qui assuraient la garde des prisonniers. Je fis embaucher un de nos hommes à la boulangerie... Sachant cela, nous sommes passés à la deuxième étape. Nius avons prélevé des échantillons de pain et les avons envoyés à nos experts.

« Dans ces laboratoires, des ingénieurs chimistes authentiques procédèrent à diverses expériences, essayant successivement plusieurs poisons. Il ne faut pas que le poison agisse trop vite car alors, ceux des S.S. qui auraient vu leurs cama-

rades tomber foudroyés après avoir mangé du pain, prendraient des mesures en conséquence.

« Le groupe a des complices parmi les soldats américains de confession juive préposés à la garde du camp.

« Nous sommes en avril 1946. Les préparatifs s'achèvent.

« Nous voulions empoisonner quatorze mille pains, ce qui représentait six heures de travail au moins pour cinq hommes. Il fallait aussi deux hommes pour remuer sans cesse le mélange dans le chaudron car l'arsenic avait tendance à se séparer des autres ingrédients.

« Nous avions décidé d'opérer dans la nuit d'un samedi à un dimanche, pour deux raisons : le dimanche, la boulangerie était fermée, et le délai entre la préparation du pain et son transport au camp était prolongé de vingt-quatre heures. »

« C'est ainsi que fut choisie la nuit du 13 au 14 avril 1946. »

Ce jour-là, il se produisit au dernier moment un contretemps inattendu. Un orage d'une violence extrême s'abattit sur la région ; les gardiens allemands et les policiers américains restèrent toute la nuit en alerte et les exécuteurs durent s'enfuir en pleine nuit mais ils réussirent à couvrir leurs traces.

« Ainsi l'opération " pain empoisonné " était un échec. Pas tout à fait pourtant, car les vengeurs avaient eu le temps de badigeonner plus de deux mille boules. Le lundi 15 avril 1946, pains empoisonnés et pains intacts furent livrés au camp et distribués à raison d'un pain pour cinq ou six prisonniers. Dans la journée, plusieurs milliers de S.S. furent pris de violentes coliques. Selon les rumeurs dont certains journaux se firent l'écho, douze mille Allemands auraient été victimes du pain à l'arsenic et plusieurs milliers en seraient morts.

« Ces chiffres sont exagérés. Selon les estimations des vengeurs, quatre mille trois cents prisonniers auraient été incommodés. Un millier environ fut transporté d'urgence dans les hôpitaux américains. Dans les jours qui suivirent l'opération, sept cents à huit cents prisonniers moururent. D'autres,

frappés de paralysie, moururent dans le courant de l'année.

« Au total, les vengeurs avancent le chiffre de mille morts.

« La police militaire américaine ne fut pas longue à remonter la filière. Le pain mena les enquêteurs à l'entrepôt. Ils découvrirent le chaudron contenant le mélange, et tout l'équipement. Mais lorsqu'il s'agit de l'identité des responsables, les recherches aboutirent à une impasse. Terrifié à l'idée que la nouvelle risquait de se répandre dans les autres camps de prisonniers et dans la population civile allemande, le commandement américain fit tout pour étouffer l'affaire. La censure militaire alla jusqu'à interdire à la presse allemande de publier des informations sur l'empoisonnement. »

Les membres de l'équipe Nakam qui avaient participé à l'opération réussirent à s'enfuir à l'étranger, où ils trouvèrent refuge en France.

« Les vengeurs ne restèrent pas longtemps en France, en Italie ou en Tchécoslovaquie. Une fois apaisée l'émotion soulevée par l'affaire, ils partirent de nouveau pour l'Allemagne.

« La vengeance continuait.

« Dans le courant de l'année 1946, pourtant, des difficultés surviennent. Les dirigeants de la Hagana et des organisations juives manifestent des réticences de plus en plus marquées devant les projets d'activité des vengeurs.

« Nous nous sentions abandonnés, me dit Moshe, le chef des opérations pour l'Europe du groupe Nakam. Nous avions accompli des actes de vengeance en Belgique, en Hollande, en France. Les gentils que nous avions rencontrés là-bas nous comprenaient mieux que certains Juifs, mieux que ces Palestiniens nos frères. Nous avons eu des discussions déchirantes avec des gens dont nous pensions qu'ils auraient dû nous aider. Ceux de la Hagana, entre autres.

« Certains projets particulièrement spectaculaires rencontrèrent l'opposition de la Hagana.

« Dès la fin de 1945, un plan de grande envergure avait

été mis au point : exécuter les vingt et un accusés du procès de Nuremberg, soit en les empoisonnant, soit en faisant éclater une bombe dans la salle du tribunal, soit en faisant abattre les nazis, en pleine séance, par un commando armé.

« Tous ces projets furent abandonnés, dit Jacob, mais je peux vous dire une chose, ils n'étaient pas utopiques, et nos préparatifs étaient très avancés. Pourtant nous n'avons rien fait parce que nous ne voulions pas frapper des personnes innocentes.

« A défaut de pouvoir exécuter les vingt et un accusés de Nuremberg, le groupe Nakam revint à son projet A : exterminer, par un moyen ou par un autre, plusieurs millions d'Allemands.

« La Hagana est consciente des risques de pareilles opérations. Elle sait qu'elles sont de nature à donner du peuple juif une image très défavorable. Aussi s'efforce-t-elle de soumettre à son obéissance le groupe des vengeurs. Le groupe Nakam at-t-il tenté de passer outre et de mettre à exécution son projet A ?

Toujours est-il qu'il fut dissous et ses membres transportés en Palestine.

« Pourtant, à la même époque, un projet de représailles massives contre le peuple allemand fut sur le point d'aboutir. Il était l'œuvre d'un groupe de vengeurs qui avait cette particularité : les non-Juifs y étaient la majorité.

« C'est un journaliste israélien, S. Nakdimon, qui fit les premières révélations sur ce groupe. D'autres sources que je me suis engagé à ne pas révéler ont complété mes informations.

« L'intention de ces hommes fut d'abord d'incendier simultanément plusieurs villes d'Allemagne. Plus tard, ils projetèrent d'empoisonner la population de Berlin, de Munich — berceau du nazisme — de Nuremberg, de Hambourg et de Francfort.

« Techniquement, le problème n'était pas insoluble.

« Il suffisait d'introduire du poison dans les réservoirs d'eau potable. La grosse difficulté ici encore était d'éviter de porter atteinte aux soldats des troupes d'occupation et aux réfugiés non allemands qui se trouvaient dans ces cinq villes.

« Nuremberg qui avait vu l'insolent triomphe des nazis fut choisi pour être frappé en premier.

« Des hommes de notre groupe, m'a-t-il dit, s'étaient fait embaucher comme ouvriers et comme techniciens dans les compagnies de distribution d'eau. Une fois que nous avons très bien connu tout le système de distribution. nous avons mis au point un plan très compliqué qui consistait à couper l'eau, à l'heure H, aux casernes occupés par les Alliés et aux quartiers dans lesquels les non-Allemands se trouvaient en majorité. Ces zones auraient été épargnées. Tout le reste de Nuremberg aurait reçu de l'eau empoisonnée. Aucun Allemand, en somme, n'aurait dû survivre, sauf les ivrognes...

« Il fallait aussi se procurer du poison, et ce n'était pas facile. Dans un grand pays d'outre-mer, un savant accepte de fournir aux vengeurs ce qu'ils cherchent. Le poison, dissimulé dans un sac de soldat, est confié à un permissionnaire qui rejoint son unité. Il a pour consigne de remettre le sac à une certaine adresse, en France.

« La formule est au point. Pourtant, le projet ne sera jamais mis à exécution.

« Pourquoi ? Sur ce point, les témoignages que j'ai recueillis ne concordent pas.

« En relatant divers épisodes de ce phénomène étrange et mal connu qu'est la vengeance juive, je me suis efforcé de citer, avec le minimum de commentaires, les témoignages que j'ai recueillis. De ces récits, confidences, révélations que des dizaines d'hommes ont bien voulu me faire se dégage un certain nombre de faits et de notions qui expriment le caractère particulier, unique dans l'histoire, de ces représailles.

« Tout d'abord les personnages. Ce qui frappe, c'est que les vengeurs furent des hommes purs et probes, aussi bien ceux de la brigade juive que ceux du groupe Nakam, de la

Deutsche Abteilung, du Centre de documentation de Vienne ou d'autres groupes. Leur comportement et leur conduite démontrent une profonde honnêteté intellectuelle et morale. Rigoureux contre les bourreaux nazis, ils l'étaient également envers eux-mêmes. Le désir de faire justice, le souci de ne pas frapper des innocents dominent tous les épisodes de la vengeance. Nous l'avons vu, les projets relatifs à des actions de représailles massives contre le peuple allemand ne furent jamais mis à exécution.

« ... Pourtant, quand ils frappaient, c'était moins pour venger un père ou un frère que le peuple juif tout entier. Chacun des vengeurs avait le sentiment d'être investi d'une mission par tous les survivants et par tous les morts de la nation juive. Cette mission : punir. Ne pas permettre que celui qui a massacré des centaines d'hommes désarmés, de femmes, de vieillards et d'enfants, retourne tranquillement à ses petites affaires après avoir passé quelques mois dans un camp de prisonniers ou purgé une peine de prison dérisoire.

« Ils noyèrent, ils empoisonnèrent, ils abattirent d'une balle dans la tête des centaines de nazis, ils ne les volèrent pas, ils ne se livrèrent à aucune acte de " récupération ". C'est que tous avaient conscience que la vengeance, acte de sang, devait demeurer, sur ce plan, irréprochable.

« Paradoxalement, c'est la création de l'Etat d'Israël qui a le plus contribué à limiter la vengeance juive. S'il n'y avait pas eu cet Etat hébreu à faire naître, qui requérait toutes les énergies, tous les sacrifices, il est certain que le nombre de criminels nazis exécutés eut été beaucoup plus grand. On a vu qu'entre les organisations juives de Palestine et les vengeurs, l'opposition fut parfois très vive. C'est qu'entre la vengeance et la création d'Israël — deux devoirs sacrés aux yeux de ces hommes, — le choix était souvent difficile.

« La Hagana s'opposa d'une façon très déterminante à des représailles massives contre le peuple allemand pour ne pas susciter dans l'opinion internationale un mouvement d'hostilité à l'égard des Juifs. Et les vengeurs, de leur côté, auraient

voulu être mandatés officiellement, d'abord par les organisations juives, puis par l'Etat d'Israël, afin que la vengeance pût avoir lieu au grand jour, sans camouflage, et que le monde sût qui frappait, et pourquoi. »

Ces livres où il n'est question que de haine juive, de vengeance juive, nous laissent une profonde impression de malaise. En outre, ils nous montrent clairement que le peuple juif, la nation juive constituent une entité qui englobe tous les Juifs, ceux d'Israël, ceux de la Diaspora et de la Palestine. C'est l'éternel problème de la double nationalité qui se pose pour les Juifs de la Diaspora.

Mais revenons aux documents Morgenthau. La vengeance juive, ce leimotiv emplissait déjà les pages du livre d'Esther dans la Bible, il y a trois mille ans.

Il obsédait Bernard Baruch, Morgenthau et son équipe ; il a orienté toutes leurs actions.

« Les S.S. servirent des buts jugés criminels par le tribunal international de Nuremberg, à savoir la persécution et l'extermination des Juifs, des atrocités et des assassinats dans les camps de concentration, les abus de pouvoir dans les pays occupés, la mise en œuvre du plan de travail forcé, les mauvais traitements et meurtres des prisonniers de guerre. »

Génocides, assassinats dans les camps de concentration, mise en œuvre d'un plan de travail forcé, meurtres des prisonniers de guerre, ne sont-ce pas là des faits que l'on retrouve dans le plan Morgenthau, dans le livre de Kaufman et dans le comportement des groupements juifs en Allemagne occupée, tels qu'ils sont décrits par Michel Bar-Zohar ?

Or, de 1934 à 1945, Morgenthau et son équipe ont inspiré et dirigé la politique américaine vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Europe et de la Russie.

Faut-il en conclure que pendant toute cette période cru-

ciale de l'histoire, la politique et la puissance américaine ont été mises au service de la haine et de la vengeance juives ?

Il est permis de se poser la question[3].

3. Comme on peut le voir par tous ces documents, les conseillers juifs de l'entourage de Roosevelt ont joué un grand rôle dans la politique américaine. Voici à ce sujet un détail qui est peu connu.

Roosevelt doit sa dernière réélection comme président de la République à Sydney Hillman, le président du puissant syndicat « L'American Federation of Labor ». Sydney Hillman est un Juif immigré d'Europe orientale qui a américanisé son nom lors de sa naturalisation.

Une lutte sévère mettait alors aux prises Roosevelt avec le candidat républicain, Th. Dewey. Ce dernier avait alors sur lui une avance de 500 000 voix et Roosevelt était en passe de perdre la présidence. Il conclut alors un accord avec Sydney Hillman qui disposait de près d'un million de voix en tant que président tout-puissant de l'A.F.L. et qui assura sa réélection.

VIII

LA GUERRE DE CORÉE
L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE SORGE
ET SES RÉPERCUSSIONS AUX U.S.A.
LE RAPPORT MAC ARTHUR-WILLOUGHBY

L'affaire Sorge

Au cours de la deuxième guerre mondiale, l'ambassade allemande de Tokyo avait un conseiller de choix, Richard Sorge, spécialiste éminent des questions japonaises et chinoises.

Membre du parti nazi, correspondant du journal allemand *Frankfurter Zeitung* pour l'Extrême-Orient, parlant le japonais et le chinois, R. Sorge avait une connaissance approfondie de tous les problèmes asiatiques. Il avait étudié l'art, les religions, la politique, la littérature, les traditions, l'histoire et l'économie des deux grands pays orientaux. Il avait des relations étendues, des renseignements exacts et complets ; il avait surtout une sûreté de jugement extraordinaire : ses prévisions politiques étaient toujours justifiées par les événements.

Les diplomates et les attachés de l'ambassade allemande (armée, marine, aviation, gestapo) étaient détachés dans un pays, théoriquement allié, mais isolés à des milliers de kilomètres de leur patrie, coupés par un immense continent en guerre, sans grande expérience des problèmes et de la mentalité orientale. L'Allemagne avait un pacte avec le Japon, mais, en fait, chaque pays menait sa politique propre, sans

trop s'inquiéter des intérêts du partenaire. Sorge était donc l'homme providentiel, dont l'expérience, les connaissances et les conseils étaient irremplaçables, l'homme qu'on consultait sur tout, à qui on soumettait tous les problèmes de haute politique soulevés par l'alliance et la conduite de la guerre.

Sorge avait pour ami intime un Japonais, Ozaki Hozumi, également savant et écrivain, qui occupait une situation éminente comme conseiller du prince Konoyé, plusieurs fois Premier minitre, chef des négociations nippo-américaines qui précédèrent Pearl Harbour. Ozaki Hozumi était, à juste titre, considéré au Japon comme un grand expert des questions chinoises. L'étendue de ses connaissances et la sûreté de son jugement en faisaient une contrepartie orientale de R. Sorge. Le tandem Sorge-Hozumi constituait un service de renseignement incomparable.

En octobre 1941, le gouvernement japonais remit à l'ambassade d'Allemagne un communiqué secret qui annonçait une nouvelle absolument stupéfiante : Richard Sorge et Hozumi venaient d'être arrêtés par la police japonaise comme chefs d'un réseau d'espionnage soviétique. Seize autres membres du réseau avaient été arrêtés simultanément, et, parmi eux, des Allemands, des Juifs, des Yougoslaves, des Japonais. L'Ambassadeur crut à un de ces énormes malentendus dont les Japonais avaient déjà donné des exemples dans le passé et intervint aussitôt pour faire relâcher son ressortissant ; mais la police japonaise maintenait ses accusations et affirmait avoir découvert une énorme affaire d'espionnage. Si le fait était exact, il était d'une gravité exceptionnelle : l'ambassadeur, Ott et le chef de la gestapo, Meisinger, jouaient non seulement leur situation mais leur tête.

Or, le fait était parfaitement exact et dépassait tout ce que l'imagination la plus pessimiste pouvait concevoir. Sorge était un agent soviétique ; aidé d'Hozumi, il avait monté et dirigé un réseau d'espionnage qui couvrait tout l'Extrême-Orient, de Shanghaï à Tokyo ; il opérait depuis neuf années sans avoir jamais éveillé le moindre soupçon et avait communiqué aux

Russes une somme incroyable de renseignements. La police avait été mise sur leur trace par une dénonciation venant d'un Japonais, membre secondaire du réseau. Ainsi introduite dans la place, elle avait rapidement découvert quelque chose de très sérieux, suivi la filière dont elle tenait un bout, reconstitué d'échelon en échelon tout le réseau et avait frappé avec décision et rapidité.

Les Japonais menèrent alors une enquête longue et minutieuse qui dura trois années. Une fois arrêtés, Sorge, Hozumi et la plupart des membres du réseau parlèrent abondamment : Sorge mit une sorte de fierté à exposer dans le plus grand détail l'histoire et l'organisation du réseau, son incroyable succès et son immense utilité pour la Russie soviétique. Cette histoire, la voici brièvement résumée ; il s'agit d'une réussite probablement unique dans les annales de l'espionnage international.

Richard Sorge naquit à Bakou, en 1895, d'un père allemand, ingénieur des mines du Caucase, et d'une mère russe. Son grand-père, Adolphe Sorge, avait été le secrétaire de Karl Marx au moment de la fondation de la Ire Internationale. Trois fois blessé dans l'armée allemande au cours de la première guerre mondiale, il devint, à la suite de la révolution russe, un marxiste fanatique et un militant du parti communiste à Hambourg, où il fut reçu en 1920, docteur ès-science politique. Il avait un don naturel pour les langues et, lorsqu'il arriva au Japon, il parlait couramment le français, l'anglais, le russe, le japonais et probablement le chinois. C'était un homme physiquement très fort, aux traits durs, au caractère violent et cruel, porté à la débauche et à la boisson. Cependant, jamais il ne se trahit auprès des Allemands et des Japonais avec lesquels il buvait ferme ; aucun d'eux ne se douta jamais qu'il parlait le russe.

Entre-temps, Sorge avait acquis la conviction que la Chine et le Japon étaient des régions vitales pour l'avenir du communisme et il s'était mis à étudier les problèmes asiatiques. A cette époque, eut lieu la débâcle communiste de

1927 en Chine qui entraîna l'expulsion des agents russes, Borodine et Galen en tête, ainsi que la désorganisation des réseaux soviétiques.

En 1927, avait eu lieu l'insurrection de Canton, qui marqua un grand tournant dans l'histoire de la révolution chinoise.

Le Kuo Ming Tan, mouvement pour la libération de la Chine, hérité de Sun Yat-Sen, menait la lutte pour la conquête du pays. Son armée était commandée par le jeune général Tchang Kaï-Chek dont l'étoile commençait à monter. L'aile gauche du Kuo Ming Tan constituée par le jeune parti communiste chinois était puissamment aidée par Moscou qui avait délégué deux conseillers éminents : Borodine pour les affaires politiques et Galen (général Blücher) pour les affaires militaires. Tchang Kaï-Chek alors l'allié des communistes revenait lui-même d'un assez long stage à Moscou.

La Chine était alors partagée en trois zones d'influence : le Nord, aux mains des seigneurs de la guerre ; le Centre, avec capitale Hankéou, aux mains des éléments de gauche en majorité communiste et le Sud, capitale Nankin, aux mains du Kuo Ming Tan.

En avril le maréchal Tchang Tso Lin, allié de Tchang Kaï-Chek, fit cambrioler les locaux de l'ambassade soviétique de Pékin ; on y trouva les preuves formelles de l'ingérance russe dans la direction du Parti communiste chinois et un plan de sabotage du mouvement nationaliste. Mis en éveil, Tchang intercepta en avril un message secret de Borodine donnant des instructions pour le sabotage de l'armée nationaliste. En bref, Moscou voulait bien aider l'armée du Kuo Ming Tan, mais au seul bénéfice ultérieur du parti communiste.

Dès lors la haine ancestrale du jaune pour tous les Blancs, y compris les Russes, la rage d'avoir été trompé par les Alliés en qui il avait encore confiance. le désir de conquérir le pouvoir, dictèrent à Tchang sa décision.

Le 12 avril les communistes déclenchèrent la grève générale en vue d'un soulèvement révolutionnaire à Shanghaï.

Tchang s'empara aussitôt de la ville, noya le mouvement communiste dans le sang, et ses troupes occupèrent le centre où elles reçurent un accueil triomphal. Staline délégua en Chine Lominadzé et Heinz Neumann pour rétablir la situation. Ce dernier, sous le pseudonyme de Neuberg, était l'auteur du fameux plan communiste d'insurrection armée. La partie décisive se joua à Canton où l'insurrection fut déclenchée sur l'ordre personnel de Neumann.

Le 11 décembre, les communistes s'emparèrent de la ville. Ce fut une courte période de trois jours de terreur, de pillages et de massacres. Tchang s'empara de la ville et noya la révolte dans le sang ; presque tous les chefs communistes furent exécutés. Les survivants s'échappèrent péniblement vers le sud, se regroupèrent autour de Mao Tsé-toung et de Chu Teh puis entreprirent une dramatique retraite devenue fameuse sous le nom de « Longue Marche » qui les amena à Yenan aux confins de la Mongolie et de la frontière russo-chinoise. Selon toutes apparences, le communisme était détruit en Chine et, en fait, il mit près de dix ans à se reconstituer [1].

Le désastre de Chine apportait une confirmation brûlante au point de vue de Sorge et ce dernier fut envoyé en Chine pour reconstituer les réseaux soviétiques, avec stricte instruction de n'entretenir aucun rapport avec le parti communiste chinois et de n'exercer aucune activité communiste apparente.

Sorge partit en janvier 1929 pour la Chine. Il y prit contact avec Agnès Smedley, célèbre journaliste américaine, qui était un agent secret soviétique et, avec son appui, il constitua à Shanghaï les bases d'un réseau qui devait s'étendre à tout l'Extrême-Orient (pour se concentrer sur le Japon au moment de la deuxième guerre mondiale).

1. Neuman, Galen (général Blücher) et Borodine s'enfuirent en Russie via Hong Kong et Vladivostock. Ils furent fusillés par la suite au cours des épurations staliniennes.

Sorge installa son quartier général à Shanghaï mais étendit ses opérations à tous les grands centres, notamment : Han-Kéou, Nankin, Canton, Pékin et à toute la Mandchourie. Sorge voyageait constamment ; il apprit les langues chinoise et japonaise, étudia l'histoire, la politique, la culture, la philosophie orientales et obtint une remarquable connaissance des affaires asiatiques en général. Son réseau ne comprenait pas un seul Russe, mais des agents cosmopolites : Allemands, Chinois, Japonais, Américains, Yougoslaves.

En décembre 1932, Sorge revint à Moscou pour conférer avec les dirigeants russes sur la nouvelle situation de fait créée par la pénétration japonaise en Mandchourie et par l'attaque de Shanghaï. Il fut alors convenu que Sorge transférerait son centre d'activité au Japon et y monterait un service d'espionnage entièrement nouveau. La situation internationale était très grave, les Japonais envahissaient la Mandchourie, sphère d'influence soviétique et atteignaient la frontière sibérienne, un incident pouvait provoquer une nouvelle guerre russo-japonaise ; la Russie était en pleine lutte intestine pour la collectivisation des terres et, à l'ouest, la nouvelle menace hitlérienne se précisait. Il était vital pour les Russes de connaître les intentions des gouvernements japonais et allemand. Sorge fut chargé d'une mission de suprême importance : découvrir les plans secrets du gouvernement et de l'armée japonaise.

En mai 1933, Sorge partit pour Berlin afin d'établir sa couverture. Grâce à quelles influences, on ne sait, il réussit à se faire officiellement inscrire au parti nazi et à se faire nommer correspondant pour l'Orient des principaux journaux allemands dont le *Frankfurter Zeitung* qui avait déjà Agnès Smedley comme correspondante en Chine. Venant de prendre le pouvoir, les nazis n'avaient pas encore mis au point leur redoutable machine policière, néanmoins, il devait y avoir des agents communistes camouflés dans le service des archives et des dossiers pour aider Sorge à faire disparaître les traces de son passé communiste. Ayant mis ses papiers en règle et établi sa couverture, Sorge gagna le Japon via le Canada et les Etats-Unis, où il prit contact avec les agents soviétiques, et il débarqua à Yokohama le 6 septembre 1933. Il se présenta à l'ambassade d'Allemagne et au club allemand où il fut accrédité sans difficulté. Aussitôt, le Komintern, à la demande de l'Armée Rouge, commença à déplacer des agents à travers le monde entier pour les mettre à la disposition de Sorge : le Yougoslave Voukélich, entre autres, reçut l'ordre de quitter Paris pour Tokyo, et le Japonais Miyagi vint de Los Angeles.

Au début, Sorge était un simple journaliste allemand sans référence particulière, mais il se lia d'amitié avec un officier allemand, le colonel Ott ; ce dernier, nouvellement arrivé au Japon, ne savait rien de l'Orient et les connaissances de Sorge lui étaient d'un secours inestimable. Bientôt le colonel Ott fut nommé attaché militaire avec le grade de général, puis finalement ambassadeur. Sorge était dorénavant à la source des renseignements allemands au Japon.

Petit à petit, Sorge devint l'homme de confiance de l'ambassade pour toutes les affaires d'Orient. L'ambassadeur lui communiquait librement ses documents officiels, échangeait ses points de vue, lui demandait son avis. A son exemple, les chefs de mission allemands, l'attaché militaire, l'attaché de l'air, le chef de la Gestapo, colonel Meisinger, en faisaient autant. A la suite du pacte tripartite, en septembre 1940, à la conclusion duquel Sorge avait joué un grand rôle, les relations germano-nippones devinrent plus étroites et Sorge étendit sa sphère de renseignements.

Son lieutenant, Ozaki Hozumi, occupait auprès du prince Konoyé un poste de confiance analogue, et il était tenu au courant des intentions et décisions du gouvernement japonais. Enfin, grâce à ses relations de presse, un troisième membre du réseau, le journaliste yougoslave Voukélich, avait des contacts étroits avec les ambassades anglaise et américaine de Tokyo.

Sorge ne se contentait pas de transmettre des nouvelles, il recueillait tous les renseignements émanant de ces diverses sources, il les étudiait, réfléchissait, se faisait une opinion,

confrontait ses conclusions et, finalement, transmettait à Moscou un rapport mûrement pesé qui était un résumé de ses opinions et de ses jugements personnels. Ses rapports allaient aux plus hautes autorités soviétiques, et probablement à Staline en personne. Sa grande force, ce qui faisait de lui un agent exceptionnel, était sa remarquable connaissance de l'Orient, un don particulier pour distinguer ce qui était important de ce qui ne l'était pas, ce qui était vrai et ce qui était douteux, enfin une acuité et une sûreté du jugement qui donnaient une valeur inestimable à ses conclusions personnelles. Voici quelques-uns des renseignements transmis par Sorge et, ici, je cite le général Willoughby, chef du service de renseignements du général Mac Arthur [2] :

« De 1933 à 1935, la pénétration japonaise en Mandchourie inquiétait fort les Russes qui y avaient des intérêts directs et la considéraient comme faisant partie de leur zone d'influence. Sorge put affirmer que le Japon n'entrerait pas en lutte avec l'U.R.S.S. pour la question du chemin de fer chinois, qu'il se limiterait au développement de l'industrie lourde en Mandchourie et qu'il était prêt à négocier un pacte de non-agression avec les Soviets. En fait, comme Sorge le fit ressortir, le gouvernement japonais s'intéressait davantage à la Chine qu'à une extension vers le Nord...

« Le Pacte antikomintern germano-japonais de 1936 paraissait une menace très sérieuse, mais Sorge put affirmer de source allemande que les Japonais avaient refusé l'alliance militaire offerte par les Allemands et s'étaient contentés d'un pacte antikomintern par crainte d'être entraînés dans une guerre avec l'U.R.S.S.

2. Major général Charles A. Willoughby, chef des services de Renseignements du général MacArthur (1941-1951), *Shanghaï conspiracy, préface du général MacArthur*, E. P. Dutton cy, New York, 1952. *Shanghaï Conspiracy* peut être considéré comme l'ensemble des rapports officiels du Quartier général de MacArthur, concernant l'affaire Sorge et ses répercussions en Amérique.

« A partir de juillet 1937, Sorge envoya des rapports réguliers sur les opérations militaires et les intentions japonaises à l'égard de la Chine. Il transmit l'opinion d'Ozaki que le Japon ne réussirait pas, comme il le pensait, à régler le problème chinois par une campagne rapide et que la guerre dégénérerait en une lutte de longue haleine...

« Au début de 1939, le climat politique était sombre en Europe. L'U.R.S.S. avait le choix entre un accord avec le bloc occidental franco-anglais ou avec les Allemands. Moscou apprit par Sorge que les Allemands avaient proposé à Tokyo, par l'intermédiaire de l'ambassadeur général Hiroshi, une alliance militaire dirigée contre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, mais que le cabinet impérial, la marine et les Zeibats s'y étaient opposés. Moscou signa alors le fameux pacte germano-russe d'août 1939, qui déclencha la guerre...

« Au cours de l'été 1939, l'incident mandchou de Nomonham dégénéra en une véritable guerre locale entre l'Armée rouge et l'armée japonaise du Kwangtoun. L'Armée rouge fut tenue au courant des déplacements de forces japonaises mais, chose plus importante, elle apprit que le gouvernement japonais n'avait pas l'intention d'exploiter cet incident en vue d'une guerre et s'efforcerait de le régler localement...

« Le 16 février 1940, Sorge envoya un rapport concernant les ressources pétrolières du Japon.

« Le même mois, Sorge envoya un rapport détaillé et exact concernant la production japonaise en munitions, en avions, en véhicules automobiles ; concernant les usines de guerre et la production de fer et d'acier du Japon...

« En août 1941, il envoya un rapport concernant les ressources en pétrole du Japon ; sa source était l'ambassade allemande. Il annonça que la marine avait des stocks pour un an de guerre, l'armée et le pays pour six mois. C'était, à l'époque, une information vitale car elle permettait de juger des plans de guerre et d'évaluer le potentiel militaire japonais...

« L'année cruciale fut 1941. Le 20 mai, Sorge avertit d'urgence Moscou que la Wehrmacht allait concentrer 180 di-

visions à la frontière et attaquerait sur tout le front en direction de Moscou le 20 juin. L'attaque eut lieu le 22.

« Naturellement, la question vitale devint celle de savoir si le Japon attaquerait à son tour l'U.R.S.S. Comme nous l'avons vu plus haut, Sorge put rassurer à temps l'état-major soviétique et contribua ainsi puissamment à la victoire de Moscou.

« Pendant tout le cours de l'été et de l'automne 1941, Sorge surveilla étroitement l'état des relations nippo-américaines ; ses sources d'information étaient complètes et sûres puisqu'Ozaki était l'homme de confiance du cabinet Konoyé qui dirigeait les négociations. Au début d'octobre, il annonça que la marine japonaise allait attaquer si elle ne recevait pas très rapidement de réponse satisfaisante. Le 15, Sorge annonça que la décision était prise, que la marine allait déclencher la guerre contre les Alliés et attaquerait en direction du sud. Il considérait donc qu'il n'y avait plus aucun danger pour les Russes à la frontière sibérienne [3]. »

Cette information avait pour les Russes une valeur inestimable. Ainsi renseignés, ils purent dégarnir leur front oriental et jetèrent les divisions sibériennes dans la bataille de Moscou. Celle-ci marqua un tournant de la guerre et scella probablement le sort des armées allemandes en Russie.

Peu après, Sorge, Ozaki et tous les membres de leur réseau furent arrêtés par les Japonais.

Une fois arrêtés, Sorge et Ozaki parlèrent librement et abondamment. Ils donnèrent à la police japonaise des renseignements complets ; ils ne furent pas maltraités et eurent toutes les possibilités légales de présenter leur défense. Le jugement fut d'une clémence extraordinaire car, seuls, Sorge et Ozaki furent condamnés à mort. Ils furent pendus le 7 novembre 1944 à dix heures du soir. Tous les autres membres du réseau condamnés à des peines de prison variables furent

3. Général Willoughby, *op. cit.*

libérés, comme prisonniers politiques, par les troupes américaines d'occupation en 1945. Deux d'entre eux, dont Miyagi, malade, étaient morts en prison.

Les répercussions de l'affaire Sorge aux Etats-Unis

Déjà passionnante et instructive en soi, l'affaire Sorge l'est aussi par les répercussions qu'elle eut aux Etats-Unis. Les dossiers de cette affaire découverts par les services de Mac Arthur dans les archives de la police japonaise, mettaient en cause un certain nombre d'agents soviétiques aux Etats-Unis, dont certains très importants, tels Agnès Smedley, Earl Browder, Gerhardt Eisler, Gunther Stein, etc.

L'affaire Sorge avait fait ressortir l'importance de Shanghaï comme centre d'espionnage et d'agitation communiste en Extrême-Orient. Mis ainsi en éveil, les services de Renseignements du général MacArthur firent des recherches et mirent à jour un certain nombre de faits et de noms fort révélateurs.

« L'affaire Sorge ne commençait ni ne finissait à Tokyo, l'épisode de Shanghaï n'était pas un incident fortuit de la carrière de Sorge et ses agissements ultérieurs ne constituaient qu'un modeste aspect de l'activité des stratèges du Komintern.

« Shanghaï avait été la centrale de l'espionnage soviétique et d'une gigantesque entreprise de subversion politique.... Les documents qui demeuraient établissaient d'impressionnante façon le caractère permanent de la conspiration internationale... Les divers dossiers de la police municipale britannique et française de Shanghaï se rapportant aux années 30 révèlent l'existence d'un fantastique appareil d'organisations camouflées ou illégales. Les succès communistes obtenus en Chine à l'heure actuelle résultent de l'efficacité de ces organismes... Tous les témoignages s'accordent pour représenter Shanghaï

à l'époque comme une véritable marmite de sorcière où se préparait le poison communiste. Shanghaï fut pour le communisme un véritable terrain de culture. C'est là que furent semées les dents du dragon, semence d'où est sortie la moisson rouge d'aujourd'hui ; et les semailles furent l'œuvre d'hommes et de femmes qu'animait, en dehors de tout intérêt personnel, un fanatisme inexplicable en faveur d'une cause étrangère, celle de la domination du monde occidental par le communisme.

« Si l'on peut suivre, à l'échelle de l'Etat ou de la nation tout entière, les ramifications infinies de ces diverses organisations qui se chevauchent et s'entrecroisent, on les retrouve également à l'échelle mondiale. Ceci implique naturellement l'existence d'une sorte d'état-major administratif... cet état-major existe et son Quartier général est au Kremlin.

« Quand Sorge eut besoin d'assistants au Japon, on les fit venir des quatre coins du monde ; quand le Kremlin voulut organiser les travailleurs chinois, les experts accoururent, qui étaient britanniques, américains, français et hindous ; quand il fallut protéger Angès Smedley, la presse rose bondit à la rescousse, à New York et à Hong Kong. Mais l'exemple le plus frappant est peut-être celui des disparitions de l'évanescent Gerhardt Eisler, qui faillit être pincé à Shanghaï, puis à New York. A quinze ans d'intervalle et à seize mille kilomètres de distance, des avocats rouges se trouvèrent à point nommé pour le défendre. Dans les deux cas la complicité d'hommes de loi avait assuré sa protection.

« Nous pouvons affirmer que le rôle joué par des propagandistes et des agents comme Smedley et Stein, ainsi que par une bande de saboteurs, d'espions, de " compagnons de route " et de dupes, lâchés sur Shanghaï par le Komintern, a été un élément capital du désastre : leurs activités néfastes peuvent être considérées comme constituant un facteur important, décisif même, de la victoire des communistes chinois. (Quant à) la part prise par les communistes américains à cette victoire, il a été prouvé qu'elle ne fut pas mince.

« Si, sur le plan international, nous n'apprenons pas à nous défendre, nous aurons sur la conscience le suicide de la civilisation occidentale [4]. »

Le général Mac Arthur décida donc de publier aux Etats-Unis le rapport complet de l'affaire Sorge, approuvé en cela par le ministère de la Guerre, à Washington , qui avait donné son accord.

Et alors il se produisit un fait incroyable : les communistes et progressistes américains, mis en cause, ayant réagi avec une extrême violence, les autorités officielles de Washington désavouèrent le rapport de Mac Arthur et du général Willoughby.

« Le colonel Eyster, officier chargé des relations publiques du ministère, déclara que le rapport n'aurait pas dû être livré à la presse... Le ministère de l'Armée, ajouta-t-il, n'a pas pour principe de divulguer des documents contenant des affirmations comme celles qui concernent Miss Smedley quand il n'a pas de preuves en main et il avait eu tort d'accuser Agnès Smedley, écrivain américain, d'être un espion russe... Notre service n'a aucune preuve à l'appui des accusations d'espionnage. Le rapport était basé sur des informations de la police japonaise et aurait dû le spécifier. Il est possible qu'il existe des preuves à l'appui des accusations mais elles ne sont pas en notre possession. Il s'agit d'une faute imputable au service.

« Pratiquement, dit le général Willoughby, cette mesure inexplicable eut pour effet immédiat d'empêcher que ne fussent portées à la connaissance du public les preuves documentaires que nous possédions...

« Fait significatif, Agnès Smedley réussit à parler à la radio ; elle prit un avocat bien connu [5] et commença une campagne pour défendre sa réputation pure et sans tache. En réalité l'immense conspiration soviétique en Extrême-Orient était en danger d'être démasquée si elle n'avait pas agi. L'en-

4. Général Willoughby, *Shanghaï Conspiracy*, conclusion.
5. Carol Weiss King.

jeu était considérable, les communistes chinois se trouvant, à l'époque, aux portes de Nankin.

« La contre-attaque fut menée habilement, de façon à frapper l'opinion publique. Elle fut surtout dirigée contre le général Mac Arthur, qui se vit menacé — avec quelle insolence — de poursuites judiciaires pour diffamation. Le prestige du nom de Mac Arthur valut à cette information d'être publiée en première page des journaux.

« L'avocat de Smedley posa publiquement la question suivante : " Nous voulons savoir si le général Mac Arthur prend la responsabilité des rapports émanant de ses services. Si oui, je lui conseille de prendre un avocat à New York car nous allons le poursuivre. Dès que nous aurons la réponse de Mac Arthur, nous verrons si nous devons ou non poursuivre Willoughby. C'est Mac Arthur qu'Agnès Smedley entend poursuivre... »

Le général Willoughby transmit immédiatement par radio la réponse suivante :

« Le rapport Sorge, qui reproduit et commente certains extraits des archives judiciaires et autres documents officiels découverts au Japon au début de l'occupation, a été fait sous ma direction. En tant que chef de la section des Renseignements militaires de Tokyo, je suis responsable de sa préparation et de sa transmission... J'en accepte l'entière responsabilité et renonce à toute immunité pour me soumettre à toute action judiciaire ou autre, qu'on désirerait intenter. Et, j'accueillerais avec joie... l'occasion de montrer au grand jour les dangers d'un mouvement subversif qui, protégé par le libéralisme de nos institutions, menace la civilisation américaine.

« On comprendra que cette déclaration diffusée le 21 février (1949) au soir, ne constituait pas une action ordinaire. Elle présentait l'acceptation publique d'un défi, en dépit du fait que les organismes officiels de Washington semblaient

prendre parti pour une espionne internationale contre un officier général ayant derrière lui trente-cinq ans de service militaire honorable.

« Les officiers n'ont pas coutume d'entrer en conflit avec le ministère de la Guerre sans avoir pour cela de graves raisons... La loyauté traditionnelle à l'égard de l'autorité supérieure, l'obéissance silencieuse, tout cela fut remis en question par cet incident parfaitement scandaleux : un rapport, reconnu absolument authentique, publié d'abord en fanfare, avait été désavoué dans les soixante-douze heures. On avait quasiment fait des excuses qui allaient du simple aveu d'erreurs de rédaction, jusqu'à l'insinuation, beaucoup plus perfide, qu'il n'existait ni preuves ni documents d'aucune sorte pour étayer l'accusation.

« Il convient de remarquer qu'immédiatement après ma déclaration radiodiffusée, Smedley et son avocat gardèrent un silence prudent.

« Washington, ayant refusé de laisser publier les documents que nous offrions à l'appui du rapport, le G2 [6] de Tokyo fut immédiatement pris à partie. La meute donna de la voix ; toute une racaille " rose ", plusieurs éditorialistes de deuxième ordre et des politiciens opportunistes faisaient chorus.

« Toutes les publications communistes, revues, journaux, etc. du monde entier furent unanimes à défendre Agnès Smedley avant sa mort... Ce parfait synchronisme, à travers d'immenses étendues géographiques, constitue un exemple impressionnant du travail de premier ordre fourni par l'état-major communiste et de la coordination parfaite entre ses différents organismes internationaux. Les démocraties, timides et hésitantes, ne peuvent évidemment pas lutter, sur le terrain de la propagande, avec un mécanisme d'une aussi mortelle précision [7]. »

6. Le G 2 est l'équivalent du 2e Bureau français.
7. Général Willoughby, *Shanghaï Conspiracy.*

Qui était donc cette Agnès Smedley au sujet de laquelle on faisait tant de bruit ?

Agnès Smedley

Agnès Smedley a été pendant vingt ans une des plus ardentes propagandistes du communisme en Chine ; à ce titre, elle a exercé une grande influence sur l'opinion publique américaine, c'est elle qui a propagé la fable que les communistes chinois étaient des modérés ayant en vue une simple réforme agraire. C'est elle également qui a influencé les sympathies communistes du général Stilwell, alors représentant du gouvernement américain auprès de Tchang Kaï-Chek, avant la défaite finale de ce dernier en Chine. Elle faisait, comme nous l'avons vu, partie du réseau Sorge et mit ce dernier en contact avec Ozaki.

Agnès Smedley naquit en 1894, dans le Missouri, d'une famille pauvre. En 1912 elle épousa un ingénieur dont elle divorça peu après ; elle suivit alors des cours à l'Université de New York et s'y lia avec un groupe de nationalistes hindous. En 1918, elle fut arrêtée avec Rabindranath Ghose, agitateur politique, mais l'affaire ne vint jamais en justice ; en 1920, elle se lia avec un autre révolutionnaire professionnel hindou Virendranath Chattopadhyaya et vécut maritalement avec lui pendant huit années. En 1928, elle rompit avec lui et partit pour la Chine comme correspondante de la *Frankfurter Zeitung* ; en 1929, elle résidait à Shanghaï où les dossiers de la police anglaise et française la signalent comme agent du komintern. Elle y était liée avec des communistes notoires, tels C. Frank Glass, Harold Isaacs, Irène Wedemeyer, Anna Louise Strong, etc.

En 1933 elle publia un livre de propagande en faveur des communistes chinois, intitulé *China's Red Army Marches* récit de la « Longue Marche » de Mao Tsé-toung à travers la Chine ; ce livre fut interdit par les autorités nationalistes chinoises et européennes de Shanghaï pour la violence de ses attaques contre les adversaires du communisme. Il avait été écrit dans un centre de repos soviétique du Caucase, où Smedley était en traitement pour raisons de santé. En 1934, elle voyagea en Europe et revint en 1935 à Shanghaï.

En août 1937, elle se rendit à Yenan, capitale des communistes chinois, s'y lia d'amitié avec Chou En-Lai et surtout Chu Teh, chef de la 8e armée communiste chinoise. A partir de ce moment elle ne cessa de soutenir sans réserves la cause des armées communistes dont elle accompagna les opérations à travers la Chine. En 1941, malade, elle gagna Hong Kong puis revint aux Etats-Unis où elle déploya une grande activité de propagande en faveur du communisme chinois.

En 1949, elle eut sa bruyante polémique avec Mac Arthur au sujet de la publication du rapport Sorge, mais se garda bien de faire un procès qui aurait révélé trop de choses sur son passé. En 1950, au moment d'être convoquée devant la commission d'enquête sur les activités non américaines, elle partit brusquement pour Londres où elle mourut subitement dans une clinique. Elle faisait de Chu Teh son légataire universel. Ses cendres furent embarquées pour la Chine et enterrées en grande pompe dans un cimetière de Pékin qui était depuis peu aux mains de Mao Tsé-toung.

Et voici maintenant l'ultime conclusion de l'affaire Sorge, telle qu'elle fut donnée par le général Mac Arthur dans sa réponse aux mémoires du président Truman [8].

« Ce qui a probablement décidé finalement de mon renvoi est le fait suivant. En janvier, je demandai l'ouverture d'une enquête de trahison pour détruire un réseau d'espionnage responsable de fuites concernant mes rapports ultra-secrets

8. Général MacArthur, « Réponse aux Mémoires du président Truman », *U. S. News and World Report,* 17 février 1956.

à Washington. Mes plans de campagne, y compris ceux de la 8e armée, étaient communiqués journellement à Washington. Le général Walker se plaignait constamment à moi, disant que l'ennemi était informé à l'avance de tous ses mouvements. Nous ne découvrîmes aucune fuite en Corée ou au Japon. Puis, soudainement, un de mes rapports concernant l'ordre de bataille fut publié dans un journal de Washington quelques heures après sa réception. J'insistai pour que les responsables fussent poursuivis afin d'éviter le retour de pareille chose, mais rien ne fut fait et peu après j'étais relevé de mon commandement.

« Ce n'est que tout récemment, à la suite des révélations de l'affaire d'espionnage Burgess-Maclean, que la réalité des faits commença à m'apparaître. Ces hommes, qui avaient accès aux documents secrets du gouvernement, étaient indiscutablement des maillons dans la chaîne d'espionnage qui aboutissait à la Corée, via Pékin et Moscou. Je suis convaincu que ma demande d'enquête, venant après les scandales d'Alger Hiss et d'Harry Dexter White, causa le plus vif ressentiment dans les cercles gouvernementaux et qu'elle fut qualifiée de manœuvre anti-démocratique.

« Je suis également convaincu que la décision de la Chine rouge de lancer ses armées en Corée fut prise sur l'assurance, donnée par Moscou, (renseigné par son réseau d'espionnage américain) que cette mesure n'entraînerait pas de représailles sur les bases et les voies de communication des armées chinoises en Mandchourie. Je ne veux pas mettre en doute la loyauté et le patriotisme du président Truman et de l'administration démocrate, mais l'obstination du président à refuser d'admettre le danger des infiltrations rouges et à discréditer, comme manœuvre de diversion, tout effort tenté pour les démasquer, est une caractéristique stupéfiante de cette époque. »

Conclusion

Résumons brièvement les conclusions qui se dégagent de ces procès d'espionnage.

1. *Les communistes se considèrent en état de guerre permanente avec le reste du monde.*

Cette guerre est une guerre révolutionnaire et totalitaire, menée sur tous les fronts à la fois : elle est militaire, politique, scientifique, industrielle, commerciale, artistique, elle est surtout philosophique et religieuse.

2. *Cette guerre permanente est en même temps une guerre civile. Il y a dans tous les pays occidentaux un front intérieur aussi important, sinon plus que le front extérieur.*

Les trois grandes armes du communisme sur ce front intérieur sont :

Le parti communiste officiel.

Les réseaux clandestins.

L'appui des libéraux et des progressistes.

Le parti communiste

Le parti communiste est légalement constitué ; il a toute latitude d'exercer au grand jour son activité antinationale. C'est en fait une cinquième colonne au service d'un gouvernement étranger, actuellement en état de guerre froide avec le monde occidental.

Les réseaux clandestins

Leurs tâches essentielles sont les suivantes :

1. Fournir des renseignements au gouvernement soviétique considéré comme la centrale mondiale du mouvement révolutionnaire.

2. Noyauter et infiltrer les gouvernements occidentaux en vue d'exercer sur eux une influence politique d'autant plus efficace qu'elle est occulte.

3. Noyauter et infiltrer les différents rouages du pays en vue de la guerre et de la révolution (sabotage, etc.).

4. Former secrètement des cadres en vue de la prise du pouvoir, qui reste le but essentiel de tous les partis communistes dans le monde.

L'appui des libéraux et des progressistes.

Comme nous l'avons vu au cours de ces procès, les agents communistes sont recrutés dans les milieux intellectuels libéraux et progressistes ; il y a entre eux affinité d'idées, de sympathies, et alliance tacite, souvent même inconsciente. La plupart des agents dont nous avons cité les noms n'étaient même pas des communistes à proprement parler ; à ce titre, ils étaient souvent plus utiles au Parti que s'ils avaient été des communistes patentés. Ce n'étaient pas des miséreux et des « damnés de la faim », mais des intellectuels sortis de grandes universités, telles que Cambridge en Angleterre, Harvard et Columbia aux Etats-Unis, McGill au Canada ; beaucoup étaient des savants de très grande valeur ayant des situations brillantes ; certains même étaient personnellement très riches (citons parmi ces derniers Noël Field [9], membre de la famille Vanderbilt, aux Etats-Unis, et Raymond Boyer au Canada).

« Au Etats-Unis, disait Chambers, les travailleurs sont démocrates, les classes moyennes sont républicaines, les classes supérieures et intellectuelles sont communistes. » C'est là un état de fait qui n'est pas toujours aussi nettement tranché, mais qui est beaucoup plus fréquent que l'on ne le croit communément.

9. Noël Field s'enfuit au-delà du rideau de fer, lorsqu'il sentit que son arrestation était imminente.

L'aide des milieux progressistes se manifeste de trois façons.

Elle permet le recrutement des agents et lui donne beaucoup d'ampleur et d'efficacité.

Elle facilite le travail des réseaux dans sa triple tâche :

1. Espionnage et renseignements.

2. Infiltration et noyautage de l'administration et du gouvernement.

3. Formation de cadres.

En outre, elle apporte une aide directe, et particulièrement efficace aux agents des réseaux en difficultés (enquêtes policières, poursuites judiciaires, etc).

Lorsque Alger Hiss fut inculpé d'espionnage, des personnages considérables prirent sa défense devant l'opinion publique, entre autres : Félix Frankfurter, juge à la Cour suprême ; Dean Acheson, alors ministre des Affaires étrangères ; Truman, président de la République.

Les Rosenberg, toujours aux Etats-Unis, eurent comme défenseur devant l'opinion deux des savants les plus notoires des U.S.A. : Einstein, et Urey. Par ailleurs, comme nous l'avons montré, une campagne mondiale d'agitation fut déclenchée en leur faveur, contre le gouvernement américain.

Lorsque le général Mac Arthur, se basant sur les documents du procès Sorge, dénonça l'écrivain américain Agnès Smedley, comme étant un agent d'espionnage au service des Soviets, il fut désavoué par son propre ministre de la Guerre ; celui-ci prit publiquement parti pour Smedley contre le général en chef américain, et lorsque Mac Arthur voulut s'attaquer aux milieux progressistes qui gravitaient dans l'entourage de Smedley, il fut purement et simplement limogé.

Citons encore le cas de l'avocate Carol Weiss King, défenseur attitrée des communistes inculpés devant la Justice américaine :

« Carol Weiss King et son associé, feu Joseph R. Brodsky,

ont joué un rôle capital dans l'organisation et la direction d'un grand nombre de fronts pour l'assistance judiciaire aux communistes américains. La célébrité des accusés que Mme Carol Weiss King a défendus prouve que le Parti faisait grand cas de ses talents : Earl Browder, Israel Amster, Robert Minor, Sam Carr (qui faisait partie de l'appareil d'espionnage canadien), Harry Bridges, Jay Peter, et les frères Eisler, Hans et Gerhardt, ont été ses clients.

« Mme Weiss King avait reçu les frères Eisler chez elle. C'est d'ailleurs elle qui les avait fait entrer aux Etats-Unis. Hans avait été retenu à Cuba par les services du consulat, comme étant notoirement communiste. On fit appel à Mme Roosevelt, qui intervint auprès du Département d'Etat. Le consulat de Cuba refusant de céder, Hans fila au Mexique et entra aux Etats-Unis par cette frontière facile à forcer[10]. »

Dans ce cas, nous voyons Mme Roosevelt, en personne, intervenir en faveur d'un agitateur communiste à la demande de Carol Weiss King.

Citons encore une affaire typique qui eut pas mal de célébrité à l'époque : celle de l'*Amerasia.*

« De 1937 à 1945, parut aux Etats-Unis une revue intitulée *Amerasia,* consacrée aux affaires asiatiques et principalement chinoises. Le directeur en était un écrivain appelé Philippe Jaffe, ami personnel du leader communiste américain Earl Browder, et auteur d'un livre de propagande pro-soviétique chaudement recommandé à l'époque par la presse américaine.

« En 1945, *Amerasia* publia un long compte rendu qui était, en fait, la reproduction intégrale d'un rapport officiel du gouvernement américain, rapport qualifié d'ultra-secret par le général William Donovan, l'un des chefs de " L'O.S.S. " » (Office of strategic services). Sur plainte de ce dernier, les

10. Général Willoughby, *Shanghaï Conspiracy.*

services de sécurité de " L'O.S.S. " effectuèrent une perquisition plus ou moins clandestine dans les bureaux de la revue ; on y découvrit une importante quantité de documents portant l'estampille « Ultra-Secret » émanant de divers services officiels : S.R. Militaire, S.R. Naval, Intelligence Service britannique, ministère des Affaires étrangères, etc. L'affaire fut mise entre les mains du F.B.I. Ce dernier, après une enquête qui dura trois mois, effectua le 6 juin 1945 une perquisition officielle dans les bureaux de la revue. On y saisit 1800 documents volés dans les archives secrètes des divers services militaires du gouvernement américain. Sur ce, le F.B.I. procéda à l'arrestation de plusieurs personnes, dont le directeur de la revue, un nommé André Roth, qui faisait partie du S.R. de la marine, où il avait été détaché malgré un passé communiste notoire, et deux diplomates du ministère des Affaires étrangères, John Stewart Service et Larsen.

« Etait-il possible d'avoir un cas plus clair et plus flagrant que celui-ci ? A cette époque, la lune de miel entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. avait pris fin. Or, voilà un officier des affaires navales et deux diplomates importants du ministère des Affaires étrangèrent collaborant avec deux communistes notoires, dirigeant un magazine pro-soviétique, dont les bureaux sont bourrés de documents secrets volés dans les services officiels du gouvernement américain. Parmi ces documents, il y avait des rapports militaires donnant des renseignements secrets sur l'emplacement et la composition des armées nationalistes chinoises, renseignements qui étaient à l'époque de la plus haute importance pour les chefs militaires des forces communistes chinoises. Il ne s'agissait pas d'un document isolé, imprudemment égaré, mais de dossiers entiers émanant de plusieurs ministères différents. C'était le résultat d'un long travail d'espionnage, effectué par un grand nombre de personnes.

« Ceci étant, le fait le plus stupéfiant de cette histoire fut sa conclusion : très rapidement en effet, l'affaire fut étouffée sur ordre du gouvernement de Washington. Seuls, deux des inculpés, Jaffe et Larsen, furent condamnés à des peines

d'amendes bénignes. Les poursuites contre les autres inculpés furent purement et simplement abandonnées, sous prétexte qu'il s'agissait de journalistes qui s'étaient seulement montrés un peu trop zélés dans la recherche de documentation pour les articles de leur revue.

« Et cependant il fut prouvé par la suite que *l'Amerasia* avait été créé uniquement pour servir de couverture à une activité d'espionnage et était une émanation de l'I.P.R. (Institute of Pacific Relations) que le général Willoughby, chef des services de renseignements de Mac Arthur au Japon, dénonça comme étant un réseau d'espionnage au service des soviets [11].

Danger de l'aide progressiste

Et cela nous amène à la conclusion de cette enquête : le danger suprême du communisme n'est pas à Moscou ou à Pékin, il est dans l'infiltration des réseaux clandestins à Paris, à Londres, à Washington, il est dans les affinités secrètes qui les unissent aux milieux libéraux et progressistes.

En juin 1951, parlant devant les membres de la législature du Texas à Austin, le général d'armée Mac Arthur, a déclaré :

« Je me préoccupe de la sécurité de notre grande nation, non pas tant à cause d'une menace éventuelle de l'extérieur, mais à cause des forces insidieuses de l'intérieur qui, opposées à toutes nos grandes traditions, ont gravement affaibli la structure et le ton de notre " American way of life [12] ". »

Citons en conclusion ce texte de l'écrivain américain John T. Flynn :

11. John T. Flynn, *While you Slept*, Ed. Devin Adair, New York, 1953.

12. Cité par John Beaty, *The Iron Curtain over America*, Ed. Wilkinson, Dallas, 1952.

« Il est difficile de réaliser que quelques personnes, si peu connues, sans influence politique dans le pays en son ensemble, aient pu accomplir autant de choses. Le truc consiste à occuper des postes stratégiques où l'on détient les leviers qui commandent l'information, l'opinion et la politique. Prenons le cas d'Alger Hiss au State Department et d'Harry Dexter White au ministère des Finances. Hiss était à Yalta, White à Québec, où des décisions d'importance mondiale furent prises, conformément aux plans russes. Ils n'étaient pas plus de 35 ou 40 hommes et femmes, la plupart d'entre eux écrivains et journalistes, quelques-uns membres du parti communiste ou agents des réseaux clandestins, parfois de simples dupes. Ils ont réussi à écrire la plupart des livres et des articles qui ont modelé l'opinion, et à occuper des postes de la plus haute importance stratégique aux ministères des Affaires étrangères, de la Guerre, à l'O.W.I. et autres points sensibles. Pensez à la puissance de Lauchlin Currie comme conseiller personnel du président pour les Affaires d'Extrême-Orient, Currie, qui était à l'I.P.R. [13] et fut identifié par Elisabeth Bentley, comme membre du réseau communiste de Silvermaster, à Washington. Pensez à Hiss, un des dirigeants suprêmes du State Department. Pensez à Lattimore, conseiller de Tchang Kaï-Chek — sur la recommandation de Currie — à un moment crucial ; conseiller du State Department, conseiller de Wallace lors de sa mission en Sibérie et en Chine. Pensez à Frédérick Vanderbilt Field comme secrétaire exécutif de l'I.P.R., à John Carter Vincent, chef de la section d'Extrême-Orient du State Department et nombre d'autres que nous pourrions citer. Ce sont ces hommes et ces femmes qui ont réussi à changer le cours de l'Histoire et nous ont enfoncés dans le fantastique imbroglio où nous sommes en Extrême-Orient.

« Il est assez facile de comprendre le cas de ceux qui étaient des communistes déclarés et des crypto-communistes.

13. Institute of Pacific Relations.

Ils savaient ce qu'ils croyaient et ce qu'ils voulaient. Il est plus difficile de diagnostiquer la déformation mentale de gens qui n'étaient ni communistes ni socialistes, et cependant étaient affligés de quelque désordre d'esprit les amenant à voir nos problèmes comme les Rouges les voyaient, devenant ainsi les partenaires aveugles de l'ennemi.

« Alors que nous armons contre la Russie, nous restons sans défense contre les ennemis qui sont à l'intérieur de nos murs. Ce sont eux et non pas les soldats ou les bombardiers de Staline qui finalement nous détruiront [14]. »

14. John T. Flynn, *While you Slept*, Ed. Devin Adair, New York, 1953.

IX

U.S.A.
LA POLÉMIQUE BROWNELL-TRUMAN
L'AFFAIRE HARRY DEXTER WHITE

L'affaire des espions soviétiques, déclenchée par les témoignages d'Elisabeth Bentley et de Whittaker Chambers, n'était pas terminée avec la condamnation d'Alger Hiss. Elle allait rebondir de manière spectaculaire, plusieurs années après à propos d'Harry Dexter White et, cette fois l'ex-président Truman était directement mis en cause.

On se souvient qu'Harry Dexter White, Juif d'origine polonaise ou Russe, naturalisé Américain, avait été dénoncé par W. H. Chambers comme étant un des dirigeants du système d'espionnage soviétique aux Etats-Unis. Or, Harry Dexter White avait occupé aux U.S.A. des postes d'une extrême importance au ministère des Finances et au Fonds monétaire international qui a joué un grand rôle dans les mesures économiques prises par l'Amérique à l'égard de l'Europe à la suite de la deuxième guerre mondiale. Harry Dexter White mourut subitement à la veille de comparaître devant la commission d'enquête chargée de l'affaire Hiss. Ceci se passait en 1948. Le président de la République des Etats-Unis était alors Harry Truman.

L'affaire devait rebondir de manière dramatique en 1953.

Le 6 novembre 1953, l'Attorney général des Etats-Unis (ministre de la Justice) Herbert Brownell Jr. déclarait dans un discours public à Chicago que l'ex-président de la République Harry Truman, avait nommé, à l'époque, Harry Dexter

White, à un poste de suprême importance tout en sachant parfaitement qu'Harry Dexter White était un agent d'espionnage communiste.

L'affaire eut naturellement un retentissement considérable.

Le 16 novembre suivant, l'ex-président Harry Truman, apparaissait sur tous les écrans américains dans une gigantesque émission télévisée, diffusée simultanément par les quatre grandes compagnies américaines et présentait sa version de l'affaire.

Le *New York Herald Tribune* donna en France, le texte intégral de l'émission Truman dans son numéro du mercredi 18 novembre 1953 (Edition de Paris).

Le lendemain 17 novembre 1953, l'Attorney général Herbert Brownell comparaissait devant la commission d'enquête du Sénat américain et expliquait en détail l'affaire Harry Dexter White qu'il avait déclenchée le 6 novembre précédent.

Le même jour J. Edgard Hoover chef du Federal Bureau of Investigation (F.B.I.) comparaissait également devant la commission d'enquête du Sénat et faisait une longue déposition au sujet de l'affaire Harry Dexter White.

Herbert Brownell et J. Edgard Hoover étaient tous les deux très sévères pour le président Truman, contre lequel ils portaient des accusations formelles, avec preuves à l'appui.

Ces deux dépositions étaient reproduites intégralement par le *New York Herald Tribune,* édition de Paris, du jeudi 19 novembre 1953.

Dans son éditorial du 19 novembre 1953, édition de Paris, le *New York Herald Tribune* résumait en termes pondérés l'impression générale qui ressortait de ces trois dépositions.

Ses conclusions étaient sévères pour le président Truman.

Nous allons donner un résumé de ces trois dépositions :

DÉPOSITION TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT TRUMAN

« Le 6 novembre 1953, la nouvelle administration républicaine en la personne de l'Attorney général Herbert Brownell m'a attaqué personnellement. Cette attaque est, je crois, sans précédent dans l'histoire de notre pays ; j'ai été accusé, en effet, de trahir, en connaissance de cause, la sécurité des Etats-Unis. Cette attaque est un faux et l'homme qui l'a faite avait toutes raisons de savoir qu'elle était fausse.

« Le 10 novembre, à la suite de cette attaque j'ai été appelé à comparaître devant la commission d'enquête des activités non américaines pour répondre de ma conduite en tant que président des Etats-Unis. »

(Le président explique ensuite longuement pourquoi il refusa de comparaître devant cette commission d'enquête.)

« Arrivons maintenant à l'accusation portée contre moi.

« M. Brownell dit ceci : " Harry Dexter White était connu comme espion soviétique par les personnes qui l'ont nommé au poste le plus névralgique et le plus important qu'il ait occupé au gouvernement américain. " Il ne peut y avoir aucun doute que c'était de moi que M. Brownell parlait ainsi.

« Cette accusation est fausse et M. Brownell devait savoir qu'elle était fausse alors qu'il la faisait.

« M. Brownell a cité en détails les dates auxquelles les rapports du F.B.I. ont été communiqués à la Maison-Blanche... Or, il arrive journellement une grande masse de rapports à la Maison-Blanche. Il m'est impossible de me rappeler, huit années après, la date précise, ou le document précis, qui ont été soumis à mon attention.

« Mais je connaissais les enquêtes intensives qui étaient faites concernant les activités communistes, enquêtes qui mettaient en cause de nombreuses personnalités. En fait, cette enquête fut une des mesures importantes que mon administration prit en 1945 pour neutraliser la conspiration communiste dans notre pays. Ces mesures aboutirent à l'emprisonnement des principaux leaders communistes aux Etats-Unis.

« J'ai consulté mes dossiers et plusieurs des collaborateurs qui ont travaillé avec moi sur cette question, lors de ma présidence. Les faits, tels que j'ai pu ainsi les établir, sont les suivants. A la fin de 1945, le F.B.I. engageait une série d'enquêtes secrètes concernant les activités subversives dans ce pays. Le F.B.I. faisait un effort intensif pour vérifier et corroborer certaines accusations d'espionnage faites par des informateurs confidentiels.

« Un long rapport du F.B.I. sur cette question fut envoyé à la Maison-Blanche en décembre 1946. Ce rapport contenait beaucoup de noms de personnes, au-dedans et au-dehors du gouvernement, au sujet desquelles il y avait des accusations demandant vérifications. Parmi les nombreux noms ainsi mentionnés, se trouvait celui d'Harry Dexter White qui était, depuis de nombreuses années, au ministère des Finances et qui était à l'époque secrétaire d'Etat assistant au ministère des Finances. Autant que je peux l'établir, j'eus connaissance des accusations portées contre White au début de février 1946 quand un rapport du F.B.I. dirigé spécialement contre Harry Dexter White fut soumis à mon intention.

« Ce rapport de février me fut remis par le général Vaughan et le secrétaire d'Etat Byrnes, de son côté, attira spécialement mon attention sur ce point.

« Le rapport montrait que des accusations sérieuses avaient été faites contre White, mais il faisait remarquer qu'il serait pratiquement impossible de prouver ces accusations avec les éléments dont on disposait alors. J'envoyai copie de ce rapport au supérieur immédiat de White, le ministre des Finances Fred Vinson. J'accompagnai ce rapport d'une note datée du 6 février 1946 dans laquelle je disais : " Je vous suggère de lire ce rapport, de le tenir strictement confidentiel et de venir en discuter avec moi. " Je discutai ensuite de cette affaire avec le ministre Vinson et avec le ministre des Affaires étrangères Byrnes.

« Comme je l'ai dit, M. White était alors secrétaire d'Etat assistant au ministère des Finances ; il avait été prévu depuis quelque temps qu'il quitterait ce poste pour être représentant des Etats-Unis au Comité directeur du Fonds monétaire international alors en voie de création. Sa nomination avait été soumise à l'approbation du Sénat et avait été approuvée le 6 février, peu avant mon entrevue avec les ministres Byrnes et Vinson. Dans cette situation, je demandai au ministre Vinson de consulter les personnalités gouvernementales qualifiées et de revenir me proposer une solution. Après consultation avec le ministre de la Justice Tom Clark, et autres personnalités gouvernementales, la conclusion fut qu'on laisserait la nomination d'Harry Dexter White suivre son cours. C'est moi qui assume la responsabilité finale de cette décision. La raison en était que les accusations portées par le F.B.I. contre M. White concernaient également beaucoup d'autres personnalités.

« Des centaines d'agents du F.B.I. faisaient alors des enquêtes sur toutes les personnes qui avaient été accusées. Il était de grande importance pour le pays que ces enquêtes aboutissent pour prouver le bien ou le non-fondé de ces accusations. Une mesure anormale et prématurée concernant la nomination de M. White aurait pu alerter toutes les personnes mises en cause et compromettre le succès des enquêtes.

« Il avait été prévu originellement que les Etats-Unis appuieraient l'élection de M. White au poste de directeur général du Fonds monétaire international, mais, à la suite du rapport du F.B.I. et de mes consultations avec les membres de mon cabinet, il fut décidé qu'on se limiterait à nommer White membre du Comité directeur. Sa position serait ainsi moins importante et moins dangereuse — si du moins elle était dangereuse — que la position qu'il avait alors de secrétaire d'Etat assistant aux Finances. La ligne de conduite que nous avons prise a protégé l'intérêt public et la sécurité du pays ; elle a en même temps permis aux enquêtes du F.B.I. de continuer.

« La nomination de White fut donc maintenue, et les enquêtes continuèrent. En 1947, les premiers résultats de ces

enquêtes furent soumis au grand Jury fédéral de New York par le ministère de la Justice ; M. White était l'un de ceux qui furent convoqués devant ce grand jury. Entre-temps, M. White, avait donné sa démission (avril 1947) pour raison de santé. »

(Il mourut en 1948 avant d'avoir comparu devant la commission d'enquête des activités non américaines.)

Puis le président Truman se lança dans une diatribe extrêmement violente contre l'Attorney général Brownell. A l'en croire, celui-ci avait lancé contre lui une attaque pleine de mauvaise foi en vue de discréditer l'administration démocrate en faveur du parti républicain.

« L'histoire de notre république, disait Truman, n'offre pas d'exemple d'une pareille attaque. Jusqu'ici aucune administration n'a jamais accusé un ancien président de déloyauté et de trahison. Il est évident que l'administration républicaine a adopté, pour des buts politiques, les méthodes du Mac Carthysme, méthodes qui consistent à mentir, à lancer des accusations sans fondement au nom de la sécurité américaine, à créer une atmosphère de peur et de méfiance qui sape les fondements mêmes de notre société. Cet horrible cancer est en train de ronger les organes vitaux de l'Amérique et de détruire le grand édifice de notre liberté. Si cette attaque sordide, délibérée, et sans précédent, contre un ancien président des Etats-Unis sert à alerter le pays contre le terrible danger qui menace notre nation, elle peut finalement se transformer en bienfait. J'espère que cela vous poussera à combattre ce mal à tous les échelons de notre vie nationale. »

Vous avez bien lu : cet horrible cancer, le terrible danger qui menace la nation américaine, c'est l'anticommunisme de Mac Carthy.

DÉPOSITION TÉLÉVISÉE DE L'ATTORNEY GÉNÉRAL BROWNELL EN RÉPONSE AU DISCOURS TÉLÉVISÉ DU PRÉSIDENT TRUMAN

Le 17 novembre 1953, l'Attorney général, ministre de la Justice Brownell, faisait devant le Comité sénatorial de sécurité intérieure, une déposition en réponse au discours du président Truman.

En voici les passages essentiels :

« Depuis avril 1953, ce comité a fait une série d'enquêtes pour mettre à jour les plans des agents communistes qui s'infiltraient dans le gouvernement américain. Les travaux de ce comité ont rassemblé une documentation très complète et très sérieuse sur la pénétration de l'espionnage communiste dans le gouvernement américain durant la deuxième guerre mondiale et les années qui l'ont suivie. Le ministère de la Justice étant chargé d'épurer le gouvernement, son problème le plus important et le plus vital était d'écarter toute personne de loyauté douteuse et de mettre un terme aux infiltrations communistes à l'intérieur du gouvernement des Etats-Unis.

« Le 6 novembre dernier, à Chicago, j'ai tenu une conférence au cours de laquelle j'ai discuté publiquement le problème des infiltrations communistes et les mesures prises par le gouvernement Eisenhower pour y parer. J'ai cité le cas d'Harry Dexter White pour illustrer avec quel succès les agents d'espionnage communistes avaient pénétré le gouvernement et pour montrer combien ce dernier avait été négligent dans une question aussi grave. Je vais discuter aujourd'hui le cas d'Harry Dexter White et de ses rapports avec l'administration Truman sur la base de faits et de documents émanant du ministère de la Justice. Je n'ai pas accusé le président Truman de déloyauté mais j'ai accusé son administration de négligence et d'aveuglement vis-à-vis du péril communiste... Je crois que vous conclurez avec moi que cette attitude et ces illusions ont été un grand mal pour notre pays.

« L'administration Truman fut prévenue dès décembre 1945 que deux réseaux d'espionnage soviétique opéraient au sein du gouvernement.

« Harry Dexter White fut nommé, le premier mai 1946, comme délégué des Etats-Unis, co-directeur du Fonds monétaire international.

« Or, le 4 décembre 1945, le F.B.I. avait remis au général Harry H. Vaughan, aide de camp militaire du président, un rapport secret et d'une extrême importance ; ce rapport, qui avait soixante et onze pages, donnait un exposé d'ensemble de l'espionnage soviétique dans ce pays, avant, pendant et après la deuxième guerre mondiale ; il citait de nombreux noms et décrivait de nombreuses organisations de l'espionnage soviétique. Harry Dexter White et le réseau d'espionnage dont il faisait partie se trouvaient parmi ceux qui étaient cités dans ce rapport. Personne ne peut nier que ce résumé, si bref fût-il, constituait un avertissement formel et montrait le danger extrême qu'il y avait pour la sécurité du pays à nommer White au Fonds monétaire international ou à le laisser occuper un poste quelconque dans le gouvernement.

« Des copies de ce rapport furent envoyées à un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'administration Truman, y compris l'Attorney général. Il est impossible de supposer qu'un document concernant un sujet aussi délicat et aussi dangereux n'ait pas été mis sous les yeux de M. Truman, d'autant que le général Vaughan était chargé spécialement de faire la liaison entre le F.B.I. et le président pour toutes les questions de ce genre. »

Puis, M. Brownell donna lecture de la lettre écrite par L. Edgar Hoover, chef du F.B.I., et adressée au général Vaughan pour attirer son attention sur l'importance du rapport qui lui était remis. Dans cette lettre, Edgar Hoover mentionnait les noms d'un certain nombre de personnes qui étaient des agents soviétiques et qui occupaient toutes des postes dans le gouvernement américain. Il mentionnait spécialement Harry Dexter White et un certain nombre d'autres personnes telles que Gregory Silver Master, Georges Silverman, Frank Coe, Laughlin Currie, Victor Perlow, Maurice Halperin, etc. qui furent tous cités au cours du procès de Whittaker Chambers — Alger Hiss.

Le rapport mentionnait que, selon des renseignements de source confidentielle, parvenus au F.B.I., Harry Dexter White exerçait son activité d'espion, depuis 1942 ; les documents qu'il se procurait étaient photographiés dans un laboratoire secret installé dans la cave de la maison de Silver Master. Les photos étaient ensuite remises par courrier spécial à Jacob Golos et à Gaik Ovakinian, deux agents soviétiques chargés de la liaison. A la mort de Golos qui eut lieu le 27 novembre 1943, la liaison fut effectuée par le docteur Abraham Weinstein et Anatole Gromov, premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Washington.

Dans son rapport, Hoover faisait remarquer que si White était nommé directeur du Fonds monétaire international il pourrait exercer une grande influence lors des délibérations de cet organisme pour toutes les questions financières internationales. Il ajoutait qu'il ne pourrait plus exercer sur lui de surveillance efficace car les locaux du Fonds monétaire international, étant considérés territoire international neutre, les agents du F.B.I. n'avaient pas le droit d'y pénétrer.

Continuant sa déposition, l'Attorney général Brownell cita l'existence d'un second rapport du F.B.I. qui complétait le premier et qui était consacré plus spécialement aux activités d'espionnage de Harry Dexter White depuis la fin de l'année 1945. Ce rapport est encore aujourd'hui trop secret pour être intégralement divulgué. Ce rapport mentionnait les fréquents contacts de Harry Dexter White avec des hommes qui étaient connus du F.B.I. comme étant des agents communistes notoires. Ses relations étroites avec Alger Hiss y étaient aussi mentionnées.

Ce rapport mentionnait également l'affaire de *l'Amerasia*

dont nous parlons ailleurs. Nous ne pouvons nous étendre trop longuement sur ces faits qui sont fort longs.

L'Attorney général Brownell concluait sa déposition en disant :

« Depuis lors la justice américaine a recueilli des preuves indéniables de l'activité de White comme espion soviétique. Mais, dès décembre 1945 l'administration Truman avait en mains assez de renseignements pour convaincre n'importe qui que White était un élément douteux dans le gouvernement. Il n'était pas question à l'époque de savoir s'il pouvait être convaincu de trahison, mais il y avait d'amples preuves qu'il n'était pas un serviteur loyal des intérêts de notre pays et c'était suffisant. Les postes gouvernementaux sont un privilège, non un droit, et nous n'avons pas besoin d'attendre qu'un homme soit convaincu de trahison pour l'éloigner des postes de confiance et de responsabilité.

« Dans son discours télévisé d'hier, M. Truman reconnaît que, le 6 février 1946 date de la nomination de White, il avait eu connaissance du plus important des rapports du F.B.I. et qu'il avait donc nommé White à ce poste en pleine connaissance des faits qui lui avaient été remis par le F.B.I. Il est extraordinaire d'apprendre, de la bouche de M. Truman, qu'il a nommé White à ce poste avec l'idée que cela aiderait à le faire prendre. Il me semble encore plus extraordinaire d'apprendre que M. Truman savait dès 1946 qu'un réseau d'espionnage communiste opérait dans sa propre administration alors que, toutes ces dernières années, il a dit exactement le contraire au peuple américain. Il me semble que l'explication donnée pour justifier la nomination de White, à savoir qu'il a été nommé et qu'on l'a laissé en poste pendant plus d'un an pour permettre au F.B.I. de le convaincre d'espionnage, n'est pas une réponse valable et soulève toutes sortes de questions. »

DÉPOSITION TÉLÉVISÉE DE EDGAR J. HOOVER DEVANT LE COMITÉ D'ENQUÊTE SÉNATORIAL DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Edgar Hoover rappela en débutant que le F.B.I. est un organe d'information mais non de décision : il fournit au gouvernement les renseignements nécessaires concernant la sécurité du pays, c'est à ce dernier à prendre les décisions qu'il juge utiles. Puis il entra dans le vif du sujet.

« Le 7 novembre 1945, Miss Elisabeth Bentley donna aux agents spéciaux du F.B.I. un grand nombre de détails concernant sa propre carrière d'agent soviétique. Le 8 novembre 1945 un rapport fut remis au général Harry H. Vaughan dans lequel on donnait un certain nombre de noms qui opéraient comme agents soviétiques. On y ajoutait : des enquêtes sont faites avec vigueur mais j'estime que le président doit être prévenu immédiatement. De nombreuses enquêtes furent alors faites concernant les personnalités citées par Elisabeth Bentley et Whittaker Chambers. Le 27 novembre 1945 un mémorandum de soixante et onze pages fut établi résumant l'ensemble de l'espionnage soviétique aux Etats-Unis. Il fut remis au général Vaughan par courrier spécial le 4 décembre 1945. Des copies en furent communiquées à l'Attorney général, et un certain nombre de hauts personnages du gouvernement. Ce mémorandum contenait des renseignements sur Harry Dexter White.

« Quand nous apprîmes que Harry Dexter White avait été nommé directeur du Fonds monétaire international, comme délégué des Etats-Unis, nous complétâmes par des renseignements de source très sûre contenus dans un rapport de vingt-huit pages, daté du premier février 1946, qui fut remis au général Vaughan le 4 février suivant.

« Du 8 novembre 1945 jusqu'au 24 juillet 1946, sept rapports furent remis à la Maison-Blanche concernant l'espionnage soviétique où le nom d'Harry Dexter White était spécifiquement mentionné. Au cours de cette même période

deux résumés de l'activité d'espionnage soviétique furent remis au ministère des Finances et six autres remis à l'Attorney général des Etats-Unis. Le rôle du F.B.I. était de fournir des renseignements dont l'authenticité a été contrôlée, sans en tirer de conclusion ; c'est au chef du gouvernement à prendre ensuite des mesures nécessaires. Les renseignements contenus dans ces rapports provenaient de trente sources différentes dont la valeur et le sérieux avaient été soigneusement contrôlés auparavant. Parmi ces sources, je voudrais citer particulièrement Miss Elisabeth Bentley. Dès le début, nous avons pu établir qu'elle était à même de rapporter les faits concernant l'espionnage soviétique auquel elle avait pris part.

« Nous savions qu'elle était en contact avec un agent d'espionnage soviétique de haut rang, Anatole Gromov, premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Washington. Tous les renseignements fournis par Miss Bentley, qui étaient susceptibles d'être contrôlés par nous, se sont révélés exacts. Elle a été soumise aux enquêtes les plus minutieuses, ses témoignages ont été passés par des cours de justice et ont été trouvés exacts. Les renseignements de Miss Bentley ont été plus tard corroborés par Whittaker Chambers, et des documents écrits de la propre main de White, dont l'authenticité ne peut être mise en doute apportent confirmation des premiers renseignements que nous avons eus sur White. Après la mort de ce dernier, survenue le 16 août 1948, des faits nouveaux de nature indiscutable, ont clairement établi le sérieux des informations fournies en 1945 et 1946. Au cours de cette période, le F.B.I. s'inquiétait surtout de protéger les secrets gouvernementaux et d'empêcher les infiltrations communistes. Pour ma part, je me suis élevé contre des divulgations publiques prématurées qui auraient été inévitables si des poursuites judiciaires avaient été entamées dès le début, et qui auraient compromis les enquêtes que nous menions alors.

« Le 22 février 1946, j'eus une conférence avec le juge Vinson et l'Attorney général pour savoir quelle décision on prendrait au sujet de la nomination de White, et quelles suggestions on soumettrait à l'approbation du président Truman.

« Encore une fois mon rôle n'était pas de conseiller une décision, mais de fournir des renseignements.

« Aucune décision ne fut prise en ma présence autre que celle de fournir au président Truman tous les renseignements concernant le cas White. A la date du 26 février 1946, j'avisai l'Attorney général, d'abord par téléphone et ensuite par un rapport écrit, que j'avais reçu des informations de source confidentielle qui me laissaient supposer que Harry White avait été alerté et prévenu de quelque chose. En juin 1946, un des collaborateurs intimes d'Harry Dexter White, Virginus Frank Coe, (autre agent d'espionnage communiste), fut nommé secrétaire du Fonds monétaire international, poste qu'il occupa jusqu'au 3 décembre 1952, date à laquelle il fut destitué, après avoir invoqué le cinquième amendement pour refuser de répondre à une commission d'enquête concernant ses activités communistes et ses relations avec White. Nous avions fourni à la Maison-Blanche des informations sur Coe le 25 février 1946, à l'Attorney général, les 23 et 25 février 1946, et au ministère des Finances le 4 mars 1946. Il ressort de tout cela que le F.B.I. a attiré l'attention des autorités qualifiées aussitôt qu'il possédait les renseignements nécessaires. »

ÉDITORIAL DU NEW YORK HERALD TRIBUNE, RÉSUMANT L'AFFAIRE WHITE

Toute la pressse américaine commenta les dépositions de ces trois grands personnages.

Le *New York Herald Tribune* en tirait les conclusions dans un éditorial empreint de mesure et de pondération. En voici les passages essentiels.

« Au cours de deux extraordinaires présentations télé-

visées, auxquelles assistait pratiquement toute l'Amérique, les principaux acteurs de l'affaire White ont eu la parole.

« Le discours de l'ex-président Truman a été marqué par une profondeur de ressentiment et une violence de langage qui sont rares dans la vie publique. Il a pris l'offensive en une attaque politique de grande envergure contre l'Attorney général. Devant la commission du sénat, M. Brownell a répliqué avec l'habileté froide d'un juriste. Il a ramené la discussion sur le plan " aveuglement " et " négligence " de la part de l'administration précédente. Il a soulevé de graves doutes sur la valeur des arguments de l'ex-président. M. Truman a mis la véracité de M. Brownell en cause, et, maintenant, le public se demande lequel des deux est le plus près de la vérité.

« M. Brownell a-t-il " menti " quand il a déclaré que M. Truman avait nommé un espion au poste le plus important et le plus névralgique qu'il n'ait jamais occupé, tout en sachant parfaitement que c'était un espion ? M. Truman a-t-il " menti " quand il a déclaré qu'il avait délibérément maintenu l'homme à son poste pour permettre de démasquer le réseau d'espionnage. C'est une chose dégradante que de se poser de telles questions concernant les serviteurs de Etat ; le mot de " mensonges " n'aurait pas dû être prononcé dans la discussion. Admettons que M. Brownell ait un peu exagéré son cas à Chicago. Les plus chauds partisans de M. Truman, devront, eux-aussi, admettre que ce dernier exagère manifestement dans ses efforts pour justifier sa conduite passée en arguant d'un plan ayant pour but de démasquer un réseau d'espionnage.

« Le témoignage de M. Brownell prouve en tout cas clairement qu'aucun effort concerté n'a été fait par l'administration démocratique pour éloigner les fonctionnaires signalés par le F.B.I., comme membres du réseau d'espionnage de White. Longtemps après que White eut quitté son poste, d'autres agents du même réseau ont continué à occuper des postes de haute responsabilité. Cela, l'Attorney général l'a clairement prouvé. Aucune preuve, de quelque sorte que ce soit, n'a été apportée par l'ex-président pour montrer que son plan en vue de démasquer les espions soviétiques ait eu un commencement d'exécution — en admettant du moins qu'un tel plan ait existé.

« L'Attorney général au contraire a montré qu'aucune précaution n'avait été prise contre White après la nomination de ce dernier.

« Les motifs humains sont complexes... L'accusation venimeuse de mensonges qu'il a portée contre l'Attorney général ne doit pas être retournée contre un ancien président des Etats-Unis, mais on est en droit de l'accuser de négligences et de confusion dans les plus hautes et les plus sérieuses de ses responsabilités. Il n'est pas agréable de revenir sur ces faits que le temps a heureusement atténués... Mais des hommes comme Harry S. Truman, et son entourage s'étant révélés aussi aveugles et aussi fautifs, il est nécessaire d'établir la vérité des faits.

« Malheureusement les faits ne sont pas simples ; M. Truman aurait évité une grande incertitude au pays s'il avait nommé dans son administration une commission impartiale pour éclaircir la question et en tirer des conclusions positives. Il ne l'a pas fait, et, en dépit d'une défense agressive, on est obligé de constater qu'il n'a pas convaincu le pays quand il a affirmé avoir combattu effectivement la menace mortelle de la subversion » (*New York Herald Tribune,* 19 novembre 1953, Editions de Paris).

X

LES CONSEILLERS POLITIQUES DE LA MAISON-BLANCHE
LE ROLE DE H. KISSINGER
LES RÉVÉLATIONS DE DAVID NES

Dans nos précédents chapitres, nous avons montré avec des faits et documents précis — document Zabrousky, document Landmann, documents Morgenthau — l'influence énorme que les Juifs américains, et principalement les Juifs sionistes, exerçaient sur la politique étrangère du gouvernement des U.S.A.

Or, tout récemment, un diplomate américain, David Nes, qui a pris sa retraite après vingt-six années passées au service du State Départment, publiait dans le *Times* de Londres, du 5 février 1971, un article qui apportait sur ce point des précisions nouvelles. Le titre de l'article est le suivant : « America's very special relationship with Israël » et David Nes confirme et aggrave encore tout ce que nous avons dit et publié dans cet ouvrage. En lisant cet article, nous avons l'impression très nette que la politique étrangère des U.S.A. est inspirée, guidée et télécommandée par le lobby sioniste.

David Nes est bien placé pour savoir ce dont il parle, car il a été Chargé d'Affaires, représentant le gouvernement américain au Caire, lors de la guerre des Six Jours entre Israël et les Etats arabes. Nous donnons ci-après la traduction des passages essentiels de l'article en question, dont nous laissons à l'auteur la responsabilité. Le titre de l'article est le suivant : « Les relations tout à fait spéciales de l'Amérique avec Israël » et en sous-titre : « L'aide financière améri-

caine entre 1948 et 1968 s'est montée à 1 400 dollars pour chaque Israélien. »

« L'audience accordée récemment par le président Nixon au général Moshe Dayan, ministre de la Guerre d'Israël, illustre les relations très spéciales qui existent entre les deux pays, relations qui se sont développées depuis vingt-deux ans. Il est douteux qu'aucun ministre de la Défense d'un pays membre de l'O.T.A.N. ait eu un tel traitement de faveur. Les ministres de ces pays, quand ils viennent à Washington, sont reçus par le secrétaire de la Défense ; dans des cas exceptionnels par le secrétaire d'Etat, ou à la rigueur par le vice-président.

« Le président Truman a dit, en octobre 1948 : " Nous nous sommes engagés à créer un Etat d'Israël assez grand, assez libre, et assez fort pour assurer par lui-même son existence et sa sécurité. "

« Le scénario était ainsi monté pour une association unique dans l'histoire américaine entre les Etats-Unis et un autre pays. Aujourd'hui, cette association est beaucoup plus étroite, dans tous les domaines — défense militaire, collaboration économique, échanges de renseignements, citoyenneté commune et soutien diplomatique mutuel — que celle qui unit, par exemple, les Etats-Unis à la Grande-Bretagne.

« Aux Etats-Unis, nous dit ensuite David Nes, la presse et le gouvernement critiquent librement, parfois acerbement, les fautes ou faiblesses de nos Alliés, sauf en ce qui concerne Israël. Celui-ci bénéficie à ce point de vue d'une immunité totale, car toute critique de la politique israélienne est considérée comme étant une manifestation d'antisémitisme. Aux yeux des Américains, Israël est un courageux petit pays démocratique, luttant pour sa survie dans un océan d'Arabes sanguinaires, barbares et pro-communistes.

« L'aide financière américaine à Israël, à la fois gouvernementale et privée, a atteint ces dernières années un total prodigieux. Pendant la période de vingt années qui va de

1948 à 1968, l'aide financière du gouvernement américain a atteint un total de 11 milliards de dollars ; pendant la même période, les transferts privés de dollars se sont montés à 25 milliards de dollars, ce qui fait au total 36 milliards de dollars, ou 1400 dollars par tête d'habitant pour une population de 2 500 000. Ceci dépasse grandement l'aide fournie par les Etats-Unis à n'importe quel pays allié et se compare à la somme de 35 dollars par tête fournie à 13 pays voisins. Depuis 1968, l'aide financière américaine à Israël s'est grandement accrue. Les transferts de dollars ont atteint 800 millions en 1970, et en 1971, ils atteindront 1 milliard 500 millions.

« Avec la fin des réparations allemandes (l'Allemagne a fourni régulièrement des sommes énormes à Israël au titre de réparation pour les torts causés aux Juifs par la politique antisémite d'Hitler) et avec la nouvelle attitude de De Gaulle à l'égard du Moyen-Orient, l'Amérique est devenue depuis 1967 le fournisseur exclusif d'armes à Israël. Chose plus importante encore, l'Amérique a fourni qualitativement des avions, des missiles et des systèmes électroniques plus perfectionnés et de plus grande capacité meurtrière que ceux qui ont été fournis à nos alliés du N.A.T.O. et du C.E.A.T.O. Par exemple, la Grèce, la Turquie et l'Iran, qui forment une ligne de défense avancée contre l'U.R.S.S. n'ont pas encore reçu nos avions " Phantoms ".

« La Maison-Blanche fait pression sur un grand nombre de pays, y compris la France, pour leur interdire tout effort en vue de se constituer un armement nucléaire, mais elle encourage au contraire Israël à se doter d'un tel armement.

« Dans le domaine de l'échange des renseignements, la coopération américaine avec Israël est sans précédent et va bien au-delà des accords nucléaires conclus avec la Grande-Bretagne sur la base de la loi Mac-Mahon. Au cours des mois qui précédèrent les hostilités de juin 1967, les renseignements militaires, demandés par le gouvernement de Washington aux ambassades américaines, à la C.I.A. et aux

états-majors militaires du Moyen-Orient étaient basés en grande partie sur les besoins d'Israël et non sur les intérêts américains. L'efficacité des bombardements aériens d'Israël le 5 juin 1967, était basée en grande partie sur les renseignements de source américaine, concernant les terrains d'aviation et la répartition des forces aériennes égyptiennes. En ce qui concerne les renseignements politiques et économiques, c'est depuis longtemps une pratique courante du State Department de fournir à l'ambassade israélienne de Washington des copies de tous les rapports de nos ambassades du Moyen-Orient qui peuvent les intéresser. Un résumé de cette coopération a paru dans le *Wall-Street Journal* du 12 février 1970, sous la signature de Ray Vickers.

« En juin 1967, le bateau espion américain *Liberty* fut attaqué par des forces aériennes et navales israéliennes. Il y eut à bord 34 morts et 71 blessés. Mais le gouvernement américain éleva un minimum de protestation. Il n'en aurait certainement pas été de même si les agresseurs avaient été anglais, ou français, ou, pire encore, arabes.

« Situation privilégiée encore, en ce qui concerne la double citoyenneté. Un Américain peut se mettre au service de l'Etat ou de l'armée d'Israël sans perdre sa nationalité américaine, ce qui serait le cas s'il se mettait au service de tout autre pays. Comme, d'autre part, tout Juif qui retourne en Israël acquiert automatiquement la citoyenneté juive (Loi du Retour). Un Juif américain peut donc légalement cumuler les deux nationalités.

« A la suite de la guerre des Six Jours, Israël occupe militairement d'assez vastes territoires qui ne faisaient pas partie de l'Etat israélien. Par le vote de novembre 1967, l'O.N.U. s'oppose à ce que Israël conserve les territoires occupés par la force. Les U.S.A. avaient donné leur accord à ce vote.

« L'Amérique a maintenant radicalement changé sa position.

« L'été dernier, dans une série de déclarations de la Maison-

Blanche, l'administration Nixon semble avoir étendu cette garantie d'intégrité territoriale aux territoires occupés depuis 1967 par Israël, en attendant un règlement de paix final ; l'Amérique, qui, auparavant, assurait un équilibre militaire, garantit maintenant à Israël une supériorité militaire lui permettant d'asséner un rapide coup de knock-out contre ses voisins et elle appuye l'exclusivisme racial d'Israël, niant ainsi nos dix-huit années de support à la formule des Nations unies " rapatriement ou compensation " pour les réfugiés palestiniens.

« Cette relation spéciale de l'Amérique avec Israël, ajoute encore David Nes, a le plein et massif support de la plupart des Américains, et certainement du Congrès et de la presse. Par conséquent toute l'administration, depuis le président Truman, travaille constamment à établir des relations plus étroites et plus cordiales avec Israël, comme étant un des principes cardinaux de la politique étrangère américaine. Le général Moshe Dayan, quand il a rencontré le président Nixon, a été reçu avec plus de faveur que n'importe lequel des leaders politiques étrangers visitant Washington, que ce soit M. Heath, M. Pompidou, Herr Willy Brandt ou les représentants de n'importe quel pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine entretenant des relations amicales avec les U.S.A.

« Nous en sommes arrivés au point que la sécurité et le bien-être d'Israël sont considérés comme présentant un intérêt vital pour l'Amérique.

« S'il y avait une menace quelconque contre Israël, la réaction américaine serait plus intense que pour n'importe lequel de nos alliés du N.A.T.O. ou du C.E.A.T.O. Un humoriste du State Department a dit récemment : " Si la survie d'Israël était sérieusement menacée, la troisième guerre mondiale serait déclenchée en deux minutes ; s'il s'agissait de Berlin, cela prendrait plusieurs jours. "

Il y a là un état de fait qui est passablement inquiétant et la présence d'Henry Kissinger à la Maison-Blanche comme

conseiller privé du président Nixon n'est pas faite pour nous rassurer.

H. Kissinger est un Juif sioniste d'origine allemande, qui a quitté précipitamment l'Allemagne à l'arrivée d'Hitler au pouvoir et qui a été rapidement naturalisé citoyen américain. La presse américaine unanime nous apprend avec un grand luxe de détails que c'est lui qui dirige en fait la politique étrangère du gouvernement américain, que Nixon lui fait une confiance aveugle et s'en rapporte entièrement à lui pour formuler et diriger cette politique. Il suffit d'ouvrir le premier journal venu pour avoir confirmation de cet état de choses.

Le Monde du 14 mars 1971, publiait sous la signature de son correspondant américain, J. Amalric, un long article consacré au rôle d'Henry Kissinger dans la politique américaine. En voici les passages essentiels :

POLÉMIQUE AUTOUR DE MM. ROGERS ET KISSINGER
LES DEUX MOIS DE LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE

« Washington. — Mais qui donc définit la politique extérieure des Etats-Unis ? M. William Rogers, secrétaire d'Etat autrement dit ministre des Affaires étrangères, ou bien M. Henry Kissinger, conseiller de M. Nixon pour les affaires de " sécurité nationale " ? La question est à l'ordre du jour à Washington.

« Le problème a été soulevé voilà quelques jours par le sénateur Stuart Symington (démocrate du Missouri). Les gens se gaussent de notre secrétaire d'Etat, un homme fort valable pourtant. Ils affirment qu'il n'est secrétaire d'Etat qu'en titre, et que M. Henry Kissinger est en fait le véritable secrétaire d'Etat, même s'il n'en a pas le titre. »

« Pour les journalistes et les diplomates en poste ou de passage à Washington, les choses, en tout cas, sont claires : hormis le président, il y a un homme à voir dans la capitale, et cet homme n'est pas M. William Rogers ; c'est bien M. Henry Kissinger. Installé à demeure à la Maison-Blanche, entouré d'un " Département d'Etat " en miniature qui compte plus de cent membres, il est sans conteste le plus proche collaborateur du président, qui le convoque plusieurs fois par jour et ne prend aucune décision importante sans l'avoir consulté. De même, il est fort rare que M. Nixon reçoive un visiteur étranger sans avoir son conseiller à ses côtés. Et, lorsque le président se retire en Floride, en Californie ou à Camp David pour achever un discours, pour analyser une crise et mettre au point la riposte des Etats-Unis, M. Kissinger fait toujours partie de sa suite. Il n'en va pas de même du secrétaire d'Etat.

« La puissance de M. Kissinger se retrouve dans l'organisation du travail à la Maison-Blanche : rares sont les documents et dossiers qui arrivent sur le bureau de M. Nixon sans être passés par les services de M. Kissinger et sans que ce dernier donne son avis. Force est de constater que c'est le plus souvent le point de vue défendu par lui qui l'emporte.

« Le procès fait à M. Kissinger n'est pas nouveau. Depuis plus de cinquante ans, les présidents des Etats-Unis se sont souvent entourés de conseillers qui, restant parfois dans l'ombre, ont joué un rôle considérable. Rarement cependant, un conseiller présidentiel avait autant marqué de son sceau la politique étrangère américaine que M. Kissinger, remplissant presque des fonctions publiques, apparaissant même parfois à la télévision. Après M. Nixon, M. Kissinger est la personnalité de la Maison-Blanche la plus citée dans le monde entier.

« C'est justement parce qu'il a de plus en plus tendance à sortir de l'ombre que M. Kissinger se trouve aujourd'hui au centre d'une bataille qui oppose la Maison-Blanche au Congrès.

« M. Kissinger est-il devenu réellement le premier architecte de la politique étrangère américaine ?

« Cette dernière hypothèse paraît bien être la bonne ; c'est à cet architecte, et non au confident du président, qu'en ont

bon nombre de sénateurs. La querelle serait académique si MM. Kissinger et Rogers parlaient d'une même voix. Mais c'est rarement le cas, et c'est pourquoi certains membres du Congrès viennent de rappeler à l'exécutif que la Constitution accorde au pouvoir législatif un droit " de consultation, et d'approbation " en matière de politique étrangère. Reste à savoir si la Constitution donne aussi aux sénateurs les moyens d'exercer ce droit. »

Jacques Amalric.

De son côté, *le Figaro* du 9 juin 1971, consacrait une page entière à Henry Kissinger.

Le Dr Henry Kissinger, nous dit l'auteur du reportage, Jacques Jacquet Francillon, est :

« le conseiller spécial chargé des affaires concernant la sécurité nationale " l'homme qui tient le monde dans ses mains " comme on aime à le dire dans les salons politiques de Georgetown, ce qui n'est d'ailleurs pas tout à fait un vain mot.

« Chaque jour, en effet avant de rejoindre le président, il a déjà, lui, fait le tour des cinq continents dans la « situation room ", ce poste de commandement des sous-sols de la Maison-Blanche où les téléphones ne cessent de sonner, les dépêches de " tomber " et où le " télétype rouge " attend paisiblement pour cliqueter..., la prochaine crise mondiale.

« Tous les matins, Henry Kissinger confère longuement avec le président dans le " bureau ovale ". Il y reste jusqu'au premier rendez-vous officiel du président, vers 10 heures habituellement.

« Qui voit le président ? Rarement, très rarement, des ambassadeurs. C'est M. Kissinger qui, sauf circonstances protocolaires exceptionnelles (dépôt de lettres de créance, visite de souverains, de chefs d'Etat ou de premiers ministres étrangers), se charge généralement de les recevoir.

« Ces deux hommes, aujourd'hui apparemment inséparables, ne se connaissent pourtant que de fraîche date. Ils se sont rencontrés pour la première fois en août 1968 — M. Nixon venait à peine d'être investi par la convention de Miami comme candidat républicain à la présidence — à un cocktail donné par Mme Claire Booth Luce (propriétaire de *Time and Life*) dans son appartement new-yorkais. Ils ont échangé là quelques propos mondains. Trois à quatre minutes de conversation tout au plus... Le professeur Kissinger ne se doutait pas alors des conséquences qu'allaient entraîner pour lui ces quelques minutes...

« Le 8 novembre suivant, Richard Nixon, " president elected " depuis trois jours seulement, appelle Kissinger au téléphone et lui offre d'être son conseiller de politique étrangère. Kissinger a déjà occupé, à des titres modestes et épisodiques, des fonctions similaires auprès des présidents Kennedy et Johnson. Mais il s'agit maintenant de toute autre chose : M. Nixon lui propose de prendre la tête d'une sorte de superministère occulte qui " coiffera " en quelque sorte toutes les activités des secrétariats d'Etat et de la Défense, bref, tous les domaines qui relèvent de ce qu'on est convenu d'appeler la " sécurité nationale ". Il sera en fait, après le président, le second personnage le plus puissant des Etats-Unis.

« Etrange et fabuleux destin pour cet émigré juif-allemand qui s'exprime toujours — encore une de ses coquetteries — avec un accent germanique très marqué, et qui, fils d'un modeste professeur de lycée de Fürth qui avait fui les persécutions nazies, n'est arrivé aux Etats-Unis qu'en 1938 à l'âge de quinze ans. On l'appelait alors encore Heinz. Désormais, il se fera appeler Henry.

« M. Kissinger règne sur une équipe d'une bonne centaine de collaborateurs personnels — la plupart havardiens comme lui — qu'il engage et licencie à sa guise. Pour caser tout ce monde il a fallu bouleverser une partie de la Maison-Blanche. M. Nixon a fait donner à son " conseiller spécial pour la sécurité nationale " les locaux traditionnellement attribués aux journalistes accrédités auprès du président.

« En dehors de Kissinger c'est l'Attorney général, John Mitchell, et le secrétaire d'Etat, M. William Rogers, qui, le plus fréquemment, sont admis en privé dans le " bureau ovale " et plus souvent encore dans le " petit bureau " de " l'executive office building ".

« Ce sont des amis et de vieux compagnons de travail du cabinet d'avocat très prospère de Nixon, cependant, la petite chronique de Washington veut qu'un des sujets favoris des commères de la ville soit les mésaventures du " pauvre " secrétaire d'Etat, à qui le tout-puissant professeur Henry Kissinger, véritable " super ministre " des Affaires étrangères, cache tout ce qui se passe dans le monde. »

La vérité est certainement plus nuancée et le rôle du secrétaire d'Etat en titre, W. Rogers, est probablement moins insignifiant qu'on ne veut bien le dire ; mais il n'en reste pas moins qu'Henry Kissinger occupe dans le gouvernement américain une place tout à fait exceptionnelle.

On s'étonnera peut-être de l'appellation de « ministère occulte » donnée à l'organisation de Kissinger puisque toute la presse en parle à longueur de colonnes, mais rien n'est plus exact.

Il n'existe au grand jour que M. Kissinger, homme de confiance et conseiller privé du président Nixon pour les questions de politique internationale. M. Nixon a des amis personnels en qui il a confiance ; c'est très normal et il n'y a rien à redire à cela.

M. Kissinger, lui aussi, appelle à ses côtés un certain nombre de personnalités en qui il a confiance. Là encore c'est très normal. Ces personnalités sont en nombre anormalement élevé (une centaine dit-on), c'est un peu curieux mais après tout cela ne regarde que Kissinger. Il les choisit, les engage et les licencie à son gré sans en rendre compte à personne. Leurs noms on ne les connaît pas ; sur quel budget sont-ils rétribués ? Personne ne le sait et nul ne s'en inquiète. Il se trouve que le président se rallie toujours aux conseils de Kissinger et approuve invariablement ses décisions de politique étrangère.

En fait, Kissinger est donc le véritable ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis et, tant qu'il sera là, le point de vue sioniste sera toujours celui qui prévaudra dans la politique américaine.

Il s'agit donc bien d'un ministère occulte puisqu'il est anonyme, irresponsable, que financièrement, juridiquement, légalement et administrativement il n'existe pas, mais il est tout-puissant aussi longtemps qu'il bénéficie de la confiance totale du président Nixon.

Comment expliquer une situation aussi anormale ? d'où vient cette confiance aveugle que le président met en Kissinger ?

D'après la légende, fidèlement rapportée par *le Figaro,* Nixon aurait rencontré pour la première fois Kissinger à une réception donnée par Mme Luce, ex-ambassadrice auprès du Vatican et propriétaire du *Time-Life* ; Nixon qui venait d'être élu président aurait eu une conversation de quelques minutes avec Kissinger.

Sur ce, Nixon convoque le professeur à la Maison-Blanche et le nomme d'emblée conseiller privé, chef occulte de la politique étrangère des U.S.A., reléguant ainsi à l'arrière-plan ses vieux amis et compagnons de travail, W. Rogers et Mitchell, respectivement ministres de la Guerre et des Affaires étrangères !

A qui fera-t-on admettre une version aussi parfaitement invraisemblable ?

La vérité est à la fois plus simple et plus inquiétante. Il y a une seule explication possible : Pour des raisons complexes sur lesquelles nous ne nous étendrons pas ici, le lobby sioniste dispose au sein du gouvernement américain, d'une influence considérable, influence qu'il ne serait pas exagéré de qualifier de toute-puissante si l'on se réfère aux révélations de David Nes. Les présidents américains, qu'ils soient républicains ou démocrates, n'ont rien à lui refuser. Dès lors Kissinger aurait été délégué auprès du président Nixon pour représenter les

intérêts sionistes. Comme Kissinger est probablement habile, séduisant et certainement très capable — on ne l'aurait pas désigné sans cela — il a su prendre une grande influence sur le président, de sorte que la pression juive se fait sentir en douceur et sans trop de heurt, mais cela ne change rien quant au résultat. C'est l'histoire Morgenthau-Roosevelt qui recommence avec Kissinger-Nixon, faisant suite à l'histoire L. B. Johnson W. W Rostow.

Les gouvernements européens feront bien d'en tenir compte.

Qui est M. Kissinger ?

Voilà qui n'est pas facile à définir car c'est un personnage assez mystérieux. Certains journalistes le dépeignent comme un conservateur à tous crins et un farouche adversaire du communisme.

Ce n'est pas le point de vue d'Henry Coston qui nous donne sur ce sujet de très intéressants renseignements dans le numéro d'octobre 1971 de sa revue : *Lectures Françaises,* sous le titre : « L'affaire des Fuites américaines. » Or les renseignements de Coston méritent considération car il est toujours très bien renseigné sur les dessous des grandes affaires internationales.

Voici des extraits de l'article en question :

L'AFFAIRE DES FUITES AMÉRICAINES

« Les informations que nous transmettait l'un de nos abonnés américains et que nous avons publiées en juillet se sont révélées exactes sur toute la ligne : de gros intérêts sont à l'origine de l'Affaire des fuites aux U.S.A. De même, il est exact que le coupable, M. Daniel Ellsberg, est un sioniste militant : en livrant le rapport secret militaire sur le Vietnam, il savait qu'il gênerait la Maison-Blanche et l'obligerait ainsi à accepter ce que veut lui imposer depuis des années certain grand lobby américain.

« Nos fidèles lecteurs savent, depuis novembre 1966 (nº 115 " Johnson va-t-il capituler ? ", pages 9, 10 et 11) que les U.S.A. devront un jour s'incliner en Indochine sous la pression de grands intérêts. C'est ce même abonné américain, haut fonctionnaire de l'Etat, qui nous en apportait la preuve *et aucun de nos grands confrères n'a pris l'avertissement au sérieux, en tout cas aucun n'en a parlé à ses lecteurs.*

« De Moscou parvient à la presse une nouvelle qui confirme également ce que nous disons. Dans la *Literatournaya Gazeta,* était inséré le 14 juillet un article relatif au rapport secret du Pentagone. Sans détours, le journal des écrivains soviétiques explique que ce n'est pas par pacifisme que ledit rapport a été livré à la publicité, mais parce que de puissants intérêts économiques et financiers en ont ainsi décidé.

« Il révèle que les journaux U.S. qui ont publié des extraits de cette pièce Top secret ont " les relations les plus étroites " avec les industries de consommation et celles des armes stratégiques, qui loin de bénéficier de la poursuite de la guerre au Vietnam, en souffrent financièrement.

« Aussi ont-elles favorisé ces indiscrétions qui servent si bien leurs affaires.

« La *Literatournaya Gazeta* affirme qu'un antagonisme a commencé à apparaître il y a trois ans entre le " secteur vietnamien " et le " secteur armes nucléaires, fusées, espace " du " complexe militaro-industriel " américain. Ce n'est qu'en tenant compte de cet antagonisme qu'on peut comprendre les raisons pour lesquelles les documents du Pentagone ont été publiés par un homme aussi représentatif des monopoles que M. Arthur Sulzberger, éditeur et propriétaire du *New York Times.* »

G. V.

« P. S. — Autre succès des grands intérêts que nous venons de désigner : la visite du président Nixon à Pékin.

« Il est inutile, croyons-nous, de rappeler qui est M. Kissinger, l'homme qui, au dire de la presse mondiale, a préparé en secret le rapprochement sino-américain. L'éminence grise

de la Maison-Blanche a poussé le président Nixon là où le puissant lobby voulait le conduire. »

Lectures Françaises, oct. 1971.

On m'a demandé plusieurs fois ces temps-ci :

Comment expliquez-vous le revirement de l'attitude américaine vis-à-vis de la Chine communiste et quels sont les motifs de sa nouvelle ligne politique ?

Logiquement parlant trois raisons principales sont à la base de ce profond changement politique :

1. La guerre du Vietnam.
2. De puissants intérêts d'affaires américains.
3. L'antagonisme d'Israël contre la Russie soviétique.

1. La guerre du Vietnam.

L'Amérique qui a tout fait pour évincer les Français d'Indochine et prendre leur place s'est enlisée dans la guerre du Vietnam et elle s'y trouve actuellement dans une impasse inextricable.

Alors qu'elle croyait se livrer à une simple opération de police coloniale, elle a dû s'engager progressivement dans une guerre asiatique féroce et meurtrière, une guerre difficile, interminable, couteuse en hommes, financièrement ruineuse, impopulaire et désastreuse du point de vue électoral pour le gouvernement américain.

L'Amérique s'est vue finalement contrainte d'immobiliser en Indochine une armée de 700 000 hommes, dotée d'un armement ultra-moderne, une énorme flotte, une densité massive d'hélicoptères et de bombardiers géants. Elle a déversé sur la moitié nord du pays un tonnage de bombes supérieur à celui de la dernière guerre mondiale (zone européenne), elle y a engouffré des sommes colossales. Malgré cela elle n'a pas pu venir à bout de la petite Indochine, solidement étayée il

est vrai par l'immense Chine maoïste et soutenue dans son effort de guerre par la lointaine Russie soviétique. La guerre s'étend, Laos, Cambodge, et l'issue apparaît plus lointaine et problématique que jamais.

L'opinion publique américaine ne comprend pas et s'agite ; le corps expéditionnaire se bat avec une réticence croissante et réclame avec insistance son rapatriement (récemment des unités se sont mutinées et ont refusé de monter en ligne). L'armée U.S. occupe en force des têtes de pont bourrées de matériel de guerre et appuyées par la flotte américaine ; elles y sont inexpugnables mais les Viets sont maîtres des campagnes que l'armée d'occupation est incapable de contrôler. Tout ce qu'elle peut faire c'est une terrible politique de terre brûlée qui rend les Américains très impopulaires.

La situation est donc sans grande issue et le gouvernement américain voudrait bien se retirer de ce guêpier, mais comment le faire sans perdre la face, erreur fatale en Asie ?

L'Amérique se vante de n'avoir jamais perdu une guerre. Le seul moyen de ne pas perdre une guerre, c'est de la gagner, or, comment avouer qu'elle ne peut pas gagner la guerre d'Indochine ?

Dans ce but le gouvernement des U.S.A. mène depuis des mois de difficiles tractations ; difficiles car, pour aboutir, il est obligé de négocier un accord avec la Chine communiste. L'Indochine, la petite, pauvre et minuscule moitié d'Indochine dépend pour soutenir sa guerre de la Russie soviétique, mais plus encore de l'appui, technique, moral et doctrinal fourni par son puissant et immense voisin dont elle redoute la volonté de domination mais auquel la lient néanmoins une solidarité de race et les nécessités impérieuses de la guerre.

Voilà une première raison. Il y en a aussi une seconde.

2. Les intérêts d'affaires américains.

De puissants organismes économiques américains, Coston

nous le montre, sont hostiles à la continuation de la guerre du Vietnam et le gouvernement américain, qui a de grandes difficultés financières, est obligé d'en tenir compte. Plusieurs de ces organismes appartiennent au lobby sioniste, ce qui explique le choix de Kissinger pour mener les négociations avec la Chine.

De plus, les hommes d'affaires américains ont toujours été fascinés par l'immense marché chinois et par les énormes profits que leur laisse entrevoir une clientèle active et industrieuse de 700 millions d'habitants. Ils ont toujours considéré ce marché comme une chasse gardée ; ils se sont heurtés au Japon pour l'évincer du marché chinois, ils sont ulcérés de voir les Anglais, les Allemands et les Français conclure actuellement des accords économiques avec la Chine alors qu'ils en sont tenus écartés.

Que pèse la guerre du Vietnam, que pèse le danger communiste lui-même aux yeux des hommes d'affaires américains, en face des immenses profits qu'ils attendent du marché chinois ? Ils font évidemment pression dans ce sens sur le gouvernement, une pression de plus en plus insistante, et comme le gouvernement américain est un gouvernement d'affaires, entièrement dominé par des considérations économiques, il est bien obligé d'en tenir compte.

Voilà une seconde raison.

Il y en a une troisième, plus subtile et plus secrète mais non moins importante : l'antagonisme actuel israëlo-russe.

3. L'antagonisme d'Israël contre la Russie

Un profond antagonisme oppose actuellement la Palestine — donc le judaïsme mondial — à la Russie soviétique. Celle-ci a pris ouvertement le parti des Arabes contre les sionistes. Elle fournit techniciens, armes, munitions, chars blindés, avions Mig ultra-rapides à l'Egypte et aux pays de la R.A.U. Elle fournit des instructeurs et elle apporte une aide économique puissante aux pays arabes. Elle entretient en Méditerranée une flotte puissante qui se renforce continuellement.

Cette aide est dirigée sans aucune dissimulation contre l'occident capitaliste en général mais plus spécialement contre les sionistes. Il est normal que ceux-ci, fort inquiets, fassent de plus en plus appel à l'Amérique.

Mais ce n'est pas tout. Les Juifs internationaux et les sionistes en particulier sont ulcérés de l'attitude russe à leur égard. Beaucoup d'entre eux sont des Juifs immigrés d'Europe orientale : Russie, Pologne, Roumanie ; ils ont été chassés de ces territoires par la guerre et se sont regroupés en majorité en Palestine et aux Etats-Unis. Ils ont été les adversaires acharnés du tzarisme ; ils ont contribué plus que quiconque à sa chute et au triomphe du bolchevisme en Russie ; parmi les chefs de la vieille garde bolcheviste il y avait une énorme proportion de Juifs ; il suffit de rappeler les noms de Trotsky, Zinoviev, Kamenef, Radek, Sverdlof, Ouritsky et consorts pour l'établir de façon indiscutable. Les responsables directs de l'effroyable massacre de la famille impériale de Russie étaient des Juifs : Jacob Sverdloff, Yourovsky, Golostcheguine. Lénine, le fait vient d'être établi récemment en Russie, était un demi-juif. Les principaux chefs des terribles soulèvements révolutionnaires qui ensanglantèrent l'Europe centrale en 1918 et 1919 étaient des Juifs, Bela Kun en Hongrie, Kurt Eisner, Levine à Munich, Liebknecht (demi-juif par le sang mais pur juif par tempérament) et Rosa Luxembourg à Berlin. Les chefs du socialisme marxiste qui ruina l'Autriche étaient des Juifs : Frédéric Adler, Otto Bauer etc. Les assassins du comte Tisza Premier ministre de Hongrie et du comte Sturgkh Premier ministre d'Autriche étaient des Juifs.

Les chefs marxistes qui prirent le pouvoir dans les pays satellites d'Europe à la fin de la deuxième guerre mondiale étaient des Juifs : Rakosi, Peter Gabor en Hongrie, Anna Pauker en Roumanie, Slansky, Clementis, Arthur London en Tchécoslovaquie de même qu'en Pologne.

Or, aujourd'hui, par un fantastique retournement de l'his-

toire, les Juifs ont été presque totalement évincés des postes de commande en Russie et dans la majorité des pays satellites ; ils ont été assassinés à la suite de procès spectaculaires ou ils ont disparu dans les sinistres prisons du régime. Les populations des pays communistes sont plus antisémites que jamais ; la Russie soviétique a remis en vigueur les anciennes lois tzaristes à leur égard ; ils sont dans l'impossibilité de pratiquer leur culte, ils sont évincés de l'armée et autres secteurs importants de la vie publique. L'étiquette « juif » est inscrite sur leur passeport ; chose plus grave encore, ils n'ont pas le droit de quitter la Russie et d'émigrer en Palestine ou en Amérique comme ils le désirent ardemment, les visas de sortie leur sont délivrés au compte goutte ; bref les Juifs russes sont conservés en otage et ils n'ont pas le droit de se plaindre.

Dans le monde entier, les communautés juives se livrent à de bruyantes manifestations de protestation. Lorsque le président de la République, G. Pompidou, rendit visite au gouvernement américain, il fut accueilli par de violentes manifestations d'hostilité juive parce que la France avait récemment vendu des avions « Mirage » à la Lybie.

Il est donc assez normal que les milieux sionistes, et Kissinger leur porte-parole, fassent pression sur le gouvernement américain pour lui forcer la main dans ce sens.

Si donc Kissinger est farouchement anticommuniste comme certains l'affirment, ce n'est pas en tant que conservateur (puisqu'il négocie avec le communisme chinois contre le communisme russe) mais en tant que défenseur des intérêts juifs.

Toutefois, le temps n'est plus où l'Amérique, seule détentrice de la bombe atomique, pouvait dicter sa loi au monde ; elle n'est plus en mesure aujourd'hui de parler haut à la Russie soviétique.

Les régimes de démocratie libérale orientés uniquement vers une civilisation de consommation, de confort, de richesse et de loisirs sont mal équipés moralement pour tenir tête aux régimes communistes, régimes de dictature entièrement orientés vers une économie de guerre, régimes durs, imposant à leur population une discipline impitoyable, régimes qui contrastent étrangement avec l'atmosphère de relachement, d'indiscipline, de grèves et de revendications permanentes des régimes libéraux.

Tout récemment les trois généraux en chef de l'O.T.A.N. lançaient publiquement un grave avertissement ; ils affirmaient :

« L'équilibre militaire est actuellement rompu au bénéfice du bloc communiste. »

A ce sujet *le Figaro* du 24 septembre 1971 reproduisait des extraits de l'exposé fait par le général Steinhoff, président du comité militaire de l'O.T.A.N., le général Goodpaster, commandant suprême des forces alliées en Europe et l'amiral sir Edward Ashmore, commandant en chef de la zone orientale de l'Atlantique.

« Graves propos, commentait *le Figaro,* reflétant une situation plus sérieuse que ne l'imagine généralement le grand public. L'unité commune qui s'en dégage, c'est que l'Alliance Atlantique connaît la période la plus critique de son existence. Pourquoi ? Parce que nous nous trouvons en pleine période d'évolution et que, au moment où l'on parle de détente et de négociation en vue d'une réduction équilibrée des forces, il est de plus en plus difficile de faire admettre aux opinions publiques les servitudes indispensables au maintien de la sécurité.

« L'Alliance est en quelque sorte victime de son succès : elle a réussi à maintenir la paix pendant plus de vingt ans. Les gouvernements des pays qui la composent subissent une pression accrue de la part de ceux qui s'impatientent de ne pas voir réduire les dépenses de la Défense, jugées par eux hors de proportion avec les besoins actuels. Ils ne se rendent pas compte, en effet, que si la menace a changé de forme, elle n'a pas diminué d'intensité.

« C'est ce que les généraux Steinhoff et Goodpaster se sont

attachés tour à tour à mettre en relief, et il faut bien dire qu'un certain froid vous passe dans le dos en présence du tableau comparatif des forces des démocraties et de celles du bloc communiste. L'équilibre est maintenant rompu au bénéfice de ce dernier. Il possède deux fois plus de forces conventionnelles, trois fois plus de chars, deux fois plus d'avions ; quant à la marine soviétique, elle est la deuxième du monde, entièrement neuve, présente partout ; et l'amiral Ashmore devait souligner les graves problèmes qui se poseraient en cas de conflit aux pays de l'Alliance dont le ravitaillement, en pétrole notamment, dépend de la liberté des mers.

« Ce déséquilibre en outre ne cesse de s'aggraver. L'U.R.S.S. ne ralentit pas son effort militaire, au contraire, et, au rythme actuel, sa supériorité en matière nucléaire sera totale en 1975.

« Face à cette situation, les responsables de l'Alliance Atlantique ne restent bien entendu pas inactifs, ainsi que l'atteste une vaste gamme d'initiatives et de réalisations dans le domaine de la coopération militaire notamment. Mais tous les orateurs ont insisté pour que l'effort ne soit pas ralenti. C'est évidemment tout d'abord une question d'argent : un champ de bataille automatisé n'est pas bon marché. Les matériels coûtent cher, et se démodent vite. C'est une question de recrutement également : avoir le personnel qualifié sans trop en retirer aux économies nationales. Mais surtout, c'est une question de mentalité. Si l'on veut que l'O.T.A.N. survive à la détente, selon l'expression de M. Manlio Brosio, il faut sans cesse expliquer à l'opinion publique qu'elle ne doit pas se laisser intoxiquer par cette atmosphère de détente. Défense et détente ne sont pas deux facteurs incompatibles. Ils sont le fondement de l'Alliance. L'Ouest doit négocier la détente, mais seulement à partir d'une position de force. »

Jacques M. J. Ogliastro.

Devant cette inquiétante situation, les Etats-Unis, peu désireux d'affronter seuls la Russie soviétique, se cherchent des alliés parmi les ennemis de cette dernière, dont le plus puissant et le plus redoutable est incontestablement la Chine. L'immense Chine de Mao au réservoir inépuisable de 700 millions d'habitants fanatisés par une propagande de tous les instants. C'est certainement l'une des raisons profondes de la présence actuelle de Kissinger à Pékin.

C'est là une politique à courte vue, lourde de périls pour l'avenir ; mais le danger soviétique est proche et immédiat. Les U.S.A. sont en contact direct en Europe avec les armées et la flotte soviétique, le danger chinois est plus éloigné dans le temps et dans l'espace, apparemment le gouvernement américain considère qu'il n'a pas le choix.

BIBLIOGRAPHIE

des livres cités au cours de cet ouvrage

AMALRIC (J.), article paru dans *le Monde* du 14 mars 1971 et consacré à H. Kissinger, conseiller politique du président Nixon.

BAR-ZOHAR (Michel), *Les Vengeurs,* Ed. Fayard, Paris, 1968.

BARBUSSE (Henri), *Paroles d'un Combattant,* Ed. Flammarion, Paris, 1920.

BARTZ (Karl), *Quand le ciel était en feu,* Ed. « J'ai Lu » (diffusion Flammarion), Paris, 1964. Ouvrage traduit de l'allemand.

BATAULT (Georges), *Israël contre les nations,* préface de L. de Poncins, Ed. Beauchesne, Paris, 1939.

BEATY (John), *The Iron Curtain over America,* Wilkinson Publishing C°, Dallas, Texas, 1952.

COOLIDGE (M.), ancien président des Etats-Unis. Discours de Hammond-Reuter, Londres, 14 juin 1927.

DILLON (Dr E. J.), *The inside Story of the Peace conference.*

DOENITZ (Grand amiral), *Dix ans et Vingt jours,* Ed. Plon, Paris, 1959. Ouvrage traduit de l'allemand.

DOUSSINAGUE (José M.), ambassadeur d'Espagne, *España Tenia Razón,* Ed. Espasa Calpe, Madrid, 1949.

FLYNN (John T.), *While you Slept,* Ed. Devin, Adair, New York, 1953. — *The Roosevelt Myth,* New York, 1961.

GANNON (Robert), *The Cardinal Spellman story,* Ed. Double day and company, New York, 1962. et Ed. de poche Pocket Books Inc., New York, 1963.

GOLDMANN (Nahum), « *Memories* » — *The autobiography of Nahum Goldmann,* Ed. Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1970.

IRVING (David), *La Destruction de Dresde,* Ed. Robert Laffont, Paris, 1964. — *La destruction des villes allemandes,* Ed. France-Empire, Paris, 1965.

JACQUET-FRANCILLON (J.), Reportage sur l'Amérique, paru dans *le Figaro* du 9 juin 1971.

KAUFMAN (Theodor), *Germany Must Perish*, Ed. Argyle Press Newark, New Jersey, 1941.

LANDMAN (Samuel), *Great Britain The Jews and Palestine*, New Sionist Press, 217 Finchley Road, London N.W.8, mars 1936.

LAUNAY (J. de), chapitre : « La guerre psychologique » du livre *Les Dessous de la deuxième guerre mondiale*, Ed. Marabout Université, 1964.

LUDWIG (Emil), *La Nouvelle Sainte-Alliance*, N.R.F., Paris, 1938.

MACARTHUR (Général), « Réponse aux Mémoires du président Truman », *U. S. News and World Report*, 17 février 1956.

MALYNSKI (E.), *La Démocratie victorieuse*, Ed. Cervantès, Paris, 1929.

Monde (Le), numéro du 12 janvier 1971.

MONTIGNY (J.), *Le Complot contre la Paix*, Ed. La Table Ronde, Paris, 1966.

MORGENTHAU (H.), *Morgenthau Diary*. Prepared by the subcommittee to investigate the Administration of the international Security. Act of the Committee on the judiciary. Unied States Senate, november 1967. U. S. Government Printing Office, Washington, 1967.

NANTES (Abbé de), *La Contre-Réforme catholique*, numéro de février 1971, Maison St-Joseph, 10-St-Parres-les-Vaudes.

New York Herald Tribune, édition de Paris, n° du 19 novembre 1953.

PONCINS (L. de), *S.D.N., Super Etat maçonnique*, Ed. Beauchesne, Paris, 1936.

RAUSCHNING (H.), *Hitler m'a dit*.

ROOSEVELT (Elliott), *As He Saw It*, Ed. Duell Sloan and Pierce, New York, 1946.

SNOW (Sir Charles), *Science and Government*, Londres, 1961. Cité par F.J.P. Veale : *Advance to Barbarism*. — « The Strategic Air Offensive against Germany » — H. M. Stationery Office London, 1961. C'est un document officiel du gouvernement anglais, cité par F.J.P. Veale : « Advance to Barbarism ».

SAMUEL (Sir Herbert), « L'Angleterre et la Palestine », conférence publiée par la « Jewish Historical Society », Londres, février 1936.

THARAUD (J. J.), *Quand Israël est Roi*, Ed. Plon, Paris, 1927.

THORWALD (Jürgen), *Wlassow contre Staline*, Ed. André Bonne, Paris, 1953 (traduit de l'allemand). — *La Débâcle allemande*, Ed. Stock, Paris, 1965, Ed. de Poche « J'ai Lu », Paris, 1967.

TORMAY (C. de), *Le Livre proscrit*, Ed. Plon, Paris, 1925.

VEALE (F.J.P.), *Advance to Barbarism*, The Mitre Press, Londres W.C.2, 1968.

WHEELER BENNETS (Hohn W.), *Le drame de l'armée allemande*, Ed. N.R.F., Paris, 1955, traduit de l'anglais.

WILLOUGHBY (Major général Charles A.), *Shanghaï Conspiracy*, préface du général MacArthur, E. P. Dutton C. Y. ; New York, 1952.

TABLE DES MATIÈRES

Il a été tiré de cet ouvrage
sur Alfa Mousse des Papeteries de Navarre

5 exemplaires reliés plein cuir
marqués A, B, C, D, E, réservés à l'éditeur

10 exemplaires reliés plein cuir, hors commerce
numérotés de 1 à 10

85 exemplaires reliés plein cuir
numérotés de 11 à 95

21 exemplaires reliés toile, hors commerce
marqués de F à Z

479 exemplaires reliés toile
numérotés de 96 à 574

Le tout constituant l'édition originale

Ce volume est le quatrième édité par
« Diffusion de la Pensée Française » sous la
direction de Jean Auguy

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE AUBIN 86 LIGUGÉ / VIENNE
LE 5 JUIN 1972

D. L., 2e trimestre 1972. — Imprimeur, 6622.
Imprimé en France



DIFFUSION
DE LA PENSÉE
FRANÇAISE

CHIRÉ-en-MONTREUIL,
86-VOUILLÉ

Léon de PONCINS

— La Franc-Maçonnerie d'après ses documents secrets
— Christianisme et Franc-Maçonnerie

Jean VAQUIÉ
(Préface de L. de Poncins)

— La Révolution Liturgique

Marie-Madeleine MARTIN

— Le Latin Immortel
— Le Roi de France ou les grandes journées qui ont fait la Monarchie
— Saint Vincent de Paul et les Grands
— Histoire de l'Unité Française

Jacques PLONCARD D'ASSAC

— Doctrines du nationalisme

Jacques PERRET

— Le Vilain temps

CONFÉDÉRATION NATIONALE
DES FAMILLES CHRÉTIENNES

— La Crise de la Foi et les nouveaux catéchismes

TOP SECRET

un livre fascinant, dangereux, plein de lourds secrets d'Etat

On a abusé du titre de Secrets d'Etat qui n'en étaient pas en réalité. Le dernier exemple en date est celui des « Carnets du Pentagone » dont la publication a fait tant de bruit aux U.S.A. et dans la presse mondiale et dont l'importance a été passablement surfaite par un battage de publicité bruyant et spectaculaire. Or, ces Carnets qui traitent uniquement de la guerre du Viet-Nam et de la politique américaine dans l'Asie du Sud-Est divulguent des renseignements qui n'étaient pas secrets.

L'ouvrage que publie aujourd'hui L. de PONCINS a l'avantage de porter à la connaissance de tous des documents sinon secrets, du moins connus d'une seule et infime minorité d'initiés. Ils sont d'un intérêt bien plus grand que les « Carnets du Pentagone », car l'étude qu'en fait l'auteur l'amène à revoir entièrement l'histoire internationale de la IIe Guerre mondiale et des graves événements qui en sont la conséquence.

En lisant ces pages de L. de PONCINS, vous découvrirez :

— un livre extraordinaire qui bouleverse toutes les thèses officielles et qui révèle des dessous de l'histoire, inconnus du public ;

— un livre basé sur des documents d'une importance primordiale et d'une authenticité indiscutable ;

— un livre qui devrait être un best-seller mondial, mais qui sera impitoyablement étouffé par la conspiration du silence, car il va à l'encontre de toutes les idées proclamées, imposées comme des vérités intangibles par les démocraties occidentales (et par les forces de Subversion).

Diffusion
de la Pensée
Française